

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 12/05/2017

N° : 2017/20

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 43
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 79
Transports, déplacements et accessibilité	page 84
Urbanisme et aménagement	page 93
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 112
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 130
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 145
Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 167
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 170
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 183

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 192
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 244
Transports, déplacements et accessibilité	page 270
Urbanisme et aménagement	page 290
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 331
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 359
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 373
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels.	page 384
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 390
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 398

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 30 MARS 2017

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

30 MARS 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-1609/17/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole d'Aix-Marseille Provence

MET 17/2807/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 20 mars 2017, la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité de 2 demandes d'indemnisation :
Ont été déclarés non recevables pour le moment, au motif d'un retard de règlement des obligations fiscales et/ou sociales, les dossiers suivants :

- VXP11-2016/12/19 : LA NAUTIQUE / RNM du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016,

- VXP11-2016/12/20 : BAR TABAC BEAU RIVAGE du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016

2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

TRAMWAY RUE DE ROME

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
TMW-2016/06/147	URBAN CENTER	1 rue Grignan 13006 Marseille	01/01/14 au 27/02/15	131 338 €	78 803 €
TMW-2016/02/146	MASSIS	39 rue Rome 13001 Marseille	06/10/12 au 27/02/15	4 697 €	2 818 €

TOTAL				131 338,00€	81 621,00€
--------------	--	--	--	--------------------	-------------------

Montant des indemnisations déjà accordées	5 834 632,00 €
Total général TRAMWAY RUE DE ROME	5 916 253,00 €

VIEUX-PORTT II

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP II-2016/06/2	EXIT CAFE SARL MISTRAL	12 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	32 953 €	19 772 €
VXP II-2016/06/3	HAVANA CAFE	11 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	71 273 €	42 764 €
VXP II-2016/06/4	SAVONNERIE MARSEILLAISE DE LA LICORNE	24, 25 et 26 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	50 251 €	30 151 €
VXP II-2016/07/6	LA CARDINALE SAS LIBRAIRIE MARITIME	26 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	0 €	0 €
VXP II-2016/07/8	LACYDONS SERVICES	28 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	18 822 €	11 293 €
VXP II-2016/08/11	RADISSON BLU HOTEL	38-40 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	0 €	0 €
TOTAL				173 299,00€	103 980,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	8 562,00 €
Total général Vieux-Port II	112 542,00 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 2 demandes d'indemnisation précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 8 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'avis de la Commission d'indemnisation relatif à l'examen de la recevabilité des 2 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est approuvé l'avis de la Commission d'Indemnisation relatif à l'indemnisation des 8 dossiers précités pour un montant total de 185 601,00 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence : Sous-Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 020 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-1610/17/BM

■ Requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la place Estrangin et la Canebière (1er et 6ème arrondissements) - Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Indemnisation Amiable Métropolitaine MET 17/2867/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole d'Aix-Marseille Provence pour les préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération FAG 003-1283/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices commerciaux, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements).

En effet, dans la continuité des travaux déjà réalisés dans le centre-ville de Marseille, la rénovation des axes commerciaux majeurs de l'hyper centre, comme la rénovation de la rue Paradis, apparaît nécessaire. Or ces travaux occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part, qui a déjà engagé une politique active à travers son Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial, poursuit son action en faveur de la dynamisation et de la modernisation du tissu commercial
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien

et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération FAG 003-1283/16/CM du 15 décembre 2016 élargissant le périmètre de la Commission Indemnisation Amiable à la rue Paradis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la rue Paradis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains de la rue Paradis.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-1611/17/BM

**■ Annulation d'une garantie d'emprunt accordée à la SCI Les Bornes dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé à Pont de l'Arc - Aix-en-Provence
MET 17/2953/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé avenue Fortuné Ferrini, Pont de l'Arc à Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, par délibération n° 2015_A189 du 8 octobre 2015, a accordé à la SCI Les Bornes une garantie d'emprunt d'un montant de 13 750.000 €, pour un prêt long terme de 50 M€ sur 22 ans.

Le plan de financement de ce programme ayant été modifié, la formule d'un prêt bancaire long terme ne sera pas mise en œuvre, au profit d'un crédit-bail immobilier.

Il en découle que la SCI Les Bornes demande l'annulation de cette garantie d'emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 et L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A189 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 accordant une garantie d'emprunt à la SCI Les Bornes ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention de garantie financière signée le 28 décembre 2015 entre la SCI Les Bornes et la Communauté du Pays d'Aix ;
- La demande de la SCI Les Bornes ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 2015_A189 du 8 octobre 2015 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix approuvant une garantie d'emprunt de 13 750 000 euros au profit de la SCI Les Bornes.

Article 2 :

Est annulée la convention de garantie financière signée le 28 décembre 2015 entre la SCI Les Bornes et la Communauté du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-1612/17/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour l'opération Les Jardins de Saint-Cannat à Saint-Cannat relative à l'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs
MET 17/2959/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM NEOLIA envisage l'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux « Les Jardins de Saint-Cannat » sur la commune de Saint-Cannat. Cette opération, d'un montant total de 780.520 euros est financée pour partie par un emprunt de 288.180 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 158.499 euros, étant précisé que la commune de Saint-Cannat est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

Une analyse financière de la SA HLM NEOLIA à partir du bilan 2015 a été effectuée.

La situation de l'organisme est bonne. L'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève dont à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se

compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM NEOLIA.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2252-1 et L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 008-679/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant les conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- Le contrat de Prêt N° 58206 en annexe signé entre la SA HLM NEOLIA et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288.180 euros souscrit par la SA HLM NEOLIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 58206, constitué de 4 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM NEOLIA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM NEOLIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM NEOLIA ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-1613/17/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 19 logements sociaux à Roquevaire - Résidence La Caprie
MET 17/3009/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour mener à bien la construction de 19 logements sociaux à Roquevaire, à la résidence La Caprerie situés 22 avenue des Alliées, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité ses partenaires bancaires et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a fait une proposition de prêt de 2 037 945,00 (deux millions trente-sept mille neuf cent quarante-cinq euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêts.

Pour permettre le déroulement de cette opération, la CDC a sollicité la caution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100%. Il convient que la Métropole se prononce sur cette garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de prêt n° 59496 en annexe signé entre la SA d'HLM Logis Méditerranée et la Caisse des dépôts et consignations ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la SA d'HLM Logis Méditerranée à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant maximum de 2 037.945,00 euros (deux millions trente-sept mille neuf cent quarante-cinq euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêt, que la société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 59496.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des 4 lignes de prêt sont définies comme suit :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	538 361 €	179 912 €	942 488 €	327 224 €
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt (phase de préfinancement)	0,55%	1,09%	1,35%	1,09%
Durée d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Taux d'intérêt (phase d'amortissement)	Livret A-0,2 %	LivretA+0,34 %	LivretA+0,6 %	LivretA+0,34 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %

Article 3 :

La garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Cette garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-1614/17/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 6 logements sociaux à Roquevaire - Résidence Négre

MET 17/3018/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour mener à bien la construction de 6 logements sociaux à Roquevaire, à la résidence Négrel, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité ses partenaires banquiers et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a fait une proposition de prêt de 683 433 euros (six-cent-quatre-vingt-trois mille quatre-cent-trente-trois euros).

Pour permettre le déroulement de cette opération, la CDC a sollicité la caution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %. Il convient que la Métropole se prononce sur cette garantie d'emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5111-4 et L.5216-1 et suivants ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de prêt n° 57871 en annexe signé entre la SA d'HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la SA d'HLM Logis Méditerranée sa garantie à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant maximum 683 433 euros (six-cent-quatre-vingt-trois mille quatre-cent-trente-trois euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêt, que la société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des 4 lignes de prêt sont définies comme suit :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	175 632 €	64 446 €	314 463 €	128 892 €
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt (phase de préfinancement)	0,55 %	1,08 %	1,35 %	1,08 %
Durée d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Taux d'intérêt (phase d'amortissement)	Livret A-0,2 %	LivretA+0,33 %	LivretA+0,6 %	LivretA+0,33 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Cette garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-1615/17/BM

■ Approbation de la garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 13 logements sociaux à Roquevaire - Résidence Mauras MET 17/3019/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour mener à bien la construction de 13 logements sociaux à Roquevaire, à la résidence Mauras, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité ses partenaires

banquiers et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a fait une proposition de prêt de 1 440 753 euros (un million quatre cent quarante mille sept-cent-cinquante-trois euros).

Pour permettre le déroulement de cette opération, la CDC a sollicité la caution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %. Il convient que la Métropole se prononce sur cette garantie d'emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5111-4 et L.5216-1 et suivants ;
- Le Code Civil ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de prêt n° 57870 en annexe signé entre la SA d'HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la SA d'HLM Logis Méditerranée à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant maximum de 1 440 753 euros (un million quatre cent quarante mille sept-cent-cinquante-trois euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêt, que la société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des 4 lignes de prêt sont définies comme suit :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	285 617 €	224 247 €	481 186 €	449 703 €
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt (phase de préfinancement)	0,55 %	1,08 %	1,35 %	1,08 %
Durée d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Taux d'intérêt (phase d'amortissement)	Livret A-0,2 %	LivretA+0,33 %	LivretA+0,6 %	LivretA+0,33 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Cette garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au

bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-1616/17/BM

**■ Demande de modification de garantie d'emprunt de la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos suite au réaménagement d'un contrat de prêt relatif à la réhabilitation de l'institut médico-éducatif situé "Les Heures Claires" à Istres.
MET 17/3050/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des garanties d'emprunts et de leur réaménagement, la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos, dont le siège se situe ZA Lavalduc – 440, allée Charles Laveran – BP 10203 – 13775 Fos-sur-Mer Cedex, a informé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par courrier du 13 décembre 2016, qu'elle envisageait le réaménagement d'un contrat de prêt pour un montant total de 6 138 000,00 € soit 5 947 341,24 € en capital restant dû sur cet emprunt et 190 658,76 € en indemnité de rachat.

Ouest Provence a accordé sa garantie par délibération n° 447/09 du 6 novembre 2009 sur un prêt auprès de la Caisse des dépôts et consignations sous le numéro 1153546 pour un montant de 2 872 888 € soit 41,71 % du capital initial.

La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos, ci-après l'emprunteur, a sollicité le Crédit Agricole Alpes-Provence, qui a accepté le réaménagement du prêt selon de nouvelles caractéristiques financières du contrat de prêt.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est appelée à délibérer en vue d'apporter sa garantie à hauteur de 41,71 % pour le remboursement du prêt réaménagé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2252-1 et L2252-2 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° 447/09 de Ouest Provence en date du 6 novembre 2009 accordant la garantie à hauteur de 41,71% du prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations n° 1153546 ;
- La demande de modification de garantie d'emprunt de la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos souhaite réaménager un contrat de prêt pour un montant total de 6 138 000 € soit 5 947 341,24 € en capital restant dû sur cet emprunt et 190 658,76 € en indemnité de rachat ;
- Que la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos ci-après l'emprunteur, a sollicité le Crédit Agricole Alpes-Provence, qui a accepté le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières du contrat de prêt ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est appelée à délibérer en vue d'accorder sa garantie à hauteur de 41,71 % pour le remboursement du prêt réaménagé ;

Délibère

Article 1 :

Est renouvelée la garantie d'emprunt pour le remboursement d'un prêt réaménagé, initialement contracté par la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Est approuvée la garantie du prêt réaménagé à hauteur de 41,71 %, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalité ou indemnités pouvant être dues, notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'elle aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières du prêt réaménagé sont les suivantes :

Prêt en Taux Fixe :

Montant : 6 138 000,00 € se décomposant comme suit:

Capital restant dû : 5 947 341,24 €

Indemnité de rachat : 190 658,76 €

Durée : 24 ans

Taux d'intérêt : Taux d'intérêt maximum de 2 % l'an (base 30/360)

Echéance : au choix annuelle/semestrielle/mensuelle.

Frais de dossier : 0,005 %

Autres frais : néant

Article 3 :

La garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole Alpes-Provence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues, à libérer en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole Alpes-Provence et la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-1617/17/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme ERILIA pour le financement de l'opération de Construction de 37 logements (25 PLUS et 12 PLAI) - Les Hauts de la Chartreuse - située Impasse des Marronniers à Marseille 14e arrondissement
MET 17/3072/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction en VEFA de la résidence « Les Hauts de la Chartreuse » de 37 logements collectifs « Les Hauts de la Chartreuse, située Impasse des Marronniers à Marseille - 13014 »

Portée par la Société Anonyme Erilia, cette opération sera financée par quatre emprunts (PLAI et PLAI Foncier, PLUS, PLUS Foncier) pour un montant total de 4 136 802,00 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Marseille.

Le montant des prêts se répartit ainsi :

- Un prêt PLAI sur 40 ans pour un montant 982 894 euros,
- Un prêt PLAI foncier sur 60 ans pour un montant 283 300 euros,
- Un prêt PLUS sur 40 ans pour un montant 2 228 046 euros,
- Un prêt PLUS Foncier sur 60 ans pour un montant 642 562 euros

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%, donc pour un montant de 1 861 560.90 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;

- la loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce Prêt, constitué de 4 Lignes de Prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence « Les Hauts de la Chartreuse » de 37 logements collectifs « Les Hauts de la Chartreuse, située Impasse des Marronniers à Marseille - 13014.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLUS Foncier	PLUS CONSTRUCTION	PLAI	PLAI Foncier
Montant	642 562 €	2 228 046 €	982 894 €	283 300€
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	De 24 mois	De 24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	60 ans	40 ans	40 ans	60 ans
Marge fixe sur index	0.36%	0.6%	-0.2%	0.36%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Livret A +0.36%	Livret A +0.6%	Livret A -0.2%	Livret A +0.36%
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	De 0 % à 0,50 % maximum		De 0 % à 0,50 % maximum	

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, ainsi que les contrats de prêts qui seront passés entre la banque précitée et l'emprunteur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-1618/17/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement PLAI situé 321 Place Général De Gaulle à Salon-de-Provence MET 17/3084/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une

opération d'acquisition-amélioration d'un logement PLAI situé 321 Place Général De Gaulle à Salon-de-Provence.

Portée par la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération sera financée par un emprunt (PLAI) pour un montant total de 26 500 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% de la Ville de Salon-de-Provence.

Le montant du prêt est ainsi réparti :

- Un prêt PLAI sur 25 ans pour un montant de 26 500 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant de 14 575 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment l'article R 221-19;
- Le Code Civil et notamment l'article 2298 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;

- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 26 500 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué d'une ligne de Prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de parc social public d'un logement situé 321 Place Général De Gaulle à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de la ligne de prêt sont définies comme suit :

Caractéristiques	PLAI
Enveloppe	-
Montant	26 500 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,55%
TEG	0,55%
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,2%
Taux d'intérêt	Livret A – 0,2%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	« Double Révisabilité Limitée » DL
Taux de progressivité des échéances	0%
Taux plancher de progressivité des échéances	0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ainsi que le contrat de prêt qui sera passé entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que tout acte nécessaire à l'exécution de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-1619/17/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Association AGAPEI 13 Nord-Ouest pour l'opération "Foyer d'Accueil Médicalisé La Sauvado" à Salon-de-Provence
MET 17/3086/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de travaux d'extension, de réhabilitation et mise aux normes du Foyer d'Accueil Médicalisé « La Sauvado » de 25 logements ou 30 places, situés Chemin Sans Souci à Salon-de-Provence.

Portée par l'Association de Gestion des Associations des Parents d'Enfant Inadaptés (AGAPEI) 13 Nord-Ouest, cette opération sera financée par un emprunt PHARE (Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension) pour un montant total de 400 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% de la commune de Salon-de-Provence.

Ce prêt est constitué de d'une ligne :

- Prêt PHARE sur 20 ans pour un montant total de 400 000 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant de 220 000,00 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration et notamment l'article L 242-2 ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment l'article R 221-19 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 400 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué d'une ligne de Prêt, est destiné à financer une opération de travaux d'extension, de réhabilitation et mise aux normes du Foyer d'Accueil Médicalisé « La Sauvado » de 25 logements ou 30 places, situés Chemin Sans Souci à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de la ligne de Prêt sont définies comme suit :

Ligne du Prêt 1

Ligne du prêt : PHARE

Montant : 400 000 €

Durée total : 20 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,60%.

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire avec échéance déduite
Modalité de révision : Simple révisabilité (SR)
Taux de progressivité des échéances : 0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ainsi que les contrats de prêt qui seront passés entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que toutes les pièces relative a ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-1620/17/BM

**■ Transfert de garantie d'emprunt de l'Association Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence à l'Association AGAPEI 13 Nord-Ouest pour l'opération de reconstruction du Foyer "La Sousto" à Salon-de-Provence - Modification de la délibération n°015/14 du 3 mars 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance
MET 17/3087/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour rappel, par courrier du 26 novembre 2013 l'Association Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence a sollicité auprès de l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite « Agglopro Provence » une garantie d'emprunt

pour l'opération « La Sousto » concernant la reconstruction du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés de 32 places (dont 1 place d'accueil temporaire) et 8 logements autonomes, situés au 48 avenue Georges Borel à Salon-de-Provence.

En outre la commune de Salon-de-Provence garantit à hauteur de 45% cette opération.

Par délibération communautaire n°015/14 du 3 mars 2014, l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance a accordé sa garantie pour cette opération à hauteur de 55% de l'emprunt.

Par courrier du 25 mai 2016, l'Association de Gestion des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés 13 Nord-Ouest (AGAPEI 13 N-O) informe la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qu'elle gère le Foyer La Sousto depuis le 1^{er} janvier 2016, suite au regroupement associatif entre l'Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence et la Chrysalide d'Arles. Ce changement d'association gestionnaire implique un transfert de contrat de prêt de l'Œuvre des Papillons Blancs à l'AGAPEI 13 N-O. En conséquence, l'AGAPEI 13 N-O sollicite le transfert de garantie accordée à l'Œuvre des Papillons Blancs sans changer les conditions financières.

Portée désormais par l'Association de Gestion des Associations des Parents d'Enfant Inadaptés (AGAPEI) 13 Nord-Ouest, cette opération sera financée par un emprunt PLS (Prêt Locatif Social) pour un montant total de 4 085 422,00 € auprès de la Caisse d'Epargne et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% de la commune de Salon-de-Provence.

Ce prêt est constitué d'une ligne :

- Prêt PLS sur 32 ans pour un montant total de 4 085 422,00 €

La convention de garantie entre l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre- Durance et l'Œuvre des Papillons Blancs signée le 21 février 2015 prévoit que la garantie des emprunts préalablement accordée est maintenue à l'occasion d'un transfert de l'emprunt garanti du bénéficiaire initial à une nouvelle entité dans les mêmes conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;

- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration et notamment l'article L 242-2 ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment l'article R 221-19 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord de transfert de garantie d'emprunts de l'Œuvre des Papillons Blancs à l'AGAPEI 13 N-O dans les mêmes conditions de prêt d'un montant total de 4 085 422,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne et garanti par la Métropole à hauteur de 55 %.

Ce prêt constitué d'une ligne de Prêt, est destiné à financer une opération pour la reconstruction du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés « La Sousto » de 32 places (dont 1 place d'accueil temporaire) et 8 logements autonomes, situés au 48 avenue Georges Borel à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Montant du prêt : 4 085 422 €

Taux actuariel annuel initial : 2,36%

Taux d'intérêt du prêt : taux proportionnel annuel initial : 2,34%

Indice de référence : taux de rémunération du livret A
Taux initial de l'indice de référence : 1,25% (taux de rémunération en vigueur lors de l'établissement du contrat)

Révision du taux : en fonction de la variation du taux de rémunération du livret A

Durée totale maximale : 32 ans

Charges révisables en fonction de la variation du taux d'intérêt

Périodicité : trimestrielle

Amortissement du capital : Amortissement constant fixé ne variatur

Taux effectif global : 2,36%

Taux de période : 0,59%

Durée de la période : trimestrielle

Période de réalisation :

- Durée minimum 3 mois

- Durée maximum 24 mois

Période d'amortissement :

Durée : 30 ans

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ainsi que les contrats de prêt qui seront passés entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-1621/17/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération - Le Chemin Creux - à Saint-Chamas à hauteur de 55% MET 17/3088/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 84 logements locatifs sociaux (26 PLAI et 58 PLUS) dont la typologie est de 4 T2, 32 T3, 42 T4 et 6 T5, situés Cité du Chemin Creux à Saint-Chamas.

Portée par la SA d'HLM Grand Delta Habitat, cette opération sera financée par des emprunts (PLAI et PLUS) pour un montant total de 5 345 328 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Ce prêt est constitué de deux lignes :

- Prêt PLUS sur 40 ans pour un montant total de 3 864 582 €
- Prêt PLAI sur 40 ans pour un montant total de 1 480 746 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant de 2 939 930,40 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration l'article L 242-2 ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment l'article R 221-19 ;
- Le Code Civil l'article et notamment l'article 2298 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant

délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 345 328,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de deux lignes de Prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 84 logements locatifs sociaux (26 PLAI et 58 PLUS), situés Cité du Chemin Creux à Saint-Chamas.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt : PLUS

Montant : 3 864 582 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,60%.

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance

en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt : PLAI

Montant : 1 480 746 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Taux d'intérêt actuariel annuel Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt -0,20%.
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés

Modalité de révision : Double révisibilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A).
Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ainsi que les contrats de prêt qui seront passés entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que tout acte nécessaire à l'exécution de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-1622/17/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération "les Lauriers" à Sénas
MET 17/3089/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 12 logements locatifs sociaux (4 PLAI et 8 PLUS) dont la typologie est de 3 T3, 7 T4 et 2 T5, situés 659 route de Salon à Sénas.

Portée par la SA d'HLM Grand Delta Habitat, cette opération sera financée par des emprunts (PLAI et PLUS) pour un montant total de 902 022 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Ce prêt est constitué de deux lignes :

- Prêt PLUS sur 40 ans pour un montant total de 623 132 €
- Prêt PLAI sur 40 ans pour un montant total de 278 890 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant de 496 112,10 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration et notamment L'article L 242-2 ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment L'article R 221-19 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 902 022 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de deux lignes de Prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 12 logements locatifs sociaux (4 PLAI et 8 PLUS), situés 659 route de Salon à Sénas.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1

Ligne du prêt : PLUS

Montant : 623 132 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,60%.

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Ligne du Prêt 2

Ligne du prêt : PLAI

Montant : 278 890 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt - 0,20%.

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

La Métropole s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ainsi que les contrats de prêt qui seront passés entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-1623/17/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération "Les Borys" à Rognac à hauteur de 45% - Annule et remplace la délibération n°217/15 du 28 septembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite "Agglopolo Provence" MET 17/3091/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est rappelé que, par courrier en date du 25 août 2015, la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques a sollicité auprès de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » une garantie d'emprunt pour l'opération « les Borys » concernant la construction de 30 logements locatifs sociaux (15 PLUS et 15 PLAI) dont la typologie sera de 10 F2, 13 F3, 6 F4 et 1 F5, située rue de l'Etang à Rognac.

En outre, la commune de Rognac garantit à hauteur de 55% cette opération.

Par délibération communautaire n°217/15 en date du 28 septembre 2015, l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence a accordé sa garantie pour cette opération.

Par courrier du 11 mai 2016, la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques informe la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que la Caisse des Dépôts et Consignations a modifié les conditions des prêts pour cette opération et sollicite un accord de la collectivité pour la garantie des prêts modifiés.

Cette opération sera financée par des emprunts (PLAI, PLAI Foncier, PLUS et PLUS Foncier) pour un montant total de 3 169 123,00 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt est constitué de 4 lignes :

- Prêt PLAI sur 40 ans pour un montant total de 1 105 000 €
- Prêt PLAI Foncier sur 60 ans pour un montant total de 517 485 €
- Prêt PLUS sur 40 ans pour un montant total de 1 059 838 €
- Prêt PLUS Foncier sur 60 ans pour un montant total de 486 800 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%, donc pour un montant de 1 426 105,35 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- L'article L 242-2 du Code des Relations entre le Public et l'Administration,
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 169 123,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de 4 lignes de Prêt, est destiné à financer une opération construction de 30 logements locatifs sociaux (15 PLUS et 15 PLAI) dont la typologie sera de 10 F2, 13 F3, 6 F4 et 1 F5, située rue de l'Etang à Rognac.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt : PLAI

Montant : 1 105 000 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt -0,20%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt : PLAI Foncier

Montant : 517 485 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,19%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en

fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du prêt : PLUS

Montant : 1 059 838 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,60%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du prêt : PLUS Foncier

Montant : 486 800 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,19%. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret

A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ainsi que les contrats de prêt qui seront passés entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-1624/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association "La Coop" - Approbation d'une convention MET 17/2155/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « LA COOP » est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour objet, selon l'article II de ses statuts, « la défense des intérêts sociaux et économiques des personnels de la Ville de Marseille, de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements publics y rattachés du département des Bouches-du-Rhône. Elle poursuit en cela les

missions sociales développées antérieurement par la Coopérative des Employés Municipaux ».

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1^{er} du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, modifié, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, « l'autorité administrative, qui attribue une subvention, doit, lorsque cette subvention dépasse la somme de 23 000 euros, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée (...) ».

Aussi, pour garantir la continuité de fonctionnement de l'association « LA COOP » au profit du personnel métropolitain, il y a lieu de lui attribuer une subvention de 52 000 euros pour l'année 2017 et de conclure une convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association « LA COOP ».

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les Statuts de l'association « LA COOP » ;
- Le courrier du Président de l'association « LA COOP » sollicitant une subvention pour le bon fonctionnement de l'association ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des actions menées par l'association « LA COOP » en faveur du personnel métropolitain ;
- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 52 000 euros à l'association « LA COOP » au titre de l'exercice 2017 dont la totalité sera versée avant le 31 décembre 2017 par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association « LA COOP ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6574, fonction 020, sous-politique A510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-1625/17/BM

**■ Attribution d'une subvention au Comité des Œuvres Sociales du Pays d'Aix pour l'année 2017
MET 17/2728/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Le Comité des Œuvres Sociales (COS), association loi 1901, a été créé le 22 décembre 2004 avec pour objet la mise en place de prestations et services à caractère social, culturel et sportif pour ses adhérents en complément des services proposés par le CNAS (Comité National d'Action Sociale).

Par délibération n°2006-A077 du 6 avril 2006, il a été mis fin à l'adhésion directe de l'Établissement au Comité National d'Action Sociale, permettant ainsi au COS de gérer l'ensemble de l'action sociale et d'adhérer au CNAS en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA, ancien EPCI fusionné à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016).

La prise en charge complète de l'activité sociale par le COS est effective depuis le 1^{er} janvier 2007.

Compte tenu du montant de la subvention et en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et de l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application, une convention entre la CPA et le COS d'une durée de trois ans (2013 à 2015), avec révision annuelle du montant de la subvention, a été approuvée par délibération n°2013-A025 du Conseil de communauté en date du 28 mars 2013.

Dans le cadre de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il a été décidé de prolonger la dernière convention d'objectif pour un an du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, de façon à garantir la continuité de l'action sociale jusqu'à la formalisation de la future structure. Cet avenant n° 1 a été approuvé par délibération n° 2015-A302 du Conseil de communauté du 17 décembre 2015.

La mise à disposition de deux agents auprès du COS avait été approuvée dans cette même délibération.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du Conseil de la Métropole du 23 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs (chèques déjeuner, prime vacances...) jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de la Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Ainsi, la convention d'objectifs du 26 mars 2013 modifiée par avenant n° 2 approuvé lors du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 par délibération n° FAG 035-1038/16/CM, définit l'objet et les conditions de subvention, en garantissant la continuité et la prolongation de l'action sociale du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

La convention de mise à disposition de deux agents auprès du COS a été approuvée par délibération n°

FAG 036-1039/16/CM lors du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

Pour l'année 2017, une subvention de 221.000 euros a été prévue au moment du vote du Budget Primitif 2017.

A noter que lorsque les chèques déjeuner n'ont pas été présentés par les agents bénéficiaires dans les délais de validité, la société attributaire du marché des chèques déjeuner opère, le cas échéant, une ristourne au profit de la collectivité. Depuis 2011, le montant de cette ristourne, évalué à 9000 €/an est inclus dans la subvention annuelle versée au COS.

Il convient de noter que la rémunération des 2 agents mis à disposition par convention à effet du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017 s'élève pour 2017 à 89.500 €.

En additionnant la valorisation de ces rémunérations et le montant de la subvention, la participation totale aux activités du COS s'élève à 310.500 €.

N° GU	Association	Domaine d'activités	Budget global de l'association	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/Non
NC	COS	Œuvres sociales	221.000 €	221.000 €	221.000 €	OUI 2017

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 10 de la loi n°2000-321 modifiée du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 035-1038/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'un avenant n°2 à la convention d'objectifs avec le Comité des

Œuvres Sociales du Pays d'Aix et garantissant ainsi la continuité de l'action sociale du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 inclus ;

- La délibération n° FAG 036-1039/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de convention de mise à disposition de deux agents métropolitains auprès du comité des œuvres sociales du Territoire du pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 221.000 € au titre de l'exercice 2017 au Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix dont la totalité sera versée avant le 31 décembre 2017 par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain fractionné - Chapitre 65 Nature 6475.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-1626/17/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2017 à l'Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais et approbation d'un contrat d'objectif MET 17/2952/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

L'Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour objectif d'organiser, au profit de ses membres et ayant droit, des activités de loisirs, de détente et diverses manifestations, qu'elle peut leur faire bénéficier également de tarifs dégressifs de par le regroupement d'acquéreurs.

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence attribuait une subvention à cette Amicale, lui permettant de mener à bien un grand nombre d'actions en faveur des adultes ainsi que des enfants, et que le dynamisme de cette association est reconnu par l'ensemble des Elus et de la hiérarchie.

Dans ce cadre afin de permettre à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 50 000 euros au titre de l'année 2017.

Il est précisé qu'il convient toutefois de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2311-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnels publics pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Amicale du Personnel du Territoire du Pays Salonais (APAP) au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectif ci-annexée définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-1627/17/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2017 à l'association Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues - Approbation d'un avenant n°2 FAG 019-30/03/17 BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

L'association du Comité Social du personnel a pour objet d'instituer en faveur des agents titulaires, stagiaires, contractuels ou retraités, des veufs de retraités ou d'agents décédés en activité et des enfants d'agents décédés du Territoire du Pays de Martigues toutes les formes d'aide sociale et d'activités jugées opportunes, permettant d'assurer la satisfaction des besoins exprimés par ses membres.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016 et l'association du Comité Social du personnel avaient conclu une convention pluriannuelle d'objectifs, approuvée par délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 pour une durée de 3 ans fixant les objectifs et les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles l'intercommunalité entend apporter un concours en moyens financiers aux activités menées par l'Association au profit de ses membres.

Au terme de la convention pluriannuelle d'objectif, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence accorde à l'association Comité Social du personnel une subvention de fonctionnement définie annuellement au budget primitif.

Le présent avenant a pour objet de déterminer le montant de la subvention octroyée à l'association au titre de l'exercice 2017.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association du Comité Social du personnel d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 76 230 euros au titre de l'exercice 2017.

Il est précisé qu'il convient toutefois de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 approuvant la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association du Comité Social du personnel ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La présentation en charge du suivi et de la Cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 76 230 euros à l'association du Comité Social du personnel au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé, définissant les conditions d'octroi de cette subvention ;

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574-Fonction 420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-1628/17/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise GCC dans le cadre d'un marché de travaux n° 2012-024, relatif à la construction d'un groupe scolaire et un équipement sportif Quartier de la Maille II à Miramas**
FAG 020-30/03/17 BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n° 331/10 du 24 juin 2010, le SAN Ouest Provence, fusionné au 1er janvier 2016 au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a confié à l'EPAD Ouest Provence, la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée comprenant l'étude et le suivi de la réalisation de l'ensemble du programme établi par le groupement d'entreprises – PR'OPTIM SARL (mandataire), C2BI, DOMENE, BERTHIER André – de l'équipement public comprenant un groupe scolaire primaire (maternelle et élémentaire) et un équipement sportif.

Cette réalisation s'est inscrite dans le Programme de Rénovation Urbaine du quartier de la Maille II sise à Miramas, approuvé par l'Agence Nationale de Rénovation urbaine, au titre des équipements publics de proximité.

Dans ce cadre, par décision n° 103/11 du 4 février 2011, la maîtrise d'œuvre de l'opération du groupe scolaire et de l'équipement sportif a été attribué au groupement solidaire Jean-Marc Chancel (mandataire) / Bect.

Par décision n° 379/12 du 21 mai 2012, le marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 - Gros Œuvre, lot A « Bâtiment postes techniques gros œuvre – étanchéité, plâtrerie, menuiseries bois, revêtement de sol, peinture » a été attribué à la société GCC sise 24 boulevard de l'Europe, ZI des Estroublans, BP 2 134, 13 847 Vitrolles pour un montant de 4 990 000,00 € H.T..

Une décision de réception partielle des travaux correspondant à la partie « groupe scolaire » a été notifiée le 3 décembre 2013 avec une date d'effet au 10 août 2013.

Les opérations préalables à la réception, correspondant à l'ensemble des travaux ont été levées ensuite d'opérations diligentées à cet effet le 4 mai 2015.

L'EPAD, en sa qualité de mandataire de la maîtrise d'ouvrage a notifié à l'entreprise précitée son décompte général qu'elle a refusé au motif que celui-ci ne prenait pas en compte sa demande d'indemnisation supplémentaire tel que détaillé dans son mémoire en réclamation.

Suite à de multiples échanges, le dernier du 20 juin 2016, la société GCC a notifié son refus par courrier recommandé référencé 1A 130 396 5274 et a présenté un projet de décompte final dans lequel elle revendique, auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, un règlement complémentaire d'un montant de 231 059,20 € H.T., sous peine d'engagement d'une procédure judiciaire.

La société fait valoir dans le cadre de son mémoire en réclamation que le report de chantier du 5 décembre 2013 au 10 mars 2014, en raison de la défaillance de l'entreprise titulaire du lot 3 « Menuiserie extérieure / serrurerie » a entraîné 5 chefs de préjudice au titre des surcoûts générés par le maintien du chantier.

Ainsi, l'entreprise entend voir indemniser :

- le surcoût généré par le maintien de l'encadrement de chantier au-delà du délai contractuel, pour coordonner, gérer le chantier, participer aux réunions, etc. ;
- le maintien du gardiennage tant que le clos définitif n'était pas assuré de septembre au 5 décembre 2013 ;
- sa quote-part de l'augmentation du compte prorata au-delà de septembre 2014 ;
- un sous amortissement des frais généraux de structure (agence, siège, etc...). car, du fait du décalage de planning et de l'arrêt de chantier, elle n'a pu réaliser sur son exercice comptable la totalité du chiffre d'affaire de l'opération ;
- les frais de stockage et de relivraison pour le parquet et pour la pâte de verre.

Elle sollicite également l'indemnisation du préjudice résultant d'un vol de rideaux dans la zone sportive après l'arrêt.

In fine, elle entend être indemnisée de la réalisation de travaux supplémentaires rendus nécessaires suite à la visite de la commission de sécurité pour réaliser des ouvrages de séparation entre les locaux « chlore » et « acide » et pour reprendre l'étanchéité des bondes du bassin qui présentaient des fuites.

L'intercommunalité a procédé, après avis du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage délégué, à l'analyse de l'ensemble des demandes présentées par la société et, les parties se sont rapprochées pour régler à l'amiable définitivement les effets de cette situation, par voie de transaction sur le fondement des articles 2044 et suivants du Code civil, et ce, afin de mettre un terme au litige.

Les parties se sont obligées à des concessions réciproques dans les conditions fixées au protocole joint en annexe.

Ainsi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à admettre dans le décompte général et définitif du marché la somme de 135 306,45 euros HT outre le règlement des travaux prévus par le marché et ses avenants.

Le détail des préjudices pris en compte et leurs montants figurent dans le protocole transactionnel ci-joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 379/12 en date du 21 mai 2012, attribuant le marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 – Gros œuvre - lot A « Bâtiment postes techniques gros œuvre – étanchéité, plâtrerie, menuiseries bois, revêtement de sol, peinture » à la société GCC ;

- La réclamation présentée le 20 juin 2016 par l'entreprise GCC concernant le marché susvisé ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec l'entreprise GCC afin de régler les sommes restant dues au titre du marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 Gros Œuvre, lot A « Bâtiment postes techniques gros œuvre – étanchéité, plâtrerie, menuiseries bois, revêtement de sol, peinture » relatif à la construction d'un groupe scolaire et un équipement sportif quartier de la Maille II à Miramas.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur une rémunération complémentaire de 135 306,47 € HT (cent-trente-cinq mille trois cent six euros et quarante-sept centimes).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires s'inscrivent dans le suivi exécution de la convention prévue au Budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501201, nature 238, opération 2017501201. Le montant précité sera donc versé par l'EPAD, maître d'ouvrage délégué sur l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-1629/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise LIONS SAS dans le cadre du marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 - Gros oeuvre lot B "Chauffage, ventilation, VMC, Plomberie" relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'un équipement sportif Quartier de la Maille II à Miramas.

MET 17/2971/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n° 331/10 du 24 juin 2010, le SAN Ouest Provence, fusionné au 1er janvier 2016 au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a confié à l'EPAD Ouest Provence, la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée comprenant l'étude et le suivi de la réalisation de l'ensemble du programme établi par le groupement d'entreprises – PROPTIM SARL (mandataire), C2BI, DOMENE, BERTHIER André – de l'équipement public comprenant un groupe scolaire primaire (maternelle et élémentaire) et un équipement sportif.

Cette réalisation s'est inscrite dans le Programme de Rénovation Urbaine du quartier de la Maille II sise à Miramas, approuvé par l'Agence Nationale de Rénovation urbaine, au titre des équipements publics de proximité.

Dans ce cadre, par décision n° 103/11 du 4 février 2011, la marché de maîtrise d'œuvre de l'opération du groupe scolaire et de l'équipement sportif a été attribué au groupement solidaire Jean-Marc CHANCEL (mandataire) / BECT.

Par décision n° 379/12 du 21 mai 2012 le marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 - Gros Œuvre, lot B « Chauffage, ventilation, VMC, Plomberie » a été attribué à la société BGR, Lot 110 Village d'entreprises St Henri, 6 rue Anne Gacon, 13016 Marseille, pour un montant total de 619 659,39 € H.T.

Par décision n° 55/13 du 22 janvier 2013, suite à une dissolution, confusion de la société BGR par la société LIONS SAS, un avenant de transfert du marché précité a été approuvé au bénéfice de ladite société sise chemin de Badaffier, ZAC de Saint-Anne Est, 84 000 Sorgues, le montant du marché restant inchangé.

Une décision de réception partielle des travaux correspondant à la partie « groupe scolaire » a été notifiée le 3 décembre 2013 avec une date d'effet au 10 août 2013.

Les opérations préalables à la réception, correspondant à l'ensemble des travaux ont été levées ensuite d'opérations diligentées à cet effet le 4 mai 2015.

L'EPAD, en sa qualité de mandataire de la maîtrise d'ouvrage a notifié à l'entreprise précitée son décompte général qu'elle a refusé au motif que celui-ci ne prenait pas en compte sa demande d'indemnisation supplémentaire tel que détaillé dans son mémoire en réclamation.

Suite à de multiples échanges, le dernier étant en date du 17 octobre 2016, la société LIONS SAS a notifié son refus par courrier recommandé référencé 1A 124 091 33609 et a présenté un projet de décompte final dans lequel elle revendique, auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, un règlement complémentaire d'un montant de 128 385,36 HT, sous peine d'engagement d'une procédure judiciaire.

La société fait valoir dans le cadre de son mémoire en réclamation que le report de chantier du 5 décembre 2013 au 10 mars 2014, en raison de la défaillance de l'entreprise titulaire du lot 3 « Menuiserie extérieure / serrurerie » a entraîné 4 chefs de préjudices au titre des surcoûts générés par le maintien du chantier.

Ainsi, l'entreprise entend voir indemniser :

- le surcoût généré par le maintien de l'encadrement de chantier au-delà du délai contractuel, pour coordonner, gérer le chantier, participer aux réunions, etc. ;
- le maintien du gardiennage tant que le clos définitif n'était pas assuré de septembre au 5 décembre 2013
- d'une baisse de productivité lié au maintien des équipes de septembre à novembre 2013 ;
- un sous amortissement des frais généraux de structure (agence, siège, etc.) car, du fait du décalage de planning et de l'arrêt de chantier, elle n'a pu réaliser sur son exercice comptable la totalité du chiffre d'affaire de l'opération ;

De plus, l'entreprise fait valoir un préjudice résultant d'une part, de l'adaptation des moyens afin de permettre la mise en service de l'équipement à la rentrée 2013, d'autre part de la remise en état après l'arrêt de chantier.

Enfin, elle demande à être indemnisée suite à la réalisation de travaux supplémentaires pour assurer la remontée des informations de régulation des installations de piscine sur la GTC.

L'intercommunalité a procédé, après avis du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage délégué à l'analyse de l'ensemble des demandes présentées par la société et, les parties se sont rapprochées pour régler à l'amiable définitivement les effets de cette situation, par voie de transaction sur le fondement des articles 2044 et suivants du Code civil, et ce, afin de mettre un terme au litige.

Les parties se sont obligées à des concessions réciproques dans les conditions fixées au protocole joint en annexe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à admettre dans le décompte général et définitif du marché la somme de 72 181,46 euros H.T. outre le règlement des travaux prévus par le marché et ses avenants.

Le détail des préjudices pris en compte et leurs montants figurent dans le protocole transactionnel ci-joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 379/12 en date du 21 mai 2012 attribuant le marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 - Gros Œuvre, lot B « Chauffage, ventilation, VMC, Plomberie » à la société BGR, Lot 110 Village d'entreprises St Henri, 6 rue Anne Gacon, 13016 Marseille;
- La décision n° 55/13 en date du 22 janvier 2013, relative à un avenant de transfert du marché précité suite à une dissolution, confusion de la société BGR par la société LIONS SAS, sise chemin de Badaffier, ZAC de Saint-Anne Est, 84 000 Sorgues, le montant du marché restant inchangé ;
- La réclamation présentée le 17 octobre 2016 par l'entreprise LIONS concernant le marché susvisé ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec l'entreprise LIONS SAS afin de régler les sommes restant dues au titre du marché de travaux n° 2012-024, Lot n° 02-01 - Gros Œuvre, lot B « Chauffage, ventilation, VMC, Plomberie » relatif à la construction d'un groupe scolaire et un équipement sportif quartier de la Maille II à Miramas.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur une rémunération complémentaire de 72 181,46 euros H.T. (soixante-douze mille cent quatre-vingt-un euros et quarante-six centimes).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires s'inscrivent dans le suivi exécution de la convention prévue au Budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501201, nature 238, code opération 2017501201.

Le montant précité sera donc versé par l'EPAD, maître d'ouvrage délégué sur l'opération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-1630/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Senergies dans le cadre du marché de travaux n° 2012-006, lot 4 "Courants forts et courants faibles" relatif à la construction d'un groupe scolaire et d'un équipement sportif Quartier de la Maille II à Miramas
MET 17/2973/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n° 331/10 du 24 juin 2010, le SAN Ouest Provence, fusionné au 1er janvier 2016 au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a confié à l'EPAD Ouest Provence, la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée comprenant l'étude et le suivi de la réalisation de l'ensemble du programme établi par le groupement d'entreprises – PR'OPTIM SARL (mandataire), C2BI, DOMENE, BERTHIER André – de l'équipement public comprenant un groupe scolaire primaire (maternelle et élémentaire) et un équipement sportif.

Cette réalisation s'est inscrite dans le Programme de Rénovation Urbaine du quartier de la Maille II sise à Miramas, approuvé par l'Agence Nationale de Rénovation urbaine, au titre des équipements publics de proximité.

Dans ce cadre, par décision n° 103/11 du 4 février 2011, la marché de maîtrise d'œuvre de l'opération du groupe scolaire et de l'équipement sportif a été attribué au groupement solidaire Jean-Marc Chancel (mandataire) / BECT.

Par décision n° 356/12 du 11 mai 2012, le marché de travaux n° 2012-006, lot 4 « Courants forts et courants faibles » a été attribué à l'entreprise SENERGIES, sise Village d'entreprises St Henri II, Bât. 10/11, rue Ange Gacon, 13016, Marseille, pour un montant total de 397 742,15 euros H.T.

Une décision de réception partielle des travaux correspondant à la partie « groupe scolaire » a été notifiée le 3 décembre 2013 avec une date d'effet au 10 août 2013.

Les opérations préalables à la réception, correspondant à l'ensemble des travaux ont été levées ensuite d'opérations diligentées à cet effet le 4 mai 2015.

L'EPAD, en sa qualité de mandataire de la maîtrise d'ouvrage a notifié à l'entreprise précitée son décompte général qu'elle a refusé au motif que celui-ci ne prenait pas en compte sa demande d'indemnisation supplémentaire tel que détaillé dans son mémoire en réclamation.

Suite à de multiples échanges, le dernier étant du 18 octobre 2016, la société SENERGIES a notifié son refus par courrier recommandé référencé 1A 114 662 5794 5 et a présenté un projet de décompte final dans laquelle elle revendique, auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, un règlement complémentaire d'un montant de 122 900,78 € H.T., sous peine d'engagement d'une procédure judiciaire.

La société fait valoir dans le cadre de son mémoire en réclamation que le report de chantier du 5 décembre 2013 au 10 mars 2014, en raison de la défaillance de l'entreprise titulaire du lot 3 « Menuiserie extérieure / serrurerie » a entraîné 5 chefs de préjudices au titre des surcoûts générés par le maintien du chantier et l'adaptation des moyens en vue de permettre la mise en service de l'équipement.

Ainsi, l'entreprise entend voir indemniser :

- le surcoût généré par le doublement des réunions de chantier ;
- le surcout de l'augmentation des équipes pour la livraison du groupe scolaire et la mise en sécurité de l'espace sportif ;
- un sous amortissement des frais généraux de structure (agence, siège, etc...) ;
- la mobilisation dans des proportions plus importantes que ce qui était prévu initialement du responsable d'affaires et du conducteur de travaux ;
- le maintien du gardiennage.

Elle demande également à être indemnisée suite à la réalisation de travaux supplémentaires indispensables suite à la visite de la commission de sécurité pour réaliser un arrêt d'urgence pour l'espace sportif.

L'intercommunalité a procédé, après avis du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage délégué, à l'analyse de l'ensemble des demandes présentées par la société et, les parties se sont rapprochées pour régler à l'amiable définitivement les effets de cette situation, par voie de transaction sur le fondement des articles 2044 et suivants du Code civil, et ce, afin de mettre un terme au litige.

Les parties se sont obligées à des concessions réciproques dans les conditions fixées au protocole joint en annexe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à admettre dans le décompte général et définitif du marché la somme de 62 312,84 € H.T., outre le règlement des travaux prévus par le marché et ses avenants.

Le détail des préjudices pris en compte et leurs montants figurent dans le protocole transactionnel ci-joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 356/12 en date du 11 mai 2012 attribuant le marché de travaux n° 2012-006, lot 4 « Courants forts et courants faibles » à l'entreprise SENERGIES, sise Village d'entreprises St Henri II, Bât. 10/11, rue Ange Gacon, 13016, Marseille ;
- La réclamation présentée le 18 octobre 2016 par l'entreprise SENERGIES concernant le marché susvisé ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec l'entreprise SENERGIES afin de régler les sommes restant dues au titre du marché de travaux n° 2012-006, lot 4 « Courants forts et courants faibles » relatif à la construction d'un groupe scolaire et un équipement sportif quartier de la Maille II à Miramas.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur une rémunération complémentaire de 62 312,84 € HT (soixante-deux mille trois cent douze euros et quatre-vingt-quatre centimes).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires s'inscrivent dans le suivi exécution de la convention prévue au Budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501201, nature 238, code opération 2017501201.

Le montant précité sera donc versé par l'EPAD, maître d'ouvrage délégué sur l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-1631/17/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Institut de l'Audit et du Contrôle Internes (IFACI) et paiement de la cotisation pour l'année 2017 MET 17/2881/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondé en 1965 sous le statut associatif, l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes (IFACI), affilié à l'Institute of Internal Auditors (IIA), est une institution dédiée à la promotion des normes internationales d'audit interne et exerce un rôle majeur en matière de formation, d'information et de certification.

L'IFACI est l'institut de référence du métier de l'audit interne en France et fédère 4 000 auditeurs issus de 900 entreprises et institutions publiques.

Ses missions consistent notamment à :

- rechercher et promouvoir auprès des professionnels de l'audit, des connaissances

en matière d'audit et de contrôle internes, de gestion des risques et de gouvernance d'entreprise, au travers de réunions mensuelles, de colloques, d'unités de recherche et de groupes professionnels,

- professionnaliser les acteurs et les organisations en proposant des programmes de formation et de certification (individuelle et collective),
- diffuser et partager les normes professionnelles et les règles de bonne pratique.

L'Inspection Générale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, exerce ses missions dans le respect des normes internationales recommandées par l'IFACI.

Au-delà du respect des normes et du Code de Déontologie, les membres de l'Inspection Générale utilisent régulièrement le fonds documentaire de l'IFACI et participent à des conférences, groupes professionnels ainsi qu'à des stages de formation proposés par cet organisme.

Leur adhésion à cet institut leur permet de :

- bénéficier de tarifs préférentiels sur les séminaires et formations,
- accéder aux publications, aux contenus multimédias, au centre de documentation et à la bibliothèque en ligne,
- participer ou accéder aux retransmissions en différé des différents travaux, colloques et réunions.

La Métropole a adhéré à cet institut par délibération FAG 039-838/16/CM du 19 septembre 2016. Il convient de renouveler cette adhésion et de régler la cotisation 2017 qui s'élève, pour 10 personnes, à 1305 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'IFACI ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2017, d'un montant maximum de 1305 euros hors taxes pour l'accès de 10 agents aux prestations réalisées par l'association.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique A 440 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-1632/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2987/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'AFCDP, Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel, a été créée en 2004 pour promouvoir et développer le rôle des Correspondants Informatique et Liberté (CIL).

L'Association regroupe des acteurs publics ainsi que des sociétés privées.

La CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) demande de plus en plus de rigueur dans la protection et l'accès aux données personnelles. Grâce à l'AFCDP, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes telles que :

- bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national
- favoriser la concertation avec les entreprises et les pouvoirs publics relative à l'ensemble des questions posées par le statut ou les missions des correspondants à la protection des données personnelles,
- participer à toutes initiatives à caractère national, européen ou international, relatives aux statuts ou aux missions des correspondants à la protection des données

- personnelles ou équivalents dans les réglementations étrangères,
- assurer une veille (technique, juridique, managériale, ...) sur les enjeux relatifs aux statuts et aux missions des correspondants à la protection des données personnelles et de la mettre à disposition de ses membres, voire du public,
- informer et sensibiliser toute personne physique ou morale sur l'existence, les statuts et les missions des correspondants à la protection des données personnelles,
- favoriser toutes relations avec la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés et avec toute autre instance française, européenne ou internationale qui contribue à la protection des données à caractère personnel,
- constituer et gérer des groupes de travail,
- formuler des recommandations et/ou des avis aux autorités publiques et aux acteurs de la protection des données personnelles, de sa propre initiative ou sur saisine,
- promouvoir les démarches de certification et de labellisation des services et technologies de protection des données à caractère personnel,
- favoriser les échanges entre les membres pour identifier et favoriser les meilleures pratiques professionnelles.

La Métropole a adhéré par délibération HN 015-043/16/CM du 7 avril 2016. Il convient de délibérer sur le renouvellement de cette adhésion et la paiement de la cotisation 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 450 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-1633/17/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/2988/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la définition des politiques d'aménagement et de développement, la Métropole s'est dotée d'un système d'information géographique (SIG).

A ce titre, il est nécessaire qu'elle soit présente dans les différentes associations regroupant les collectivités publiques du territoire français.

L'Association Française pour l'Information Géographique, (AFIGEO) créée en 1986, a pour objectif de concourir au développement du secteur de l'Information Géographique.

Formidables outils de connaissance et de gestion, les technologies de l'Information Géographique sont porteuses de développement pour les territoires et les structures qui les administrent.

Les outils de l'Information Géographique améliorent la qualité de services de domaines très divers : urbanisme, aménagement du territoire, gestion des risques, logistique, transport, gestion de flotte, santé...

La Métropole a adhéré à cette association par délibération HN 012-040/16 du 7 avril 2016. Il convient de renouveler cette adhésion afin de continuer à être membre de l'association Française pour l'Information Géographique afin de bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires.

Aussi le présent rapport propose le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association ainsi que le paiement de la cotisation 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 650 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-1634/17/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des professionnels internet des collectivités territoriales (APRONET) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/2989/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

APRONET, Association des professionnels internet des collectivités territoriales, a été créée en 2000 pour regrouper les responsables des collectivités territoriales chargés de mission ou chefs de projets TIC administration électronique (informatique, communication, organisation, etc..) pour réfléchir aux évolutions en termes de métiers, de technologies, de services à l'utilisateur.

L'association permet à l'institution de profiter de :

- Un annuaire de plus de 1800 chargés de mission TIC, DSI, chef de projet TIC, webmasters, animateurs multimédia,
- Une liste de discussion, comptant plus de 1300 abonnés, hébergée par le site territorial.fr, liste Web et informatique,
- Neuf réseaux régionaux,
- Des réseaux spécialisés (club intranet - club CIL),
- Une base de connaissance mutualisée, la bourse d'échanges de savoir-faire,
- Des conditions spéciales pour les salons professionnels, les colloques, et toutes actions de formation ou de perfectionnement organisés par les partenaires de l'association APRONET.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération HN 016-044/16/CM du 7 avril 2016. Il convient de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation d'un montant de 750 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association des professionnels internet des collectivités territoriales (APRONET) et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 750 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-1635/17/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/2990/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'AVICCA, Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel, a été créée en 1986 sur le thème des réseaux câblés ; elle a élargi depuis ses champs d'action en parallèle de l'évolution législative.

L'association regroupe des collectivités territoriales françaises (villes, intercommunalités, départements, régions, syndicats mixtes, etc.), de toute tailles et sans distinction politiques, qui sont actives pour :

- L'aménagement de leur territoire en réseaux de communication électroniques,
- Le développement des services et des usages.

Depuis la loi du 12 juillet 1999 dite loi « Chevènement », de nombreux établissements Publics de Coopération Intercommunales, qui ont pris la « compétence numérique », ont adhéré à l'AVICCA.

Les enjeux de déploiement du numérique sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence nécessitent d'adhérer à une association indépendante afin de :

- Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national,
- Bénéficier d'une veille juridique et réglementaire sur le dossier des réseaux et du haut débit,
- Bénéficier d'une vision coordonnée et

transversale des différentes associations de collectivités (AMF : Association des Maires de France, ADF : Association des Départements de France, ARF : Association des Régions de France),

- Doter les élus d'un outil en matière d'analyse d'enjeux stratégiques, d'études de contextes particuliers, de propositions de solutions possibles,
- Informer régulièrement l'administration via une lettre d'information thématique, des rencontres régulières et des réunions transversales thématiques,
- Infléchir via une action de lobbying sur les évolutions nationales (législatif et réglementaire) ou sur les stratégies des opérateurs de télécommunication.

La Métropole a adhéré par délibération HN 013-041/16/CM du 7 avril 2017 à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA). Il convient d'approuver le renouvellement de cette adhésion et le paiement de la cotisation 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 7 265 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 - Fonction 020 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-1636/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à la FNCCR (communications électroniques) - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2991/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) est une association nationale d'élus locaux qui existe depuis 1934 et intervient dans plusieurs domaines, dont les Communications Electroniques. Dans ce domaine, elle assure plusieurs types de missions au bénéfice des collectivités qui en sont membres

Pour les Communications Electroniques, la FNCCR a œuvré depuis de nombreuses années pour mettre à la disposition de ses collectivités adhérentes un cadre adapté à l'utilisation des appuis électriques par les lignes de communications électroniques et au co-financement des enfouissements coordonnés de ces différents réseaux. Elle a notamment élaboré des amendements législatifs puis, ceux-ci ayant été adoptés, elle a produit des modèles de conventions acceptés par l'Opérateur Historique qui s'engage à prendre en charge financièrement une part du coût des travaux d'enfouissement.

Cette implication a été prolongée plus récemment par le soutien de la FNCCR au déploiement du très haut débit (THD) sur l'ensemble du territoire national grâce à la fibre optique, en promouvant la solidarité financière (péréquation) en faveur des zones rurales, sur la base de la loi proposée en 2009 par son Président, le sénateur Xavier Pintat.

Pour aider ses adhérents à accomplir leurs missions dans ce domaine, elle les documente en temps réel (essentiellement via internet) sur l'actualité juridique et les possibilités de financement. Elle favorise également les partages d'expérience entre adhérents et avec des intervenants extérieurs grâce à ses nombreuses réunions spécifiques au secteur des communications électroniques (Journées d'Études, rencontres techniques et groupes de travail). La Métropole a adhéré à cette association par délibération HN 014-042/16/CM du 7 avril 2016. Il convient de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation d'un montant de 4 800 euros pour l'année 2017

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la FNCCR (Communications Electroniques) ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 4 800 euros.

Article 2 :

La désignation du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son représentant comme représentant de la Métropole à la FNCCR (Communications Electroniques).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-1637/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2997/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP).

Ses missions principales sont :

- aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la métropole d'Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Le conseil d'administration de l'association, réuni le 30 mars 2016, a entériné la substitution de la Métropole aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Néanmoins, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitent de modifier la gouvernance de l'association. Il est en effet prévu une modification des statuts de l'association en vue d'intégrer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du collège 1 (en lieu et place du Conseil Départemental), au côté de la CCIMP.

Un nouveau barème de cotisations est en vigueur pour l'année 2017 portant la cotisation des membres adhérents du collège 1, de 100 000 euros en 2016 à 150 000 euros en 2017.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération ECO 012-594/16/CM du 30 juin 2016.

Il est proposé à la Métropole de renouveler son adhésion au titre de l'année 2017 et d'approuver le versement de la cotisation d'un montant de 150 000 euros.

Le versement de la cotisation 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est conditionné par l'approbation de la modification des statuts de l'association Provence Promotion en Assemblée Générale Extraordinaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° NH 009-011/16/CM portant délégation du Conseil de Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'association Provence Promotion pour la promotion des activités économiques du territoire de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à Provence Promotion ainsi que le paiement de la cotisation de 150.000 euros pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-1638/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Promotion pour l'exercice 2017 - Approbation d'une convention MET 17/2999/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP), lesquels ont participé respectivement pour l'exercice budgétaire 2016 à hauteur de 1 327 530 euros.

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la métropole d'Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Les résultats provisoires de l'activité de l'association pour l'année 2016 indiquent l'implantation de 61 entreprises pour une création de 1237 emplois plus 112 emplois sauvegardés. Les implantations sont à 50% issues d'entreprises étrangères, en tête les USA (16%), l'Allemagne (11%) et le Benelux (8%).

Les principales filières concernées en termes d'emplois sont le numérique (39%), l'aéronautique / naval (18%), la logistique / tertiaire supérieur (17%) et santé / bien être (14%).

Depuis le Conseil d'Administration de l'association du 30 mars 2016, la Métropole s'est substituée aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Or, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitent de modifier la gouvernance de l'association. Il est en effet prévu une modification des statuts de l'association en vue d'intégrer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place du Conseil Départemental, au côté de la CCIMP dont le poids dans la structure reste inchangé, le Conseil Départemental devenant simple adhérent.

La Présidence de l'association continuera et pour des périodes de trois ans à échoir successivement aux deux membres du collège 1, CCIMP et Métropole.

Provence Promotion deviendra ainsi l'agence métropolitaine de promotion, de prospection et d'implantation et c'est à ce titre que les missions de l'agence seront mises en œuvre conformément aux orientations stratégiques et axes d'intervention décidés par le Conseil d'Administration.

En cohérence avec la stratégie définie par l'agenda de développement économique de la Métropole, Provence Promotion propose un plan d'actions et un budget lui permettant d'atteindre des objectifs mesurables en matière de création d'emplois et d'attraction de nouvelles activités économiques.

Pour 2017 et afin de contribuer pleinement à l'ambition des financeurs de créer à terme 60 000 emplois dans la métropole, l'objectif annuel assigné à

l'agence est de 60 nouvelles implantations et de 1200 emplois créés à 3 ans.

L'association, s'engage à :

- Assurer la promotion du territoire métropolitain auprès des investisseurs extérieurs en France et à l'étranger
- Définir et mettre en œuvre une stratégie destinée à attirer ces investisseurs sur le territoire en cohérence avec les filières prioritaires du territoire : Aéronautique, Santé, Numérique/Industries créatives, Maritimes/logistique, Energie/Eco-industries et tourisme, et des projets structurants nécessitant une action de prospection spécifique (Henri Fabre, ITER, etc...)
- Développer par tous les moyens l'implantation d'entreprises extérieures au territoire métropolitain, ou d'autres entités ayant un impact économique, dont l'activité est susceptible de créer des emplois durables de manière directe, indirecte sur le territoire et gérer les projets correspondants
- Participer à l'harmonisation des efforts des différents partenaires économiques en matière de promotion économique du territoire
- Mettre en œuvre d'autres initiatives complémentaires de celle de la Métropole ou coordonnées à celles-ci en faveur d'entreprises déjà présentes sur le territoire de manière à contribuer à l'attractivité globale du territoire.

Par ailleurs, Provence Promotion apportera sa contribution :

- au développement d'outils de marketing territorial et d'argumentaires associés permettant de valoriser et de différencier l'offre métropolitaine.
- à la conception d'offres spécifiques packagées («Accueil VIP»)
- à l'organisation de rendez-vous avec les sièges des groupes internationaux basés sur le territoire métropolitain.
- au support et prospection spécifique sur salons pilotés par la métropole (SIMI, MIPIM)
- à l'animation de réseaux prescripteurs et partenaires

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association pour l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2017 et d'approuver, pour 2017, une subvention à l'association Provence Promotion d'un montant de 1 350 000 euros.

Conformément au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi de la subvention précitée et la convention afférente au profit de l'association Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° NH 009-011/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions de promotion du développement économique sur le territoire de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 350 000 euros au titre de l'année 2017 à l'association Provence Promotion

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Provence Promotion définissant les modalités de cette subvention..

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous Politique B 330 – Nature 6574 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-1639/17/BM

■ Promotion économique des actions de la Métropole sur le site busiboost.fr- Approbation d'une convention MET 17/2965/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en mai 2009, à l'initiative de l'UPE13, des grandes branches professionnelles, de l'UPR Paca et de partenaires Fondateurs tels que la Fédération des Bâtiments et Travaux Publics (FBTP13), l'Union des Industries Chimiques (UIC), la Fédération Régionale des Industries Agro-alimentaires (FRIAA PACCA), l'association Provence Meeting a pour objet de favoriser la mise en relation des managers locaux et le développement de leur réseau d'affaires. A cet effet, elle développe et anime le site « busiboost.fr » pour le compte des acteurs économiques locaux : associations d'entrepreneurs, pôles d'activités, syndicats professionnels et l'ensemble des entreprises en activité sur le territoire des Bouches-du-Rhône. Depuis deux ans ce réseau s'étend aux départements du Gard et des Pyrénées Orientales.

Pour ce qui concerne les Bouches-du-Rhône, le site Busiboost.fr regroupe les 85 000 sociétés du département et leurs managers dans son annuaire. Véritable plateforme de business et de réseau, le site délivre aussi une information ciblée sur les manifestations et rencontres annuelles locales. Premier agenda économique local avec plus de 2 000 événements économiques recensés chaque année, le site assure le rayonnement des différents organismes auprès des acteurs économiques du territoire et permet aux entreprises de se rencontrer en mutualisant leurs compétences. Ouvert à l'ensemble des managers du territoire, busiboost.fr compte plus

de 2 000 vitrines de sociétés en activité et connaît une bonne dynamique du réseau qui se concrétise par une activité régulière et croissante. L'année dernière 450 000 pages ont été vues par les visiteurs du site. Une dynamique qui permet à chacun des membres de Busiboost de développer son réseau professionnel et de créer une vitrine commerciale afin d'accéder aux opportunités business en cours.

De plus, le site favorise le développement des relations d'affaires des entreprises et des institutions du département des Bouches-du-Rhône, notamment au travers d'une plateforme business.

Dotée d'une vitrine institutionnelle, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pu promouvoir depuis quatre années ses différentes opérations économiques et élargir son cœur de cible des chefs d'entreprise locaux qui représentent un tiers des membres de Busiboost. Avec plus de 3 500 pages vues, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est la page la plus visitée de toutes les institutions du département. Véritable outil de mise en relation avec l'ensemble des acteurs et décideurs économiques, Busiboost a contribué à valoriser l'ensemble des événements organisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par la mise en ligne régulière des nombreuses actualités économiques qui renforcent l'attractivité du territoire.

En 2016, la page d'accueil a été vue 1 500 fois avec 1 360 vues uniques. Les actualités diffusées ont été vues 1 138 fois avec un temps moyen passé sur la page de 2 minutes et 30 secondes contre 51 secondes en moyenne pour les autres pages. Les événements auxquels la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a participé et qui ont été mis en avant sur le site ont été vus 1 238 fois avec 1 102 visiteurs uniques. L'institution a été mise en avant pour sa participation aux divers événements qui font la dynamique économique de notre territoire. De la même manière, les 8 000 membres ont pu avoir connaissance des missions et du rôle prépondérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à travers les forums PMI France (mars 2016), MXL (mars 2016), Talents des cités Marseille (octobre 2016), le Salon des Entrepreneurs (octobre 2016), Marseille Nord ZFU/TE (novembre 2016), Vallée de l'Huveaune (novembre 2016), Centrale Marseille Entreprises (novembre 2016), les Nauticales (avril 2016) et le Salon de l'Immobilier d'entreprise SIMI (décembre 2016).

Consciente de la place importante qu'occupent les outils de communication numériques, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'associera de nouveau au site busiboost.fr pour favoriser le développement de ses relations avec les entreprises des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une convention de partenariat au titre de l'année 2017 prévoyant une participation de la Métropole de 12 000€, à l'identique de l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°NH 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'assurer le rayonnement de la Métropole auprès des acteurs économiques pour favoriser le développement économique du territoire,
- L'importance des retombées du site Busiboost.fr pour valoriser les actions, les compétences et les initiatives économiques d'Aix-Marseille-Provence sur l'ensemble du territoire ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la convention de partenariat ci-annexée avec l'association Provence Meeting relative au Site busiboost.fr en qualité de « Partenaire Premium » ainsi que la participation de la Métropole à hauteur de 12 000 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-1640/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS - Approbation d'une convention MET 17/2820/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Labellisé par l'Etat en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en PACA les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

Capitalisant sur des acteurs technologiques leaders et sur un important historique autour des technologies de la carte à puce, le Pôle s'est rapidement imposé comme le centre de référence en France et à l'international dans trois domaines technologiques clefs de cette vague numérique :

- les technologies du « sans contact »
- les réseaux, M2M et services mobiles
- la sécurité et les identités numériques

Les Solutions Communicantes Sécurisées visent à intégrer des matériels et des logiciels en vue d'échanger, de traiter et de transmettre des informations de manière sécurisée et fiable pour répondre aux besoins actuels ou futurs des utilisateurs privés ou professionnels.

« Solutions » pour répondre à des besoins en s'appuyant sur la richesse technologique.

« Communicantes » indique la nature des objets, systèmes et services visés, incluant toute une mise en réseau pour des actions de communication, de coopération, de transaction.

« Sécurisées » pointe un besoin croissant de la société de protéger les informations et la vie privée dans un monde numérique

La mission du Pôle SCS est de favoriser l'émergence de projets collaboratifs innovants entre tous les acteurs (chercheurs, industriels, organismes de

formation), afin de concevoir et développer des solutions nouvelles qui intègrent composants, logiciels, réseaux et systèmes et la recherche et développement dans le domaine industriel, en vue d'accroître la capacité d'innovation et la compétitivité des entreprises de la région et ce faisant, de contribuer au développement des PME et à la création d'un écosystème approprié au développement régional global des TIC.

Outre son rôle fédérateur de projets collaboratifs innovants, le Pôle propose une palette de services personnalisés pour ses adhérents : développement de fonds propres, accès à des plates-formes de tests, service de veille personnalisable, sessions de formation sur divers sujets (propriété intellectuelle, accords de consortium, levée de fonds...), préparation à adresser les marchés, mises en relation avec des clients et partenaires potentiels, développement à l'international (participation à des salons, des missions partenariales...).

Ses objectifs pour l'année 2017 sont les suivants :

- ✓ générer des avancées technologiques « industry first » dans ses 3 domaines stratégiques (le sans-contact, les réseaux M2M et services mobiles, la sécurité et les identités numériques) :
 - développer des projets de R&D collaboratifs couvrant les enjeux technologiques et adressant les usages et marchés ciblés de chaque SSA
- ✓ valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés qui peuvent en tirer un avantage compétitif :
 - accompagner la pénétration sur les marchés des produits et services issus des projets, en particulier des PME
 - faciliter et favoriser l'industrialisation des prototypes et des produits en renforçant l'accès et l'utilisation des plateformes technologiques et en développant des programmes d'accompagnement adaptés
- ✓ être un cluster international de référence, visible et reconnu par des clusters et grands groupes internationaux, afin d'engager son écosystème industriel, et en particulier ses startups/TPE/PME sur des positions dominantes dans leurs marchés :
 - mettre en œuvre des partenariats avec des clusters internationaux en adéquation avec ses SSA
 - signer des accords avec des grands groupes présents sur chacun de ses marchés cibles

- ✓ renforcer ses actions de soutien auprès des startups/TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client :
 - accélérer la croissance de leur chiffre d'affaires, création de valeur et part à l'export en particulier pour les TPE/PME/ETI de chaque SSA.
- ✓ développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème dans ses domaines stratégiques, des technologies au business management,
 - obtenir la mise en place de formations en soutien aux besoins d'excellence technologique de ses SSA
 - coordonner le développement et la mise en œuvre d'une offre de formation continue pour les TPE/PME en support du « parcours de croissance »
- ✓ contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique :
 - collaborer avec les acteurs régionaux de l'innovation et du développement des entreprises, en particulier sur les territoires labellisés French Tech.

Le budget prévisionnel 2017 du Pôle SCS s'élève à 1.118.643 euros(cf. budget joint en annexe).

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SCS, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 77.000 € (représentant 6,88 % du coût total prévisionnel), soit une baisse de 3,75% par rapport à 2016, dont :

- 30 000 € seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain du Territoire Marseille Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sur la sous-politique B320 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 47 000 € seront pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) contre 50 000 € en 2016. La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les Pôles de Compétitivité, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle SCS une subvention d'un montant total de 77.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de 30.000 € sur le Budget Principal Métropolitain du Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 47.000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association Pôle Solutions Communicantes Sécurisées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-1641/17/BM

**■ Approbation d'un partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour la conception et la mise en oeuvre d'une démarche de smartport sur le port de Marseille-Fos - Approbation d'une convention
MET 17/2966/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La notion de Smart Port, dérivée de celle de Smart City, fait référence à la transition numérique, énergétique et environnementale des secteurs d'activités industriels du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), mais aussi à celle de son rapport à la ville et à ses usagers.

Désignant avant tout l'aspect « connecté » et donc numérique de ces évolutions, la notion de « Smart Port » recouvre aussi toute forme de solution intelligente permettant d'améliorer les performances du port, sur le plan économique, logistique et environnemental.

Impactant l'économie du territoire métropolitain dans son ensemble, l'engagement dans une démarche de « Smart Port Métropolitain » fait partie des actions stratégiques inscrites au sein du Pacte d'Innovation Etat/Métropole signé le 27 janvier 2017, par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur.

En effet, composé de 6 volets, ce pacte d'innovation prévoit en son volet 5, intitulé « *Moins de camions sur les routes avec le développement de solutions logistiques et portuaires innovantes* », une action portant le numéro 5A dénommée : « *Engager le Smart Port Métropolitain* ».

Ce projet, couplé à celui emblématique d'« Ecocité » soutenu par l'Etat dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), à la Charte Ville-Port et au renouvellement urbain de la façade maritime nord de Marseille conduit dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) « Euroméditerranée », va développer une dimension nouvelle de la relation entre le port et son territoire, à partir d'un ensemble de démarches innovantes à l'échelle métropolitaine.

Au-delà de ces objectifs de mise en visibilité, le processus devra permettre de sélectionner des solutions innovantes à même de répondre aux ambitions du Smart Port :

- Améliorer la performance du passage portuaire et plus largement de l'écosystème logistique et industriel lié au Port ;

- Créer de nouvelles sources de valeur dans les domaines connexes du numérique et plus largement au sein de l'écosystème du service aux entreprises ;
- Faciliter les relations et les interactions entre le Port et la Métropole ;
- Promouvoir la place portuaire et contribuer à la différenciation de Marseille Fos à l'échelle de la Méditerranée.

Pour accompagner la mise en œuvre du Smart Port Métropolitain, les partenaires de la démarche (la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, le Grand Port Maritime de Marseille, l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignation, le Conseil Régional PACA), ont lancé une mission d'accompagnement dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à la CCIMP.

Sur une période totale de 12 mois, cette mission est organisée de la façon suivante :

- Caractériser et hiérarchiser les axes prioritaires du Smart Port dans des domaines aussi variés que la performance des services portuaires, l'efficacité énergétique, la gestion prédictive et informative des flux passagers et fret, le système d'information du Port... ;
- Déterminer, pour chacun des axes retenus, les conditions de déploiement du Smart Port Métropolitain suivant trois formes particulières :
 - Des actions pilotes permettant de rendre immédiatement lisible et concret le projet ;
 - Des expérimentations et des démonstrations de nouveaux services dans une logique d'innovation ouverte reposant sur le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt ;
 - Des actions de recherche et de formation dans une logique de «Brain Port Community» ;
- Lancer les appels à projets et AMI qui permettront de sélectionner et de mettre en œuvre les projets les plus pertinents.

Le budget global de la mission d'accompagnement portée par la CCIMP est de 175 000 euros.

Compte tenu des enjeux liés à cette action, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à cette démarche dans le cadre d'un partenariat spécifique avec la CCIMP.

La répartition financière entre les différents partenaires institutionnels a été définie comme suit :

- L'Etat : 30 000 euros,
- Le Conseil Régional PACA : 30 000 euros.
- La Métropole : 30 000 euros,
- La CCIMP : 35 000 euros.
- Le GPMM : 20 000 euros,
- La Caisse des Dépôts et Consignations : 30 000 euros,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Pacte d'innovation Etat/Métropole Aix-Marseille-Provence signé le 27 janvier 2017,
- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence délibérée le 9 février 2017,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la mise en œuvre de la démarche de Smart Port Métropolitain inscrite au Pacte d'Innovation Etat-Métropole

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) et la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) pour la conception et la mise en œuvre d'une démarche de Smartport sur le port de Marseille-Fos, telle qu'elle figure en annexe du présent rapport.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière, dans le cadre de ce partenariat, de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 30 000 euros (trente mille euros).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la métropole sur la ligne 617- Fonction 61 – Sous-politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-1642/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Eurobiomed - Approbation d'une convention

MET 17/2958/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle de compétitivité Eurobiomed qui opère

conjointement sur les régions PACA et Occitanie, compte fin 2016, 261 adhérents et a labellisé près de 650 projets de R&D collaboratifs depuis 2006, dont 213 pour le département des Bouches du Rhône. Le pôle poursuit sa dynamique de croissance et a intégré 53 nouveaux adhérents en 2016.

La médecine personnalisée, les maladies chroniques et le vieillissement, ainsi que les maladies rares portent en eux une révolution majeure dans la prise en charge, dans les systèmes de soins, et dans les stratégies de recherche et développement publiques et privées.

Ces défis sont la priorité du pôle Eurobiomed et de ses adhérents.

Au-delà de sa mission de financement de la Recherche et Développement, Eurobiomed accompagne les entreprises dans la recherche de financement et/ou de capitalisation des entreprises à fort potentiel de croissance.

Les quatre domaines d'actions stratégiques du pôle sont les médicaments, le diagnostic médical, les dispositifs médicaux implantables et « l'e-santé » (usage des technologies de l'information et de la communication en santé).

Ces domaines stratégiques adressent des métiers en lien avec les domaines d'excellence locaux, tant au niveau académique qu'industriel :

- L'infectiologie
- L'immunologie
- La cancérologie
- Les neurosciences

Ces axes métiers croisent les secteurs thématiques prioritaires à travers le renforcement du soutien aux entreprises du secteur :

- Accentuer son action en favorisant l'innovation technologique croisée intra et extra filière
- Mettre en place des solutions d'accompagnement pour la création et le développement économique des entreprises du secteur
- Renforcer ses actions de soutien pour l'émergence technologique des innovations (preuve de concept, prototypage, fabrication, commercialisation)
- Investir de manière équilibrée dans le soutien et le développement de ces marchés
- S'appuyer sur des industriels et le corps enseignant pour adapter la formation aux potentialités du marché.

Bilan 2016 :

Les principaux éléments de bilan 2016 du pôle sont :

- Montage de projets de R&D collaboratifs : labellisation de 46 nouveaux projets de R&D dont 11 financés
- Le pôle a fait l'objet d'une évaluation très positive lors de l'audit lancé en 2016 sur la performance des pôles de compétitivité
- Le pôle continue à étoffer son offre pour conforter l'investissement de ses membres, la mutualisation d'équipements et les aides pour la mise en œuvre

d'essais cliniques

- Le pôle a accompagné ses membres sur 25 événements en 2016 (vs 20 événements programmés) qui ont généré 1 800 participants et l'appui de 12 sponsors issus des entreprises leaders du marché, dont notamment : l'organisation de rencontres de networking et d'événements (convention d'affaires « business meeting santé », rencontre investisseur, dispositif d'accompagnement pour l'accès au marché « Cellcomp ») et l'accès pour les membres à des salons d'envergure internationale (Bio Europe à Paris et Berlin, Bio US à Philadelphie, BioPharm à Boston, Medica à Düsseldorf).

- Le pôle a accompagné ses membres pour la participation à des appels à projets internationaux afin d'accompagner ses membres vers de nouveaux marchés et filières.

Au niveau métropolitain plus particulièrement, Eurobiomed coordonne le cluster « Marseille Immunopôle » dédié à l'immunologie fondamentale et appliquée, créé à l'initiative notamment du Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy (CIML) et de la société Innate Pharma, et qui positionne Marseille et la Métropole

comme un des centres mondiaux de l'immunologie.

Ces actions en cours ont été positionnées dans le cadre du Contrat Plan-Etat-Région et constituent un des projets structurants de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Objectifs 2017 :

-Labellisation de projets R&D : Le pôle vise à rester leader de son secteur pour la mise en œuvre de projets FUI et de projets de R&D collaboratifs. La poursuite de sa collaboration étroite avec les SATTE et le milieu académique y contribue positivement.

-Offre de service : Eurobiomed a renforcé son dispositif de veille sur les opportunités de financement public pour les projets de ses membres. Fruit de cette veille, elle prévoit de se positionner systématiquement sur les Appels à Projets Publics (concours mondial innovation, dispositifs pour la recherche hospitalo-universitaire, appels à projets PIAVE, PIA 3, AAP régionaux, FEDER...)

-Animation : Le pôle continue à s'investir dans l'organisation de manifestations professionnelles sur le territoire comme à l'international où elle accompagne ses adhérents sur les salons références du secteur

-Le pôle poursuivra en 2017 son implication dans la structuration du développement de Marseille Immunopôle sur le Parc Technologique et Scientifique de Marseille Luminy.

-Le pôle accentue son implication dans la dynamique Aix-Marseille French Tech en devenant l'acteur

référence du territoire pour l'animation du Réseau Thématique national « Health Tech » au croisement du développement intrinsèque de la filière et de ses applications liées au numérique.

Le budget prévisionnel global du pôle Eurobiomed pour la gouvernance et l'animation en 2017 qui fait l'objet de notre soutien s'élève à 1 275 789 euros.

Pour ces actions spécifiques Eurobiomed sollicite le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à hauteur de 67 000 euros, représentant 5,25 % du budget prévisionnel 2017 consacré à la gouvernance et l'animation.

Le soutien financier consenti est comme en 2016 de 57 000 euros et se décompose comme suit :

- 50 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille-Provence (CT1).
- 7 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 57 000 euros à l'association Eurobiomed.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de 50 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 7 000 euros par le Conseil de territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole. Les crédits se répartissent comme suit :

- 50 000 euros pris en charge par l'Etat Spécial de Territoire de Marseille Provence (Sous politique B320 – chapitre 35 – Nature 6574 – Fonction 61).
- 7 000 euros par l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (ligne 3A/61/6574).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-1643/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pôle Optitec - Approbation d'une convention

MET 17/2963/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des six pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies,

Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle Optitec compte 210 adhérents dont 135 entreprises, 3 grands groupes et des membres de la communauté académique et scientifique.

Le pôle Optitec porteur de la thématique photonique et imagerie oriente son action sur les marchés applicatifs suivants :

- « Green photonics » : solutions optiques pour le traitement de déchets, la gestion de la pollution atmosphérique et l'efficacité énergétique
- Photonique pour procédés industriels et agricoles (instrumentation, fabrication)
- Sécurité et surveillance (biens et personnes, spatial, transports)
- Instrumentation scientifique et médicale

Bilan 2016 et objectifs 2017

La communauté photonique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se compose de membres actifs avec un tissu d'industriel composés de nombreuses TPE et start-up du territoire, et de laboratoires de recherche de renommée internationale (Institut Fresnel, LAM,) implantés au Technopôle de Château-Gombert. Il développe des partenariats étroits avec Aix-Marseille-Université et Centrale Marseille.

En 2016, via le programme OPTIPass, le pôle Optitec a accompagné de façon individuelle près de 15 PME dans leur stratégie de croissance (performance RH, présence à l'international, projets européens, développement commercial, levées de fonds,...).

L'ingénierie de montage de projets collaboratifs de R&D a été prolongée avec 30 projets expertisés, 20 projets labellisés et 8 financés pour un montant total de 10 M€.

Le pôle a également engagé un nouveau partenariat avec les acteurs du réseau Aix-Marseille French-Tech, avec une contribution à la thématique IoT et la mise en lumière de start-up en forte croissance, plus spécifiquement, via la plateforme mutualisée sur l'optique adaptative, gérée par le pôle et hébergée au sein de l'Hôtel Technoptic sur le Technopôle de Château-Gombert.

Optitec a également contribué à l'expérimentation de nouvelles études cliniques au sein de l'Hôpital La Timone et à la mise en place de formations initiales et continues avec les principales écoles d'ingénieurs présentes sur Marseille. Enfin, une conférence Business sur le marché du médical s'est tenue en novembre dernier à Marseille, avec des industriels du secteur et des représentants européens.

En 2017, le pôle Optitec continuera à déployer sa stratégie sur quatre axes prioritaires :

- Positionner Optitec comme un pôle photonique et imagerie 4.0, moteur et précurseur dans les nouvelles approches d'innovation et d'accélération business des PME,
- Couvrir l'ensemble des chaînes de valeur Photonique et Imagerie, en lien avec les grands enjeux sur l'Industrie du futur et le Numérique, via de nouveaux adhérents, des projets, des partenariats interpôles,
- Accompagner les PME dans leur stratégie de croissance, de l'innovation au produit et marché, via le programme OPTIPass,
- Maintenir une stratégie européenne offensive, via un lobby, un réseau de partenaires européens et une présence des PME dans les projets du Programme Horizon 2020.

Plus spécifiquement, sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le pôle proposera **différents services vers les entreprises** :

- Accompagner les PME dans leur stratégie de croissance, de l'innovation au produit et au marché,
- Renforcer le développement européen et la visibilité internationale des entreprises du pôle
- Soutenir le développement de projets de R&D et industriels,
- S'impliquer dans la coordination du nouveau Réseau Thématique national consacré à l'internet des objets pour le compte d'Aix-Marseille French Tech, en collaboration avec le pôle Solutions Communicantes Sécurisées.

Optitec propose d'intégrer la Métropole, comme territoire d'expérimentation de nouvelles formes collaboratives, avec la mise en œuvre d'un

programme d'open innovation et une plateforme collaborative partagée au service des PME du pôle.

Enfin, le pôle maintiendra ses connexions avec l'ensemble de l'écosystème de recherche et d'innovation du territoire (Aix-Marseille French Tech, Marseille Innovation, Ecoles d'ingénieurs, SATT, pôles partenaires,...), avec un focus sur certains axes : photonique pour le numérique et IOT, Smart Cities et Médical-Santé.

Le budget prévisionnel pour la gouvernance et l'animation en 2017 qui font l'objet du soutien de la Métropole, s'élève à 1 329 243 euros.

Pour ces actions spécifiques le pôle Optitec sollicite le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à hauteur de 70 000 euros, représentant 5,27 % du budget prévisionnel 2017 consacré à la gouvernance et l'animation.

Le soutien financier consenti est, comme en 2016, de 70 000 euros et se décompose comme suit :

- 50 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- 20 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant de 70 000 euros au pôle Optitec.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront pris sur le budget 2017 de la Métropole.

Ils se décomposent comme suit :

50 000 euros pris en charge par l'Etat Spécial de Territoire de Marseille-Provence – Sous-Politique B320 – Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 61.

20 000 euros pris en charge par l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/6574.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-1644/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'incubateur Impulse - Approbation d'une convention

MET 17/2964/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire Impulse porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999. Il associe Aix Marseille Université, l'Université

d'Avignon, le CEA, le CNRS, Centrale Marseille, l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, l'IRD et l'ONERA. Il est soutenu financièrement par le Ministère de la Recherche, les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Il fait partie du réseau national RETIS des acteurs de l'innovation.

L'incubateur inter-universitaire Impulse est une structure de détection et d'accompagnement aux projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Sa mission consiste à :

- valoriser les résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes,
- apporter un soutien aux projets innovants issus de la recherche publique,
- favoriser la création d'entreprises et d'emplois.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information et de la communication et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

Parmi ces projets de création, on retrouve de belles réussites, notamment Oz Biosciences, Qualissima, Graftys, ou encore Protomed, First Light Imaging, Traxens, Novadem, Wizedge, Led's Chat, Genes'ink, IN'OYA, Terradona...

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé avec :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet,
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées,
- une mise à disposition de ressources et moyens.

L'incubateur Impulse est un maillon essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Grand Luminy, qu'avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique, et qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, l'incubateur Impulse a investi plus de 11 millions d'euros dans l'accompagnement de 160 projets donnant lieu à la création de 133 entreprises innovantes pour près de 700 emplois directs et 233 millions d'euros d'investissement privé cumulé sur ces entreprises.

Durant l'année 2016, 24 projets, dont 9 nouveaux ont été accompagnés avec la création de 7 entreprises et d'une cinquantaine d'emplois directs.

En complément des animations réservées aux « incubés » (demi-journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés », Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Programme d'animations récurrentes : « Rencontres d'Impulse » avec des réunions sur la valorisation à la protection de l'innovation, les dispositifs de soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes
- Journée portes ouvertes « Sciences et créations d'entreprises » au Technopôle de Château-Gombert qui rassemble entreprises et acteurs de l'écosystème
- Participation aux salons et colloques professionnels
- Participation aux assemblées des pôles de compétitivité partenaires
- Participation aux comités de sélection du Fonds d'Innovation Marseille-Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire Marseille-Provence)
- Participation aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire du Pays d'Aix)
- Prescription de concours visant les entreprises innovantes en région et préparation de la présentation des entreprises accompagnées

En 2017, le coeur de métier de l'incubateur restera :

- La poursuite de l'accompagnement des projets intégrés en 2015 et 2016,
- L'affectation d'une aide financière pour les projets qu'il accompagne,
- L'intégration d'une dizaine de nouveaux projets au programme d'incubation,
- L'adossement aux pépinières du territoire pour le développement des projets incubés,
- L'a sensibilisation et l'information auprès des universités et établissement de recherche,
- La sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet.
- La sensibilisation et l'information auprès d'un large public

Le partenariat avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la SATT Sud Est reste un axe majeur afin de mutualiser leurs solutions d'accompagnement complémentaires, leur sourcing, et faire bénéficier les entreprises et les projets incubés d'une meilleure ouverture à l'international et à la collaboration technologique et commerciale.

Par ailleurs, les actions d'animation de l'année 2016 seront reconduites, et l'intégration d'une dizaine de

nouveaux projets de création d'entreprises et de leur accompagnement est prévue.

Le budget prévisionnel de l'incubateur Impulse pour 2017 s'élève à 690 000 euros.

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille sollicite le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à hauteur de 55 000 euros (35 000 euros en 2016) représentant 7,97 % du budget prévisionnel 2017 de 690 000 euros, en augmentation comparé au montant des subventions 2016. L'augmentation de la subvention se justifie par la capacité de l'incubateur à transformer des projets de la recherche publique en entreprises et par la priorité accordée par la Métropole à l'Enseignement Supérieur, la Recherche et à l'innovation.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 euros seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1), en augmentation de 15 000 euros comparé au montant alloué en 2016. La dépense en résultant sera imputée sur la sous-politique B360 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 67 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 25 000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire 2017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2), en augmentation de 25% comparé au montant alloué en 2016. La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 55 000 euros à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille. Celle-ci est prise en charge à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 25 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée au présent rapport.

Article 3 :

Les crédits se décomposent comme suit :

- 30 000 euros sont pris en charge par l'Etat spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous-Politique B360 – Chapitre 65 - Nature 6574 – Fonction 67.
- 25 000 euros sont pris en charge par l'Etat Spécial du Territoire 2017 du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/6574.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents nécessaires à l'exécution de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-1645/17/BM

**■ Soutien de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Salon Innovatives SHS 2017-Approbation d'une convention
MET 17/3172/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et Aix-Marseille Université (AMU), partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences humaines et sociales. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'Univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Acteur majeur de l'innovation, le CNRS propose un cycle d'événements, les « Innovatives », autour de thématiques transverses porteuses d'innovations pour 2025.

Le Salon Innovatives SHS promeut les activités de valorisation et de transfert des recherches en Sciences Humaines et Sociales (SHS). Cet événement illustre la capacité des équipes de recherche à répondre aux attentes de la société en favorisant le transfert de leurs résultats vers les grands groupes industriels, les PME-PMI, les collectivités locales et le monde associatif. Il s'inscrit dans un processus d'accompagnement de l'évolution de la recherche qui encourage les équipes SHS à mieux afficher leurs activités de valorisation.

A l'occasion de cet événement les équipes SHS de l'INSERM et de l'IRD sur un focus SHS-Santé, une

quinzaine de projets sur 70, illustreront les capacités d'innovation et de transfert des équipes installées en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le Salon accueillera également une importante délégation étrangère marquée par une forte participation de chercheurs canadiens.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation, la recherche publique et le développement des filières d'avenir.

La maîtrise des Sciences Humaines et Sociales est essentielle pour l'émergence d'innovations d'usage, notamment liées au développement de solutions et services numériques, et d'innovations centrales en phase avec des évolutions sociétales majeures comme les nouveaux modes de communication, la mobilité, l'urbanisme des villes modernes, le rapport

de l'homme à l'environnement, au travail....

La mixité et les échanges offerts par le format du Salon Innovatives SHS 2017 entre monde scientifique, académique et entrepreneurial contribue à l'émergence de solutions pratiques et opérationnelles pour le futur.

Sa localisation sur Marseille y valorise l'écosystème territorial et représente une occasion de confronter les grands projets d'aménagement, le tissu économique et scientifique local avec les apports académiques des sciences humaines et sociales.

Pour mener à bien l'organisation du Salon Innovatives SHS qui se déroulera au Parc Chanot le 17 et 18 mai 2017, et afin de soutenir l'action du CNRS, il est proposé de participer financièrement à hauteur de 20 000 euros pour soutenir cette action.

Il convient que la Métropole se prononce sur cette participation financière et approuve la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20.000 euros au titre de l'organisation du Salon Innovatives SHS.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention au CNRS pour l'organisation du Salon Innovation SHS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-1646/17/BM

**■ Mise en place d'un bail à construction pour la réalisation d'un local technique par Aix-Marseille Université sur le Technopôle de l'Arbois
MET 17/2838/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois accueille une part importante d'activités liées à l'enseignement supérieur et à la recherche sur le site du Petit Arbois. Les entités d'Aix-Marseille Université présentes sur ce site sont notamment :

- le Collège de France (évolution du climat)
- le laboratoire CEREGE (géosciences)
- le laboratoire IMBE (biodiversité)
- le laboratoire LCE (chimie de l'environnement)
- le laboratoire M2P2 (traitement des eaux et des déchets)
- la Fédération ECCOREV (risques environnementaux)
- l'unité de l'INRA (Géochimie des Sols et des Eaux)

Aix-Marseille Université et le CEREGE ont exprimé le besoin de créer un endroit dédié au stockage de fournitures, des substances dangereuses et des déchets dangereux (chimiques et radioactifs) utilisés par les différents laboratoires, afin de se conformer à la réglementation (stockage de substances dangereuses dans les locaux de travail).

D'une surface de plancher d'environ 100 m², avec une conception architecturale permettant une aération importante, cette construction sur un seul niveau sera semi-enterrée et implantée entre le bâtiment Poincaré et le bâtiment Villemain (proche des laboratoires et des circulations) à plus de 8 m de tout

bâtiment. Ce local sera réalisée suivant toutes les normes de sécurité et réglementaires en vigueur. En effet, le stockage de produits chimiques présente des risques tels que l'incendie, l'explosion, le risque de chute ou de renversement d'emballage... Toutes ces caractéristiques rendent nécessaires, outre les précautions lors de leur emploi, la réduction des risques qui passe par une réflexion sur la structure du local, sur les modalités de rangement et sur les incompatibilités entre les produits.

Un volume global d'environ 1200 litres de produits (360 de solvants, 160 de bases et 700 d'acides) actuellement utilisés par les équipes de recherche seront stockés dans ce local. Les quantités stockées resteront en deçà des seuils de déclaration des substances dans le cadre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Un permis de construire devra être déposé. Pour ce projet comme pour les autres similaires déjà réalisés, l'université s'entourera d'un bureau d'études spécialisé en incendies, ainsi que d'un bureau de contrôle. Le projet passera également en commission de sécurité.

Le financement sera supporté entièrement par Aix-Marseille Université qui en sera maître d'ouvrage.

Concernant la propriété foncière, les terrains situés au sein de la ZAC du Petit Arbois sont soumis au bail emphytéotique qui a été signé le 22 décembre 1999 entre le Syndicat Mixte de l'Arbois et le Département des Bouches-du-Rhône, pour une durée de 65 ans.

Il conviendra donc de confier à Aix-Marseille Université la charge de construire, de gérer et d'entretenir ce local, dans le cadre d'un bail à construction pour une durée de 45 ans sur une emprise d'environ 130 m² (superficie pouvant varier sensiblement en fonction du document définitif d'arpentage) à détacher de la parcelle cadastrée KW n°43 entre la Métropole et l'AMU.

Par ailleurs, le bail à construction sera assortie de conditions suspensives, avec notamment :

- l'obtention d'un permis de construire définitif, purgé de tout recours et conforme ;
- la fixation de délais contractuels pour réaliser le bâtiment ;

L'Université étant une personne publique, ce bail sera consenti à titre gracieux au regard de la destination technique non commerciale du bâtiment, de l'intérêt qu'il représente pour la sécurité du site et pour la pérennité des laboratoires de recherche.

Tous les frais, droits et honoraires inhérents à la mise en place de ce bail seront entièrement supportés par le preneur. De même, le nouveau bâtiment sera assujéti aux charges liées à la gestion et l'entretien de la ZAC qui devront être dues par le preneur.

Le bailleur deviendra propriétaire de la construction édifée sur le terrain à la fin du bail. Les conditions de restitution du bâtiment seront précisés dans les clauses du bail, notamment la dépollution éventuelle.

Le Technopôle validera, au stade de l'avant-projet, l'intégration architecturale du local ainsi que ses spécifications techniques, en particulier les conditions de sécurité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Arbois ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande d'Aix-Marseille Université ;
- La nécessité d'apporter une solution de stockage pérenne des produits dangereux utilisés par les laboratoires de recherche publique affiliés à Aix-Marseille Université implantés sur le Technopôle de l'Arbois ;
- Le projet de construction d'un local de stockage de produits dangereux d'une surface d'environ 100 m² présenté par Aix-Marseille Université sur la ZAC du Petit Arbois, tel que présenté dans la note ci-jointe ;
- Que la parcelle concernée par ce projet relève du domaine privé de la collectivité, et fait partie du bail emphytéotique passé entre le Département des Bouches-du-Rhône et le

Syndicat Mixte de l'Arbois dissous depuis le 1er janvier 2017 et intégré à la Métropole ;

- La nécessité d'établir un bail à construction afin de permettre à Aix-Marseille Université de construire ce bâtiment et en assurer la jouissance et la gestion ;

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la construction par Aix-Marseille Université d'un local de stockage de produits chimiques sur le site du Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence qui sera matérialisé par la rédaction d'un bail à construction à titre gratuit pour une durée de 45 ans, sur une partie de la parcelle cadastrée KW n°43 à détacher (environ 130 m²).

Article 2 :

Aix-Marseille Université est autorisée à déposer en son nom le permis de construire nécessaire, sous réserve de l'approbation préalable du projet architectural par le Technopôle de l'Arbois.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le bail à construction sous conditions suspensives, l'acte notarié, ainsi que tous les documents relatifs à ce bail et nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-1647/17/BM

**■ Attribution de subventions de fonctionnement à Aix-Marseille Université
MET 17/2847/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les axes prioritaires du partenariat avec l'État, engagé depuis 2006, portent sur la valorisation du travail des équipes universitaires et de recherche et des travaux étudiants, dans le cadre de colloques ou manifestations analogues.

Ces manifestations et actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant sur notre territoire. Pour faire face aux frais exceptionnels des organisateurs (organismes publics d'État et d'Enseignement Supérieur et Recherche), la Métropole d'Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix, apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions suivantes, avec une incidence financière totale de 9 200€, comme suit :

Au profit d'Aix-Marseille Université :

- **2 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Roman rose, roman noir », du 23 au 25 mars 2017, organisé par le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille.

- **1 000 €** pour l'aide à l'organisation d'un colloque sur le thème « La sécurité en droit public », du 3 au 4 mai 2017, organisé par le CRA, Centre de Recherches Administratives.

- **1 500 €** pour l'aide à l'organisation de la journée d'étude sur le thème « Mondes & Cartes », le 5 avril 2017, organisée par l'ED LLA, École Doctorale Langues, Lettres et Arts.

- **1 200 €** pour l'aide à l'organisation des expositions de photographies/animations/conférences sur le thème « galerie itinérante 2017 », du 19 janvier au 7 décembre 2017, organisées par l'IUP AIC, Institut Universitaire Professionnel Administration des Institutions Culturelles.

- **1 500 €** pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Le surpeuplement carcéral en Europe, un phénomène maîtrisable mais indifféremment maîtrisé. Quelles sont les pistes retenues par le livre blanc », le 24 mars 2017, organisé par le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles.

- **2 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « La médiation civile : alternative ou préalable au procès », du 28 au 29 mars 2017, organisé par le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles.

Tableau récapitulatif des subventions accordées :

Organisateur	Manifestation Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé	Agent comptable
Le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille Secteur Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines GU 2017 - 00687	« Roman rose, roman noir », sur le campus aixois	Du 23 au 25 mars 2017	N-1 : 3 800€ N-2 : 2 800€	2 500€	14 320 € Co financeurs : CD 13 : 2 500 € Droits d'inscription : 900€ AMU : 6 200€ Autres : 220€ Ressources propres CIELAM : 2 000€	2 000€ Soit 14% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CRA, Centre de Recherches Administratives et Sciences Politiques GU : 2017 - 00703	« La sécurité en droit public », sur le campus aixois	Du 3 au 4 mai 2017	N-1 : 17 000€ N-2 : 35 000€	1000€	5 500 € Co financeurs : AMU : 3 500€ CD 13 : 1 000€	1 000€ Soit 18,18% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
L'ED LLA, École Doctorale Langues, Lettres et Arts GU : 2017 - 00717	« Mondes et Cartes », sur le campus aixois	Le 5 avril 2017	N-1 : 1 500€ N-2 : 1 500€	1 500€	3 000€ : Co financeurs : Ressources propres : 3 000€	1 500€ Soit 50% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
L'IUP AIC, Institut Universitaire Professionnel d'Administration des Institutions Culturelles Faculté d'Économie et de Gestion GU 2017- 00689	« Galerie itinérante 2017 » sur Aix-en-Provence, Marseille et Arles.	Du 19 janvier au 7 décembre 2017	N-1 : 1 200 € N-2 : 1 200€	1 200 €	38 500€ Co financeurs : CRPACA : 20 000€ CD 13 : 2 000 € DRAC PACA : 2 000 € Communauté d'Agglomération d'Arles : 2 000€ Ville d'Arles : 2 000€ AMU : 3 500 € Sponsors : 5 000 € Ressources propres IUP AIC : 800 €	1 200 € Soit 3,1% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences	« Le surpeuplement carcéral en Europe », sur le campus aixois	Le 24 mars 2017	N-1 : 2 000 € N-2 : 2 900 €	1 500€	6 777 € Co financeurs : Droits inscription : 2 277€ AMU : 2 500€	1 500 € Soit 22,38% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

Criminelles					CD 13 : 500€		
Secteur Droit et Sciences Politiques							
GU 2017 - 00688							
Le LDPSC, « La médiation Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles	« La médiation civile : alternative ou préalable au procès », sur le campus aixois	Du 28 au 29 mars 2017	N-1 : 2 000 € N-2 : 2 900 €	2000€	10 000 € Co financeurs : Droits inscription : 3 504€ AMU : 2 996€ CD 13 : 1 500€	2 000 € Soit 20% du budget prévisionnel	Aix- Marseille Université
Secteur Droit et Sciences Politiques							
GU 2017 - 00698							

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions à hauteur de 9 200 € à Aix-Marseille Université afin de soutenir les manifestations ci-dessus précisées.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général 2017 sur les lignes 23-657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-1648/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'Ecole Nationale des Arts et Métiers relative au financement du Mediamstam
MET 17/2849/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du CPER 2015-2020, une convention a été signée avec l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers relative au financement du Mediamstam, pôle de Médiation Scientifique, Technique et Industriel du campus Arts et Métiers d'Aix-en-Provence.

L'opération globale comprend trois composantes :

- Mediastiam / démonstrateur de recherche en ingénierie numérique, mettant en œuvre des interactions entre le monde physique et le monde numérique pour la conception collaborative, la simulation et la supervision en exploitation des systèmes visant notamment une meilleure maîtrise des processus décisionnels.

- Mediastiam / transfert-innovation-entrepreneuriat. Cette composante prévoit de développer des actions d'accompagnement en innovation technologique et organisationnelle auprès des entreprises et de faciliter la maturation technologique de projets de création d'entreprises.

- Mediastiam / tiers-lieu d'innovation par le numérique : les nouvelles pédagogies collaboratives que le campus d'Aix-en-Provence développe impliquent de transformer les espaces existants en nouveaux lieux, appelés tiers-lieux, connectés et propices à l'accès aux savoirs ainsi qu'à l'émergence de nouveaux usages.

Dans la convention initiale, l'engagement pris portait sur le financement de la partie réhabilitation immobilière de ce programme à hauteur de 1 500 000€ sur un coût global de 6 900 000€ dont 5 000 000€ sur le volet immobilier.

Lors de la préparation de l'avenant n°2 au CPER, afin de stabiliser le financement de l'opération, il a été décidé de décomposer cette opération en trois phases, la phase 1 étant portée par le CPER.

La phase 1 inclut les pôles « plateforme recherche en ingénierie numérique » et « tiers lieu d'innovation par le numérique ». La composante transfert-innovation-entrepreneuriat fera partie de la phase 2 de l'opération qui à terme comportera trois phases incluant la création d'un campus Aixois de technologie. Il a été validé par l'avenant n°2 au CPER et le dossier d'expertise a fait l'objet d'une approbation préfectorale du 22 septembre 2016.

Le présent avenant a pour objet d'acter le changement d'assiette suite à l'avenant n°2 au CPER qui passe de 6.9 millions d'euros à 5.4 millions d'euros et de confirmer le montant de la participation de la Métropole.

Par délibération FAG 005-1009/16/CM, le Conseil de la Métropole a approuvé la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 tenant compte de cette modification.

Le coût total de la phase 1 est de 5,4 millions d'euros, répartis dans les postes de dépenses suivant :

- la réhabilitation immobilière : 3 750 000 euros ;
- les équipements du tiers lieu d'innovation par le numérique : 250 000 euros ;
- les équipements de la plateforme recherche en ingénierie : 1 400 000 euros.

L'aide de la Métropole, d'un montant de 1,5 millions d'euros, porte sur le volet immobilier.

Il est donc proposé de modifier l'article 2 de la convention stabilisant l'aide de la Métropole sur le volet immobilier pour un montant de 1 500 000€ sur un coût total de 3 750 000€ au lieu des 5 000 000€ prévus initialement.

En conséquence, le planning prévisionnel de l'opération et le plan prévisionnel de versement sont modifiés comme suit :

Le programme prévisionnel de cette opération est le suivant :

2017 : Sélection maîtrise d'œuvre + avant-projet
2018 : Consultation des entreprises + phase travaux
2019 : Fin des travaux + réception du bâtiment fin d'année + commandes équipements numériques et aménagement des locaux du tiers-lieu + mise en service

Le plan de versement prévisionnel de la subvention se répartira sur quatre exercices, à savoir :

2017 : 150 000€
2018 : 450 000€
2019 : 600 000€
2020 : 300 000 €
Total : 1 500 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A342 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'attribution d'une subvention à l'ENSAM pour le financement du projet MEDIASTIAM inscrit au CPER 2015-2020 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de modifier la convention initiale afin de prendre en compte les modifications apportées par l'avenant n°2 au CPER 2015-2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention avec l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM) portant sur le financement de l'opération Mediastiam, confirmant le montant de la participation initiale de la Métropole et actant le phasage du projet.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-1649/17/BM

■ Approbation d'une convention avec le Groupe Caisse des Dépôts relative au financement d'une étude de positionnement commercial et stratégique du Marché d'Intérêt National des Arnavaux à Marseille 14ème arrondissement MET 17/2522/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 42 de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles précise que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit les compétences en matière de Marchés d'intérêt National (MIN).

Les MIN sont régis notamment par l'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 qui indique dans son article 2 que la gestion des marchés d'intérêt national peut être assurée soit en régie par une collectivité

locale ou un groupement, soit par une société d'économie mixte.

La Somimar est une société d'économie mixte qui gère le MIN des Arnavaux à Marseille.

Les fruits et légumes représentent 54% de l'activité du MIN des Arnavaux, puis les autres activités se partagent entre les entreprises de service, les grossistes divers, et les fleurs et plantes.

Les Arnavaux représentent un poids économique important puisque il compte 97 entreprises et 295 producteurs installés sur son carreau, il génère 949 emplois, 316 690 K€ de chiffres d'affaires et 273 1883 Tonnes de marchandises ont transité en son sein en 2014.

Après une importante restructuration occasionnée par la construction de la rocade L2, se pose la problématique du positionnement et de l'avenir du MIN.

Le MIN se doit de prendre en compte sa dimension métropolitaine que lui confère son rattachement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, la Métropole en partenariat avec la Somimar et la CDC, souhaite lancer une étude de positionnement commercial et stratégique pour le site des Arnavaux.

Cette étude portera sur :

- 1/ Le positionnement actuel du MIN,
- 2/ L'élaboration de scénarii d'évolution de positionnement commercial et de composition de l'offre du MIN,
- 3/ Les apports et les contributions du MIN à l'aménagement du territoire (en particulier son rôle vis-à-vis de la filière agricole régionale) et au développement durable.

Au regard des enjeux, le Groupe Caisse des Dépôts a exprimé son intérêt et a proposé à la Métropole d'assurer le financement de 50 % du coût de l'étude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 portant modification et codification des règles relatives aux Marchés d'Intérêt National et notamment son article 2 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Marché d'Intérêt National ;
- Que la construction de la rocade L2 aboutit à une forte restructuration du site du MIN des Arnavaux ;
- Qu'il convient de réaliser une étude de positionnement commercial et stratégique du MIN de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec le Groupe Caisse des Dépôts relative au financement de l'étude de positionnement commercial et stratégique du Marché d'Intérêt National de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 50%.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-1560/17/BM

**■ Approbation d'une convention type de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais de la Métropole
MET 17/3103/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée depuis le 1^{er} janvier 2016. Elle rassemble six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale : la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code » ;

Pour mémoire, la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016 entraîne notamment le transfert des zones d'activité présentes sur le territoire de la Métropole et qui étaient auparavant de compétence intercommunale sur le territoire des six EPCI fusionnés par la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Sur l'ex territoire de L'EPCI Agglopolé Provence, constituant à ce jour celui du Conseil de Territoire du Pays Salonais, trente et une (31) zones d'activité sont couvertes par la compétence Métropolitaine « Développement et aménagement économique, social et culturel ». Cette compétence comprend notamment « la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires. »

<u>NOM DE LA COMMUNE</u>	<u>PARC D'ACTIVITES</u>
ALLEINS	LA FERRAGE
BERRE L'ETANG	EUROFLORY
CHARLEVAL	ZA ROUOMPIDOU
EYGUIERES	LES PALUDS SUD
LAMANON	ZA LES PLANTADES
	ZA LE GRAND MAS D'AUDIER
LANÇON PROVENCE	LES SARDENAS
	LA COUDOULETTE
MALLEMORT	ZA LA VERDIERE
	ZA LE COUP PERDU
	ZA CHEMIN DE SALON
	ZA LA CONFRERIE
PELISSANNE	LES VIGNEROLLES
	LES BAS TAULETS
ROGNAC	LES CADESTEAUX
	LES GABELLES
	ZI NORD EXISTANT
	ZI DES PINS
	LES PLANS
SAINT-CHAMAS	CASTELLAMARE
	LES PLAINES SUD
SALON DE PROVENCE	LA CRAU
	LA GANDONNE
	LES ROQUASSIERS
	LES BROQUETIERS
SENAS	LES SAURINS
	LA GRANDE BASTIDE
VELAUX	VERDIERE 1
	VERDIERE 2
	GRAND PONT
	VALLON DES BRAYES

Les Services du Conseil de Territoire du Pays Salonais ne disposent pas à ce jour des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien de la voirie, des réseaux divers, des espaces verts et de l'éclairage public pour ces zones d'activités.

Il est par conséquent envisagé de confier ces entretiens aux services municipaux des villes concernées, par convention de mise à disposition à

l'identique de celles déjà existantes pour les Zones de « la Crau », « la Gandonne », « Les Roquassiers » à Salon de Provence ; « Euroflory » à Berre L'Etang ; « la Verdière 1 », « la Verdière 2 », et « le Grand Pont » à Velaux.

L'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit la possibilité pour un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de mandater par convention les

services d'une ou de plusieurs de ses communes membres pour l'exercice de compétences intercommunales par une mise à disposition des Services Municipaux pour l'exercice de ces compétences.

Les conventions futures auront donc pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition des services des communes concernées, au profit de la Métropole d'Aix Marseille Provence, pour l'exercice des missions relevant de sa compétence « Développement et aménagement économique, social et culturel ».

Ces conventions seront établies après consultation des communes concernées, selon le modèle joint au présent rapport.

Les modalités financières afférentes au remboursement des charges d'entretien supportées par les communes seront basées sur les éléments du rapport de la Commission Locale sur l'évaluation des charges transférées de transfert des CLECT de l'ex EPCI Agglopolo Provence du 13 octobre 2015.

Enfin, les conventions seront conclues pour une durée d'un an. Elles seront renouvelables chaque année sans pouvoir excéder 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-4-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations ECO 006-757/16/BM et ECO 007-758/16/BM du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des zones d'activité métropolitaines sur les communes de Velaux et Salon de Provence ;

- Le rapport de la CLECT de l'ex EPCI Agglopolo Provence en date du 13 octobre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention type de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des Zones d'Activité du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence telle qu'annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions à venir de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, avec chacune des communes concernées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-1651/17/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Transfert de l'emprise foncière des équipements de la première tranche
MET 17/2940/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Lenfant a été créée en 2009 et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Aujourd'hui la première tranche a été commercialisée et les travaux de la seconde tranche sont engagés.

Dans le cadre de la concession d'aménagement, une partie du terrain d'assiette de la première tranche de l'opération a été transférée de la CPA à la SPLA à titre gratuit, l'apport de ces terrains à la ZAC constituant la participation en nature de la Communauté.

Les travaux de la première tranche ont consisté à réaménager une voirie existante et créer une rue nouvelle de desserte ainsi que les réseaux et ouvrages techniques nécessaires à la viabilisation d'une dizaine de lots.

Suite à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement nécessaire à la vérification du bon fonctionnement des équipements, la remise des ouvrages doit prochainement intervenir. Ces derniers doivent être remis à leurs gestionnaires respectifs, conformément au programme des équipements publics de la ZAC, comme suit :

EQUIPEMENTS	GESTION
Voirie et ses accessoires	MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Plantation et arrosage	
Fibre optique	
Digues, Bassins, noues et réseau EP	
Poste de relèvement et réseau EU	Commune
AEP	
Télécom	
Éclairage public	
HTA + Poste	ERDF
Gaz	GRDF

Ainsi, l'emprise foncière des ouvrages dont la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a la charge doit lui être transférée en pleine propriété à titre gratuit conformément au traité de concession et au plan de morcellement établi qui détermine les emprises à rétrocéder. Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence réceptionne donc une surface de 7685m² qui correspond notamment à l'emprise de la voirie nouvelle et des espaces verts et qui sera classée ultérieurement dans le domaine public.

Par ailleurs, France Domaine a été saisi régulièrement et a estimé la valeur de ces parcelles à 4 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2009_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010

confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°2010_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2012_A109 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les modalités de rétrocession des ouvrages et de leur propriété aux gestionnaires

définies par l'article 22 du traité de concession.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à titre gratuit de l'emprise foncière des équipements de la première tranche d'une surface de 7685m² de la SPLA Pays d'Aix Territoires à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents se rapportant à cette transaction.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-1652/17/BM

■ Octroi d'une aide à l'immobilier en faveur de la société Steripure au titre de son installation à Gardanne - Approbation d'une convention MET 17/2818/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer à hauteur de 20 % maximum (toutes subventions publiques confondues), des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Créée en 2012 par Monsieur Olivier Bourgeois, et installée à Rousset, la société STERIPURE se positionne comme prestataire de services auprès d'acteurs de l'industrie agroalimentaire. Son activité consiste en effet à procéder à la débactérisation d'aliments secs comme les herbes, les épices, les graines, les noix ou les fruits secs.

STERIPURE a développé un processus innovant basé sur la technologie « Saturated Steam Sterilization ». Travailler avec de la vapeur saturée dans le vide permet la pasteurisation et la stérilisation de ces aliments délicats à basse température et avec des temps d'exposition courts. Le processus agit de manière efficace sur les microorganismes, tout en

préservant la qualité du produit (couleur, saveur, texture et qualités nutritives).

Les services de STERIPURE présentent de nombreux atouts pour ses clients :

- une expertise reconnue dans le traitement de la charge microbienne et du nettoyage des produits alimentaires ;
- un conseil personnalisé grâce à la mise à disposition d'installations pilotes pour la réalisation d'essais ;
- une flexibilité des installations industrielles permettant de prendre en charge différents tonnages ;
- de nombreuses certifications en matière de sécurité alimentaire ;
- l'innovation : la société investit en permanence pour améliorer le process industriel.

Le marché des produits secs – dont une grande partie est importée – représente un fort potentiel. A ce jour, seule une petite partie de ces produits est traitée. STERIPURE bénéficie d'une bonne notoriété qui lui permet d'être identifié comme un prestataire fiable sollicité régulièrement par une trentaine de clients (directement ou via leurs fournisseurs), parmi lesquels figurent des industriels majeurs du secteur agroalimentaire (Nestle, Haagendazs, Lindt...).

STERIPURE emploie aujourd'hui 14 personnes, auxquelles s'ajoute selon les besoins une équipe d'intérimaires. La société connaît de belles perspectives de croissance. En effet, le chiffre d'affaires devra passer de 1,24 M€ en 2016 à 1,68 M€ en 2017 puis à 4,15 M€ en 2021. Parallèlement, les tonnages traités ont vocation à tripler.

2. Le projet immobilier

Au vu des perspectives de développement de STERIPURE, le site de Rousset (800 m² en location) commence à être trop exigu. Par ailleurs, il ne répond plus aux exigences en matière de qualité de certains clients potentiels. L'entreprise cherche ainsi à se doter de l'usine la plus moderne sur son secteur d'activité. Elle souhaite créer plusieurs salles de déconditionnement et de reconditionnement ainsi qu'une salle de lavage automatisée, afin d'augmenter sa capacité de production et de diminuer son coût de production au kilo.

STERIPURE a ainsi fait le choix de s'installer sur le Pôle Morandat à Gardanne, la nouvelle zone d'activité en cours d'aménagement. La localisation du site facilite en effet l'accès des camions et des clients, tout en bénéficiant d'un environnement de qualité.

Retenue par le comité d'agrément du 14 novembre 2016, STERIPURE va procéder à l'acquisition d'une parcelle de 4.939 m², pour y construire un bâtiment de 2.250 m². Celui-ci sera comportera 2 zones :

- les bureaux administratifs sur deux niveaux,
- une partie atelier sur toute la hauteur du bâti, comprenant deux quais de déchargement, une zone

affectée au traitement des produits et une zone de conditionnement.

A l'extérieur, outre le parking des véhicules légers, une zone sera réservée à la circulation des poids lourds. La zone technique comprendra des machines nécessaires au fonctionnement de l'usine. Enfin un jardin d'une surface de 400 m² sera aménagé, planté en essences méditerranéennes, il participera à la qualité de vie du personnel et à l'environnement du bâtiment.

Ce projet immobilier s'inscrit dans une réelle démarche de qualité environnementale : la totalité de la toiture sera recouverte de panneaux photovoltaïques, et le bâtiment répondra aux normes de la réglementation thermique RT 2012. Des prises électriques seront installées sur le parking pour le rechargement de véhicules électriques. Enfin, les eaux de pluie seront récupérées afin d'assurer l'arrosage du jardin, qui aura aussi pour but de limiter le ruissellement des eaux.

Le coût du projet s'élève à 2,2 M€ HT au total, dont 1,8 M€ pour le terrain (500.000 €) et l'immobilier (1.300.000 €), coût porté par la SCI PISTACHE avec un financement bancaire en grande partie. 400.000 € seront pris en charge directement par la SAS STERIPURE pour l'aménagement de l'usine. A cela devraient s'ajouter des investissements d'outillages et d'équipements. En effet, STERIPURE a l'intention de créer en 2019 une seconde ligne dans l'usine afin de permettre le traitement d'une autre catégorie de produits (graines) destinées aux marchés britannique, allemand et suisse.

L'emplacement de cette ligne pour un montant de 800 000 € HT a été dimensionné dans l'usine qui sera construite à Gardanne.

Sur cette base, il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 180.000 €, soit 10 % d'une dépense éligible de 1.800.000 €. La subvention sera versée à la SCI qui en répercutera l'impact financier sur les loyers facturés à l'entreprise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n°2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 adoptant le dispositif modifié d'aide à l'immobilier ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 180.000 € sur la base du dispositif d'aide à l'immobilier à la SCI PISTACHE.

Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-1653/17/BM

■ Prolongation par avenant du bail à construction établi avec le Groupe ARTEA pour la réalisation de l'immeuble RIFKIN sur le Technopôle de l'Arbois MET 17/2839/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement, le Technopôle de l'Arbois s'est engagé dans la rénovation et la construction d'une offre immobilière dédiée aux entreprises innovantes et aux laboratoires de recherche tournés vers l'environnement.

Avec un taux d'occupation de près de 90%, le Technopôle ne dispose plus de locaux pour accueillir de nouvelles entreprises à moyen terme. Il est donc nécessaire de poursuivre le développement d'une offre immobilière adaptée.

Ainsi, le Syndicat Mixte de l'Arbois avait décidé de mettre en place un bail à construction avec un promoteur privé afin de se doter d'un nouveau bâtiment tertiaire proposant des espaces modulables de bureaux. Ce montage présentait plusieurs avantages : limiter l'investissement public lié à la construction, tout en maîtrisant le projet, en conservant la propriété du terrain et en constituant un patrimoine immobilier.

A l'issue d'une consultation de promoteurs-concepteurs, le Syndicat Mixte a retenu l'offre du groupe ARTEA pour construire et gérer un immeuble de bureaux de 3 290 m², dénommé le « RIFKIN » sur un terrain de 1400 m² (sis sur les parcelles cadastrées KW n°43 et KW n°65) situé au sein de la ZAC du Petit Arbois.

Le preneur s'engage, à titre principal, à édifier un immeuble de bureaux sur le terrain, et à le conserver en bon état d'entretien pendant toute la durée du bail. Au terme du bail, les constructions réalisées par ARTEA reviendront à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sans contrepartie financière. Le bail à construction a été consenti moyennant le versement par le preneur d'une redevance capitalisée de 420 000 €.

un bail a donc été signée à cet effet le 5 août 2015 entre le Syndicat Mixte de l'Arbois et la société dénommée « AIX ARBOIS 2014 », société à responsabilité limitée qui a été créée par ARTEA pour la réalisation de l'opération. Il stipule notamment les conditions suspensives suivantes : l'obtention d'un permis de construire purgé de tous recours, un taux de pré-commercialisation des locaux d'au minimum 40%.

Le bail avait pour échéance le 1er décembre 2016.

Le permis de construire nécessaire à la réalisation de cette opération a été délivré le 21 avril 2016.

Cependant, la commercialisation n'a pas encore totalement abouti pour permettre le lancement des travaux, du fait notamment des conditions spécifiques d'entrée pour les futurs locataires (entreprises relevant d'une activité environnementale, exigence en matière de garantie bancaire et de bilan comptable, etc...).

Par courrier du 30 novembre 2016, le groupe ARTEA a donc sollicité une réitération de ce bail, au regard des négociations actuellement en cours avec plusieurs locataires potentiels qui permettraient d'atteindre le taux de commercialisation nécessaire.

Afin de répondre à cette demande, la Métropole s'étant substituée au SMA depuis le 1er janvier 2017, il est proposé de modifier le calendrier de levée des conditions suspensives indiquées dans le bail à construction. Cette modification fera donc l'objet d'un avenant permettant de prolonger l'échéance du bail jusqu'au 1^{er} Septembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.251-1 à -9 et R.251-1 à -3;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Arbois.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le bail à construction passé le 5 août 2015 entre le Syndicat Mixte de l'Arbois et la société dénommée « AIX ARBOIS 2014 », société à responsabilité limitée créée par le groupe ARTEA, afin de construire sur un terrain de 1400 m² situé dans la ZAC du Petit Arbois un immeuble de bureaux de 3 290 m² dénommé le « RIFKIN » ;
- La nécessité de modifier le calendrier de levée des conditions suspensives indiquées dans le bail et de passer un avenant permettant de prolonger l'échéance de cette promesse jusqu'au 1er septembre 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé avec la société « AIX ARBOIS 2014 » relatif à la modification du calendrier prévisionnel de levée des conditions suspensives du bail à construction prolongeant l'échéance du bail jusqu'au 1^{er} Septembre 2017.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-1654/17/BM

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

MET 17/2931/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2016 :

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, à date du 31 octobre 2016, 282 personnes ; dont 222 personnes pour un projet d'entreprise et 60 pour un projet d'emploi salarié.

Les résultats sont ainsi ventilés par CT :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	216	28	9	14	10	5	282
Pour un projet d'entreprise	172	22	6	10	7	5	222
Pour un projet d'emploi salarié	44	6	3	4	3		60

Le plan d'action de l'ADIE en 2017

Les projets de création ou de développement d'entreprises :

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi
- Le microcrédit professionnel
- L'accompagnement avant, pendant et après la création
- d'accroître leur visibilité
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs intervenant prioritairement dans les QPPV
- La promotion de leur offre à destination de personnes en situation de précarité par le biais d'actions de communication grand public et d'actions de prospection ciblées :
 - Réalisation de journées portes ouvertes
 - Réalisation de permanences hebdomadaires (au Carburateur, à La Ciotat..)
 - Salons, forums etc..
- La communication autour de leur offre de service

- Un dispositif Créajeunes (pour les jeunes créateurs jusqu'à 32 ans)
- La micro-assurance

Les 4 grands axes :

Afin de développer ses dispositifs, l'ADIE met en place un plan d'action qui repose sur 4 grands axes tels que :

- Le maintien des relations avec les partenaires traditionnels afin de générer des prescriptions supplémentaires et

Les évènements

Ces actions vont s'articuler autour de plusieurs temps forts comme la semaine du Microcrédit (février), l'action de mobilisation des portefeuilles clients (avril, septembre), la campagne d'information de proximité (juin), campagne d'information intergénérationnelle (octobre), action de sensibilisation auprès des femmes créatrices d'entreprises (Novembre)

Budget

Le budget prévisionnel de fonctionnement 2017 de l'ADIE sur le territoire de la Métropole est de 758 019€ (contre 773 492€ pour 2016)

Dépenses		Recettes	
Achat	13 865 €	Vente de produits finis	32 000 €
Services extérieurs	84 580 €	Subventions	577 114 €
Autres services extérieurs	27 086 €	Etat (Nacre + emploi d'avenir)	29 827 €
Impôts et taxes	5 015 €	Conseil Régional PACA	110 598 €
Charges de personnel	512 949 €	Conseil Départemental 13	30 508 €
Autres charges de gestion courante	114 524 €	Métropole d'Aix-Marseille Provence	115 000 €
		Dont Territoire Marseille Provence	45 000 €
		Dont Territoire du Pays d'Aix	40 000 €
		Dont Territoire de pays Salonnais	10 000 €
		Dont territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile	10 000 €
		Dont Territoire Istres Ouest Provence	5 000 €
		Dont Territoire Pays de Martigues	5 000 €
		Autres villes (dont contrat de ville)	30 000 €
		Fonds européens	110 370 €
		Etablissements publics (CDC, Pole emploi)	19 513 €
		Entreprises en organismes privés	131 298 €
		Produits financiers	0
		Autres ressources à mobiliser	59 737€
Total des dépenses	758 019 €	Total des recettes	758 019 €

a part des charges de personnels s'élève à 67% du total des dépenses

La part des financements publics représente 76% du total des recettes

La subvention accordée en 2016 :

En 2016, la Métropole Aix Marseille Provence a attribué une subvention à l'ADIE de 106 000€, répartie sur les différents Conseils de Territoires : Territoire Marseille Provence : 45 000€, Territoire du pays d'Aix : 40 000€, Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000€, Territoire Istres Ouest Provence : 5 000€ et Territoire Pays Salonnais : 8 000€

La subvention demandée pour 2017 :

Pour 2017, il est proposé une subvention de 104 000€ répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 45 000€
- Territoire du pays d'Aix : 40 000€
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000€
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 €
- Territoire Pays Salonais : 6 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 104 000€ au titre de l'année 2017 répartie ainsi :

- Territoire Marseille Provence : 45 000€
- Territoire du pays d'Aix : 40 000€
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000€
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 €
- Territoire Pays Salonais : 6 000€

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront pris sur les lignes budgétaires du Budget de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-1655/17/BM

■ Attribution d'une subvention au Réseau Entreprendre Provence - Approbation d'une convention d'objectifs MET 17/3007/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, afin de développer sur les territoires l'emploi et la compétitivité. Son objectif est de financer, mais surtout de valider et accompagner des projets à potentiel (des projets de PME générant plus de 6 emplois à 3 ans) en s'appuyant sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Après une année de transition en 2013, l'association à présent bien structurée a pu atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés : une centaine d'entreprises membres et une vingtaine de projets labellisés au cours de 10 comités d'engagement.

En 2017, l'association souhaite renforcer et pérenniser son ancrage territorial sur le Pays d'Aix et sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Son objectif est de labelliser une vingtaine d'entreprises des territoires.

Le programme « Croissance » initié en 2016 prend de l'ampleur en 2017. Un plus grand nombre d'entreprises identifiées et implantées sur les deux territoires sont éligibles et devraient accéder très vite à ce dispositif destiné aux entreprises vouées à un fort développement (à minima 1M€ à l'entrée dans le programme et une quinzaine de salariés, avec un triplement du chiffre d'affaire et des effectifs à l'horizon 3 ans).

Un nouveau programme « Innovatech » adossé à l'offre d'accompagnement du Réseau permet à des entrepreneurs de l'innovation de bénéficier d'un effet de levier en phase émergence.

Le Réseau propose aujourd'hui une offre globale élargissant son panel d'entreprises potentielles éligibles.

L'association compte enfin reconduire en 2017 les manifestations organisées sur le Pays d'Aix et le Pays d'Aubagne et de l'Etoile en 2016 : clubs des lauréats, clubs d'accompagnateurs, petits déjeuners, déjeuners, séminaire du programme Croissance.

Elle continuera également à participer activement aux événements locaux : Comités du Dispositif d'Amorçage de Provence, Energies de la Victoire, Talents du Pays d'Aix, Nocturnes de la Transmission, comité du DRM Lafarge, French Tech...

Elle planifiera enfin de grandes opérations de communication, afin de diffuser son action à un maximum de porteurs de projet susceptibles de bénéficier de son accompagnement.

Le budget prévisionnel 2017 de Réseau Entreprendre Provence s'élève à 204.200 € (cf. budget joint en annexe).

Pour les actions menées par l'association au titre de l'exercice 2017, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 27.000 € (représentant 13,22 % du coût total prévisionnel), dont:

- 15 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4). La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial du Territoire, sur la ligne Chapitre 65/6574 qui présente les disponibilités nécessaires ;
- 12 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial du Territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 23 mars 2017 ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 27.000 € à l'association Réseau Entreprendre Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, avec l'association Réseau Entreprendre Provence.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 15 000 € sur l'Est du pays d'Aubagne et à hauteur de 12 000 € sur l'Est du Pays d'Aix.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 020-1656/17/BM

■ Attribution de subvention au profit de l'association COSENS - Approbation d'une convention

MET 17/3077/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

COSENS (anciennement ADIJE - Association pour le Droit à l'Initiative des Jeunes Entrepreneurs) est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.

COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de trois pôles : couveuse, formation et co-working.

COSENS permet, dans le cadre d'un projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de son projet et ses capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant ses droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés).

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 37 000 €.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 18 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 000 € pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 6 000 € pour Territoire du Pays Salonais

- 5 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association COSENS une subvention d'un montant total de 37 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association COSENS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à l'exécution de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la section de fonctionnement des Etats Spéciaux 2017 de chaque Conseil de Territoire concerné et sont repartis comme suit :

- pour 18 000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix
- pour 8 000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- pour 6 000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais
- pour 5 000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-1657/17/BM

■ Approbation d'un protocole foncier de cession du lot n° 12 au profit de la société SNC Florides 1 - Zone d'Aménagement Concerté Florides à Marignane MET 17/2541/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de mettre en œuvre sa politique de développement économique et d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé des négociations afin de vendre une bande de terrain en nature de terrain nu cadastrée Section BS n° 150 d'une superficie de 35 000 m² environ pour 20 000 m² de surface de plancher à la Société SNC Florides pour l'édification d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux de type village d'entreprises conformément à un plan de masse en 4 tranches de construction successives.

La délibération DEV 006-748/11/BC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 9 décembre 2011 a approuvé le protocole foncier formalisant cet accord pour un montant de 567 930 euros HT correspondant à la première tranche du projet. Un acte notarié réitérant ce

protocole foncier pour la tranche 1 a ainsi été signé le 5 septembre 2012.

La délibération DEV 002-033/14/BC du 21 février 2014 a approuvé le protocole foncier modifiant les conditions de vente pour les trois tranches suivantes d'une surface de 24 674 m² en prévoyant un découpage des tranches différentes et plus précis, une évolution des conditions de commercialisation des tranches de la réalisation de divers équipements en matière de voirie et de raccordement de réseaux indépendamment du nombre de tranches réalisées. Ainsi, un second acte notarié concernant la seconde tranche a été signé le 24 novembre 2016, pour un montant de 566 211,86 euros TTC.

Compte tenu des conditions de commercialisation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a entrepris des négociations avec la Société SNC Florides 1 afin de permettre la réalisation des deux dernières tranches du projet par la signature d'un nouveau protocole foncier prorogeant les dates butoir de réitération des actes authentiques, dans les mêmes conditions financières, soit à un prix de cession de 55 euros le m² H.T.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du terrain à bâtir d'une superficie de 15 900 m² environ sis ZAC Florides sur la commune de Marignane, permettra la réalisation des tranches 3 et 4 d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux de type village d'entreprises ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne à nouveau avec la Société SNC Florides 1 par la signature d'un nouveau protocole foncier afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier de cession du lot n°12 à la SNC Florides 1 ci-annexé par lequel la Métropole d'Aix-Marseille-Provence proroge la date butoir de réitération des actes authentiques.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents y afférant.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe « opération d'aménagement » - Sous Politique C 130 – Fonction 588 – Nature 775.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-1658/17/BM

■ Acquisition d'une parcelle pour le dégrilleur-déshuileur sur la Zone d'Activités de Plan de Campagne

MET 17/2969/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne et, notamment, dans la remise aux normes des ouvrages hydrauliques du site. A ce titre, elle a mis en place en 2006 un dégrilleur et un séparateur d'hydrocarbures à l'exutoire du collecteur principal recueillant la majeure partie des eaux pluviales de la zone. Ces équipements ont pour objectif de piéger les déchets flottants et les hydrocarbures avant qu'ils ne se déversent dans le bassin de rétention de Baume-Baragne.

Ces deux ouvrages ont été implantés en partie sur la parcelle n°BX0050, aujourd'hui encore privée, appartenant à la SCI HACIENDA, sur la commune de Cabriès. En effet, en 2005, des négociations avec plusieurs propriétaires impactés par le projet, avaient été engagées par la SEMEPA, à l'époque maître d'ouvrage délégué de l'opération. Des accords avaient été obtenus et une convention avait été signée entre les différentes parties. A l'issue des travaux, un nouveau projet de convention avait été établi en vue d'annuler et de régulariser les servitudes existant entre les riverains des ouvrages hydrauliques. Toutefois, des rivalités entre propriétaires n'ont pas permis d'aboutir à la signature de cette convention, malgré de nombreuses tentatives de la SEMEPA auprès des propriétaires concernés.

Aujourd'hui, le mandat qui liait la SEMEPA et la Communauté du Pays d'Aix est clôturé. Les ouvrages ont été remis à la collectivité, mais demeurent toujours sur un terrain privé. C'est la raison pour laquelle la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser cette situation. Cette démarche est d'autant plus nécessaire que la Métropole est sur le point d'engager les travaux du collecteur Ouest qui va se raccorder sur le dégrilleur-déshuileur. Par ailleurs, la SCI HACIENDA sollicite le rachat de la partie du terrain sur laquelle sont implantés le dégrilleur et le séparateur d'hydrocarbures, afin de ne plus supporter la responsabilité de ces équipements.

La compétence « eau et assainissement » étant transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à partir du 1er janvier 2018, il apparaît opportun que ce soit la Métropole qui se porte aujourd'hui acquéreur de cette parcelle.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence réceptionnerait donc une surface de 294 m² (correspondant à l'emprise du dégrilleur et du séparateur d'hydrocarbures) à détacher de la parcelle cadastrée section BX n°0050, propriété de la SCI HACIENDA et sise à Cabriès. Le dégrilleur et le séparateur d'hydrocarbures seront classés ultérieurement dans le domaine public. Le bien est cédé à titre gratuit par la SCI HACIENDA qui conserve le reste de la parcelle (soit 5.907 m²). Cette division fera l'objet d'un document d'arpentage dressé par un géomètre-expert et le solde de la parcelle conservé par la SCI HACIENDA sera recadastrée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole, notamment en matière d'acquisition foncière ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre gratuit par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'une surface de 294 m² (correspondant à l'emprise du dégrilleur et du séparateur d'hydrocarbures) à détacher de la parcelle cadastrée section BX n°0050, propriété de la SCI HACIENDA et sise à Cabriès.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires et prendre toutes les dispositions y concourant.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole fractionné, dans l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix, Service 3C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Emploi,
Formation professionnelle,
Insertion"***

EMP 001-1659/17/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la mise en oeuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics du Département
MET 17/2808/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône s'engage à utiliser le levier de la commande publique en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi, dans le cadre d'une convention de partenariat qui va permettre, grâce à la commande publique du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône de générer des heures de travail réservées à un public en parcours d'insertion.

En effet, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mène, dans le cadre du développement durable, une politique de promotion des achats éco et socio responsables, qui se traduit notamment par une volonté de développement des clauses sociales dans les marchés publics, qui constitue une opportunité d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté.

À cette fin, le Conseil Départemental a répertorié au sein des territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Pays de Martigues de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des agents gestionnaires de clauses sociales, dits « facilitateurs » afin de faire le lien de façon cohérente entre l'acheteur public, représenté par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les entreprises titulaires et les personnes durablement éloignées du marché du travail.

La présente convention n'entraîne pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aucun engagement financier. Il s'agit de mobiliser le public demandeur d'emploi et connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle de ces trois territoires de la Métropole dotés de postes de facilitateurs, de manière à favoriser la construction de parcours d'insertion et l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

La signature de cette convention, conclue pour une période de trois ans, constitue une possibilité

supplémentaire pour les habitants des trois territoires concernés d'accéder à l'emploi et notamment pour les personnes en accompagnement renforcé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à la mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Cette convention de partenariat est sans incidence financière.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-1660/17/BM

**■ Approbation de la convention quinquennale 2017-2021 avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le fonctionnement du CFA du Pays d'Aix
MET 17/2869/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2016 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

L'équipe pédagogique comprend 51 enseignants, l'effectif du personnel administratif, de surveillance et technique est de 21 personnes soit un effectif total de 72 personnes, titulaires, contractuels ou vacataires.

Le taux de réussite aux examens est en progression constante depuis plusieurs années. Il a été de 85,8 % en 2016. Le partenariat très actif avec plus de 900 entreprises du territoire métropolitain permet de viser 24 formations diplômantes du CAP au bac professionnel et au brevet de maîtrise. Le taux d'insertion professionnelle à l'issue des formations est en moyenne de 70 %.

Outre la qualification professionnelle à laquelle elles contribuent, les équipes éducatives et pédagogiques du CFA s'attachent à l'insertion sociale des jeunes, par le développement de la citoyenneté au travers de nombreux projets interdisciplinaires, culturels, humanitaires et européens.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la principale autorité en matière d'apprentissage depuis la loi du 5 mars 2014, qui est venue compléter les lois du 7 janvier 1983 et du 13 août 2004.

La Convention quinquennale 2012-2016 régissant les relations entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le CFA du Pays d'Aix est parvenue à son terme. Une nouvelle convention pour la période 2017-2021 doit être établie pour permettre l'octroi de la subvention annuelle essentielle au fonctionnement de l'établissement.

Le présent rapport a pour objet d'approuver la nouvelle convention dont les termes ont été actualisés.

Les élus du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ont adopté en assemblée plénière du 3 novembre 2016 la Convention type 2017-2021 portant création ou renouvellement des Centres de Formation d'Apprentis et Sections d'Apprentissage pour la période 2017-2021. Ce document contractuel type a pour objectif de régir les relations entre la Région et les Centres de Formation d'Apprentis et Sections d'Apprentissage et de définir le cadre général de leur fonctionnement.

La signature de cette convention est indispensable pour assurer le fonctionnement quotidien du CFA. Elle représente environ 44 % du coût de fonctionnement de l'établissement. Elle se calcule chaque année sur la base des effectifs inscrits au 31 décembre de l'exercice précédent. En 2016, la subvention a été de 2 Millions d'Euros, stable par rapport aux années précédentes.

La convention 2017-2021 entre le Conseil régional et la Métropole se divise en six titres :

- le titre I traite des dispositions générales et notamment des missions du Centre de Formation d'Apprentis et des conditions d'activité,
- le titre II aborde l'organisation du Centre de Formation d'Apprentis,
- le titre III développe les dispositions pédagogiques du Centre de Formation d'Apprentis,
- le titre IV traite des dispositions qualitatives et notamment de la définition d'un projet d'établissement,
- le titre V aborde les dispositions financières avec notamment les modalités de calcul de la dotation régionale de fonctionnement,
- le titre VI aborde les dispositions spécifiques à la Convention (modification, dénonciation, contrôle de l'exécution, contentieux, durée de la Convention).

La convention comprend trois annexes :

- l'annexe 1 décline l'identité de l'organisme gestionnaire du Centre de Formation d'Apprentis,
- l'annexe 2 détaille la carte des formations avec des fiches décrivant chacune l'organisation des enseignements de CAP, BP, BAC PRO, BM et une fiche annexe déclinant les effectifs par section.
- l'annexe 3 décrit les dispositions financières relatives aux aides régionales, aux transports, à l'hébergement et à la restauration des apprentis.

Pour que le CFA continue à bénéficier de la subvention régionale de fonctionnement, il convient d'approuver la convention quinquennale portant création ou renouvellement des Centres de Formation d'Apprentis et Sections d'Apprentissage pour la période 2017-2021 avec la Région Provence-Alpes-

Côte-d'Azur et d'autoriser le Président de la Métropole à signer la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention quinquennale portant création ou renouvellement des Centres de Formation d'Apprentis et Sections d'Apprentissage pour la période 2017-2021 avec la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et d'autoriser le Président de la Métropole à signer la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant création ou renouvellement des Centres de Formation d'Apprentis et Sections d'Apprentissage pour la période 2017-2021 avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur portant création ou renouvellement des Centres de Formation d'Apprentis et Sections d'Apprentissage pour la période 2017-2021

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-1661/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec Pôle Emploi MET 17/3076/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil Communautaire n° 155/13 du 30 septembre 2013, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Aggloprovence » a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec Pôle Emploi pour une durée de trois ans.

Cette convention avait pour objet la consolidation de leurs relations au travers de la formalisation de la coordination et du développement de leurs interventions sur le territoire, sans incidence financière et se déclinait en cinq axes de coopération identifiés.

Afin de renforcer plus particulièrement leur action en faveur de l'emploi des « seniors », cette convention a fait l'objet d'un avenant par délibération communautaire n° 223/15 en date du 28 septembre 2015. Cet avenant a prolongé la convention pour une durée d'un an.

La convention de partenariat arrivée à terme et face à des problématiques d'accès à l'emploi et d'insertion durable persistante sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais, il convient aujourd'hui de poursuivre le partenariat engagé et d'établir une nouvelle convention pour une durée de trois ans, sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat avec Pôle Emploi, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 004-1662/17/BM

■ Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Approbation de conventions MET 17/2845/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, quatre structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 110.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les autres axes d'intervention suivants :

- aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi

- aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
340	ACCES CONSEIL BGE	Accueil, accompagnement et suivi de la création d'entreprises	10.000 €	79.833 €	10.000 €	10.000 €	OUI
476	INTERMADE	Oser entreprendre / Starter et couveuse	45.000 €	87.088 €	45.000 €	45.000 €	OUI
286	MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE	Optimiser le recrutement des jeunes du territoire : Proximité, équité et intermédiations en synergie pour l'emploi des jeunes	35.000 €	68.417 €	42.500 €	35.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
210	SOURCE	Initiation informatique et multimédia pour personnes en situation de handicap	20.000 €	58.000 €	30.000 €	20.000 €	OUI
TOTAL					127.500 €	110.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays

d'Aix pour un montant total de 110.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir:

- Accès Conseil BGE
- Intermade
- Mission Locale Est Etang De Berre
- Source

Article 2 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2017 à conclure entre et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les associations.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes les dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 110.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-1663/17/BM

■ **Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes avec la Régie des Transports Métropolitains (RTM) pour l'acquisition et la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation du métro de Marseille MET 17/2013/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le métro de Marseille, mis en service entre 1977 et 1984, est en fin de vie. Cela engendre des difficultés croissantes à assurer la disponibilité des rames à un niveau correspondant à l'attente des usagers du réseau. De plus, l'obsolescence des pièces et la perte de compétence technique chez les constructeurs d'origine rendent désormais la maintenance problématique. Il est donc indispensable d'assurer au plus tôt le renouvellement des rames sachant que le processus de remplacement des rames de métro, au vu des durées constatées sur les autres réseaux, prend environ dix ans.

Dans le cadre du programme de renouvellement des rames du métro de Marseille, la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence, propriétaire des rames, est responsable de leur renouvellement et de l'adaptation des infrastructures et des systèmes correspondants.

Cette opération comprend les matériels, équipements et travaux nécessaires au strict renouvellement du matériel roulant et des systèmes d'exploitation actuels, augmentés en fonction de l'évolution de la fréquentation estimée à partir des dernières enquêtes et études connues.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé un marché de maîtrise d'œuvre relatif au renouvellement du métro de Marseille. Ce marché de maîtrise d'œuvre, notifié au groupement PARSONS / ASYSTEM / TPFI le 28 décembre 2015, recouvre l'ensemble du périmètre technique et fonctionnel constitué des trains, des systèmes, des façades de quai et des moyens audiovisuels.

Il est par ailleurs envisagé de conclure un marché public global relatif à l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.

La Régie des Transports de Marseille est chargée, pour sa part, de la maintenance des trains et de leurs systèmes d'exploitation.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera propriétaire des rames et des systèmes et les mettra à la disposition de la RTM qui les maintiendra et les exploitera.

Soucieuses de l'efficacité de leurs achats et des opérations d'acquisition et de maintenance des nouvelles rames du métro de Marseille, La Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la RTM désirent coordonner la sélection du prestataire chargé de la maintenance avec les opérations tendant au choix par la Métropole du titulaire du marché public relatif à l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.

En effet, la durée de vie des matériels implique un processus de maintenance coûteux, complexe et en partie protégé par des brevets. Les coûts de maintenance sont en conséquence très élevés et un processus d'achat en groupement de commande est le seul garant d'une réelle capacité de négociation permettant de fixer des prix de référence.

Le montage envisagé est un achat groupé entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la RTM sur le fondement d'un groupement de commandes, en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La convention ci-annexée définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la RTM.

Les caractéristiques principales de la convention sont les suivantes :

- Il est envisagé d'utiliser la procédure avec marchés séparés.
- La consultation, relative au marché global, donnera lieu à la notification de deux marchés séparés, chacun faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct. Le candidat dont l'offre sera retenue se verra attribuer deux marchés avec respectivement la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (désigné « marché n°1 ») et la RTM (désigné « marché n°2 ») ;
 - o Le marché n°1 concerne l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.
 - o Le marché n°2 concerne la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes ;
- Une Commission d'Appel d'Offres ad hoc est constituée ;
- Le groupement expire de plein droit après réception sans réserve des prestations du marché n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les statuts du groupement des Autorités Responsables des Transports ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité de conclure cette convention de groupement de commandes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de groupement de commandes pour l'acquisition et la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation du métro de Marseille

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants – sous politique C 210 – Opération n° 2015/00133 « Renouvellement des rames du métro et travaux connexes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-1664/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative à la grande révision des rames du tramway de Marseille
MET 17/2567/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 2.19 du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transports urbains, la Régie a la possibilité de réaliser, à la demande de l'Autorité Organisatrice, toute mission qui lui est confiée sous forme de mandat par et pour le compte de l'Autorité Organisatrice sur les biens de catégorie A.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a confié en 2015, dans le cadre d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, le soin d'effectuer en

son nom et pour son compte la grande révision des 26 rames de tramway de Marseille.

Dans le cadre de l'avenant 9 au Contrat d'Obligation de service public conclu entre la Métropole et la RTM, les Parties ont convenu de modifier le portage des opérations relevant du matériel roulant tramway et de les transférer des biens de catégorie A aux biens de catégorie B.

Aussi, au regard de ces nouvelles dispositions, les Parties ont convenu de suspendre les paiements relevant du mandat de l'opération de grande révision du tramway, en attente de la formalisation du transfert de propriété des rames de tramway déjà existantes. L'application des articles 4, 5 et 6 de la convention de mandat est ainsi suspendue.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage relative à la grande révision des rames de tramway de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTM 007-1655/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage pour la grande révision des rames du tramway de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078/16/CM relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire de Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'au regard des modifications introduites sur le portage des opérations liées au matériel roulant tramway dans l'Avenant 9 au Contrat d'Obligation de Service Public conclu avec la RTM, les Parties ont convenu de suspendre par avenant les paiements relevant du mandat de l'opération de grande révision du tramway, en attente de la formalisation du transfert de propriété des rames de tramway déjà existantes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage conclue avec la RTM relative à la grande révision des rames de tramway.

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-1665/17/BM

**■ Approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec GRTGaz dans le cadre de l'extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille et création d'un site de maintenance et de remisage
MET 17/2894/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du

réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport de gaz naturel (GRTGaz) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage GRTGaz nécessités par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

Au stade d'avancement des études, seul la partie Nord est concernée par la présente convention, le tracé au Sud n'impactant pas les réseaux de ce concessionnaire.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par le concessionnaire GRTGaz. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérait

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport de gaz naturel impactant le périmètre du projet ;
- Que la société GRTGaz est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société GRTGaz fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec GRTGaz définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 2 :

Monsieur le président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-1666/17/BM

■ Approbation d'une convention de financement du pôle d'échanges Krypton à Aix-en-Provence dans le cadre du 3ème Appel à Projets Transports Collectifs et Mobilité Durable MET 17/2801/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Ce rapport a pour objet de finaliser les modalités de versement de la subvention obtenue par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du 3ème appel à projet Transports Collectifs et Mobilité Durable.

Avec cet appel à projets lancé le 7 mai 2013, l'État soutient le développement des transports collectifs de métropole (hors Île-de-France) et des Outre-mer, dans les agglomérations de toutes les tailles, au travers de

nouvelles infrastructures en site propre ou de projets de mobilité durable, dans le triple objectif de :

- favoriser le report modal de la voiture particulière vers les modes de transport moins polluants et plus économes en ressources fossiles, par la recherche d'une meilleure performance du réseau de transport en commun dans son ensemble et d'une plus grande complémentarité avec les autres modes de déplacement (vélo et marche) ;
- encourager un développement durable des territoires où les politiques de déplacement sont pensées en cohérence avec une stratégie d'aménagement globale (notamment avec la densification autour des stations de transport collectif et l'articulation avec les politiques d'urbanisation de nouveaux secteurs) ;
- promouvoir l'accès à la mobilité en veillant, en particulier, à l'amélioration de la desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est la plus vaste de France. 94 % des déplacements métropolitains supérieurs à 7 kilomètres s'effectuent en véhicule particulier. Cela a pour conséquence une saturation du réseau routier aux heures de pointe et des effets néfastes sur la santé publique et l'environnement.

C'est pourquoi la Métropole a érigé la question de la mobilité comme l'une des priorités de son projet de territoire. Un agenda de la mobilité a été présenté au Conseil de la Métropole le 15 décembre 2016. Il définit les actions en matière de transports qui seront menées jusqu'en 2025 et permettront de mieux desservir les pôles d'attractivité et de mieux relier ses 92 communes, d'accompagner le développement économique et de faciliter la vie quotidienne de chacun. Il promeut le développement des transports collectifs, des modes doux et du covoiturage.

Le projet de prolongement de la ligne B de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) vers le pôle d'échanges Krypton, situé dans les quartiers sud de la ville d'Aix-en-Provence, s'inscrit dans ce cadre. La capacité du parc relais Krypton a été augmentée pour offrir 900 places de stationnement et un pôle d'échanges multimodal a été aménagé avec huit quais voyageurs et quatre quais de régulation. Un pont routier dédié aux modes doux et au BHNS franchit l'autoroute A8 entre le pôle d'échanges et l'avenue Gaston Berger afin de compléter le tracé de la ligne B. Son implantation près du secteur des facultés offre aux étudiants et aux actifs de nouveaux services de transports et de meilleurs accès. Il participe à l'amélioration de la qualité de l'air dans un des secteurs les plus pollués d'Aix-en-Provence.

Par délibération du Bureau n°2013_B359 du 18 juillet 2013, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, intégrée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au

1^{er} janvier 2016, s'est portée candidate à cet appel à projets avec le projet de prolongement de la ligne B au pôle d'échanges Krypton, et le dossier de candidature a été déposé.

Par lettre conjointe de la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche adressée à la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 22 décembre 2014, une aide de l'État de 430 000 euros a été annoncée pour le projet de prolongement de la ligne B au pôle d'échanges Krypton.

Il convient à présent de finaliser les modalités de versement de cette aide de l'Etat par la signature d'une convention de financement entre l'Etat, l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (l'AFITF) et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment les articles R. 1512-12 à R. 1512-19 relatifs à l'AFITF ;
- La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- La délibération n°2013_B359 du Bureau de la CPA du 18 juillet 2013, portant candidature à cet appel à projets avec le projet de prolongement de la ligne B au pôle d'échanges Krypton, et le dossier de candidature déposé ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'appel à projets « transports collectifs et mobilité durable » lancé par l'État le 7 mai 2013 et son cahier des charges ;
- La lettre conjointe de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche adressée

à la Présidente de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix le 22 décembre 2014, annonçant une aide de l'État de 430 000 euros pour le projet de prolongement de la ligne B au pôle d'échanges Krypton ;

- Le budget initial de l'AFITF au titre de l'exercice 2017 approuvé par la délibération n°16-61-03 du 6 décembre 2016 de son conseil d'administration et son annexe relative aux dépenses d'intervention (détail du compte n°657) comportant en particulier l'inscription de l'opération « Transports collectifs d'agglomération, hors CPER » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci annexée ayant pour objet de fixer les conditions, notamment financières, dans lesquelles la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procède à la réalisation du prolongement de la ligne B au pôle d'échanges Krypton ainsi que les modalités selon lesquelles l'AFITF apporte son concours financier à la réalisation de ce projet.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-1667/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Wimoov et approbation d'une convention - Rectification d'erreurs matérielles
MET 17/2985/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Métropole d'Aix-Marseille Provence a la volonté de promouvoir des solutions alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle. Cette initiative correspond aux objectifs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Ville de Marseille qui favorise l'usage des « modes doux » de déplacements.

L'association Wimoov, anciennement Voiture & Co, a été créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité dans un souci du respect de l'environnement. Elle s'est développée dans toute la France et notamment à Marseille, en devenant la Maison des Transports, nouvellement nommée plateforme « Bougez futé » sur le site campus de Luminy.

A Luminy, l'association basée à l'intérieur du campus, développe depuis 2005 des services autour de la mobilité et des transports particulièrement en faveur des étudiants en partenariat avec tous les acteurs économiques et institutionnels.

La Métropole Aix-Marseille Provence a délibéré le 15 décembre 2016 afin d'attribuer une subvention de 10 000 euros à l'association Wimoov assortie d'une convention de partenariat.

Toutefois la convention approuvée comportait des erreurs matérielles qu'il convient de corriger.

Il convient donc d'annuler la délibération du 15 décembre 2016 et d'approuver une nouvelle convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que Wimoov a la volonté de promouvoir des solutions alternatives à la voiture individuelle, mais également de valoriser l'offre de transport existante en partenariat, il semble opportun de verser une subvention pour les deux actions sollicitées.

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération TRA 017-1216/16/BM du 15 décembre 2016

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'association Wimoov d'un montant de 10 000 euros.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Wimoov.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-1668/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Mobilitéées - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 17/3014/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Mobilitéées, créée fin 2012, a pour objectif la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter-Entreprises (PDIE), élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, la Zone d'Activités de la Plaine de Jouques sur Gémenos et la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne qui représente le bassin d'activités le plus important du Territoire avec 12 000 salariés.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et d'anticiper sur les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE), le rôle de l'association doit permettre :

- de favoriser le report modal vers les transports en commun et les modes de déplacement alternatifs pour les salariés, les clients et les visiteurs des entreprises et des établissements situés dans le secteur considéré ;
- d'améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes sur ce secteur.

Afin de consolider les résultats plus que satisfaisant obtenu depuis 2012 et de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, il convient d'apporter une aide de 13.000€ à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association pour l'animation et le suivi du Plan de Déplacement Inter-Entreprise ;
- La convention ci-annexée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Mobilités.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-1669/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public (AGIR) et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2892/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

AGIR Transport est une association de professionnels de transport public fondé en 1987 constituée d'une équipe permanente d'experts qualifiés et de consultants indépendants.

Cette association met à disposition des collectivités locales et des entreprises une offre de service leur

permettant de compléter leurs ressources et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Par conséquent, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole de bénéficier :

- d'une assistance technique mettant à disposition des experts capables de répondre à tous types de questions relatives à la gestion quotidienne des réseaux (domaines juridiques, économiques, performance des réseaux...);
- d'offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports ;
- De groupes de travail (transport à la demande, billettique...) permettant l'échange d'expériences contribuant à l'enrichissement technique.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération TRA 026-1079/16/CM du 17 octobre 2016, il convient de renouveler cette adhésion, le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 s'élève à 45 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les statuts de l'association AGIR Transport ;

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est proposé de verser une cotisation pour l'année 2017 de 45 000 euros à

l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public au titre de son adhésion

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion et le paiement d'une cotisation de 45 000 euros pour l'année 2017 à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2016 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-1670/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports (GART) et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2893/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment au Groupement des Autorités de Transports (GART).

Le Groupement des Autorités de Transport est une association nationale qui regroupe des élus concernés par la responsabilité des transports collectifs, permettant l'échange des points de vue et de savoir-faire.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a adhéré au GART par délibération n° TRA 027-1080/16/CM du 17 octobre 2016.

Il convient d'approuver le renouvellement de l'adhésion au GART dont le montant de la cotisation 2017 s'élève à 30 000 euros.
Cette cotisation se calcule par tranche de population de 500 000 habitants de manière dégressive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les statuts du groupement des Autorités Responsables des Transports.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de verser une cotisation pour l'année 2017 de 30 000 euros au Groupement des Autorités de Transport au titre de son adhésion.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transport ainsi que le paiement de la cotisation de 30 000 euros pour l'année 2017 .

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2017 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-1671/17/BM

**■ Contribution financière au développement de l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance pour la période 2015-2017 - Approbation de l'avenant n°3
MET 17/2888/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et la Communauté du Pays d'Aix (CPA) ont signé une convention pluriannuelle de travail fixant le cadre et les attentes de la collectivité en matière de production et de contribution de l'Agence sur les différents champs de compétences de la CPA à savoir : les transports, le développement économique, l'habitat, l'environnement et la cohésion sociale.

Pour l'exécution de cette convention, l'AUPA bénéficie d'une participation financière de la Communauté à hauteur de 2 850 000 € pour répondre à l'ensemble du programme de travail défini dans la convention cadre négociée sur la période 2015-2017.

A ce titre, l'AUPA doit répondre en plus de ces missions permanentes d'observation, de connaissance des territoires, d'échange des savoirs et de développement des partenariats attendues dans le cadre du programme de travail, à de nouvelles demandes qui répondent aux orientations définies par les partenaires de l'Agence. Ces nouvelles actions, qui relèvent principalement de l'aide à la décision, sont déclinées sur trois échelles de l'aménagement : du niveau communal au niveau Métropolitain, en passant par le niveau des Territoires.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI fusionnés, et l'ensemble des biens, droits et obligations de la communauté du Pays d'Aix, lui est ainsi transféré.

De ce fait, il convient d'arrêter le montant de la subvention au titre de l'année 2017 dans le cadre de l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle 2015-2017 (jointe en annexe), qui fixe les attendus de l'année 2017, notamment :

- A l'échelle métropolitaine, poursuivre la contribution au lancement de grands documents de planification et stratégies métropolitaines :
 - Projet Métropolitain, SCOT, PLH, PDU, PAT
 - Stratégie et grands schémas de développement économique,
 - Schémas environnementaux,
 - Suivi des SCOT existants,
 - Observatoire de la mobilité, de l'habitat,
 - Observatoire des territoires,
 - Enseignement Supérieur et Recherche,
- A l'échelle du Pays d'Aix :
 - Travaux préalables à l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix : mise en perspective des documents de planification existants, étude typo-morphologique, études de la consommation d'espace et du potentiel de densification,...
 - Dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, finalisation des études sur les quartiers d'Encagnane et du centre de Vitrolles,
- A l'échelle des communes
 - Pour Aix-en-Provence :
 - Proposer une vision d'ensemble des différentes opérations d'aménagement engagées ou projetées sur les quartiers Sud d'Aix (Campus Mirabeau, Gare SNCF, BHNS ...) et définir une vision nouvelle et porteuse d'avenir pour le quartier d'Encagnane,
 - Poursuivre expertises et études urbaines (entrée de ville Ouest, Stade de Carcassonne, la Constance,...
 - Pour les autres communes :
 - Aide à l'élaboration des projets communaux et aux démarches préalables aux révisions de POS/PLU,
 - Apporter un appui technique et réaliser des études d'aménagement sur certains secteurs,
 - Animation du partenariat technique : Clubs « urbanisme »

Pour ce faire, il est proposé d'accorder une subvention de 1 025 000 € pour l'exercice 2017 conformément à l'échéancier ci-après :

- 800 000€ en 2015,
- 1 025 000€ en 2016,
- 1 025 000€ en 2017.

Eu égard à l'objet particulier de l'agence, il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- la délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Commune du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération 2015_A029 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant la convention-cadre entre la Communauté du Pays d'Aix et l'AUPA pour la période 2015-2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) contribuent à l'aménagement et au développement du Territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, les règles de financement de l'année 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance une subvention de 1 025 000 € au titre de la contribution financière de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci annexé, à la convention pluriannuelle avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance qui précise les modalités de financement pour l'exercice 2017.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes les dispositions y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Nature 6574 - Fonction 50.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-1672/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Office National des Forêts (ONF) relative à la gestion des espaces sensibles de la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V MET 17/2525/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques, Athélia V, sur la commune de la Ciotat.

Le dossier de création de la ZAC Athélia V et l'étude d'impact, pièce maîtresse de ce dossier, ont ainsi pu être approuvés en Conseil de Communauté du 1er octobre 2010 et le dossier de réalisation a été approuvé le 15 février 2013, suite à l'avis favorable du conseil municipal de la Ciotat du 11 février 2013.

Cette Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique qui permet l'accueil d'activités tertiaires et de petite production a été réalisée en régie directe par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ; par conséquent c'est Marseille Provence Métropole qui a procédé elle-même directement à l'aménagement des équipements publics de la zone.

D'autre part, l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que la Métropole est compétente en matière de création d'aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles,

commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire.

La ZAC Athélia V s'étend sur 60 ha dont seulement 32 sont aménagés pour préserver des espaces naturels sensibles il convient à présent de mettre en place les dispositifs de gestion de ces espaces naturels. Aussi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de l'organisme National des Forêt compétent en matière de gestions de ces espaces.

La présente délibération a pour objet d'approuver la convention avec l'Office National des Forêts la gestion des espaces boisés et sensible de la ZAC avec le débroussaillage réglementaire de la zone ainsi que la création d'un bout de piste DFCI pour la défendabilité du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 009-2305/10/CC du 1er octobre 2010 portant approbation du nouveau dossier de création de la zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V de la Ciotat ;
- La délibération de la commune de La Ciotat du 6 juin 2011 ;
- La délibération AEC 004-483/11/CC du Conseil communautaire du 8 juillet 2011 ;
- La délibération de la commune de la Ciotat du 11 février 2013 ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- Le courrier de Monsieur le Préfet du 23 mai 2014 et ses annexes ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'aménagement d'un pôle d'activités sur la Commune de La Ciotat relève des compétences de la Métropole ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en œuvre les dispositifs de gestion de la ZAC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'Office National des Forêts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe « opération d'aménagement » sous politique C140 nature 605 fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-1673/17/BM

■ Approbation de la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes-Mirabeau - Secteur Quartier de la Gare

MET 17/2833/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités. Ce travail collaboratif entre les communes, l'EPF et l'ex-Communauté du Pays d'Aix s'est construit dans le

respect des compétences des différents acteurs. Ainsi, la commune est compétente pour les opérations d'aménagement (sauf celles déclarées d'intérêt communautaire). Elle est en conséquence pilote du projet, l'EPF et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie.

L'EPF conduit les démarches d'acquisition des terrains dans le cadre des projets menés par la commune.

L'Etablissement de Coopération Intercommunale (EPCI) se porte caution pour le rachat éventuel des tènements fonciers lorsque les projets d'aménagement répondent à sa politique publique traduite dans les documents cadres (SCOT et PLH) et dans les Contrats de Mixité Sociale signés entre les communes et l'État.

L'ensemble de ces principes régit la présente convention, en tenant compte des spécificités liées au secteur étudié.

En l'espèce, il s'agit du secteur dit « Quartier de la Gare », d'une superficie d'environ 20 ha, situé au nord-est de la commune des Pennes-Mirabeau. A la jonction des communes de Septème-les-Vallons, Bouc-Bel-Air et Cabriès, ce secteur représente un espace de développement stratégique pour la commune afin d'y développer un projet d'aménagement d'ensemble intégrant une mixité sociale et fonctionnelle.

Plus précisément, la maîtrise foncière de ce secteur permettrait la réalisation d'un véritable quartier comprenant de l'habitat mixte (logements locatifs sociaux, accession et logements étudiants), de l'activité, de l'hôtellerie, des commerces de proximité et des services ainsi que des équipements publics structurants dont un pôle d'échanges multimodal en lien avec le projet d'une nouvelle halte-ferroviaire sur la ligne ferrée Aix-Marseille.

Pour mémoire, la 2^{ème} phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille prévoit une fréquence de desserte plus régulière avec la mise en place d'un train toutes les 15 minutes entre Marseille, Saint-Antoine, Simiane, Gardanne et Aix-en-Provence (20 minutes actuellement). Les autres haltes seront desservies toutes les 30 minutes au lieu de toutes les 40 minutes aujourd'hui.

Par ailleurs, dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé, le secteur est classé en zone UE4 et AU1. La révision générale du document qui est actuellement en cours prévoit de couvrir le secteur par une orientation d'aménagement et de programmation.

Afin d'accompagner la commune dans la mise en œuvre de cette opération d'aménagement, il est proposé de conclure une convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier et la commune des Pennes-Mirabeau.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2022. Dans le cadre de ce partenariat, en cas d'absence de sortie opérationnelle au terme de la convention, la Métropole se porte garante des biens acquis. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 12,5 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de la convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole, l'EPF et la commune des Pennes-Mirabeau sur le secteur « Quartier de la Gare ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée en phase anticipation entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau sur le secteur « Quartier de la Gare ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-1674/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA pour la Zone d'Activités Economiques des Paluds à Aubagne
MET 17/3010/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par convention signée en décembre 2015, la ville d'Aubagne, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'EPF PACA ont convenu d'intervenir sur la Zone d'activités Economiques (ZAE) des Paluds, avec pour objectif la requalification et le renforcement de l'activité économique productive. En effet, cette zone d'activités majeures et très recherchée, comptant 600 entreprises et 6 000 emplois, n'offre plus les conditions d'accueil permettant de pérenniser et d'attirer des activités productives et qualitatives (mitage commercial, absence de disponibilités foncières...).

L'Etablissement Public Foncier PACA (EPF), en collaboration avec ses partenaires, a réalisé une analyse portant à la fois sur la structure foncière de la ZAE et sur les différentes contraintes conditionnant sa requalification. Il ressort de ces premiers éléments que cette zone subit l'influence de deux facteurs : une captivité du marché qui engendre une pression foncière importante et les prescriptions liées au risque inondation qui figent la zone et son immobilier dans leurs évolutions. Or, la faible vacance, les prix de marchés anormalement hauts et les contraintes importantes en termes de reconstruction, freinent à la fois la collectivité dans ses capacités d'interventions opérationnelles, mais aussi les différentes entreprises dans leurs parcours et la poursuite de leur expansion.

L'une des clefs de la requalification de ce territoire économique réside donc dans la capacité à mobiliser du foncier en libérant et en réhabilitant des biens occupés, ce qui permettra également de fluidifier le parcours résidentiel des entreprises. A cette fin, il semble opportun de créer une offre foncière nouvelle pour favoriser des opérations tiroirs notamment.

Aussi, afin d'apporter une réponse opérationnelle à court terme aux contraintes qui freinent la maîtrise foncière et les capacités de renouvellement de la zone des Paluds, il est proposé à travers cet avenant

d'élargir le périmètre d'intervention de la convention, et d'autoriser l'EPF PACA à agir sur le secteur à vocation économique de Napollon. Localisé à environ 3 km au Nord de la zone des Paluds, ce site classé à vocation économique dans le plan local d'urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé le 22 novembre 2016, est peu impacté par le risque inondation. Par ailleurs il présente des capacités constructives résiduelles et permet d'envisager la réalisation d'opérations tiroirs dans un tissu économique constitué. Le secteur de Napollon se situe en bordure de Voie de Valdonne, assurant ainsi une capacité de desserte par un TCSP performant dans les prochaines années.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que les contraintes liées à l'inondabilité de la zone des Paluds qui complexifient les possibilités de requalification permettent de libérer du foncier ;
- Les potentialités foncières du secteur de Napollon ;
- L'objectif de production de foncier à vocation économique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur la ZAE des Paluds conclue avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune d'Aubagne.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-1675/17/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase d'anticipation - impulsion avec la commune d'Istres et l'Etablissement Public Foncier PACA dans le cadre du projet de requalification de la zone AREVA
MET 17/3067/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Dans le cadre de sa stratégie foncière, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence engage des actions visant les grands enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, les thématiques de développement des activités économiques et de l'habitat.

L'action économique présente un enjeu fort de développement du territoire. Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence considère comme prioritaire la production de foncier économique dans des conditions adaptées aux enjeux des secteurs et des filières.

Ainsi, sur la commune d'Istres, il est envisagé de requalifier la zone dite d'AREVA ; laquelle, idéalement située à proximité de la gare TGV de Miramas et de la future autoroute A56, permettrait de renouveler l'offre disponible, de pallier l'épuisement de l'offre foncière pour les entreprises et renouveler le développement urbain sur ce secteur, en lien avec le développement du Pôle Gare sur la ville de Miramas.

Dans ce contexte, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres souhaitent confier à l'EPF PACA une mission d'anticipation et d'impulsion foncière sur des périmètres et sous-secteurs identifiés, afin de déterminer les sites particuliers qui feront l'objet de démarches d'aménagement d'initiative publique pour atteindre les objectifs généraux d'aménagement et d'organisation du territoire déterminés par la commune d'Istres.

Le dispositif d'intervention foncière correspond à la zone dite d'AREVA dont le périmètre est composé de deux sous-secteurs:

- un périmètre d'anticipation d'une superficie de 8 ha classé au PLU en secteur UEa,
- un périmètre d'impulsion d'une superficie de 7,4 ha classé au PLU en secteur Uca.

Dans ce cadre, l'EPF PACA mettra en œuvre une veille foncière active, par l'acquisition amiable ou par voie de préemption, d'opportunités de biens visant à favoriser les premières sorties opérationnelles sur ces sous-secteurs.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune d'Istres et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour conduire, sur le long terme, une politique foncière visant à accompagner la mise en œuvre de projets de reconversion ou de restructuration des sites d'activités économiques identifiés comme secteurs privilégiés de maîtrise foncière publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de la collectivité locale en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative à la délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase d'anticipation – impulsion à conclure avec la commune d'Istres et l'EPF PACA dans le cadre du projet de requalification de la zone AREVA.

Article 2 :

La présente convention prendra fin le 31 décembre 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-1676/17/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase d'anticipation - impulsion avec la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier PACA sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement.

MET 17/3068/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie foncière, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence engage des actions visant les grands enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, les thématiques de développement des activités économiques et de l'habitat.

Sur le territoire de la commune de Miramas, ces actions visent tout particulièrement les stratégies mises en avant dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), et notamment la maîtrise du développement urbain, la promotion du développement économique et la préservation de l'environnement naturel et agricole.

Dans ce contexte, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas souhaitent confier à l'Etablissement Public Foncier PACA une mission d'anticipation et d'impulsion foncière sur des périmètres et sous-secteurs identifiés, afin de

déterminer les sites particuliers qui feront l'objet de démarches d'aménagement d'initiative publique pour atteindre les objectifs généraux d'aménagement et d'organisation du territoire déterminés par la commune de Miramas.

Le dispositif d'intervention foncière envisagé se décompose comme suit :

- un volet d'anticipation sur le périmètre d'intervention du Pôle Gare et les secteurs identifiés au PLU en zone 2AU (hors secteur Sud-Lac),

- un volet d'impulsion sur les quatre sous-secteurs identifiés au sein du périmètre Pôle Gare (Place Jourdan/Concorde Nord/Concorde Sud/Pôle Gare).

Dans ce cadre, l'Etablissement Public Foncier PACA mettra en œuvre une veille foncière active, par l'acquisition amiable ou par voie de préemption, d'opportunités de biens visant à favoriser les premières sorties opérationnelles sur ces sous-secteurs.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier PACA ont convenu de s'associer pour conduire, sur le long terme, une politique foncière visant à préserver les secteurs de futur développement de projets d'initiative publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de la collectivité locale en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative à la délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase d'anticipation – impulsion à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier PACA sur le site Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement.

Article 2 :

La présente convention prendra fin le 31 décembre 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-1677/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de La Ciotat dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de l'Abeille / Maurelle / Matagots à La Ciotat
MET 17/2945/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de La Ciotat et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont toutes les deux signataires de la convention ANRU relative au projet de rénovation urbaine du quartier Abeille/Maurelle/Matagots approuvé au Conseil Communautaire du 18 décembre 2009.

Le projet a été transféré à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération de la ville du 18 décembre 2015 et délibération de la Communauté Urbaine du 21 décembre 2015.

Enfin, par délibération HN 061-104/16/CT du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, il a été approuvé la convention n°16/0242 de Maitrise d'Ouvrage Unique entre la ville de La Ciotat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le programme de rénovation urbaine du quartier Abeille/Maurelle/Matagots est en cours de mise en œuvre depuis 2010.

Le programme de rénovation urbaine du secteur est en cours depuis 2010. La première étape a consisté à requalifier les infrastructures existantes :

- réhabilitation des logements de l'Abeille,
- restructuration de deux des principales cités du quartier par des travaux de résidentialisation,
- liaison des cités par l'aménagement de cheminements publics,
- rénovation d'une voie douce partant du quartier qui permet une liaison au centre-ville,
- création d'un parc 5000 m² dénommé jardin dei moussi.

A côté de ces améliorations, les travaux de restructuration du quartier ont débuté par la construction de deux logements neufs dédiés au relogement des habitants de deux immeubles voués à être démolis.

La démolition de deux bâtiments anciens a eu lieu en 2014, laissant place à une plateforme destinée à recevoir la construction d'une nouvelle centralité de quartier desservie par une future voie et structurée autour d'une place entourée de trois bâtiments comprenant logements mixtes et locaux d'activités.

Cette phase de restructuration doit débiter à partir de septembre 2016 jusqu'en 2020 permettant ainsi de finaliser la métamorphose urbaine du quartier en pôle de vie doux du Nord-Est de la commune.

Ainsi, les espaces extérieurs doivent être aménagés et l'équipement sportif au cœur de quartier doit être restructuré. Ces espaces seront à terme gérés par la ville mais dans un souci de cohérence d'ensemble, il est apparu nécessaire de regrouper les opérations autour d'une maîtrise d'ouvrage unique portée par la Métropole.

La convention initiale prévoyait un montant prévisionnel des opérations s'élevant à 4 523 409 € TTC réparti comme suit :

- 118 000,00 € TTC pour le marché de Maitrise d'œuvre transféré et prestations annexes ;

- 2 428 270,00 € TTC pour les travaux relatifs aux aménagements extérieurs du PRU ;
- 1 977 139,00 € TTC pour l'opération concernant la phase 1 du réaménagement du stade Valentin Magri.

Le programme de la restructuration du stade Valentin Magri est désormais validé, ainsi que l'estimation prévisionnelle des coûts phase 1 et phase 2.

Aussi, dans un souci de cohérence dans l'opération et dans les travaux, il convient d'intégrer dans la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, la phase 2 de l'opération de restructuration du site sportif, les différents coûts d'ingénierie rattachés aux opérations et les dépenses prévisionnelles reliées aux branchements et à la viabilisation.

Enfin, les coûts de gouvernance sur les projets, les conduites d'opérations, les missions et études induites, les travaux de branchement et de raccordement relatifs à la viabilisation des espaces publics doivent être reliés aux opérations et intégrés dans la convention.

Ainsi, le présent avenant vise à rajuster les montants des estimations ajustés par les programmistes et les maîtres d'œuvre. Il vise également à intégrer la phase 2 des travaux du stade Valentin Magri ainsi qu'à modifier les délais d'exécution des travaux.

Le présent avenant correspond à une augmentation de 2 175 604,80 € TTC du montant des travaux transféré, et comprend :

- la nouvelle phase du stade, les missions d'ingénierie externes rattachées (étude de programmation, maîtrise d'œuvre, missions de contrôle technique, OPC et CSPS) pour 2 099 337,60 € TTC
- l'ajustement des opérations qui ont fait l'objet de la convention de délégation initiale, l'intégration des missions de contrôle technique et CSPS reliées et les coûts de branchements et raccordements divers pour 76 267,20 € TTC.

Le coût global prévisionnel des opérations passe de 4 523 409 € TTC à 6 699 013,80 € TTC, réparti de la façon suivante :

- 101 098,80 € TTC pour le marché de maîtrise d'œuvre transféré ;
- 36 000 € TTC pour les missions de contrôle technique et de CSPS pour les espaces extérieurs du PRU ;
- 2 496 713,40 € TTC pour les travaux relatifs aux aménagements des espaces extérieurs du PRU ;
- 18 600 € TTC pour les branchements et raccordements divers ;

- 1 947 264 € TTC pour l'opération concernant le réaménagement du stade Valentin Magri phase 1 ;
- 1 773 540.00 € TTC pour l'opération concernant le réaménagement du stade Valentin Magri phase 2 ;
- 18 450.00 € TTC pour le marché d'étude de faisabilité, de programmation et d'AMO relatif à la réhabilitation du stade Valentin MAGRI à La Ciotat ;
- 307 347.60 € TTC pour la mission de maîtrise d'œuvre reliée au Stade Valentin Magri et aux missions et études annexes.

La répartition financière tiendra compte des participations de l'ANRU, du Conseil régional et du Conseil Départemental dont le montant s'établit à ce jour à 1 348 965,15 €.

La part de la Commune s'établira donc en prévision à 5 350 048,65 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La délibération RNOV 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 approuvant la convention avec l'Agence nationale pour la rénovation Urbaine ;
- Les délibérations de la ville de la Ciotat n° 8 du 18 décembre 2015 et de la Communauté urbaine n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 autorisant le transfert à la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat (DGR 15/14361/CC) ;

- Les délibérations de la Ville n° 17 du 13 juin 2016 et de la Métropole n° HN 061-104/16/CT du 30 Juin 2016, approuvant une convention de maîtrise d'ouvrage Unique avec la Commune de la Ciotat relative à l'aménagement des espaces extérieurs et le réaménagement de l'équipement sportif Valentin Magri ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre l'aménagement des espaces extérieurs du projet de rénovation urbaine de la Ciotat et la restructuration du stade Valentin Magri
- Qu'il convient d'acter les modifications dans l'exécution de la convention par le biais d'un avenant

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°16/0242 de maîtrise d'ouvrage unique entre la Commune de La Ciotat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ci-annexé, concernant l'aménagement des espaces extérieurs et le réaménagement de l'équipement sportif Valentin Magri à La Ciotat afin d'intégrer la phase 2 des travaux de restructuration du stade Valentin Magri, les différents coûts d'ingénierie rattachés aux opérations et les dépenses prévisionnelles reliées aux branchements et à la viabilisation et de transférer les nouvelles participations financières rattachées au projet.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2015121500 - Sous-Politique C140 -
Fonction 515 – Chapitres 20, 21, 23 et 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-1678/17/BM

■ Approbation d'une convention de raccordement du réseau d'eau potable et d'assainissement avec la Société Eau Marseille Métropole pour la Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint- Victoret

MET 17/2919/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le dossier de création de la ZAC Empallières a été approuvé par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, des raccordements aux réseaux sont nécessaires fin de viabiliser les futurs lots.

A ce titre, une convention de réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement doit être établie entre la Métropole et la Société Eau de Marseille Métropole.

Cette convention a pour objet de définir les travaux nécessaires à la mise en place du réseau d'eau potable et d'assainissement sur la ZAC et de prévoir les modalités de financement des travaux entre l'aménageur et la Société Eau de Marseille Métropole pour un montant de 67 163,61€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 1/432/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 par laquelle la Communauté urbaine a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concerté Empallières sur la commune de Saint-Victoret ;
- La délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté du 08 octobre 2007 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret et le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- La délibération AEC 005-675/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC Empallières sur la commune de Saint-Victoret sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Société Eau Marseille Métropole exerce une mission de service public et de gestion du réseau d'eau potable et assainissement ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Société Eau Marseille Métropole afin de permettre le raccordement en eau potable et assainissement de la ZAC Empallières ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Société Eau Marseille Métropole relative au raccordement en eau potable et assainissement de la ZAC Empallières.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération Aménagement - Nature 605 – Fonction : 515 - Sous- Politique : C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-1679/17/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de raccordement d'une installation au réseau public de distribution géré par Enedis dans la Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret MET 17/2922/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le dossier de création de la ZAC Empallières a été approuvé par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 08 octobre 2007.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, des raccordements aux réseaux sont nécessaires fin de viabiliser les futurs lots.

A cet effet, une convention entre ENEDIS (Anciennement ERDF) et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été approuvée par délibération URB 009-961/16/BM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 afin de valider la demande de raccordement d'une installation de consommation de puissance supérieure à 250 kVA au réseau public de distribution HTA.

Cette convention inclue l'implantation de 8 postes HTA. Compte tenu du risque d'inondation qui grève le secteur, la rehausse de +1,5 mètres de 3 postes situés en zone bleue du Plan de Prévention des

Risques Inondation est rendue indispensable. Un avenant à la convention URB 009-961/16/BM est donc nécessaire afin de prendre en charge le coût supplémentaire de rehausse de ces 3 postes d'un montant de 22 660.20 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 1/432/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 par laquelle la Communauté urbaine a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concerté Empallières sur la commune de Saint-Victoret ;
- La délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté du 08 octobre 2007 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret et le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- La délibération AEC 005-675/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 009-961/16/BM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 approuvant la convention de raccordement au réseau HTA de la ZAC Empallières avec ENEDIS ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC Empallières sur la commune de Saint-Victoret sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ENEDIS exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau d'électricité ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec ENEDIS afin de permettre le raccordement en électricité de la ZAC Empallières ;
- Qu'il est nécessaire de valider par avenant la rehausse de 3 postes de transformation HTA situés en zone bleue du Plan de Prévention des Risques Inondation ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention ci annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS relatif au raccordement en électricité de la ZAC Empallières.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération Aménagement - Nature 605 – Fonction : 515 - Sous- Politique : C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-1680/17/BM

**■ Cession à titre onéreux à la Soleam d'un immeuble situé 122 la Canebière à Marseille, nécessaire à la requalification du centre-ville
MET 17/2871/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'immeuble 122 la Canebière à Marseille 1^{er} arrondissement est sur l'axe emblématique du centre-ville de Marseille.

Conformément au programme de requalification du centre-ville, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a exercé son droit de préemption sur cet immeuble cadastré sous le n° 806 A 78 d'une superficie de 159 m², appartenant aux Consorts Bonetti - Tavella , moyennant le prix de 500 000 euros.

Dans le cadre de cette concession, la Soleam s'est engagée à racheter cet immeuble auprès de Marseille Provence Métropole.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme Local de l'Habitat 2012-2018, document de programmation des objectifs quantitatifs en matière de logements et qui prévoit la production de 30 000 logements nouveaux et diversifiés sur Marseille en six ans.

L'opération de renouvellement urbain « grand centre-ville », concédée à la Soleam prévoit dans ses objectifs la production de 1 500 logements nouveaux, notamment par la restauration d'immeubles dégradés, ainsi que la production de 13 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Soleam, cette dernière a accepté de céder ces terrains moyennant une indemnité de 500 000 euros pour l'immeuble 122 la Canebière, 10 000 euros de frais d'agence plus les frais notariés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 215-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession à la Soleam de l'immeuble situé 122 la Canebière à Marseille permettra de participer à la requalification du centre-ville ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole d'Aix-Marseille-Provence cède à la Soleam l'immeuble situé 122 la Canebière cadastré sous le n° 806A 78 d'une superficie de 159 m² moyennant une indemnité de 500 000 euros pour l'immeuble, 10 000 euros de frais d'agence plus les frais notariés de l'acquisition.

Article 2 :

Le remboursement par la Soleam à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière comme à la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2017 et suivant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-1681/17/BM

■ Modification de la délibération n° URB 013-1417/16/CM du 15 décembre 2016 relative à la cession de deux parcelles bâties sises chemin de la Fontaine à Istres (Ranquet) MET 17/3049/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° URB 013-1417/16/CM du 15 décembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession de deux parcelles bâties cadastrées section DH n°40 et 353 (lot 395B), d'une superficie d'environ 187 m², sises chemin de la Fontaine à Istres (Ranquet), au profit de Monsieur et Madame Marcel Pommier pour un montant de 56 000 € HT (cinquante six mille euros hors taxes).

Cependant, la situation du lot 395B nécessite de préciser que Monsieur et Madame Pommier seront redevables de la somme de 1829,39€ TTC (mille huit cent vingt neuf euros et trente neuf centimes toutes taxes comprises) au titre des travaux de raccordement au réseau d'assainissement collectif réalisés en limite de propriété du lot cédé.

Par ailleurs, il convient de désigner Maître Roland Geaglio, notaire à Istres, pour rédiger l'acte authentique correspondant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n° URB 013-1417/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° URB 013-1417/16/CM du 15 décembre 2016 relative à la cession des parcelles bâties cadastrées section DH n° 40 et 353, sises Chemin de la Fontaine à Istres, au profit de Monsieur et Madame Marcel Pommier, lesquels, dans le cadre de la présente cession, seront redevables de la somme de 1829,39€ TTC (mille huit cent vingt neuf euros et trente neuf centimes toutes taxes comprises) au titre des travaux de raccordement au réseau d'assainissement collectif réalisés en limite de propriété du lot cédé.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les autres termes de la délibération n° URB 013-1417/16/CM du 15 décembre 2016 demeurent inchangés.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-1682/17/BM

**■ Transfert de propriété à titre gratuit au bénéfice de la commune d'Istres, des équipements de proximité et voiries cadastrés section AV sous les n° 262, 263, 264, 265, et 267, dans le cadre d'un transfert de compétence
MET 17/3048/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé, par délibération n° 53/15 du 10 février 2015, le cadre juridique ainsi que les modalités de mise en œuvre des transferts de propriété des équipements de proximité appartenant au SAN Ouest Provence au bénéfice de ses communes membres dans le cadre du retour de compétences inhérent à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Dans le cadre de cette procédure, les équipements de proximité sis sur la commune d'Istres, rue du stade, doivent faire l'objet d'un acte de transfert de propriété au bénéfice de la commune d'Istres.

Il s'agit des parcelles cadastrées section AV sous les numéros 262, 263, 264, 265 et 267 constituant des

voiries et l'assiette foncière du complexe sportif « Bardin », identifiées dans la délibération du 10 février 2015 susvisée, sous le numéro d'inventaire 96SI71C0021318N00332. Ces parcelles développent une superficie d'environ 8 770 m².

Ce transfert à titre gratuit interviendra par acte authentique en la forme administrative, et conformément à l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ne donnera pas lieu à indemnités, droits, taxes, contributions ou honoraires.

Ce transfert de propriété étant lié à un transfert de compétence au bénéfice des communes, il est proposé de retenir les valeurs inscrites à l'actif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de préciser que le transfert comptable desdits équipements sera constaté par certificat administratif.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du SAN Ouest Provence pour l'exécution de la délibération et des engagements ci-avant mentionnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 53/15 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence, du 10 février 2015 relative aux modalités de la mise en œuvre des transferts de propriété des équipements de proximité appartenant au SAN Ouest Provence au bénéfice de ses communes membres ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit au bénéfice de la commune d'Istres, des équipements de

proximité sis sur la commune d'Istres, rue du stade, figurant au cadastre de ladite commune à la section AV sous les numéros 262, 263, 264, 265 et 267 constituant des voiries et l'assiette foncière du complexe sportif « Bardin ». Ces parcelles développent une superficie d'environ 8 770 m².

Article 2 :

Ce transfert interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-1683/17/BM

**■ Vente d'un terrain non bâti sis ZI des Molières à Miramas, au profit du Groupe VMC et abrogation de la délibération n° 347/14 du 9 octobre 2014
MET 17/3065/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé, par délibération n° 347/14 du 9 octobre 2014, la cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AH n°125p, située ZAC des Molières à Miramas, au profit de la société FLOCETA, d'une contenance d'environ 2 920 m², dans le cadre de l'extension de son activité, pour un prix de 146 000,00 € H.T. (cent quarante six mille euros hors taxes).

La société FLOCETA n'ayant pas obtenu le financement nécessaire à l'acquisition de ladite parcelle, la vente n'a jamais pu être régularisée. Par courrier du 16 août 2016, l'acquéreur a renoncé officiellement à cette acquisition. De ce fait, ladite parcelle est redevenue libre à la vente.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente pour abroger la délibération n° 347/14 du 9 octobre 2014.

Par ailleurs, le Groupe VMC, représenté par Messieurs Mainville et Calderon ayant son siège social au 13 rue Falconnet à Miramas, déjà propriétaire des parcelles cadastrées section AH n° 122, 123 et 244, a manifesté son intérêt pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AH n°245 (issue de la division foncière de la parcelle cadastrée section AH n°125), d'une contenance d'environ 2 920 m², sise ZI des Molières, dans le cadre du développement de son activité.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué ladite parcelle à 146 000 € H.T. (cent quarante six mille euros hors taxes).

Il est précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge du Groupe VMC.

Le Groupe VMC a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;

- La délibération n° 347/14 du 9 octobre 2014, relative à la cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AH n° 125p, située ZAC des Molières à Miramas, au profit de la société FLOCETA, d'une contenance d'environ 2 920 m², dans le cadre de l'extension de son activité, pour un prix de 146 000,00 € H.T. (cent quarante six mille euros hors taxes) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 347/14 du 9 octobre 2014, relative à la cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AH n° 125p, située ZAC des Molières à Miramas, au profit de la société FLOCETA, d'une contenance d'environ 2 920 m², dans le cadre de l'extension de son activité, pour un prix de 146 000,00 € H.T. (cent quarante six mille euros hors taxes).

Article 2 :

Est approuvée la vente d'une parcelle de terrain non bâti, cadastrée section AH n°245, d'une contenance cadastrale d'environ 2 920 m², située ZI des Molières à Miramas, propriété de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au profit du Groupe VMC, ou tout autre personne morale représentée par Messieurs Mainville et Calderon, pour un montant de 146 000 € H.T. payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique.

Article 3 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 6 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-1684/17/BM

■ **Acquisition en VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement) d'un lot en volume du programme de construction du Forum des Carmes à Istres, propriété de la société Kaufman & Broad Promotion 3, dans le cadre du repositionnement et du développement d'activités de service sur le secteur d'Istres-Ouest Provence
MET 17/3051/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son programme de construction du Forum des Carmes à Istres, la société SNC Kaufman & Broad Promotion 3 réalise un programme immobilier à usage mixte (logements collectifs, activités commerciales et activités tertiaires) sur un ensemble immobilier situé à Istres rue Aristide Briand, boulevard de la République, rue Paul Charmet et boulevard Jean-Marie L'Huillier, divisé en lots volumes et figurant au cadastre sous les références CL n°20, 21, 247, 296, 297, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306 pour une contenance totale de 1ha 18a 59ca.

Cet ensemble immobilier propose, en son centre, un volume brut en rez-de-chaussée et R+1 d'une surface totale de plancher de 2037 m² au permis de construire, identifié lot n°314 (en quatre fractions de 314.01 à 314.04) à l'état descriptif de division reçu par Maître Sabrina DRIS, notaire à Istres, le 24 novembre 2016.

Par sa localisation et sa configuration au sein du programme envisagé sur le territoire métropolitain, cet espace présente un intérêt certain pour le repositionnement et le développement d'activités de service du territoire. Aussi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'acquérir cet espace dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA).

Le coût de cette acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été négocié pour un montant de 3 100 000 € H.T (trois millions cent mille euros), soit un montant toutes taxes comprises de 3 720 000 € (trois millions sept cent vingt mille euros).

Le calendrier prévisionnel d'appels de fonds relatif au paiement de la présente acquisition est défini comme suit, en cumul :

Réservation 5 %	→ 5 %
Démarrage des travaux 25 %	→ 30 %
Achèvement fondations 5 %	→ 35 %
Achèvement plancher haut RDC 20 %	→ 55 %
Achèvement plancher haut du R+1 10 %	→ 65 %

Mise hors d'eau 10 %	→ 75 %
Achèvement des travaux 20 %	→ 95 %
Livraison 5 %	→ 100 %

3^{ème} Trimestre 2018

Les appels de fonds sont dus au vu des attestations d'avancement des travaux établies par le Maître d'œuvre. Il est toutefois précisé que si la signature de l'acte de vente intervient après la réalisation d'un des événements ci-dessus, la fraction de prix exigible à la signature sera celle prévue en fonction de l'avancement des travaux, telle que déterminée par ledit échéancier.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ce bien à 3 100 000 € H.T (trois millions cent mille euros hors taxes).

La société SNC Kaufman & Broad Promotion 3 a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération, estimé à 25 000 € (vingt-cinq mille euros) environ est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative à la délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition en vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) d'un volume brut d'une surface de plancher d'environ 2037 m² sur deux niveaux du programme de construction à usage mixte du Forum des Carmes à Istres (logements collectifs, activités commerciales et activités tertiaires) à réaliser par la société SNC KAUFMAN & BROAD PROMOTION 3, sur l'assiette foncière susvisée, pour un montant de 3 720 000 € TTC (trois millions sept cent vingt mille euros toutes taxes comprises), dans le cadre du repositionnement et du développement d'activités de service du territoire métropolitain sur le secteur d'Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Maître Sabrina Dris, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure pour un montant de 25 000,00 € (vingt-cinq mille euros) environ est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 23138, code opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-1685/17/BM

■ Approbation de l'avenant n° 4 à la convention publique d'aménagement dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté de la plate-forme de CLESUD

MET 17/3146/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence, il a été décidé de

réaliser une plate-forme logistique multimodale associée à un chantier de transbordement, pour le transport combiné rail-route, sur les communes de Grans et Miramas. Pour mener à bien cette opération, un Syndicat Mixte d'Equipement (SME) associant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord de l'Etang-de-Berre, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et la CCI Marseille Provence a été créée.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 mars 1997.

La création de la ZAC de la Plate-forme sur les communes de Grans et Miramas est intervenue par arrêté préfectoral en date du 24 avril 1997.

Le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de la Plate-forme sur les communes de Grans et Miramas a été approuvé par arrêté préfectoral du 22 juin 1998.

Par délibération n° 08/02 du 22 mars 2002, le Comité Syndical du SME a décidé, en application des dispositions de l'article L 300-4 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Plate-Forme sur les communes de Grans et Miramas par la conclusion d'une Convention Publique d'Aménagement (CPA).

Par délibération n° 10/07 du 3 juillet 2007, le Comité Syndical du SME a approuvé l'avenant n°1 à la CPA pour inclure la réalisation de la voirie publique d'accès au terminal de transport combiné et d'intégrer au financement de l'opération, objet de la CPA, la participation du SME à la réalisation de cette voirie.

Par délibération n° 24/08 du 9 décembre 2008, le Comité Syndical du SME a approuvé l'avenant n°2 à la CPA pour modifier les conditions de rémunération de l'aménageur afin d'intégrer un montant forfaitaire annuel de 80 000€ HT permettant de couvrir l'ensemble des charges de personnel de l'aménageur dédié à des actions récurrentes qui ne font pas l'objet de rémunération au prorata de l'avancement des différents éléments de missions et de préciser les conditions de prise en charge de certaines prestations sur le compte conventionnel.

Par délibération n° 05/12 du 21 février 2012, le Comité Syndical du SME a approuvé l'avenant n° 3 à la CPA pour prolonger de cinq ans la durée de la convention afin de permettre à l'EPAD d'achever les aménagements notamment la desserte du secteur dit de « Clesud Village », de réaliser la seconde station de pompage de défense incendie et de concrétiser les ventes restantes, portant ainsi son terme au 18 avril 2017 alors même que la totalité des lots ne sont pas encore commercialisés.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016.

L'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence créée le 01 janvier 2016, qui en application de l'article L5215-21 du CGCT, est substituée de plein droit au SME Euro-Alpilles.

Conformément à la convention publique d'aménagement CPA au 18 avril 2017, alors même que la totalité des lots ne sont pas encore commercialisés, il convient de conclure un nouvel avenant afin de prolonger de cinq ans le délai d'exécution ce qui porte à 20 ans la durée totale de la convention, pour permettre le bon déroulement de celle-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté Préfectoral du 21 juillet 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte d'Equipement Euro-Alpilles ;
- La délibération n° 08/02 du 22 mars 2002 du Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Equipement Euro-Alpilles approuvant la Convention Publique d'Aménagement approuvant l'avenant n° 1 ;
- La délibération n° 10/07 du 3 juillet 2007 du Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Equipement Euro-Alpilles approuvant l'avenant n° 2 ;
- La délibération n° 24/08 du 9 décembre 2008 du Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Equipement Euro-Alpilles approuvant l'avenant n° 3 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016 ;
- Que l'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence créée le 1^{er} janvier 2016, qui en application de l'article L5215-21 du CGCT, est substituée de plein droit au SME Euro-Alpilles ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 4, ci-annexé, à la Convention Publique d'Aménagement pour la réalisation de la ZAC de la Plate-forme de Clesud dont l'objet est la prorogation de cinq ans du délai d'exécution de la convention.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-1686/17/BM

**■ Approbation d'une convention pluriannuelle pour le projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir dans le cadre du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole
MET 17/2531/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de ville de Marseille Provence Métropole a été signé le 17 juillet 2015 par la communauté urbaine et ses partenaires, avec dans ses orientations prioritaires, un axe intitulé « la responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse ». En effet, dans le

diagnostic du contrat, il est écrit que « faute d'une vision partagée et opérante des différentes politiques éducatives et d'apprentissage, plusieurs générations d'enfants et de jeunes issus des quartiers prioritaires ont connu des parcours de « désintégration » sociale, puis économique.

La jeunesse est un enjeu déterminant de l'avenir de Marseille et de sa métropole.

Or, tous les indicateurs notamment sur l'emploi attestent de grandes difficultés dont l'aggravation frappe prioritairement les jeunes de 13 à 30 ans au sein des quartiers prioritaires de Marseille. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville « une priorité absolue de son action dans les années à venir ».

Ce constat est partagé par le Conseil de Développement, qui ciblait la jeunesse en difficulté au cœur des priorités métropolitaines dans le colloque organisé en octobre 2013 : « l'agglomération marseillaise est confrontée à de fortes inégalités qui vont croissant. Les jeunes sont les premiers concernés avec, ici plus qu'ailleurs, des sorties précoces du système scolaire, un niveau général de formation faible, un taux de chômage élevé et une pauvreté grandissante. Cet enjeu est essentiel pour la future métropole car il conditionne les futurs équilibres socio-économiques de ce grand ensemble de 1.8 million d'habitants ».

Par ailleurs l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a lancé le 17 février 2015 un appel à projets pour le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Projets innovants en faveur de la jeunesse ».

« Il est destiné à favoriser, sur un territoire donné l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées, celles-ci doivent permettre de traiter les problématiques des jeunes de façon cohérente en évitant l'écueil d'une juxtaposition d'initiatives non coordonnées.

Dans une logique de lutte contre les inégalités, les actions financées bénéficieront de manière prioritaire aux jeunes habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, des territoires ruraux ou ultra marins. Les subventions attribuées dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir (PIA) interviendront dans tous les cas conjointement au financement au moins égal des partenaires publics et privés, collectivités territoriales, fonds, fondations, organisations professionnelles et entreprises soutenant le projet ».

En mai 2016, la Fondation des Apprentis d'Auteuil a répondu à cet appel à projet, en partenariat avec la Préfecture de Région, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF, l'UPE 13 et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, après de nombreuses rencontres avec l'ensemble des partenaires institutionnels concernés, des acteurs associatifs et des acteurs du monde de l'entreprise.

Le 12 juillet 2016, le Commissariat Général à l'Investissement retenait ce projet parmi les 80 reçus.

Une convention pluriannuelle avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a été signée le 7 novembre 2016.

L'objectif de ce projet est de créer une dynamique collective (public jeune-associations-monde économique) sur trois territoires pilotes, dont deux sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et un sur la commune de Tarascon, en rompant avec l'empilement des dispositifs et des politiques publiques sectorielles, en recherchant des synergies, et ce, afin de mieux coordonner les interventions à l'échelle d'un territoire et d'y associer pleinement les jeunes.

Le choix de ces territoires pilotes s'est effectué sur l'évaluation de plusieurs critères : un taux de jeunes important, de réelles difficultés sociales pour les jeunes, une masse critique d'acteurs associatifs et publics et une certaine densité d'acteurs économiques. Ainsi que la nécessité d'initier cette dynamique en concentrant les actions vers des jeunes habitant la même cité, le même bloc d'immeuble, afin de maximiser leurs impacts.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de cofinancer, pour des jeunes issus des quartiers politique de la ville de Saint Mauront-Félix Pyat et de Malpassé-Cité des Lauriers/Oliviers A, le projet Impact Jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil.

Ce projet répond à plusieurs ambitions :

- avoir un impact significatif et mesurable sur les jeunes avec un objectif d'augmenter de 15 % l'accès à l'emploi de 3 000 bénéficiaires à l'horizon 2020.
- démontrer qu'en travaillant de manière décloisonnée et coopérative entre l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ, l'impact est plus fort.
- impliquer véritablement les jeunes en les associant sur l'ensemble du processus (de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre).
- faire la différence dans la proximité en intervenant à une échelle humaine sur des quartiers combinant à la fois une urgence à intervenir, mais également la présence d'acteurs clés permettant de favoriser une dynamique collective.
- impliquer fortement le monde économique afin de créer une confiance réciproque et de changer les représentations.

La première année sera consacrée à l'élaboration d'un diagnostic partagé entre tous les acteurs, la mise en œuvre d'instances de pilotage permettant le suivi et l'évaluation chemin faisant, le recrutement de trois postes de « boosters » dont le rôle est de :

- fédérer un noyau dur d'acteurs (institutionnel, associatif et entreprise) afin d'apporter des solutions pour les jeunes motivés proches de

l'emploi avec un objectif sur l'année de 50 personnes insérées et plus de 50 acteurs mobilisés.

- rapprocher les collégiens des entreprises et inversement par la mise en œuvre de différentes actions (stages, témoignages, immersions...) avec 150 collégiens touchés.
- valoriser les parcours positifs et les mobiliser pour en inspirer d'autres : « 30 belles histoires révélées et valorisées ».

La deuxième année sera consacrée au développement de nouveaux projets et à la consolidation de la communauté d'acteurs.

La troisième année permettra d'élargir progressivement cette dynamique en dehors de la cité sur d'autres cités ou quartiers pilotes en s'appuyant sur des « parcours positifs existants ».

Une évaluation à mi-parcours du projet permettra de mesurer concrètement les améliorations apportées et à préparer éventuellement la phase d'essaimage et de sélection de nouveaux quartiers pilotes.

Le cofinancement de cette opération est estimé pour la métropole à 100 000 euros par an sur trois ans.

Les autres financements mobilisés sont :

- l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) : 1 976 000 euros sur trois ans (dans la limite de la réalité des dépenses exigibles réalisées).
- le Conseil Départemental : 100 000 euros en 2016 ; 100 000 euros en 2017 ; 150 000 euros en 2018 ; 150 000 euros en 2019.
- le Conseil Régional : une enveloppe annuelle de 50 000 euros en 2017, 2018 et 2019.
- la Caisse d'Allocations Familiales : une enveloppe annuelle de 75 000 euros en 2017, 2018 et 2019.
- les co-financeurs privés : une enveloppe annuelle de 70 000 euros en 2017, 2018 et 2019.

Les apports en nature sont évalués (apport de personnel des collectivités territoriales et de la CAF, et mise à disposition de locaux) à la hauteur de 600 000 euros sur trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine de Marseille-Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le contrat de ville de Marseille-Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire-Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'aider les jeunes de 13 à 30 ans des quartiers de la politique de la ville et de les amener vers une insertion sociale et professionnelle réussie, impliquant la levée des freins empêchant l'accès durable à l'emploi ;
- La nécessité d'affirmer la priorité donnée à une action globale et coordonnée à l'intention de la jeunesse ;
- L'obligation d'associer l'ensemble des acteurs économiques à une démarche d'insertion et ainsi, de rapprocher et mieux connecter les jeunes et les entreprises ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pluriannuelle ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Fondation des Apprentis d'Auteuil fixant les objectifs, les conditions et les modalités de financement du projet Impact Jeunes retenu au titre du Programme d'Investissements, d'Avenir.

Article 2 :

Est accordée une participation totale prévisionnelle globale de 300 000 euros en 2017, 2018 et 2019 à la Fondation des Apprentis d'Auteuil pour la mise en œuvre du Projet Impact Jeunes, sous réserve de l'approbation des budgets métropolitains afférents.

Article 3 :

Est accordée une participation de 100 000 euros pour l'année 2017.

Article 4 :

Les crédits nécessaires pour 2017, soit 100 000 euros TTC, sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous-politique E110-Nature 6574-Fonction 52.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-1687/17/BM

■ Approbation d'une convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à l'accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social

MET 17/2822/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délégataire des aides à la pierre, est engagée dans une politique ambitieuse de soutien à la production de logements sociaux : c'est l'un des objectifs majeurs du Programme Local de l'Habitat.

Dans le Plan Local d'Action pour le Logement, et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2016-2020, le Département des Bouches-du-Rhône s'engage pour la prévention des impayés locatifs et des expulsions, et souhaite renforcer la coordination des actions de lutte contre la précarité énergétique.

De 2012 à 2015, une expérimentation conduite par le Conseil Départemental avec 13 Habitat à laquelle a été associée la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole devenue Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a montré l'intérêt de faire intervenir deux associations spécialisées dans l'accompagnement social, pour que les locataires

réalisent des économies sur leur budget d'énergie, de chauffage et d'eau et ne génèrent pas de dette locative.

Des résultats très positifs de cette première expérimentation est née l'idée d'utiliser la même démarche pour un projet partenarial plus ambitieux entre le Conseil Départemental et la Métropole d'Aix-Marseille Provence - Conseil de territoire Marseille Provence.

Ce projet poursuit trois objectifs de politique publique vis-à-vis des ménages qui entrent dans un nouveau logement :

- l'insertion des familles dans leur nouveau cadre de vie : connaissance du quartier et de ses équipements, des règles de vie de l'immeuble, appropriation et respect des espaces collectifs...
- la formation aux éco-gestes : collecte sélective, prévention de la précarité énergétique : consommation d'énergie, de chauffage, d'eau...
- la prévention de l'endettement locatif et énergétique.

Pour mettre en œuvre cet accompagnement auprès des familles volontaires, il est proposé de lancer un appel à projet permettant de retenir de 2017 à 2020 cinq opérateurs au plus suivant chacun 110 ménages « nouveaux entrants » pour une durée d'un an à deux ans maximum.

Leur mission consistera à :

- informer les nouveaux entrants des règles de vie collective de leur groupe et les aider à s'orienter dans leur quartier et leur signaler les équipements existants,
- leur permettre de gérer au mieux leurs consommations, contribuer à prévenir le surendettement sur les questions de l'eau et d'énergie, et les aider à rechercher une utilisation performante des appareils existants,
- renforcer le suivi individuel des ménages en difficultés nouvellement entrants, réduire les risques d'endettement (public relogé dans le cadre de la Loi Dalo, bénéficiaires d'un FSL Accès...) et résorber les dettes locatives éventuelles ;
- prévenir les incidents de parcours notamment la perte de ressources, la perte des droits APL...,

Chaque opérateur aura un ou des secteurs géographiques comprenant du parc social et du parc privé.

Le projet s'appuiera sur un partenariat étroit avec les bailleurs, les fournisseurs d'eau et d'énergie et les responsables de la collecte des déchets (pour la réduction des déchets et la collecte sélective).

Les ménages concernés sont les « nouveaux entrants » volontaires pour la démarche, dans le parc public (PLUS, PLAI) comme dans le parc privé (locataires de logements conventionnés et propriétaires occupants très sociaux), qui relèvent tous du public du Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PLALHPD) :

- à Marseille centre-ville (du 1er au 6ème)
- à Marseille dans les 9ème et 10ème arrondissements
- à Marignane et La Ciotat.

Le pilotage du projet sera assuré par un comité technique et un comité de pilotage. Le comité technique pourra proposer de faire évoluer les périmètres d'intervention selon la production de logements sociaux sur les territoires.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc souhaité confier au Département des Bouches-du-Rhône par voie de convention les fonds destinés à la mise en œuvre de ce projet, soit 80 000 euros en 2017, 2018, 2019 et 2020 (320 000 euros sur la période), ce dernier provisionnant de son côté le même montant.

Les modalités de versement de ces fonds se feront de la façon suivante, sous réserve du vote des budgets afférents :

- 70% à la demande du Conseil Départemental après signature de la convention par les deux parties, et après le vote du budget 2017 de la Métropole,
- Le solde, soit 30%, au terme de la première année d'exercice de la convention, sur présentation d'un bilan d'activités détaillant les modalités de mise en œuvre et les résultats des actions engagées,

et ainsi de suite les années suivantes (2018, 2019 et 2020).

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention fixant les engagements respectifs de la Métropole et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et précisant les modalités de versement de cette somme et d'attribuer le montant prévu pour 2017, soit 80 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Programme Local de l'Habitat ;
- Le Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2016-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'accompagner les ménages volontaires quand ils prennent possession d'un nouveau logement social pour faciliter leur insertion dans leur environnement et les familiariser avec les éco-gestes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de fonds de concours ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône concernant l'accompagnement des ménages « nouveaux entrants » dans un logement social pour l'appropriation de leur environnement et l'apprentissage des éco-gestes pour les années 2017-2020..

Article 2 :

L'enveloppe affectée à ce fonds de concours de 2017 à 2020 est de 80 000 euros par an et 320 000 euros sur la période, sous réserve du vote du budget 2018 et suivants.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 4 :

Est attribué le montant prévu pour l'année 2017, soit 80 000 euros.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 – Sous-politique E110 – Nature 6574 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-1688/17/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et de l'avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi dans le cadre du pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille - Aides au transport MET 17/2823/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2014, dans le cadre du pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille, l'Etat a demandé à Marseille Provence Métropole (MPM) de contribuer à la mise en œuvre d'aides à la mobilité.

Il a donc été proposé que la Communauté urbaine contribue à l'aide à la mobilité de jeunes en garantie jeunes (dispositif expérimental généralisé en 2017 en Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie PACEA) et de demandeurs d'emploi adhérents des clubs ambition ou du PLIE MPM Centre en leur mettant à disposition le titre de transport le plus adapté à leur situation (cartes hebdomadaires, tickets...) et en demandant à la Mission Locale et à Pôle Emploi de s'assurer de leur bon usage.

Par délibération HPV 004-344/14/CC du 18 juillet 2014, le Conseil de Communauté a donc attribué une subvention de 99 800 euros à la Mission Locale de Marseille pour apporter une aide à la mobilité à 230 jeunes dans le cadre du dispositif « garantie jeunes », et une subvention de 100 200 euros à Pôle Emploi pour apporter une aide à la mobilité à 595 personnes dans le cadre du dispositif « clubs ambition » et à 20 personnes adhérentes du PLIE MPM Centre.

La subvention 2014 accordée à la Mission Locale a été soldée : des abonnements RTM annuels ont été accordés à 408 jeunes en garantie jeunes.

Par contre, Pôle Emploi, qui avait démarré la mise en œuvre de cette action plus tardivement, n'avait pas atteint les objectifs initiaux fin 2015.

Le 25 septembre 2015, par délibération HPV 012-1278/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a attribué une subvention pour l'année 2015 à la Mission Locale de Marseille pour des jeunes bénéficiant de la garantie jeunes, mais cette fois-ci, pour des titres de transport mensuels, ce qui a permis d'améliorer le suivi de l'action ; et a prorogé la convention votée le 18 juillet 2014 avec Pôle Emploi en réajustant les objectifs concernant le public concerné dans un avenant n°1.

Le 11 janvier 2017, un comité de pilotage s'est tenu avec les partenaires concernés :

✓ des représentants de la Mission Locale ont fait état d'un bilan au 31 décembre 2016 selon lequel 313 bénéficiaires en garantie jeunes ont bénéficié d'un titre de transport, pour une consommation de 31 275 euros, du fait de la perception tardive des fonds et de la réduction du nombre de jeunes bénéficiant de la garantie jeunes en 2016.

✓ des représentants de Pôle Emploi ont fait état d'un bilan selon lequel, depuis le démarrage de l'action, 636 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un ou plusieurs titres de transport mensuels (1 116 au total) pour une consommation de 36 798 euros au 31 décembre 2016.

Aussi est-il proposé au Conseil de la Métropole d'élargir le champ des bénéficiaires de ce dispositif pour mieux répondre à la demande de mobilité des jeunes reçus par la Mission Locale et du public reçu par Pôle Emploi, mais toujours à condition qu'ils soient issus des Quartiers Politiques de la Ville ou des Quartiers de Veille de Marseille.

L'avenant n°1 à la convention n°15/1901 passée avec la Mission Locale de Marseille propose d'élargir le public éligible aux jeunes suivis par la Mission Locale et/ou accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

L'avenant n°2 à la convention n°14/1574 passée avec Pôle Emploi propose d'élargir le public éligible aux demandeurs d'emploi

- suivis par Pôle Emploi au titre d'accompagnements intensifs (accompagnements intensifs jeunes, clubs ambitions, autre...),
- adhérents du PLIE MPM Centre,
- entrant en formation pour un délai supérieur à un mois,
- accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HPV 004-344/14/CC du 18 juillet 2014 concernant l'attribution de subventions 2014 à la Mission Locale de Marseille et à Pôle Emploi pour la mise en place d'aides au transport et les conventions afférentes ;
- La délibération HPV 012-1278/15/CC du 25 septembre 2015 concernant l'attribution d'une subvention 2015 à la Mission Locale de Marseille et l'approbation d'un avenant n°1 à la convention avec Pôle Emploi ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La demande de l'Etat de contribuer à la mobilité des jeunes en insertion et des demandeurs d'emploi dans le cadre du Pacte de Sécurité et de Cohésion Sociale de Marseille ;
- Le comité de pilotage du 11 janvier 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière d'insertion par l'économique, de transport et de mobilité ;

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre une politique d'aide à la mobilité des jeunes et adultes en recherche d'emploi initiée dans le cadre du Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°15/1901 passée avec la Mission Locale de Marseille.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n°14/1574 passée avec Pôle Emploi.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document afférent à ce rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-1689/17/BM

**■ Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance
MET 17/2810/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 9 structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville communautaire, pour les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 218 980 €.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les quatres axes d'intervention suivants :

- Accès au droit et aide aux victimes
- Médiation
- Prévention des conduites à risques
- Information et communication

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONVOI/ NON
Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes							
363	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN AIX EN PROVENCE	1 000 €	6 000 €	4 000 €	1 000 €	NON
364	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN VITROLLES	3 000 €	8 500 €	7 000 €	3 000 €	NON
365	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN LES PENNES MIRABEAU	3 000 €	4 500 €	3 000 €	3 000 €	NON
366	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN SIMIANE COLLONGUE, BOUC BEL AIR, CABRIES	8 000 €	9 500 €	8 000 €	8 000 €	NON
245	AIDE A LA REPRISE DES ÉTUDES ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (AREFP)	GESTION DES EXCLUSIONS TEMPORAIRES ÉCOLES AIX EN PROVENCE	10 000 €	27 000 €	10 000 €	10 000 €	NON
Sous total axe 1					32 000 €	25 000 €	

Axe 2 : Médiation

526	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	DE LA RUE AU LYCÉE MEDIATION SOCIALE	30 000 €	207 628 €	30 000 €	30 000 €	OUI
530	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF AIX EN PROVENCE	7 100 €	35 178 €	7 119 €	6 200 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTIO N N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTIO N SOLLICITÉE	SUBVENTIO N PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
529	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	ANIMATION HORS TEMPS SCOLAIRE AIX EN PROVENCE	3 000 €	15 677 €	3 580 €	3 000 €	OUI
531	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF VITROLLES	2 100 €	11 005 €	2 153 €	1 500 €	OUI
527	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	ANIMATION HORS TEMPS SCOLAIRE GARDANNE	780 €	5 580 €	1 546 €	780 €	OUI
532	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF LES PENNES MIRABEAU	2 000 €	11 793 €	2 338 €	1 700 €	OUI
528	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF GARDANNE	3 000 €	11 743 €	5 182 €	3 000 €	OUI
N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTIO N N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTIO N SOLLICITÉE	SUBVENTIO N PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
005	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ACTION RELATIONS PÈRE INCARCÉRÉ	3 200 €	15 972 €	1 000 €	1 000 €	OUI

		ENFANTS					
004	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ÉCOUTE FAMILLE AIX EN PROVENCE - GARDANNE - VITROLLES	6 500 €	37 752 €	7 000 €	6 500 €	OUI
003	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ESPACE RENCONTRE AIX EN PROVENCE	9 000 €	176 660 €	11 000 €	9 000 €	OUI
002	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	MÉDIATION FAMILIALE GARDANNE - VITROLLES - BOUC BEL AIR - ROGNES	8 300 €	205 220 €	10 000 €	8 300 €	OUI
39	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE FAMILLE VENELLES	2 500 €	6 140 €	2 500 €	2 500 €	OUI
34	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	PARENTALITÉ ET SCOLARITÉ AIX EN PROVENCE	3 000 €	13 880 €	4 000 €	3 000 €	OUI
36	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE FAMILLES LES PENNES MIRABEAU	3 000 €	10 160 €	3 850 €	3 000 €	OUI
35	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	PASSAGE EN 6EME LES PENNES MIRABEAU	2 000 €	4 785 €	2 500 €	2 000 €	OUI
37	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE DES JEUNES BOUC BEL AIR	7 000 €	9 500 €	7 000 €	7 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTIO N N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTIO N SOLLICITÉE	SUBVENTIO N PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
38	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE FAMILLES BOUC BEL AIR	9 000 €	15 000 €	10 000 €	9 000 €	OUI
126	MEDIANCE 13	POINT ACCUEIL PROXIMITÉ AIX EN PROVENCE	5 000 €	93 704 €	20 000 €	5 000 €	NON
152	RÉSONANCES	CLEF DE PERTUIS	8 000 €	12 000 €	10 000 €	8 000 €	OUI
150	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE AIX EN PROVENCE	9 000 €	68 457 €	12 000 €	9 000 €	OUI
147	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE JOUQUES	3 500 €	16 299 €	3 000 €	3 000 €	OUI
153	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE PERTUIS	3 000 €	69 321 €	6 000 €	3 000 €	OUI
145	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE SAINT PAUL LEZ DURANCE	3 500 €	16 299 €	3 000 €	3 000 €	OUI
151	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE MEYRARGUES	2 000 €	13 039 €	2 000 €	2 000 €	OUI
143	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE PEYROLLES EN PROVENCE	6 000 €	32 599 €	6 500 €	6 000 €	OUI
Sous total axe 2					173 268 €	136 480 €	
Axe 3 : Prévention des conduites à risques							
188	INFORMATION MARSEILLE ACCUEIL JEUNES ÉCOUTE SANTÉ (IMAJE SANTÉ)	ESPACE SANTÉ JEUNES PLAN DE CAMPAGNE	55 000 €	129 300 €	55 000 €	55 000 €	OUI
Sous total axe 3					55 000 €	55 000 €	
Axe 4 : Information et communication							
216	POMPIERS SANS FRONTIÈRE	DÉVELOPPEMENT CITOYEN ET ORIENTATION MILIEU SCOLAIRE PROTECTION CIVILE ACTIVE	2 500 €	17 065 €	2 500 €	2 500 €	NON
Sous total axe 4					2 500 €	2 500 €	
TOTAL					262 768 €	218 980 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juin 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 3 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2015-2018 (STSPD) de la commune des Pennes-Mirabeau, signée le 14 janvier 2016 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Pertuis, signée le 2 avril 2013 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;
- Le Comité Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) des communes de Bouc-Bel-Air, et Simiane-Collongue créé par délibération du 10 mai 1999 modifié par délibération du 22 janvier 2002 relative aux statuts du Syndicat Intercommunal du Grand Vallat avec retrait

de la commune de Cabriès validé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 30 décembre 2016 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions 2017 pour un montant total de 218 980 € aux bénéficiaires suivants :

- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône (ADDAP13)
- Accès au Droit des Enfants et des Jeunes (ADEJ)
- Aide à la Reprise des Études et à la Formation Professionnelle (AREFP)
- Centre Associatif pour Familles en Crise La Recampado (CAFC La Recampado)
- École des Parents et Éducateurs des Bouches-du-Rhône (EPE 13)
- Information Marseille Accueil Jeunes Écoute Santé (IMAJE SANTE)
- Médiance 13
- Pompiers Sans Frontière
- Résonances

Le solde de la subvention sera liquidé conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole notamment sur production:

- du compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association. Ce compte de résultat sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'action. Il prendra en compte les ressources et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération ;
- d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée, à savoir, les moyens mis en place pour développer les axes d'intervention inscrits dans la convention ;
- des derniers bilans et compte de résultat connus de l'association, certifiés par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions à conclure avec certaines associations.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 218 980 € est affectée en autorisations d'engagement sur le service 7D «Prévention de la Délinquance» chapitre 65 du budget de la Métropole 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-1690/17/BM

■ Attribution de subvention au profit de l'association APERS - Approbation d'une convention MET 17/3104/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'APERS est une association créée en 1980 qui est agréée par le Ministre de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en œuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur les Conseils de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc Bel Air, Gardanne, Peyrolles-en-Provence, Trets, Vitrolles), du Pays de Martigues (Martigues) et du Pays Salonais (Salon de Provence, Berre l'Etang). Il s'agit de mettre à disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence et dans d'autres structures du territoire concerné (Aix-en-

Provence, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire

Afin de pouvoir continuer à oeuvrer sur les Territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 99 400 €.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 74 400 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 10 000 euros pour Territoire du Pays Salonais
- 15 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 99 400 € à l'association APERS.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association APERS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole et se répartissent comme suit :

- 74 400 euros sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.
- 10 000 euros sur l'Etat spécial du Territoire du Pays Salonais.
- 15 000 euros sur l'Etat spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-1691/17/BM

**■ Attribution de subvention au profit du Conseil Départemental d'Accès au Droit 13 - Approbation d'une convention
MET 17/3105/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale placé sous la présidence du Président de Tribunal de Grande Instance de Marseille. Cette structure réunit différents acteurs qui oeuvrent pour l'accès au Droit dans le département : les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, ...), les collectivités locales en charge des politiques sociales, les associations spécialisées et l'État.

Dans le cadre de ses missions, le CDAD 13 organise des permanences de consultations juridiques d'avocats, de notaires et d'huissiers. Les personnes qui consultent ont accès gratuitement à ces permanences aux heures et jours prévus, sans ou avec prise de rendez-vous.

Ce dispositif d'accès au Droit concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Vitrolles) et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues, Port-de-Bouc). Il se développe au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence, ainsi que dans celle du Pays de Martigues et se décline également sous forme de permanences dans d'autres structures des territoires concernés.

Afin de pouvoir continuer à oeuvrer sur les Territoires concernés, le CDAD 13 sollicite de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 42 571 euros.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 33 790 euros sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 euros sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Que la volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Conseil Départemental d'Accès au Droit 13 une subvention d'un montant total de 42 571 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec le CDAD 13

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Les crédits se décomposent comme suit :

33790 euros pris en charge par l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix;

8 781 euros prix en charge par l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-1692/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association SOS Femmes 13 - Approbation d'une convention MET 17/3106/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

SOS Femmes 13 est une association créée en 1976 oeuvrant à la lutte contre les violences conjugales. Dans le cadre de ses missions, SOS Femmes 13 assure :

- sur le Territoire du Pays d'Aix : La mise en œuvre des permanences d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violence (Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis, Gardanne, Bouc-Bel-Air) ; l'animation du réseau, sur cette thématique, des institutionnels et des professionnels du secteur social et de la santé (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne) ; la participation au protocole de lutte contre les violences conjugales mis en place par le Parquet d'Aix-en-Provence.
- sur le Territoire du Pays de Martigues : La gestion d'une structure d'accueil, lieu d'écoute et d'accompagnement des victimes de violence conjugale (Port-de-Bouc), avec huit places d'hébergement d'urgence.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, SOS Femmes 13 sollicite de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 44 000 euros.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 32 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 12 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent,

à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association SOS Femmes 13 une subvention d'un montant total de 44 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association SOS Femmes 13.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole.

Les crédits sont répartis comme suit :

- 32 000 euros pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- 12 000 euros pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-1693/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association d'Accès et de Maintien Au Logement (ADAMAL) - Approbation de la convention pluriannuelle d'objectifs

MET 17/3111/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'association A.D.A.M.A.L. (Association D'Accès et de Maintien Au Logement) a notamment pour objet d'accompagner toute personne

éprouvant des difficultés, en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, à l'accession ou au maintien dans un logement décent, indépendant et adapté. Elle souhaite promouvoir toute sorte de logement répondant à cet objectif, et également favoriser l'hébergement des jeunes notamment par la gestion de foyers de jeunes travailleurs ou de résidences sociales.

L'association utilise l'ensemble des dispositifs permettant l'accès ou le maintien au logement, et met à disposition du public en difficulté un accompagnement social personnalisé.

L'association envisage, pour 2017, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2017.

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à l'association A.D.A.M.A.L. une subvention pour l'exercice 2017 d'un montant total de 50 000 €. Il est précisé que la subvention attribuée se répartit comme suit :

- Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : 40 000 €,
- Conseil de Territoire du Pays Salonais : 10 000 €.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans une convention pluriannuelle d'objectifs, le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'association A.D.A.M.A.L. souhaite accompagner toute personne en difficulté à l'accession ou au maintien dans un logement décent ;
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2017 afin de mener à bien ses objectifs ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association D'Accès et de Maintien Au Logement (A.D.A.M.A.L.) d'un montant de 50 000 € pour 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs ci-annxée relative à l'octroi d'une subvention à l'Association D'Accès et de Maintien Au Logement au titre de l'exercice 2017.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2017, chapitre 65, nature 6574 et sont répartis comme suit :

- Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : 40 000 €
- Conseil de Territoire du Pays Salonais : 10 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-1694/17/BM

■ Demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires dans le cadre du contrat de ville du Pays de Martigues MET 17/3058/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certaines des opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il a été proposé par l'État aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, au Conseil Régional, Départemental et à d'autres partenaires. Les politiques publiques qui devront être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé et de prévention de la délinquance, ...

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence propose deux actions concourant au développement de la citoyenneté en direction des jeunes :

- Animations Droit et Citoyenneté 2017 : faire participer des élèves de primaire du territoire du Pays de Martigues à des animations relatives à l'Éducation au Droit et à la Citoyenneté et les sensibiliser aux notions de droit, devoir, égalité, respect, ...

- Concours Citoyenneté 2017 : faire participer des élèves sous forme de concours, à la conception d'un travail sur le sujet « Nous, futurs citoyens » sur des supports libres (vidéos, chansons, diaporamas, BD,

brochures...) et aborder au cours de ce travail les notions de citoyenneté, transmissions de savoirs, devoirs citoyens,...

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 19 000 euros TTC. Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	14.7 %	2 800€
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	27%	5 200€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme d'actions 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette de 2 800 euros sera constatée au budget de la Métropole au Chapitre 74 Nature 7401 Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-1695/17/BM

**■ Demande de subvention auprès de l'Etat au titre du dispositif "Dotation de soutien à l'investissement" (DSIL) pour des travaux de rénovation thermique et développement d'infrastructures en faveur de la mobilité sur les bâtiments de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence situés sur le territoire Istres-Ouest Provence
MET 17/3100/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de réaliser des travaux répondant aux champs d'intervention suivants :

- « rénovation thermique »
- « développement d'infrastructures en faveur de la mobilité »

Ces travaux sont destinés d'une part à diminuer la consommation énergétique des bâtiments publics anciens ou des constructions nouvelles et d'autre part à développer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite au sein des bâtiments recevant du public.

Les travaux faisant l'objet de la demande de subvention comprennent la reprise d'étanchéité, le remplacement de menuiseries ainsi que l'aménagement d'espaces PMR.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 049 998 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
ETAT (DSIL)	45,00 %	472 499,00
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	55,00 %	577 499,00
TOTAL	100%	1 049 998,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de rénovation thermique et de développement des infrastructures en faveur de la mobilité sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne,

du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

Est sollicitée une aide financière auprès de l'État pour le financement de cette opération dans le cadre du dispositif « Dotation de soutien à l'investissement local ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement, pour leur part respective, sur l'Etat Spécial de territoire.

En dépense, chapitre 4581175009, nature 4581175009, opération 2017500900, chapitre 4581175010, nature 4581175010, code opération 2017501000, sous politique Culture et Sport – Autorisations de programme 175151 et 175152.

Chapitre 4581175035 nature 4581175035, opération 2017503500, politique « Gestion de l'Administration » - Autorisation de programme 17501A et en recette chapitre 13 et nature 1311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-1696/17/BM

**■ Demande de subventions pour la mise en oeuvre du programme de travaux prévus en 2018 de Défense des Forêts Contre l'Incendie dans le cadre des Plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes et Trévaresse
MET 17/2993/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Comme chaque année, le Pays d'Aix établit, en s'appuyant sur la contribution des Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense des Forêts

contre l'Incendie (DFCI) à réaliser dans les secteurs qu'elle gère conformément aux plans de massifs.

Lanciers, l'Arbois (depuis 2016), la Chaîne des Côtes – Trévaresse et les Quatre Termes.

Ces programmations comprennent des travaux de :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Le montant total des interventions proposées pour l'année 2018 est de **588.858,06 € TTC**.

Les services affectés au Territoire du Pays d'Aix en assurent la maîtrise d'ouvrage, après validation de ce programme.

Six massifs forestiers sont concernés à ce jour par ce dispositif : le Montaiguët (avec intégration en 2014 de Gardanne), le Régagnas-Monts Auréliens (avec intégration en 2014 de Gréasque), le Pas des

Programme de travaux à réaliser dans le cadre du Plan de Massif du Régagnas - Monts Auréliens (communes de Trets, Fuveau, Peynier, Gardanne et Gréasque), pour un montant hors taxe de 99.700,00 €

<u>Projets prioritaires 2018</u>					
Localisation	Désignation chantier	Surface Linéaire	P.U (€)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Peynier	Interface « Marignon »	8 ha	1.550,00	12.400,00	14.880,00
Gardanne	Interface « Les Giboux »	14,4 ha	1.550,00	22.320,00	26.784,00
Peynier	Réfection Piste RE 105	1.000 ml	12	12.000,00	14.400,00
Sous-Total « projets prioritaires »				46.720,00	56.064,00
<u>Projets secondaires 2018</u>					
Peynier	Éclaircie Poublaveau Nord	21,6 ha	1.550,00	33.480,00	40.176,00
Gardanne	Surlargeur de BDS « GA 208 »	5 ha	1.500,00	7.500,00	9.000,00
Peynier	Réfection Piste RE 106	1000 ml	12,00	12.000,00	14.400,00
Sous-Total « projets secondaires»				52.980,00	63.576,00
<u>TOTAL</u>				99 700,00	119 640,00

Programme de travaux à réaliser dans le cadre du Plan de Massif du Montaiguet et les collines environnantes (communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Meyreuil), pour un montant hors taxe de 84.130,00 €

<u>Projets prioritaires 2018</u>					
Localisation	Désignation chantier	Surface Linéaire	P.U (€)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Bouc Bel Air	Interface Sainte Anne	6,4 ha	1.650,00	10.560,00	12.672,00
Aix-en-Provence	Mère de Dieu Brûlée 2	6,6 ha	1.650,00	10.890,00	13.068,00
Sous-Total « projets prioritaires»				21.450,00	25.740,00
<u>Projets secondaires 2018</u>					
Aix-en-Provence	Sud Château du Diable	23 ha	2.360,00	54.280,00	65.136,00
Aix-en-Provence	Réfection Piste MT 103	700 ml	12,00	8.400,00	10.080,00
Sous-Total « projets secondaires»				62.680,00	75.216,00
<u>TOTAL</u>				84.130,00	100.956,00

Programme de travaux à réaliser dans le cadre du Plan de Massif du Pas des Lanciers (communes de Cabriès et des Pennes-Mirabeau) et de l'Arbois (communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles et Ventabren), pour un montant total HT de 107.955,05 €

<u>Projets prioritaires 2018</u>					
Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	P.U (€)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Ventabren	Trou du Loup	4,8	2.300,00	11.040,00	13.248,00
Aix-en-Provence	Meynes Nord	6,7	2.300,00	15.410,00	18.492,00
Aix-en-Provence	Les Vences	8,6	2.400,00	20.640,00	24.768,00
Cabriès	Plaine des Tisserands sud	10,3	2.300,00	23.690,00	28.428,00
Sous-Total « projets prioritaires »				70.780,00	84.936,00
<u>Projets secondaires 2018</u>					
Cabriès	Plaines d'Arbois	15,6	1.454,17	22.685,05	27.222,06
Cabriès	Le Couladou	6,3	2.300,00	14.490,00	17.388,00
Sous-Total « projets secondaires »				37.175,05	44.610,06
<u>TOTAL « Travaux 2018 »</u>				107.955,05	129.546,06

Programme de travaux à réaliser dans le cadre du Plan de Massif de la Chaîne Des Côtes - Trévaresse (communes d'Aix-en-Provence, Meyrargues, Saint-Cannat, Venelles, Rognes, Le Puy- Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, La Roque d'Anthéron et Lambesc), pour un montant total HT de 100.890,00 €

<u>Projets prioritaires 2018</u>					
Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	P.U (€)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Le Puy-Ste-Réparate	Saint-Canadet	12,5	1.900,00	23.750,00	28.500,00
Rognes	Pie Fouquet	11	1.900,00	20.900,00	25.080,00
La Roque d'Anthéron	Gontard / D561a	12	1.900,00	22.800,00	27.360,00
Sous-Total « projets prioritaires »				67.450,00	80.940,00
<u>Projets secondaires 2018</u>					
Rognes	Les Cauvins	8,6	1.900,00	16.340,00	19.608,00
Lambesc	Tense	9	1.900,00	17.100,00	20.520,00
Sous-Total « projets secondaires »				33.440,00	40.128,00
<u>TOTAL « Travaux 2018 »</u>				100.890,00	121.068,00

Programme de travaux à réaliser dans le cadre du Plan de Massif des Quatre Termes (communes de Coudoux, Ventrabren, Eguilles, Saint-Cannat (Sud) et Lambesc (Sud)), pour un montant total HT de 98.040,00 €

<u>Projets prioritaires 2018</u>					
Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	P.U (€)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Saint-Cannat/ Eguilles	Interface complémentaire Bord D17	16,4 ha	1.800,00	29.520,00	35.424,00
Coudoux	Interface Bastide d'Astre sud	6,4 ha	1.800,00	11.520,00	13.824,00
Ventabren	Interface BDS piste QT 109	20 ha	1.800,00	36.000,00	43.200,00
Sous-Total « prioritaire »				77.040,00	92.448,00
<u>Projets secondaires 2018</u>					
Eguilles	Éclaircie – Les Vernes	10,5	2.000,00	21.000,00	25.200,00
Sous-Total « secondaire »				21.000,00	25.200,00
<u>TOTAL « Travaux 2018 »</u>				98.040,00	117.648,00

Le montant total des travaux programmés est donc de :

Programme de travaux 2018	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
<u>Projets prioritaires 2018</u>	
Massif du Régagnas	46.720,00
Massif du Montaiguët	21.450,00
Massifs de l'Arbois et Pas des Lanciers	70.780,00
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	67.450,00
Massif des Quatre Termes	77.040,00
Sous total 1	283.440,00
<u>Projets secondaires 2018</u>	
Massif du Régagnas	52.980,00
Massif du Montaiguët	62.680,00
Massifs de l'Arbois et Pas des Lanciers	37.175,05
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	33.440,00
Massif des Quatre Termes	21.000,00
Sous total 2	207.275,05
Total HT	490.715,05 €
TVA (20 %)	98.143,01 €
<u>TOTAL TTC</u>	<u>588.858,06 €</u>

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 490.715,05 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Europe, État, Région, Département « CFM 2017 » (répartition déterminée par les financeurs annuellement, opération par opération)	80 %	392.572,04 €
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	20%	98.143,01 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : demande de subvention pour la mise en oeuvre du programme de travaux DFCI 2018 dans le cadre des Plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes et Trévaresse.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, du Conseil Régional Provence Alpes Côtes d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et des services de l'État, la DDTM (Guichet Unique) étant chargée d'instruire les dossiers, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2018 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur les lignes 1317/76 pour la DDTM ; 1312/76 pour la Région ; et 1313/76 pour le Département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-1697/17/BM

■ Demande de subvention pour le programme de Restauration des Terrains Incendiés à la suite des incendies de cet été sur le Territoire du Pays d'Aix MET 17/2891/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le cumul des surfaces brûlées par les incendies, en 2016, dans les Bouches-du-Rhône, n'avait jamais atteint un tel niveau depuis l'été 1990. Cet été 2016, ce sont 4.500 ha d'espaces naturels qui ont brûlé sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Des travaux de réhabilitation de ces espaces naturels touchés par les incendies sont à réaliser. Ces travaux de réhabilitation en milieu naturel sont appelés « Restauration de Terrains Incendiés » (RTI). Ils sont à différencier des dégâts subis par les zones urbaines (bords de route, ronds-points...) ou aux interfaces habitat/espace naturel qui sont concernées, en principe, par les Obligations Légales de Débroussaillage (OLD).

Quatre incendies ont brûlé des surfaces supérieures à 300 ha sur le territoire métropolitain cet été :

Date	Commune de départ	Superficie incendiée (ha)
10/08	Rognac	2.663,00 ha
10/08	Fos-sur-Mer	1.018,00 ha
15/07	Ensuès la Redonne	400,00 ha
05/09	Marseille	303,20 ha

* dont l'essentiel de la surface incendiée est situé sur le Pays d'Aix : 2.493,5 ha

La Métropole est compétente en matière de protection et mise en valeur du patrimoine naturel et des espaces forestiers sur plusieurs Conseils de Territoires touchés par les incendies.

Les travaux dits de « Restauration de Terrains Incendiés » (RTI) relèvent donc de sa responsabilité. Certains territoires disposent également d'actions RTI au sein de la compétence « forêt » qu'ils exerçaient jusqu'au 1^{er} janvier 2016.

C'est le cas, en particulier, du Pays d'Aix et du Pays Salonais, touchés par l'un des incendies désastreux du 10 août 2016.

Cet incendie s'est produit sur une des zones emblématiques du territoire métropolitain (espace économique, ligne TGV, protection Natura 2000, proximité de zones urbanisées en sous-bois et en bordure de périmètre).

Cet espace est partagé en deux par la route départementale n° 9, empruntée chaque jour par de très nombreux automobilistes. Il est constitué de garrigues pour la partie nord et de peuplements adultes de pins d'Alep sur sa partie sud.

Ces boisements nécessitent une intervention sylvicole visant à réduire la biomasse encore sur pied afin de limiter les risques sanitaires et d'érosion (développement d'insectes pathogènes et décapage superficiel du sol par les pluies sur les zones de pentes).

Il convient donc d'entreprendre des travaux RTI dans les meilleurs délais afin d'envisager, dans un même temps, une commercialisation, à minima (vente au poids), des bois brûlés.

Ces opérations permettront d'aider à une rapide colonisation de l'espace naturel par les essences locales pionnières. Elles sont de portées moyennes à longs termes.

Descriptions des travaux RTI :

Les travaux RTI n'ont pas vocation à être réalisés sur l'ensemble des espaces naturels parcourus par les feux. La végétation et la faune vont recoloniser progressivement les terrains incendiés dès les pluies de cet automne.

Au vu des surfaces impactées (4.500 ha), les efforts doivent être concentrés sur des secteurs prioritaires identifiés à partir de quatre critères d'intervention :

- espaces naturels à caractère boisés (les landes et garrigues basses ne seront pas traitées)
- sécurisation des secteurs naturels fréquentés : bords de pistes DFCI, sentiers...
- diminution de l'érosion des sols suite à la disparition du couvert végétal dans les secteurs pentus
- diminution du traumatisme des riverains en traitant les espaces naturels à impact paysager fort (co-visibilité, notamment depuis les voies circulantes et les zones bâties).

Conformément à sa compétence, le Territoire du Pays d'Aix n'interviendra pas dans les secteurs soumis à des Obligations Légales de Débroussaillage (OLD), ni dans les forêts soumises au régime forestier, dont la mise en œuvre est assurée par l'Office National des Forêts (article L221-2, Code forestier). En dehors de ces secteurs, et conformément aux critères d'intervention précédents, l'autorisation des propriétaires privés concernés par les travaux en espace naturel sera demandée préalablement à l'intervention.

Concernant l'incendie du 10 août 2016 parti de Rognac (2.663 ha brûlés), il est proposé que les travaux soient portés par les Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Salon, chacun sur son territoire.

Aspects financiers :

Pour le feu de Rognac (feu du plateau de l'Arbois), l'estimatif des travaux à réaliser sous maîtrise d'ouvrage du Conseil de Territoire du Pays d'Aix se chiffre ainsi :

	Commune	Lieu-dit	Surface	Prix HT (€)
Tranche 1 Année 2017	Vitrolles	Stadium 1	17 ha	37.400,00 €
	Vitrolles	Cadenières 1	9 ha	19.800,00 €
	Vitrolles	Infernet	24 ha	52.800,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Voilerie	24 ha	52.800,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Bellepeire	10 ha	22.000,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Les Barnouins	8 ha	17.600,00 €
		Total tranche 1	92 ha	202.400,00 €
	Vitrolles	Stadium 2	21 ha	46.200,00 €

Tranche 2 Année 2018	Vitrolles	Cadenières 2	6 ha	13.200,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Cité Haute Provence	9 ha	19.800,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Grande Colle	6 ha	13.200,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Piste CB231	12 ha	26.400,00 €
	Les Pennes-Mirabeau	Pas des Broquettes	8 ha	17.600,00 €
		Total tranche 2	62 ha	136.400,00 €
		TOTAL HT	154 ha	338.800,00 €
		TOTAL TTC	154 ha	406.560,00 €

Lors du Conseil de Métropole du 19 septembre 2016, les élus métropolitains ont montré leur solidarité envers les communes touchées par le feu par la mise en place d'une aide exceptionnelle aux communes concernées par les incendies de forêt à hauteur de 1.000.000 €.

Dans la continuité, et conformément à l'exercice de ses compétences sur les Territoires concernés, il est proposé que la Métropole inscrive au Budget Primitif des crédits destinés aux travaux RTI décrits précédemment pour un montant de 338.800 € HT soit 406.560 € TTC.

D'autres recettes pourront être sollicitées auprès des subventionneurs habituels dans le cadre des financements spécifiques aux opérations RTI : Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, aux taux de participations financières retenus par ces collectivités territoriales.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 338.800 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	50 %	169.400 euros
Conseil Régional PACA	30 %	101.640 euros
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	20 %	67.760 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et des services de l'État, la DDTM (Guichet Unique) étant chargée d'instruire les dossiers, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur les lignes 1317/76 pour la DDTM ; 1312/76 pour la Région ; et 1313/76 pour le Département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-1698/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Etat pour l'animation Natura 2000 pour le Grand Site Sainte-Victoire

MET 17/2886/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Montagne Sainte-Victoire bénéficie de deux classements dans le cadre du réseau européen Natura 2000.

D'une part, le site FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite directive oiseaux ; d'autre part, le site FR 9301605 « Montagne Sainte-Victoire », Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite directive habitats.

La ZPS s'inscrit sur le territoire de 11 communes autour de la montagne Sainte-Victoire, soit une superficie de 15.500 ha. La ZSC s'inscrit sur le territoire de 17 communes autour des massifs Concors, Vautubières, montagne d'Artigues, Sainte-Victoire et forêt de Peyrolles, soit une superficie de 32.700 ha.

Ces deux sites, plus vastes espaces boisés des Bouches-du-Rhône, abritent de nombreux habitats naturels et espèces caractéristiques des milieux méditerranéens. Les enjeux principaux portent sur l'importance du massif de Sainte-Victoire pour la conservation des rapaces et oiseaux rupestres, la banalisation écologique des milieux du fait de la recolonisation de la forêt et du déclin des activités agro-pastorales, la compatibilité de la fréquentation avec la pérennité des habitats naturels et des espèces patrimoniales.

Les deux sites ont fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) par le Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire (Grand Site Sainte-Victoire). Ce document a été officialisé par arrêté préfectoral en juillet 2007. Il retient comme objectifs prioritaires :

conserver les pelouses sèches des massifs, augmenter la superficie de chênaies âgées, maintenir les zones de nidification et d'alimentation pour les rapaces et les oiseaux rupestres, promouvoir les activités sylvicoles et agricoles favorables à la préservation des milieux et espèces, assurer la compatibilité des activités récréatives avec la protection de la biodiversité.

Le Grand Site Sainte-Victoire assurait, depuis 2007, l'animation de la démarche Natura 2000 sur les deux sites. Cela se concrétisait par la mise en œuvre des actions suivantes :

- mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ;
- mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ;
- assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ;
- amélioration des connaissances et du suivi scientifique ;
- réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ;
- soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ;
- gestion administrative, financière ;
- organisation des comités de pilotage ;
- mises à jour et/ou révision du DOCOB ;
- suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

Une convention financière, signée avec Monsieur le Préfet, assure le financement à 100 % de cette opération pour la période 2015-2018.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le Grand Site Sainte-Victoire a été intégré dans la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ce qui a entraîné la reprise de ses activités par le Territoire du Pays d'Aix. Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substitue au Syndicat Mixte dissous et délibère sur la reprise de la convention d'animation du site avec le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Le programme prévisionnel, associé à cette démarche pour la période 2017-2018, est le suivant :

Nature de la prestation Animation juin 2017 - mai 2018	Dépenses prévisionnelles
<u>Chef du service patrimoine naturel (38 % équivalent temps plein)</u>	20.000€
<u>Technicien patrimoine naturel (50 % équivalent temps plein) :</u>	20.000€
TOTAL DES DEPENSES	40.000 €

Financement de l'opération d'animation :

- État (100 %) : 40.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire transférant l'ensemble de ses biens, droits et obligations à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'animation Natura 2000 notifiée au Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire le 16 septembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, d'animation des sites FR9310067 et FR 9301605 « Montagne Sainte-Victoire ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-1699/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain lieudit Talan auprès de la SAFER à Châteauneuf-les Martigues
MET 17/2832/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui fait de la préservation des espaces ruraux un enjeu majeur, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé par délibération URB 004-1157/07 du 17 décembre 2007, la mise en œuvre d'un programme d'actions comportant un volet foncier en faveur du maintien d'une agriculture durable afin de répondre aux attentes de l'ensemble des acteurs locaux : agriculteurs et gestionnaires de l'espace.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, un dispositif foncier a dont été mis en place en partenariat avec la SAFER permettant ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acquérir du foncier agricole.

Cette action, par ailleurs a été renforcée par le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) qui confirme la nécessité de poursuivre ce dispositif foncier mis en place en partenariat avec la SAFER.

Ainsi par délibération AEC 005-1016/10/CC du 25 mars 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé la convention d'intervention foncière CIF conclue avec la SAFER pour une durée de trois ans et définissant les

modalités de la mise en oeuvre du service que la SAFER peut apporter à la collectivité.

Afin de poursuivre ce partenariat, un second avenant de prorogation de cette convention a été approuvé par délibération n° ENV 003-977/16/BM du 17 octobre 2016 portant ainsi la durée de celle-ci au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, par délibération AEC 005-244/12/CC du 26 mars 2012, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé la convention d'aménagement rural (CAR) qui s'appuie sur un ensemble de dispositifs d'animation, techniques et financiers destinés à orienter l'activité foncière et dont la prorogation pour une nouvelle durée de trois ans a été approuvée par délibération AEC 004-1117/15/CC du 3 juillet 2015.

En application de ces conventions, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est d'ores et déjà propriétaire d'un tènement agricole d'une superficie de 7 ha 81 a et 89 ca dénommé l'îlot Bricard, situé à la confluence de trois communes ; Châteauneuf-les-Martigues, Gignac-la-Nerthe et Marignane, destiné à accueillir deux exploitants agricoles dans le cadre d'un bail rural à long terme en cours de réitération en la forme authentique.

Dans la continuité du remembrement de l'îlot Bricard, la SAFER a acquis par acte du 18 novembre 2016 une parcelle en nature de terre en friche d'une superficie de 3 937 m², cadastrée sous le n° 20 de la section AY de Châteauneuf-les-Martigues. Le remembrement de ce foncier permettra de poursuivre la restructuration d'un tènement cohérent de 10 251 m² d'ores et déjà détenu par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de maintenir la vocation agricole du bien.

Ainsi, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à mettre à disposition de la SAFER PACA, l'îlot ainsi constitué afin de le donner à bail à un exploitant agricole agréé par la SAFER.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de l'acquisition, auprès de la SAFER, de la parcelle de terrain cadastrée sous le n° 20 de la section AY de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 3 937 m² moyennant le prix de 18 950 euros (dix-huit mille neuf cent cinquante euros) hors frais de portage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Le Code Rural ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-1703/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'un dispositif partenarial a été engagé entre la SAFER et Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique agricole de la Métropole ;
- Que l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de la SAFER de la parcelle cadastrée sous le n° 20 de la section AY de la commune de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 3 937 m² permettra de poursuivre la restructuration

d'un tènement cohérent de 10 251 m² d'ores et déjà détenu par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de maintenir la vocation agricole du bien par la mise à bail à un exploitant agricole ;

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite accompagner une agriculture en circuit court.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'engage à acquérir auprès de la SAFER la parcelle cadastrée sous le n° 20 de la section AY de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 3 937 m² pour un montant global de 18 950 euros (dix-huit mille neuf cent cinquante euros) hors frais de portage, se décomposant de la manière suivante : 16 000 euros de valeur vénale et 2 950 euros (deux mille neuf cent cinquante euros) de rémunération SAFER et de frais d'acte notarié.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 - Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-1700/17/BM

■ Mise en oeuvre de la convention d'intervention foncière du Pays d'Aix - Intervention sur la commune de Jouques MET 17/2815/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER votée le 29 octobre 2015, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Il s'agit d'une préemption avec révision de prix qui concerne la commune de Jouques :

- Parcelle(s) : G 491 ;
- Surface : 75 ares 18 centiares.

La convention d'intervention foncière prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant la vente d'une parcelle avec révision de prix sur la commune de Jouques :

- Parcelle(s) : G 491 ;
- Surface : 75 ares 18 centiares ;

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 22 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 850 € (frais de notaire en sus) que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente d'une parcelle sur la commune de Jouques,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet de la préemption en révision de prix sur la commune de Jouques dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Service de l'agriculture 6312/611 qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cadre de vie,
 traitement des déchets, eau et
 assainissement"**

DEA 001-1701/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Réseaux et Travaux Publics (RTP) relatif au marché 11/199
 MET 17/2551/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise RTP a été attributaire du marché n° 11/199 relatif aux travaux d'extensions, de rénovations et d'interventions urgentes sur le réseau sanitaire de la ville de Marseille.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé pour une durée d'un an à compter de sa notification et renouvelable expressément trois fois un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Ce marché possède un montant annuel minimum fixé à un million d'euro hors taxe (1 000 000 € HT) et un montant annuel maximum fixé à trois millions d'euro hors taxe (3 000 000 € HT).

Durant l'exécution du marché (du 8 décembre 2011 au 7 décembre 2015) le montant annuel minimum n'a pas été atteint pour les deux dernières années.

Pour ce motif, l'entreprise RTP a adressé une demande d'indemnisation d'un montant de 36 664,00 € HT soit 43 996,80 € TTC valant mémoire en réclamation sur la base de l'article 16.2 du CCAG Travaux.

Au regard des éléments avancés, et afin de prévenir tout contentieux, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise RTP, les parties se sont rapprochées pour tenter de formaliser un accord amiable, en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, qui a été accepté par celles-ci. Le CCIRAL n'a donc pas été saisi.

Il est donc proposé par la présente délibération, après concessions réciproques, d'adopter le protocole transactionnel ci-joint qui ramène la réclamation de l'entreprise RTP à 16 246,90 euros HT soit 19 496,28 euros TTC.

Réclamation	Demande initiale en € HT	Montant de l'accord en € HT
Demande 1 : Perte de marge	10 577,00 €	4 395,26 €
Demande 2 : Coût du personnel	26 087,00 €	11 851,64 €
Total	36 664,00 €	16 246,90 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l'entreprise RTP

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle avec l'entreprise RTP afin de régler les sommes restant dues au titre du marché 11/199.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur un montant indemnitaire de 16 246,90 euros HT soit 19 496,28 euros TTC au titre du marché susvisé

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'assainissement : Opération 2015/00059 – Sous-Politique F110 – Nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-1702/17/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire relatif à la régularisation du paiement de factures sur la commune du Rove pour des prestations de 2016 liées à la compétence pluviale
MET 17/2765/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

A compter du 1^{er} janvier 2001, la compétence relative au service public de l'eau et de l'assainissement a été transférée de plein droit à la Communauté Urbaine, par application des dispositions de l'article L 5215-20-5^{du} Code Général des Collectivités Territoriales.

La Communauté Urbaine et depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure depuis cette date la gestion de l'ensemble des réseaux d'eau potable et d'assainissement des Communes membres. Toutefois, dans le cadre de ce transfert de compétence la gestion des eaux pluviales est restée à la charge des communes.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 4 décembre 2013 disposant «—[...] que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était vue transférer,

dès sa création, la compétence de la gestion des eaux pluviales... » impliquait de mettre fin à cette situation.

Pour l'année 2015, à titre transitoire, afin d'assurer la continuité du service public, il a été établi des conventions avec l'ensemble des communes du conseil de territoire de Marseille (hors Marseille) avec un objectif : une mission d'appui à la gestion du service des eaux pluviales. Cette convention prévoyait que les communes assuraient les prestations d'entretien courant et de gros entretien des réseaux et ouvrages pluviaux existants, jusqu'au 31 décembre 2015.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce la compétence pluviale.

Les marchés gérés par la commune du Rove n'ont pas été transférés à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

De ce fait, l'entreprise SIEMP a continué d'effectuer des prestations sur la commune du Rove durant l'année 2016.

Cependant, les marchés gérés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'ont pas été utilisés pour ces mêmes prestations sur l'exercice 2016.

Il convient donc de régulariser le paiement des prestations établies dans le cadre des marchés gérés par la commune du Rove.

Pour les années 2017 et suivantes, les marchés de cette commune ne seront plus utilisés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêt du Conseil d'Etat du 04 décembre 2013, Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°345614 ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de régulariser les sommes dues aux entreprises dans le cadre des prestations effectuées sur l'année 2016 relatives à la compétence pluviale sur la commune du Rove par un protocole indemnitaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la régularisation des prestations effectuées sur la commune du Rove pour un montant de 585.57€ HT soit 702.68€. Cette somme sera versée à l'entreprise SIEMP (n° siret : 068 800 267 00046)

Article 2 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé relatif à la régularisation du paiement des factures sur la commune du Rove pour des prestations 2016 liées à la compétence pluviale.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – F180 – 6156 – 3DEA. Cette somme sera versée à l'entreprise SIEMP. Cette somme sera versée à l'entreprise SIEMP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-1703/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Artelia Ville et Transport relatif au marché de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'extension biologique de la station d'épuration de Cassis
MET 17/3074/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Sogreah Consultants, devenue Artelia Ville et Transport, était titulaire du marché public de travaux n° 03/100, notifié le 30 juin 2003, relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'extension biologique de la

station d'épuration de Cassis, pour un montant de 173 964.00 euros HT.

Le marché de travaux (N° 04/206/CUMPM d'extension biologique de la station d'épuration de Cassis) a subi un retard de 203 jours à la suite de modifications de programme du maître d'ouvrage.

La durée de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage s'en est trouvée, de fait, prolongée.

Par courrier du 31 octobre 2012, la société Artelia Ville et Transport a fait parvenir un projet de décompte final prenant en compte :

- Le solde du marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ;
- L'application des révisions de prix correspondantes (3 195.34 € H.T.);
- Une réclamation relative à la prolongation de mission (14 000 € H.T.)

Le Décompte Général, notifié par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 14 février 2013, n'a pris en compte que le solde du marché restant dû hors révision et réclamation.

En effet la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a fait état de :

- la prescription quadriennale pour justifier le non-paiement des révisions de prix, relative à des prestations supplémentaires effectuées entre 2003 et 2007.
- l'absence de réserve sur les ordres de service notifiés à la société Sogreah Consultants afin de justifier le rejet de la demande indemnitaire.

Le non-paiement des charges subséquentes à la prolongation de mission, et des révisions de prix fait l'objet d'un différend entre la Société Artelia Ville et Transport et la Métropole d'Aix-Marseille- Provence.

La société ARTELIA Ville et Transport a saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges (CCIRAL), le 18 novembre 2014, en sollicitant le paiement des révisions de prix et la rémunération de la prolongation de mission pour un montant global de 17 195.34 euros HT.

Le CCIRAL, réuni le 25 novembre 2016, a rendu son avis le 20 décembre 2016 :

- la demande d'application des révisions de prix n'est pas prescrite,
En effet, compte tenu des diverses relances, le délai de prescription quadriennale n'était pas écoulé à la date du mémoire en réclamation de la société Artelia
- aucun ordre de service, notifié à la société Artelia Ville et Transport ne fait état de l'allongement de sa mission,

Le litige entre la société Artelia Ville et Transport et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable, par l'octroi à la société d'une somme de 17 195.34 euros H.T.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société Artelia Ville et Transport se sont rapprochées afin de tenter de formaliser un accord amiable dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques.

Dès lors, il a été convenu que l'indemnisation de la demande formulée par la société Artelia Ville et Transport, non encore réglée à ce jour, se ferait sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis du CCIRAL du 20 décembre 2016 ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à la société Artelia Ville et Transport.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle avec la société Artelia Ville et Transport.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur un montant indemnitaire de 17 195.34€ HT soit 20 634.41€ TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget annexe de l'assainissement – Opération 2003125500 – Sous-politique F130 – Nature 2315 – Code gestionnaire 3DEAA

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-1704/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération - Recherche d'eaux claires parasites - Réduction des rejets polluants au milieu naturel
MET 17/3001/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Les travaux relatifs à la réduction des rejets polluants au milieu naturel sont réalisés dans le cadre des travaux concessifs du contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Centre par le délégataire, le Service d'Assainissement Marseille Métropole.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée s'est engagée à travers le contrat d'agglomération à verser à la Métropole Aix-Marseille Provence 50% du coût des travaux soit 208 000€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération AGER002-608/13/CC du 31/12/2013 portant sur l'approbation du choix de la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement Marseille pour l'exploitation du service public d'assainissement zone centre ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « Recherche d'eaux claires parasites – Réduction des rejets polluants au milieu naturel »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « Recherche d'eaux claires parasites – Réduction des rejets polluants au milieu naturel » dont l'aide s'élève à 208 000 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110- Nature 13111 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-1705/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Réhabilitation du collecteur unitaire Boulevard Notre Dame - Amélioration qualité globale baie de Marseille

MET 17/3002/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système

d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 397 239€ HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération » : 198 619 euros (50%)

Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 198 620 euros (50%)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « réhabilitation du collecteur unitaire Boulevard Notre Dame – Amélioration qualité globale baie de Marseille »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « Réhabilitation du collecteur unitaire Boulevard Notre Dame – Amélioration qualité globale baie de Marseille » dont l'aide s'élève à 198 619€ HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-1706/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Réhabilitation de la conduite Port de la Pointe Rouge - Amélioration qualité des eaux de baignade
MET 17/3003/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 315 000€ HT, est le suivant :

Agence de l'eau RMC « Contrat d'agglomération » : 157 500,00 euros (50%)

Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 157 500,00 euros (50%)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «réhabilitation de la conduite Port Pointe Rouge – Amélioration qualité des eaux de baignade»

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération «réhabilitation de la conduite Port Pointe Rouge – Amélioration qualité des eaux de baignade» dont l'aide s'élève à 157 500€ HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-1707/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de baie de Marseille - Poste de relevage des eaux usées et réseaux associés à La Ciotat
MET 17/3005/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD014-927/15/CC le contrat de baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de six ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 349 805,60 € HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie » : 259 248,00 euros (19.21%)

Conseil Départemental 13 : 134 980,56 euros (10%)

Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 955 577,04 euros (70.79%)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération PEDD014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat de baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « Poste de relevage des eaux usées et réseaux associés – commune de La Ciotat »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « Poste de relevage des eaux usées et réseaux associés – commune de La Ciotat » dont l'aide s'élève à 259 248 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé

à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-1708/17/BM

■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation de conventions MET 17/2802/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 013-701/16/CM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a lancé le 30 juin 2016 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- agir sur le territoire d'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à savoir prioritairement : le Maghreb, l'Afrique noire francophone et subsaharienne, le Proche-Orient ;
- favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

32 dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 24 octobre 2016. Le montant total des projets s'élève à 13 808 738,40 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 3 639 633,40 €.

Le jury, composé de 9 membres (3 représentants des élus, 4 représentants de l'administration et 2 représentants de la SEMM) s'est réuni le 23 février 2017. 12 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 810 111,50 €, soit 23% du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets et les conventions de partenariat afférentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-001/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La délibération 10/5331/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013.
- La délibération n°DEA 013-701/16/CM du 30/06/2016 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La décision du jury en date du 23/02/2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite par cet appel à projets soutenir, sous la forme de subventions, des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.
- Que les projets retenus répondent aux objectifs fixés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux associations retenues conformément au tableau ci-joint pour une enveloppe globale de 810 111,50 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les conventions qui seront conclues avec les associations retenues.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau et de l'assainissement Sous Politique F170 et F110 - Nature 6743 – 3DEAE et 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-1709/17/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier les Hauts de Carlevan et constitution d'une servitude de passage en tréfonds nécessaires à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable à Allauch MET 17/2896/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune d'Allauch, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'eau et d'assainissement, souhaite procéder à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable au chemin de la Pauvre Bête.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit acquérir une parcelle de terrain de 14 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée BW 115 appartenant à la copropriété les Hauts de Carlevan de la commune d'Allauch.

A cet effet, il est constitué d'une servitude de passage en tréfonds pour la pose de deux canalisations.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de l'ensemble immobilier les Hauts de Carlevan acceptent de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 1 120 euros et 240 euros pour la servitude.

Cette acquisition a été approuvée par délibération n° DEA 024-1477/16/CM du 15 décembre 2016 reçue au contrôle de légalité le 18 janvier 2017.

Cependant, le plan sur lequel était représentée l'emprise à acquérir était erroné. Il y a lieu de retirer cette délibération et de soumettre à nouveau un protocole avec le plan modifié au vote des élus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- L'avis de France Domaine n° 2014-01V1483 du 5 juin 2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 14 m² et la constitution d'une servitude permettent la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération n° DEA 024-1477/16/CM du 15 décembre 2016.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- acquiert une emprise de terrain d'environ 14 m² à détacher de la parcelle BW 115 située chemin de la Pauvre Bête à Allauch moyennant une indemnité de 1 120 euros nécessaire à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable.
- et constitue une servitude de passage en tréfonds pour le passage de deux canalisations moyennant une indemnité de 240 euros.

Article 3 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015101300 – Nature 2111 – Sous Politique F170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-1710/17/BM

■ Renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération "réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat"

MET 17/3026/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau de collecte d'eaux usées de l'avenue Subilia est, par endroits, en mauvais état. Il reçoit les effluents du secteur nord de La Ciotat, dont ceux des avenues Guillaume Dulac et Emile Bodin.

A terme, il est en passe d'être saturé ainsi que le poste de refoulement dans lequel il se jette.

Il apparaît opportun de détourner une partie de ce débit en installant un poste de refoulement au niveau du carrefour des avenues Subilia, Gassion, Bodin et Dulac, et en modifiant en conséquence les réseaux associés.

Cet aménagement répond à la fois aux problèmes actuels et au développement urbain du secteur desservi.

Cette opération étant susceptible d'être éligible à subvention, il avait été approuvé par délibération AGER 026-191/115/CC du 28 mars 2011, la demande de subvention pour le financement de l'opération pour la réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat auprès des organismes compétents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 349 805,60 € HT, est le suivant :

Agence de l'eau RMC « Contrat de baie » :
259 248,00 euros (19,21%)

Conseil Départemental 13 : 134 980,56 euros (10%)

Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 955 577,04 euros (70,79%)

Cette demande n'ayant pu aboutir, et compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Bureau

d'approuver le renouvellement de cette demande de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- L'arrêt n°349614 du 4 décembre 2013 du Conseil d'Etat ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 026-191/11/CC du 28 mars 2011, portant sur l'approchant d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de financer l'opération « Réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat » ;
- Qu'afin de pouvoir disposer d'aides financières, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à renouveler la demande d'aide financière auprès des organismes compétents.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'accorder sa contribution, et à signer tout document y afférant pour l'opération « Réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer tout document et acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ce projet.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe de l'assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-1711/17/BM

■ Renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération "réalisation d'un Schéma Directeur du Territoire de Marseille-Provence des Eaux Pluviales" MET 17/3029/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la gestion des eaux pluviales. Par son arrêt n°349614 du 4 décembre 2013, le Conseil d'Etat a considéré qu'au titre de l'article I 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence relative à la gestion des eaux pluviales relevait de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, il est désormais nécessaire d'identifier et de recenser l'ensemble des problématiques liées au pluvial sur le territoire métropolitain et d'élaborer des réponses adaptées, soit au moyen de mesures réglementaires, notamment dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanisme, soit grâce à des aménagements structurants comme la réalisation de réseaux pluviaux ou de bassins de rétention. Par ailleurs, les opérations en question doivent être hiérarchisées en tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la collectivité.

L'élaboration d'un Schéma Directeur Communautaire des Eaux Pluviales fait partie des engagements pris

par Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise, signé le 29 octobre 2015. L'opération correspondante n°501 pour un montant prévisionnel de 2 millions d'euros TTC, tient compte des dépenses que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a déjà engagées notamment pour les levés topographiques sur les réseaux pluviaux.

Cette opération étant susceptible d'être éligible à subvention, il avait été approuvé par délibération PEDD 003-1628/15/CC du 21 décembre 2015 une demande de subvention pour le financement de l'opération pour la réalisation d'un Schéma Directeur du Territoire de Marseille-Provence des Eaux Pluviales auprès des organismes compétents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 155 590,64 € HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC : 577 795,32 euros (50%)

Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 231 118,13 euros (20%)

Conseil Départemental 13 : 346 677,19 euros (30%)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- L'arrêt n°349614 du 4 décembre 2013 du Conseil d'Etat ;
- Le Schéma Directeur Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Contrat de Baie de la Métropole marseillaise signé le 29 octobre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération PEDD 003-1628/15/CC du 21 décembre 2015
- L'information au Conseil de Territoire de Marseille- Provence du 29 mars 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de financer cette opération ;
- Qu'afin de pouvoir disposer d'aides financières, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à renouveler la demande d'aide financière auprès des organismes compétents.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, l'Agence de l'eau, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'accorder sa contribution, et à signer tout document y afférant pour l'opération « Schéma Directeur du Territoire de Marseille-Provence des Eaux Pluviales ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer tout document et acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ce projet.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal métropole 2017 et suivants - Sous politique : F180– Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-1712/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la mise en place d'un schéma d'alimentation en eau potable sur le territoire d'Istres Ouest Provence
MET 17/3060/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le territoire Istres-Ouest Provence est responsable de l'alimentation en eau potable de plus de 97 000 habitants. Aussi, l'intercommunalité doit s'assurer que le service est rendu dans des conditions réglementaires, techniques et financières satisfaisantes, tout en tenant compte des besoins du territoire.

L'objectif du territoire est de mettre en place un schéma directeur d'alimentation en eau potable déterminant les enjeux à venir sur la base de l'analyse la plus complète et la plus fiable possible des besoins actuels et futurs, de l'état, du fonctionnement des infrastructures et du service existant.

Ce schéma doit permettre d'établir un programme de travaux et de définir une doctrine opérationnelle de gestion des ressources et des infrastructures pour faire face de façon efficace et raisonnée aux besoins d'alimentation en eau potable de la collectivité à court, moyen et long terme.

Les principaux enjeux du schéma identifiés sont de :

- Sécuriser la ressource actuelle ;
- Rechercher les interconnexions et/ou les nouveaux captages à créer ;
- Sécuriser les ouvrages d'adduction ;
- Pérenniser le patrimoine de manière à maintenir ou améliorer les rendements.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Aide à la protection des milieux aquatiques » pour le financement de l'opération « Schéma directeur d'alimentation en eau potable » et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 300 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Conseil Départemental 13	30,00 %	90 000,00
Agence de l'Eau	50,00 %	150 000,00
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	20,00 %	60 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en place un outil de programmation et de gestion destiné à établir un état des lieux visant à identifier les problématiques et les besoins afin de prévoir les investissements et les travaux nécessaires sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Aide à la protection des milieux aquatiques » pour le financement de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, des communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Est sollicitée une aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement de cette opération dans le cadre du dispositif « Aide à la protection des milieux aquatiques ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget eau de la Métropole - Opération 2017502600 - Nature 21531.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole - Chapitre 13 - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-1713/17/BM

**■ Demande de subventions d'investissement relatives à des travaux de protection et anti-intrusion des sites de production et stockage d'eau potable sur le territoire du Pays Salonais
MET 17/3073/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la prévention des risques, de la protection et sécurisation des installations de production et de stockage d'eau potable, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire Pays Salonais a décidé de compléter ses dispositifs de surveillance afin de supprimer les risques de malveillance sur certains ouvrages de traitement ou de distribution d'eau potable.

Cette démarche s'inscrit dans la mise en conformité des périmètres de protection de captage, le renfort de protection des sites de production et stockage de l'eau potable et dans la sécurisation de l'alimentation en eau potable des habitants. Les travaux seront lancés sur l'année 2017.

Le programme de travaux présenté ci-dessous répond à ce besoin de mise en conformité et sécurisation, en accord avec les prescriptions réglementaires, et notamment les consignes de l'Agence Régionale de Santé de décembre 2015 relatives à l'application du niveau renforcé du plan Vigipirate pour les réseaux desservant plus de 5 000 habitants.

Les travaux consistent en l'installation d'un système complet de vidéo-protection et de contrôle d'accès sur 14 sites sensibles de captage, production, traitement et stockage, de l'eau potable non encore complètement équipés du Territoire du Pays Salonais. Les sites concernés sont :

Commune d'ALLEINS :
- Forage de la Barlatière

Commune de BERRE L'ETANG :

- Prise d'eau sur le canal de Marseille pour la station de filtration de Berre l'Etang située sur l'emprise communale de Coudoux

Commune d'EYGUIERES :

- Réservoir du Défend
- Forage (F1), Route de Salon
- Forage (F2), Route de Salon
- Forage (F3), Route de Salon

Commune de LA FARE LES OLIVIERS :

- Station de Filtration

Commune de ROGNAC :

- Surpresseur des Barjaquets
- Local Chlore – Station de filtration
- Réservoir d'Eau Traitée

Commune de MALLEMORT :

- Réservoir du Village
- Station de Pompage

Commune de SENAS :

- Forage de la Cabre

Commune de VELAUX :

- Station de filtration

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à :
97 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
Conseil Départemental 13 « Dispositif : Aide à la protection des milieux aquatiques – travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable »	97 000 €	30 %	29 100 €
Agence de l'Eau RMC « Accompagnement de la protection réglementaire des captages d'eau »	97 000 €	50 %	48 500 €
Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire Pays Salonais	97 000 €	20 %	19 400 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées à la section Investissement du budget Annexe Eau du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-1714/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise AICBAT dans le cadre de la construction d'un Centre Opérationnel des Collectes des Ordures Ménagères à Pertuis sur le Territoire du Pays d'Aix
MET 17/2806/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction du Centre Opérationnel de la Collecte des Ordures Ménagères à Pertuis (84), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté du Pays d'Aix, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise AICBAT pour l'exécution des travaux du lot n°5 « Revêtements de sols et murs » pour un montant de 30 593,10 € HT.

Le décompte général a été notifié à l'entreprise AICBAT le 6 juillet 2016 pour un solde créditeur de 1 790,45 € HT, soit 2 148,54 € TTC, dont 260,80 € HT de révision de prix.

Le groupement a présenté un mémoire en réclamation le 15 novembre 2016, demandant rémunération pour les travaux et frais suivants, à hauteur de 9 896,78 € HT :

- Travaux d'enduit d'étanchéité 5 141,98 € HT
- Piquetage de béton et prolongation du carrelage, plinthes et faïences supplémentaires : 3654,80 € HT
- Immobilisation en temps et matériel : 1 100 € HT

Après analyse du mémoire par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, il s'avère que le règlement d'une partie des travaux est justifié.

Après négociation entre les parties et dans leur intérêt réciproque, il est proposé de régler à l'amiable cette réclamation sur un montant négocié de 1 679,80 € HT, sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil afin d'éviter ainsi toute procédure contentieuse, l'entreprise renonçant par ailleurs de façon expresse à toute autre demande d'indemnisation.

Il est donc proposé d'accorder une indemnité à l'entreprise de 1 679,80 € HT soit 2 015,76 € TTC pour les travaux de faïences sur les bâti-supports des WC, les plinthes ainsi qu'une demi-journée de main d'œuvre pour reprises diverses, sachant que ce protocole vaudra solde de tout compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération 2013_B384 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant le marché de travaux n° 13M015 de l'entreprise AICBAT ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'entreprise AICBAT, portant indemnisation de prestations supplémentaires exécutées dans le cadre du marché de travaux n° 13M015.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole sur l'Autorisation de Programme n°467.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-1715/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'acquisition de colonnes d'apport volontaire pour le tri des déchets sur le territoire du Pays Salonais
MET 17/3078/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la collecte sélective des déchets recyclables en points d'apport volontaire sur le territoire du Pays Salonais, il est proposé l'acquisition de 225 colonnes de tri, pour les années 2017 à 2019, pour un coût estimé à 280 000 € HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi que du programme LIFE Intégré Déchets de l'Europe.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Plan de financement prévisionnel :

FINANCEURS	MONTANT SOLLICITE (Euros H.T.)	TAUX SOLLICITE
Conseil Départemental 13	140 000,00 euros	50%
Europe	84 000,00 euros	30%
Autofinancement	56 000,00 euros	20%
TOTAL	280 000,00 euros	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Acquisition de colonnes d'apport volontaire pour le tri des déchets sur le territoire du Pays Salonais.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne de l'Etat, du Conseil Régional PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre du Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux et du programme LIFE Intégré Déchets, de l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Opération « Equipements et

installations pour la Collecte » 2017300300 – Chapitre 13, 131 : dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-1716/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux études et travaux de réhabilitation des locaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence
MET 17/3079/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la réhabilitation des locaux sociaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence, il est proposé :

- réfection du bâtiment des vestiaires pour un coût estimé à 28 000 € HT.
- démolition et reconstruction du bâtiment de bureaux pour un coût estimé à 172 000 € HT.
- désamiantage pour un coût estimé à 80 000 € HT.
- études pour un coût estimé à 20 000 € HT.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 300 000 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi que du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local de l'Etat.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Plan de financement prévisionnel :

FINANCEURS	MONTANT SOLLICITE (Euros H.T.)	TAUX SOLLICITE
Conseil Départemental 13	150 000,00 euros	50%
Etat	90 000,00 euros	30%
Autofinancement	60 000,00 euros	20%
TOTAL	300 000,00 euros	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Etudes et travaux de réhabilitation des locaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre du Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux et du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Opération « Travaux sur centres de transfert » 2017300500 – Chapitre 13, 131 : dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7213

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-1717/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux études et travaux de mise en œuvre de décanteurs - déshuileurs sur les déchèteries de Rognac et de Pélissanne
MET 17/3080/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la mise en conformité des déchèteries du Territoire du Pays Salonais, il est proposé :

- la mise en œuvre d'un décanteur – déshuileur sur la déchèterie de Rognac pour un coût estimé à 68 061 € HT ;
- la mise en œuvre d'un décanteur – déshuileur sur la déchèterie de Pélissanne pour un coût estimé à 105 279 € HT ;
- des études pour un coût estimé à 15 000 € HT.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 188 340,00 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du programme LIFE Intégré Déchets de l'Europe ainsi que du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local de l'Etat.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Plan de financement prévisionnel :

FINANCEURS	MONTANT SOLLICITE (Euros H.T.)	TAUX SOLLICITE
Conseil Départemental 13	75 336,00 euros	40%
Europe	56 502,00 euros	30%
Etat	18 834,00 euros	10%
Autofinancement	37 668,00 euros	20%
TOTAL	188 340,00 euros	100%

les pourcentages sollicités auprès de l'Etat et du Conseil départemental seront susceptibles de varier l'un en fonction de l'autre afin d'optimiser les aides de ces partenaires, tout en respectant l'autofinancement minimum de 20%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Etudes et travaux de mise en œuvre de décanteurs – déshuileurs sur les déchèteries de Rognac et de Pélissanne.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, du Conseil Régional PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre du Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux, du programme LIFE Intégré Déchets, du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local et de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Opération « Amélioration du réseau de déchèteries » 2017300400 – Chapitre 13, 131 : dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7213..

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-1718/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare-les-Oliviers
MET 17/3085/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la réhabilitation de la déchèterie de La Fare-les-Oliviers, il est proposé l'opération suivante :

- Etude Diagnostic - Faisabilité pour un coût estimé à 8 000 € HT.
- Etudes complémentaires (Géotechnique, Topographique...) pour un coût estimé à 8 000 € HT.
- Mission de maîtrise d'œuvre pour un coût estimé à 16 000 € HT.
- Missions de contrôle technique et de sécurité et prévention de la santé pour un coût estimé à 5 000 € HT
- Travaux pour un coût estimé à 408 000 € HT.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 445 000 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi que du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local de l'Etat.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Plan de financement prévisionnel :

FINANCEURS	MONTANT SOLLICITE (Euros H.T.)	TAUX SOLLICITE
Conseil Départemental 13	222 500,00 euros	50%
Etat	133 500,00 euros	30%
Autofinancement	89 000,00 euros	20%
TOTAL	445 000,00 euros	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Etudes et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare-les-Oliviers.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre du Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux et du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Opération « Amélioration du réseau de déchèteries » 2017300400 – Chapitre 13, 131 : dépenses de subventions d'équipements transférables – Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Mer, Littoral et
Ports, protection et mise en
valeur des espaces maritimes et
naturels"***

MER 001-1719/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Office de la Mer
Marseille Provence pour les manifestations 2017 -
Approbation d'une convention
MET 17/2962/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des ports de plaisance. Avec une façade littorale de 53 ports de plaisance représentant près de 20 000 places, elle figure au premier rang des pôles de plaisance européens.

L'Office de la Mer « Marseille Provence » est une association « loi 1901 » créée en 1997. Cette association regroupe la plupart des acteurs maritimes de l'agglomération marseillaise, notamment des plaisanciers, des sportifs, des scientifiques, des plongeurs, des pêcheurs, des chefs d'entreprises liées à la mer et des passionnés de patrimoine maritime.

Ses missions principales consistent à :

- soutenir et coordonner toutes les initiatives tendant à développer les activités liées à la mer sur le littoral de l'agglomération métropolitaine,

- contribuer à la valorisation de ce territoire et de ses acteurs à travers l'organisation de manifestations telles que « Septembre en Mer » ou « Régate en vue ».

L'Office de la Mer constitue une chambre d'écho et une force de proposition au service de la collectivité. C'est aussi un centre de ressources, ouvert au grand public, destiné à mieux faire connaître la vie maritime et les acteurs locaux.

Par ailleurs, au-delà de ce rassemblement « d'experts maritimes », l'Office de la Mer est un acteur de terrain, fortement impliqué dans le développement des activités nautiques, tout en ayant le souci de la préservation de notre environnement marin.

Les activités de l'Office de la Mer sont conformes à celles que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer sur son territoire en matière de valorisation du milieu maritime.

En 2017, l'Office de la Mer souhaite organiser, comme chaque année, les manifestations « Septembre en Mer » et « Régate en vue ». Afin d'assurer la réussite

de ces projets, il est proposé de subventionner l'Office de la Mer pour un montant de 15 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-17/03/16 du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions menées par l'association correspondent aux activités que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer sur son territoire en matière de valorisation du milieu maritime ;
- L'intérêt de la Métropole de valoriser les activités de la plaisance sur son territoire et de promouvoir le potentiel de ses 53 ports.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'association « Office de la Mer Marseille Provence », pour l'organisation des manifestations « Septembre en mer » et « Régate en vue ».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association « Office de la Mer Marseille Provence ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Ports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence: Sous-Politique B220 – Nature 6743 – Code gestion = 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-1720/17/BM

■ Demande de subvention pour l'animation du site Natura 2000 "Garrigues de Lançon et chaines alentour" - Approbation d'une convention MET 17/3092/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9310069 « Garrigues de Lançon et chaines alentour » est une zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 Avril 1979, dite directive Oiseaux. Ce site fait partie du réseau européen Natura 2000 et des 15 sites Natura 2000 que compte la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

La ZPS s'inscrit sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur 21 communes entre la rive gauche de la Durance et le Nord de l'Etang de Berre, soit une superficie de 27 471 ha. Le périmètre de la ZPS est intégré dans sa totalité à celui de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce site, représentatif des paysages de Provence, abrite de nombreux habitats naturels et espèces caractéristiques des milieux méditerranéens. Les enjeux principaux portent sur l'importance des massifs pour la conservation des rapaces et oiseaux rupestres, la préservation des espaces ouverts mais également agricoles afin d'enrayer le déclin des activités agro-pastorales, la compatibilité de la fréquentation avec la pérennité des habitats naturels et des espèces patrimoniales.

Le site a fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) par l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance, aujourd'hui Territoire de la Métropole nommé Pays Salonais. Ce document a été officialisé par arrêté préfectoral du 14 octobre 2014. Il retient comme objectifs prioritaires : accroître la population nicheuse d'Aigles de Bonelli ; restaurer, maintenir et accroître les autres populations d'oiseaux rupestres et leurs habitats ; maintenir restaurer et

accroître l'avifaune des milieux ouverts naturels et leurs habitats ; garantir le maintien et les populations de l'avifaune agricole et leurs habitats ; préserver les populations de l'avifaune forestière et leurs habitats ; conserver les zones humides à forte valeur écologique (zones de nidification, de migration et d'hivernage).

Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a assuré depuis 2014 l'animation de la démarche Natura 2000 sur le site. Cela se concrétise par la mise en œuvre des actions suivantes : mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ; mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ; assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ; amélioration des connaissances et du suivi scientifique ; réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ; soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ; gestion administrative, financière ; organisation des Comités de Pilotage ; suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours de la ZPS « Garrigues de Lançon et chaines alentour », la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à travers le territoire du Pays Salonais candidate à nouveau, en tant que structure animatrice de ce site pour les trois années à venir, pour la période couvrant 2017 à 2020 soit du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2020.

Une délibération à cet effet est proposée au Conseil de la Métropole.

Il convient dans ce prolongement, de conclure une convention relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 ZPS FR9310069 Garrigues de Lançon et chaînes alentour entre l'Union Européenne, l'Etat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de définir les modalités techniques et financières des missions confiées à la Métropole en tant que structure animatrice du site.

Cette convention aura une durée de trois ans.

Le montant prévisionnel alloué pour l'animation et le suivi du site Natura 2000 est de 110 000 € HT pendant la durée de la convention soit trois ans.

Ce type de projet est subventionné dans le cadre de l'animation d'un site Natura 2000, opération 7.6.3 du programme de Développement Rural Régional de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, au titre du FEADER.

BUDGET Previsionnel 2017 - 2020 Subvention Animation Natura 2000				BUDGET Previsionnel 2017 - 2020 Autofinancement Métropole AMP				Total HT Animation Natura 2000 2017 - 2020
DEPENSES HT		RECETTES		DEPENSES HT		RECETTES		
Frais de personnel : 1/2 ETP (salaire avec charges)	60 000 €	FEADER 53%	39 750 €	Prestations - Etudes	20 000 €	FEADER 53%	18 550 €	
Prestations - Etudes	5 000 €	Etat 47%	35 250 €	Communication - Sensibilisation	15 000 €	Métropole Aix- Marseille-Provence 47%	16 450 €	
Frais professionnels	10 000 €							
TOTAL DEPENSES	75 000 €	TOTAL RECETTES	75 000 €	TOTAL DEPENSES	35 000 €	TOTAL RECETTES	35 000 €	110 000 €

Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Vu les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 ZPS FR9310069 Garrigues de Lançon et chaînes alentour.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et l'Etat ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-1721/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec
l'entreprise Eiffage Metal relatif à la semi-
piétonnisation du Vieux-Port de Marseille - 1ère
phase d'aménagement - Réalisation de l'ombrière -
Marché n°12-033
MET 17/2796/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'engagement conjoint de la Ville de Marseille et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour le centre-ville de Marseille et dans la perspective de « Marseille Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture », le projet Vieux-Port a été lancé avec pour objectif la livraison de la première phase du projet en Janvier 2013.

Les aménagements qui ont été réalisés se situent sur le site classé du Vieux-Port et concernent le quai de la Fraternité (Quai des Belges pour la partie circulée jusqu'aux façades), une partie du quai du Port (jusqu'à l'Hôtel de Ville) et de Rive-Neuve (jusqu'à la place aux Huiles) ainsi que le réaménagement du plan d'eau sur le même périmètre.

A l'issue d'un appel d'offres ouvert avec publicité au niveau européen, la société Eiffage Construction Métallique s'est vu attribuer le marché ayant pour objet la réalisation d'une ombrière implantée sur le quai de la Fraternité pour un montant de 2 791 301,40 euros HT.

Le marché de travaux n°12/033 a été notifié à l'entreprise le 13 mars 2012, pour une durée globale de 11 mois dont deux mois de préparation de chantier.

L'ordre de service n°1 a prescrit le démarrage des travaux à compter du 15 mars 2012. La date prévisionnelle de fin des travaux se situait donc au 15 février 2013.

Par ordre de service, la Maîtrise d'Ouvrage a décidé de prolonger le délai d'exécution des travaux jusqu'au 28 février 2013.

La maîtrise d'œuvre a prononcé la réception des travaux à la date du 22 avril 2013, avec réserves.

Le décompte final a été notifié par courrier recommandé le 5 août 2013 par le Maître d'ouvrage et refusé par l'entreprise le 20 août 2013.

L'entreprise, dans la présentation de son projet de décompte final, intégrait une demande en réclamation de 3 141 422 euros HT, comprenant notamment la demande relative à la remise des pénalités.

Pour l'essentiel, les demandes concernaient l'indemnisation des coûts supplémentaires ; elles étaient réparties en trois catégories :

- la modification de la conception pour un montant de 2 164 496 euros HT ;

- les difficultés liées à l'implantation des fondations pour un montant de 714 315 euros HT ;

- les interruptions de chantier imposés à l'entreprise pour un montant de 194 224 euros HT ;

L'exposé des réserves a été développé par l'entreprise dans un mémoire en réclamation remis à la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage, le 12 août 2013.

Le rejet implicite par le Maître d'Ouvrage du mémoire en réclamation présenté par l'entreprise, a conduit cette dernière à saisir le CCIRAL de Marseille le 21 juillet 2015 en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 23 novembre 2015.

Lors de sa séance du 13 octobre 2016, le CCIRAL a rendu un avis évaluant le complément de rémunération dû à la société Eiffage Construction Métallique à 1 582 125 euros HT soit, 1 898 550 euros TTC (révision comprise).

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 82 392 euros.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 3 141 422 euros HT à 1 582 125 euros HT soit 1 898 550 euros TTC.

Par procès-verbal des décisions de l'associé unique du 1^{er} septembre 2015, la Société Eiffage Metal vient aux droits de la Société Eiffage Construction Métallique.

Par ailleurs, à compter du 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Par conséquent, le protocole transactionnel soumis à votre approbation est passé entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et Eiffage Metal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le marché n° 12/033 relatif à la construction d'une ombrière métallique sur le quai de la fraternité du Vieux-Port de Marseille ;
- La réclamation présentée le 21 juillet 2015 par la société Eiffage Construction Métallique, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 13 octobre 2016 concernant l'affaire n° 2015-34 relative à la réclamation de la société Eiffage Construction Métallique, portant sur le marché de travaux n° 12/033 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et relatif à la construction d'une ombrière métallique sur le quai de la fraternité du Vieux-Port de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°12/033, et entraîne que l'entreprise renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société Eiffage Metal, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°12-033.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur une rémunération complémentaire de 1 898 550 euros TTC et sur le versement de 82 392 euros au titre des intérêts moratoires, au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Nature : 23152 - Fonction : 851 - Numéro d'opération : 2011109700 - Sous-politique : C311.

Les intérêts moratoires seront inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sur la section de fonctionnement sur la nature : 6711

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-1722/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la commune de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille Maurelle Matagots
MET 17/2852/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ville de La Ciotat a délégué à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, par convention temporaire, la mise en œuvre de certains aménagements relevant de ses compétences en lien immédiat avec les travaux de voirie du Projet de Renouvellement Urbain (PRU).

Cette convention n°11/1229 a fait l'objet d'un premier avenant n°16/0535 actant la prise en charge financière par la Métropole des travaux de pluvial suite au transfert de compétences.

Après finalisation des études de conception et notification des différents marchés de travaux, il est nécessaire d'intégrer des modifications de programme et l'ajustement des coûts d'opération. Ainsi, un second

avenant permettra la prise en compte des éléments suivants :

- d'une part, l'extension du périmètre de l'opération sur la partie nord de l'avenue Roumanille entre les carrefours avec l'avenue Ritt et le boulevard de la Gare, nécessitant la réalisation de travaux complémentaires de compétences communales (espaces verts, éclairage public, génie civil de la vidéo protection).

- d'autre part, la modification du programme des travaux à la demande de la Commune sur l'ancien périmètre pour :

- l'intégration du génie civil nécessaire à la mise en place de la vidéo protection ;
- l'enfouissement des réseaux secs ;
- l'intégration des travaux de desserte en voirie et réseaux au sud de la place Centrale en substitution des travaux de création d'une liaison piétonne entre le Diocèse et la résidence de l'Association Foncière Logement ;
- la création d'un espace vert supplémentaire sur la partie nord de l'avenue Ritt.

Ces évolutions de programme portant sur des compétences communales, les parties ont donc, d'un commun accord, arrêté les stipulations qui constituent l'avenant n° 2 à la convention n°11/1229.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 016-1647/09/CC du 9 novembre 2009 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour le PRU de La Ciotat ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 portant sur l'approbation de la convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine d'une autorisation de programme à l'opération ANRU de La Ciotat ;
- La délibération du Bureau de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI

005-314/11/BC du 8 juillet 2011 portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de La Ciotat et la Communauté Urbaine dans le cadre du PRU du quartier de l'Abeille ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° VOI 006-793/16/BM du 19 septembre portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à convention n°11/1229 de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots à La Ciotat ;
- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique ;
- Que des modifications intervenues dans le programme nécessitent d'approuver un avenant n° 2 à la convention n° 11/1229.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2, ci-annexé, à la convention n° 11/1229 de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle / Matagots.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opérations 20151118100 et 20151118101 – Nature 4581 - Fonction : 844 – Sous-politique C 310.

Les recettes seront constatées aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opérations 20151118100 et 20151118101 – Nature 4582 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-1723/17/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille dans le cadre de la requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la place Estrangin et la Canebière (1er et 6ème arrondissements)

MET 17/2868/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 21 décembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé les caractéristiques d'aménagement de la rue Paradis, dans la section comprise entre la Canebière et la place Estrangin.

En effet, l'hypercentre de Marseille fait l'objet depuis quelques années de travaux de rénovation des axes et espaces majeurs compte tenu de l'enjeu économique lié au fort développement touristique de la ville initié avec «Marseille Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture».

Ainsi le Vieux Port a fait l'objet d'une première phase d'aménagement et une deuxième phase est en cours de livraison, la rue Saint Ferréol a fait l'objet d'une opération de réfection des surfaces pavées en 2014 et la rue de Rome a été complètement réaménagée avec la mise en service de la ligne 3 du tramway. Les rues Davso et Sainte ont également fait l'objet de travaux de requalification.

La requalification de la section de la rue Paradis comprise entre la Canebière et la place Estrangin s'inscrit dans la continuité de ces aménagements afin d'améliorer la qualité de cet espace public fortement fréquenté.

Il est notamment prévu d'aménager des aires de stationnement mutualisées entre les livraisons, les clients des commerces et les riverains afin d'organiser les usages. Ces aires seront gérées par la ville de Marseille via un système dit de «stationnement intelligent».

Le projet comprend également le renforcement du dispositif de vidéo-protection / vidéo-verbalisation et la reprise de l'éclairage public, la création d'attentes pour des équipements multimédia gérés par la ville de Marseille, ainsi que le remplacement des bouches incendie implantées sur la section réaménagée.

Pour des raisons d'efficacité technique et financière, la ville de Marseille et la Métropole ont souhaité mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité.

Ainsi il est proposé que la Métropole réalise pour le compte de la ville de Marseille les équipements qui relèvent d'une compétence communale et qui ont été listés précédemment : dispositif de stationnement intelligent, génie civil pour la vidéo-protection / vidéo-verbalisation, l'éclairage public et les équipements multimédia et bouches incendie.

La participation financière prévisionnelle de la ville de Marseille a été fixée à 142 441,02 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation des travaux relatifs à la requalification de la rue Paradis entre la place Estrangin et la Canebière ainsi que de leur remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant les caractéristiques d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et financière que la Métropole

réalise pour le compte de la ville de Marseille des travaux de compétence communale dans le cadre de la requalification de la rue Paradis la place Estrangin et la Canebière ;

- Qu'il convient que la ville de Marseille rembourse financièrement la Métropole pour ces prestations.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement, ci annexée, conclue avec la ville de Marseille pour l'opération de requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la Place Estrangin et la Canebière (1er et 6ème arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Nature : 4581 pour compte de tiers - Fonction : 811 - Numéro d'opération : 2015108200 - Sous-politique : C311

Article 4 :

Les recettes seront constatées aux budgets 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Nature : 4582 pour compte de tiers - Fonction : 811 - Numéro d'opération : 2015108200 - Sous-politique : C311

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-1724/17/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 (de l'avenue du Vallon Dol à la rue de l'Etoile) et du parking de la rue de l'Etoile**
MET 17/2866/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager l'avenue du 8 mai 1945, artère centrale, ainsi que le parking de la rue de l'Etoile.

Les aménagements sur l'avenue du 8 mai 1945 ont été scindés en 3 tranches dont les deux premières ont été finalisées en 2013. La dernière tranche, objet de la présente convention, s'étend de la rue de l'Etoile à l'avenue du Vallon Dol. Le parking situé au carrefour de la rue de l'Etoile est également intégré à l'aménagement de la voie.

Les travaux visent principalement à mettre en valeur l'entrée de ville, à organiser et augmenter l'offre en stationnement ainsi qu'à améliorer la sécurité des usagers. Par ailleurs, la Métropole étant déjà intervenue au second semestre 2016 sur l'avenue afin de remettre à neuf la couverture du ruisseau de la Caravelle, situé sous les stationnements et trottoirs ouest existants, les travaux de réfection de voirie et de réorganisation de l'espace s'avèrent donc primordiaux.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Commune de Septèmes-les-Vallons, visant à requalifier l'avenue du 8 mai 1945 et le parking de la rue de l'Etoile, la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 et du parking de la rue de l'Etoile, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la Commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Bureau de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 016-256/08/CC du 8 février 2008 portant création d'Autorisations de Programme destinées aux opérations de création, aménagement, entretien et grosses réparations / Opérations d'aménagement de la RN8 « déclassée » - Avenue du 8 mai 1945 ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 003-154/12/CC du 13 février 2012 portant approbation de la revalorisation d'Autorisations de Programme – Opération N° 2008/00120 - Opérations d'aménagement de la RN8 « déclassée » - Avenue du 8 mai 1945 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 et du parking de la rue de l'Etoile, sur la commune de Septèmes-les-Vallons;
- Qu'il apparaît opportun pour des raisons financières et techniques que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 et du parking de la rue de l'Etoile, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrites aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2008112000 – Nature 4581 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et

suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2008112000 – Nature 4582 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-1725/17/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de quatre bandes de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès
MET 17/2920/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de plusieurs bandes de terrain, propriétés de la commune de Gignac-la-Nerthe désignées ci-après :

une bande de 20 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 1,
une bande de 430 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 1,
une bande de 102 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 24,
une bande de 100 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 25.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe accepte de céder à l'euro symbolique ces bandes de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Gignac-la-Nerthe du 10 novembre 2016 ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-0343V0936 du 17 juin 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec la commune de Gignac-la-Nerthe afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière par laquelle la commune de Gignac-la-Nerthe cède à l'euro symbolique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un lot de bandes de terrain désignées ci-après :

une bande de 20 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 1,
 une bande de 430 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 1,
 une bande de 102 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 24,
 une bande de 100 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 25.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-1726/17/BM

**■ Acquisition à titre gratuit de deux emprises foncières situées 14/16 rue de Roubaix appartenant à la Ville de Marseille, nécessaire à un aménagement de voirie - Projet de réorganisation des services de la Direction de la Propreté Urbaine à Marseille 13^{ème} arrondissement
 MET 17/2882/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création et d'aménagement de voirie.

La Ville de Marseille est propriétaire de deux parcelles de terrain, cadastrées quartier Malpassé Section I n° 34 et n° 35, sises ruisseau le Jarret 13^{ème} arrondissement.

A ce titre, le Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir les parcelles ci-dessus énoncées en vue d'un projet d'aménagement de voirie ainsi que la réalisation d'un parking de 12 places nécessaire aux services de la Propreté Urbaine occupant le bâtiment mitoyen.

France Domaine, par avis n° 2016-213V1996 du 13 octobre 2016, a évalué la valeur vénale de ces emprises à 41 000 euros (quarante et un mille euros).

Cependant les parcelles ayant été acquises par la Ville de Marseille en vue de la réalisation de divers aménagements de voirie, compétence à ce jour transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la présente cession est consentie à titre gratuit.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V1996 du 13 octobre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la Ville de Marseille de deux emprises foncières de terrain situées 14/16rue de Roubaix d'une superficie totale de 1 166 m² cadastrées 881 I 0035 et 881 I 0034 nécessaire au projet d'aménagement de voirie, permettra la réorganisation des Services de la Direction de la Propreté Urbaine à Marseille 13ème arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence deux emprises foncières d'une superficie totale de 1 166 m² cadastrées 881 I 0035 et 881 I 0034 situées 14/16 rue de Roubaix à Marseille 13^{ème} arrondissement à titre gratuit.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière comme à la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-1727/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière Jonsen, nécessaire à l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/2873/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Foncière Jonsen, propriétaire d'un terrain sis à Marseille (13013), chemin de Rousset, a sollicité et obtenu un permis d'aménager délivré par la ville de Marseille le 28 septembre 2011 sous le numéro 13055.M.004.PA.P0.

Aux termes de ce permis et compte tenu de la nécessité de réaliser l'élargissement du chemin du Rousset, il a été exigé la cession au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, d'une bande de terrain d'une superficie d'environ 246 m² représentant une valeur de 12 000 euros, tel que délimité sur le plan annexé. La superficie s'étant par la suite avérée plus restreinte, le prix a été ajusté en conséquence.

En conséquence, les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à la Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une Convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Il convient que le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2616 du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Société Foncière Jonsen d'une emprise foncière pour une contenance de 221 m² cadastrée 889 A 0425 permettra l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Foncière Jonsen s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière d'une superficie de 221 m² (après document d'arpentage) située chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement, au prix de 10 780 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-1728/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Mesdames Chambon née Barbaroux et Gallorini épouse Barbaroux nécessaire à la création d'une voie - Projet de création de voie de liaison boulevard Bara / avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement
MET 17/2863/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de création d'une voirie de liaison en site urbain reliant deux avenues fréquentées, le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret, la Communauté Urbaine Marseille Provence

Métropole par délibération du 2 octobre 2009 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération.

Afin de réaliser des travaux qui ont pour objectif de limiter le transit de véhicules et notamment celui des poids lourds dans le centre de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement et au niveau des Héros.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition onéreuse par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de Mesdames Eliane Chambon née Barbaroux et Josette Gallorini épouse Barbaroux d'une emprise foncière de 613 m² cadastrée 879 A 0513 issue d'une parcelle anciennement cadastrée 879 A 0190 située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Après notification du mémoire avec fixation du prix, Mesdames Eliane Chambon née Barbaroux et Josette Gallorini épouse Barbaroux ont accepté la proposition d'indemnité d'un montant de 215 000 euros ainsi qu'une indemnité de remploi d'un montant de 22 500 euros.

C'est pourquoi, cette transaction s'effectue moyennant la somme de 237 500 euros (deux cent trente-sept mille cinq cents euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de Mesdames Chambon née Barbaroux et Gallorini épouse Barbaroux d'une emprise foncière pour une contenance total de 613 m² cadastrée 879 A 0513 permettra de réaliser la voie de liaison en site urbain reliant deux avenues fréquentées, le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Mesdames Chambon née Barbaroux et Gallorini épouse Barbaroux s'engagent à céder à titre onéreux au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière d'une superficie totale de 613 m² cadastrée 879 A 0513 située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 237 500 euros (deux cent trente-sept mille cinq cents euros) se décomposant de la façon suivante : 215 000 euros d'indemnité principale et 22 500 euros d'indemnité de remploi, conformément à l'évaluation de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budget 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C 130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-1729/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant à Monsieur et Madame Lomini nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe
MET 17/2926/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 419, propriété de Monsieur et Madame Lomini.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Lomini acceptent de céder la bande de terrain au prix de 2 240 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;

- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Lomini afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Monsieur et Madame Lomini cèdent à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une bande de terrain d'une superficie de 70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 419, située avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, au prix de 2 240 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2017 et suivant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-1730/17/BM

■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain appartenant à Monsieur et Madame Pinton nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes à Marignane MET 17/2928/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Pinton ont demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole l'intégration de deux emprises de terrain de 54 m² et 179 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées sous les numéros BI 331 et 366 situées chemin des Granettes à Marignane, dans son domaine public communautaire.

Ces emprises de terrain sont réservées au plan local d'urbanisme de Marignane.

En conséquence, Monsieur et Madame Pinton et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole entérinant cet accord moyennant une indemnité de 8 155 euros. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Par délibération n° VOI 011-910/16/CM du 19 septembre 2016 a été approuvée la cession des bandes de terrain appartenant à Monsieur et Madame Pinton.

Cependant, suite à une erreur concernant la mention du prix d'acquisition dans la délibération, il convient de délibérer à nouveau, cette cession au prix convenu dans le protocole foncier, pour un montant de 8 155 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° VOI 011-910/16/CM du 19 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération VOI 011-910/16/CM du 19 septembre 2016.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Pinton s'engagent à céder moyennant une indemnité de 8 155 euros à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées sous les numéros BI 331 et 366 situées chemin des Granettes à Marignane.

Article 3 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire au prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – opération 2015110400 – Sous Politique C 130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-1731/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux travaux de requalification de l'entrée Ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village des Marques
MET 17/3064/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La commune de Miramas est concernée par plusieurs projets structurants dont le contournement routier de la ville par l'ouest et le projet de création d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) quartier de la Péronne.

La création de la ZAC de la Péronne a été approuvée par délibération n° 93/12 du 22 mars 2012 du SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016.

Cette ZAC vise à développer sur le territoire intercommunal une offre qualitative de foncier aménagé, permettant l'accueil d'activités économiques autres qu'industrielles, favorisant ainsi le développement et l'attractivité du territoire, ainsi que l'emploi local. Cette ZAC accueillera à terme une activité économique diversifiée (tertiaire, commerce, artisanat...) comme le futur Village des Marques.

Par délibération n° 356/12 du 8 octobre 2012, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence la réalisation de la ZAC de la Péronne et a approuvé les

termes de la concession d'aménagement correspondante notifiée le 21 décembre 2012.

Pour développer l'accessibilité de ce secteur et assurer le bon fonctionnement futur du Village de Marques, des travaux de requalification de l'entrée ouest de la ville ont été identifiés.

Ces travaux concernent l'entrée de ville n° 1, l'entrée de ville n° 2 et voie nord/sud, le boulevard Aubanel et le chemin de Calameau.

Le 11 décembre 2015, la commission permanente du Département des Bouches-du-Rhône a accordé au SAN Ouest Provence une subvention d'un montant de 250 000 euros pour le financement des travaux de l'entrée de ville n° 1 dans le cadre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2015 ».

Le 16 décembre 2016, la commission permanente du Département des Bouches-du-Rhône a accordé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention d'un montant de 1 800 000 euros pour le financement des travaux de l'entrée de ville n° 2 et la voie nord-sud dans le cadre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2016 ».

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2017 » pour le financement des travaux du Boulevard Aubanel dans le cadre de la « Requalification de l'entrée ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village de Marques » et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette tranche est estimé à 4 000 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel pour la tranche 2017 est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Conseil Départemental 13 « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle -Tranche 2017» Bd Aubanel	50,00 %	2 000 000,00
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	50,00 %	2 000 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Requalification de l'entrée Ouest de la commune de Miramas pour la desserte de la Village des Marques » Tranche 2017 - boulevard Aubanel ;
- Qu'il convient d'la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle » pour le financement de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, des communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Est sollicitée une aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement de cette opération au titre du dispositif « aides aux équipements structurants - Aide exceptionnelle » tranche 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget principal de la Métropole - Opération 2017501500 - Nature 204172.

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole - Chapitre 13 - Nature 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"

CSGE 001-1732/17/BM

**■ Attribution de subventions pour l'organisation de manifestations sportives au titre de l'exercice 2017 dans le cadre de Marseille Provence Capitale Européenne du Sport et approbation d'une convention d'objectifs type
MET 17/3093/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le label Marseille Provence Capitale Européenne du sport attribué à Marseille - Provence en 2017 a pour objet de valoriser le sport dans un territoire sous toutes ses formes : compétitions, projets à l'échelle locale ou internationale, nombreuses animations tout en inscrivant le sport comme vecteur de développement et d'attractivité du territoire notamment métropolitain.

Un comité de sélection animé par la Ville de Marseille a été mis en place afin de réaliser une sélection parmi l'ensemble des acteurs du monde sportif qui a répondu à l'appel à projets MP 2017.

Cette sélection a permis de retenir 427 projets au total dont une grande majorité sur Marseille. Parmi ceux-ci, le comité a sélectionné 32 projets au titre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe d'aides financières à ces 32 associations pour l'organisation de manifestations sportives dans le cadre de Marseille Provence Capitale Européenne du Sport 2017.

Au vu de la date de ce vote, les crédits alloués à ces subventions n'ont pas pu être rattachés à l'exercice budgétaire 2016. Il convient donc de régulariser administrativement et financièrement l'instruction de ces dossiers en 2017 et de confirmer l'inscription des crédits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En raison de l'annulation de deux manifestations par les organisateurs (« Coupe du Monde de Planche à Voile » par l'Association Windsurf Marseille pour 20.000 € et « Championnat de France d'Athlétisme Handisports » par le Comité Départemental Handisport pour 20.000 €), le présent rapport propose de valider l'attribution de 30 subventions sur les 32 initiales telles que décrites dans le tableau annexé ci-joint pour un montant total de 660.000€, d'en fixer les modalités d'attribution et d'approuver la convention d'objectifs type à conclure avec chacune des associations.

Compte tenu du caractère exceptionnel de Marseille-Provence Capitale Européenne du Sport, l'intégralité de la subvention sera versée à chaque association dès la signature de la convention d'objectifs par dérogation à l'article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- la délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative à la délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n°CGSE 002-1280/16/BM du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 relative à l'attribution de subventions pour l'organisation de manifestations sportives au titre de l'exercice 2016 dans le cadre de Marseille capitale Européenne du Sport.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir les associations organisatrices de manifestations sportives dans le cadre de Marseille-Provence Capitale Européenne du Sport ;

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées 30 subventions à des associations pour l'organisation de manifestations sportives dans le cadre de Marseille-Provence Capitale Européenne du Sport telles que décrites dans le tableau ci-annexé pour un montant total de 660.000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs type ci-annexée à conclure avec chaque association bénéficiaire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-1733/17/BM

**■ Demande de subventions pour la construction de l'Arena du Pays d'Aix
MET 17/2932/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 a approuvé par la délibération n° CSGE 0007-1000/16/BM, une première demande de subvention auprès de partenaires institutionnels pour la réalisation de l'Aréna du Pays d'Aix. Le Conseil Départemental n'ayant pas délibéré avant la fin de l'année 2016, malgré la complétude du dossier, il convient de délibérer à nouveau pour le solliciter au titre de l'exercice budgétaire 2017.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet d'autoriser le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à solliciter des aides financières pour la réalisation de l'Aréna du Pays d'Aix située à Aix-en-Provence.

1. Objet de l'opération

Une étude réalisée par le Cabinet Algoé en novembre 2010 a confirmé l'opportunité d'implanter une salle de grande jauge sur le territoire du Pays d'Aix. La délibération n°2010_A207 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 10 décembre 2010 a validé le principe de son implantation sur le territoire.

L'intérêt communautaire de ce projet a été reconnu par la délibération n°2013_A305 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013, approuvant ainsi le projet de construction d'un équipement sportif de type « Palais des Sports / Aréna » sur le territoire du Pays d'Aix.

Le programme général et le coût global de l'opération de 67 085 641€ TTC ont été approuvés lors de la séance du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 3 juillet 2014 (délibération n°2014_A175).

L'intérêt général du projet a été déclaré lors du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 (délibération n°2015_A267).

Un avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'implantation d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal validé par le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016, délibération n°CSGE 008-1001/16/BM, intègre les aménagements routiers correspondant aux travaux d'accès depuis la RD59 par l'intermédiaire de la réalisation d'un giratoire (RD 55/Chemin Vera) pour un montant de 750.000 € HT, soit 900.000 € TTC, ce qui porte la totalité du coût de l'opération à 67.985.641 € TTC.

2. Objectifs poursuivis

La construction de l'équipement a été confiée à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" suivant une procédure de conception-réalisation. Un jury réuni le 26 février 2015 a retenu le groupement constitué par l'entreprise FAYAT, associé aux architectes AUER / WEBER / GULIZZI.

L'Aréna du Pays d'Aix, implantée dans le quartier des 3 Pigeons, à Luynes, intègre en outre au programme la construction d'un pôle d'échanges ainsi que les infrastructures de desserte afférentes.

Cette Aréna comprendra une salle multifonctionnelle de 3 500 à 8 500 places, permettant d'accueillir des événements sportifs, culturels et économiques, mais également une salle annexe dédiée à l'accueil des entraînements du club résident, le Pays d'Aix Université Club Handball (PAUCH), ainsi qu'à divers types d'événements, sportifs ou non.

La conception de l'Aréna repose sur les axes forts de conception fonctionnelle :

- La volonté d'organiser les différents accès du bâtiment sur deux niveaux différents et sur des façades opposées afin de dissocier les flux techniques de ceux du public.

- La constitution « d'un chaudron » en deux parties séparées, superposées et clairement identifiables permettant d'utiliser la salle en ayant toujours le sentiment que celle-ci est remplie quel que soit le type d'activité, de sport, de spectacle proposé. Cette organisation en deux couronnes distinctes est complétée par une conception à géométrie variable (tribunes télescopiques) qui permet une très grande variation d'activité.

L'ensemble des espaces destinés à recevoir le public VIP est organisé entre le chaudron et la salle annexe avec des vues privilégiées sur ces deux espaces et ouvert sur deux grands patios et une terrasse à l'arrière du bâtiment. Un accès spécifique pour ce public et la possibilité de connecter ce public au niveau bas, vers les joueurs, parachèvent cette offre de service.

- Le club est accueilli dans un espace à l'intérieur du bâtiment. Tous les locaux du club sont organisés de manière à pouvoir fonctionner de manière totalement séparée avec une entrée et des circulations propres tout en conservant des connexions vers les autres parties du bâtiment.

- Une brasserie fonctionne de manière indépendante avec une entrée au sud-ouest du parvis ouvert sur une ripisylve.

- Le rez-de-chaussée bas est organisé autour des deux salles, chaudron et salle annexe, et comporte de très larges circulations. Cette organisation laisse imaginer d'autres possibilités d'activité, pour des événements autres que ceux demandés initialement au programme.

L'Aréna offre une modularité importante et autorise la réalisation de manifestations sportives très différentes comme le handball, le basket-ball, le tennis, le hockey sur glace ou encore la boxe, des manifestations culturelles, des spectacles de variétés, de rock, de danse, des comédies musicales et enfin permet d'activer le bâtiment en véritable centre de congrès pour recevoir des séminaires, des conférences, des soirées privées, ...

Pour les sports, les configurations sont les suivantes :

- Handball grande jauge pour une capacité de 6030 spectateurs.

- Handball demi-jauge pour une capacité de 3528 spectateurs.

- Basket-ball grande jauge pour une capacité de 6292 spectateurs.
- Basket-ball demi-jauge pour une capacité de 3860 spectateurs.
- Une configuration tennis pour une capacité de 6738 spectateurs.
- Une configuration hockey sur glace pour une capacité de 5218 spectateurs.
- Une configuration boxe pour une capacité de 7378 spectateurs.

Les configurations pour le spectacle offrent une grande flexibilité avec trois positions de scène :

- une position centrale sur le parterre,
- une position latérale,
- une position longitudinale.

Ces trois positions permettent d'accueillir des spectacles très divers et d'activer tout ou partie des loges et des places VIP si nécessaire.

Les configurations sont les suivantes :

- Une petite configuration scène latérale en public assis pour une capacité de 2431 spectateurs.
- Une configuration moyenne scène latérale en public assis pour une capacité de 3294 spectateurs
- Une grande configuration scène latérale en public assis pour une capacité de 4705 spectateurs.
- Une grande configuration scène latérale en public debout en fosse et assis en gradins pour une capacité de 6854 spectateurs.
- Une configuration moyenne scène centrale en public assis pour une capacité de 4932 spectateurs.
- Une grande configuration scène centrale en public assis pour une capacité 7378 spectateurs.
- Une grande configuration scène centrale en public debout en fosse et assis en gradins pour une capacité de 8505 spectateurs.

- Une configuration moyenne, scène longitudinale en public assis, pour une capacité de 2848 spectateurs.
- Une grande configuration scène longitudinale en public assis pour une capacité de 3794 spectateurs.
- Une grande configuration scène longitudinale en public debout en fosse et assis en gradins pour une capacité de 4889 spectateurs.

La salle annexe, dédiée en priorité aux entraînements du PAUC Handball offre une capacité de 500 places extensible à 1000 places avec des gradins mobiles et 2000 places avec des gradins démontables.

Le coût de l'opération hors frais d'honoraires de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est estimé à 65.047.716 € TTC, soit 54.206.430 € HT.

La livraison de l'équipement est prévue fin 2017.

3. Durée de l'opération

Les études afférentes au projet se sont déroulées de juillet 2015 à juillet 2016. L'ordre de service de début des travaux a été prononcé le 28 décembre 2015 avec prise d'effet au 4 janvier 2016. L'ouverture au public est programmée en octobre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel révisé de cette opération est estimé à 54.206.430 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Assiette prise en compte pour le subventionnement	Taux sollicités sur l'assiette	Montants sollicités	% du coût total de l'opération
MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE	54 206 430 €	68,26 %	36 998 993 €	68,26 %
ETAT – CNDS	54 206 430 €	11,89 %	6 446 324 €	11,89 %
CONSEIL RÉGIONAL PACA	54 206 430 €	10 %	5 420 643 €	10 %
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE	30 382 306 €*	17,58 %	5 340 470 €	9,85 %
TOTAL	/	/	54 206 430 €	100 %

* Au regard de son règlement intérieur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône assoit le pourcentage de sa participation financière sur l'assiette du montant des travaux restant à réaliser soit 30.382.306 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A207 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix 10 décembre 2010 validant le principe d'implantation d'une Aréna sur son territoire ;
- La délibération n°2013_A305 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 approuvant l'intérêt communautaire de ce projet ainsi que le projet de construction d'un équipement sportif de type « Palais des Sports / Aréna » sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2014_A175 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 3 juillet 2014 approuvant le programme général et le coût global de l'opération s'élevant à 67 085 641€ TTC ;
- La délibération n°2015_A267 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 déclarant l'intérêt général du projet ;
- La délibération n° 2013_A225 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 créant l'Autorisation de Programme n° DI 476 AP2 de 60 millions d'euros relative à la construction de l'Aréna du Pays d'Aix à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° 2014_A240 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 approuvant l'augmentation de 12.086 000 euros l'Autorisation de Programme n° D1 476 AP2 relative à la construction de l'Aréna du Pays d'Aix à Aix-en-Provence.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : construction de l'Arena du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'État, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement Opération 476 - Autorisation de Programme n° DI 476 AP2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-1734/17/BM

**■ Demande de subventions d'investissement relative à l'opération Réalisation de la Salle de Musiques Actuelles de la Constance "SMAC" à Aix-en-Provence
MET 17/2944/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 a approuvé par la délibération CSGE 011-1004/16/BM, une première demande de subvention auprès de partenaires institutionnels pour la réalisation de la SMAC de la Constance à Aix-en-Provence. Le Conseil Départemental, n'ayant pas délibéré avant la fin de l'année 2016, malgré la complétude du dossier, il convient de délibérer à nouveau pour le solliciter au titre de l'exercice budgétaire 2017.

Descriptif de l'opération concernée :

Suite à une étude sur le territoire du Pays d'Aix qui a conclu aux besoins d'un lieu dédié pour les musiques actuelles et les pratiques culturelles innovantes notamment liées au numérique, la Communauté du Pays d'Aix a décidé de construire et aménager un lieu dédié avec deux salles de diffusion, des espaces de répétition et des espaces de convivialité.

Par délibération n°2012_A211, le Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 a approuvé le pré-programme pour la construction d'un équipement dédié aux musiques actuelles (SMAC) dans la ZAC de la Constance, à Aix-en-Provence. Le Conseil de Communauté ayant approuvé ensuite, par délibération 2014_A227, le programme général, le coût prévisionnel d'opération (N° DI486AP) ainsi que le plan prévisionnel de réalisation complété par la délibération 2015_A227 validant l'augmentation du coût prévisionnel d'opération.

Objectifs poursuivis

La réalisation de la scène de musiques actuelles (SMAC) s'inscrit dans un programme d'aménagement de la ZAC de la Constance qui conjugue habitat social, logements intermédiaires et résidences pour étudiants. Ce nouveau quartier constitue pour les prochaines décennies la réponse majeure d'Aix-en-Provence en matière de logements mixtes. Elle intègre une offre d'activités, de services et d'emplois grâce à l'installation d'entreprises du tertiaire axées sur le numérique et les nouvelles technologies (French Tech).

« Mucem ». Le groupe FAYAT a été retenu avec le cabinet Ricciotti dans le cadre d'une construction en conception-réalisation.

Pour le projet de salle de musiques actuelles, SMAC - La Constance, la note architecturale indique que l'organisation fonctionnelle du bâtiment est envisagée sur 3 niveaux répartis autour de 3 patios. Au cœur du bâtiment, le premier patio se révèle au travers d'un hall totalement transparent. Lieu de convivialité par excellence, il sera végétalisé sur sa périphérie et offrira un espace reposant pour se restaurer ou assister à une performance musicale. Les studios de répétition se trouvent au R+2 et donnent sur une terrasse mutualisée avec le pôle multimédia. Une connexion contrôlée depuis le hall est prévue avec ces studios. Au sud, tournés sur le deuxième patio, se trouveront les bureaux de l'administration.

Le rez-de-chaussée est défini selon deux niveaux altimétriques. Le premier couvre le quai de déchargement, les deux scènes et les locaux de stockage, le second concerne les espaces ouverts aux publics, hall, salles de concert et patio principal. L'ensemble du bâtiment est connecté en fibre optique afin de relier tous les espaces musicaux et publics à la régie générale des studios d'enregistrement. L'équipement numérique et technique sera conforme aux dernières avancées technologiques.

La SMAC sera l'équipement culturel public phare de cette ZAC. Deux salles de diffusion, modulables de 450 à 1500 places, répondront à la forte demande des publics, particulièrement les 40 000 étudiants du nouveau campus d'Aix-en-Provence. Cinq studios de répétition intégrés à ce complexe accueilleront des pratiques de création amateurs, professionnelles ou pédagogiques.

Secteur à enjeux majeurs pour le projet urbain d'Aix-en-Provence, desservi par le BHNS, le futur quartier ZAC de la Constance expérimentera, à terme, les principes de la « ville intelligente » (smart city). Ceci particulièrement grâce à l'implantation en limite nord de la zone d'un Pôle d'activité et de Ressource labellisé French Tech et dont la salle de Musiques actuelles sera une vitrine majeure.

Pour réaliser cet équipement, par délibération n°2013_B318 du Bureau du 27 juin 2013, la Communauté du pays d'Aix approuvait les termes de la convention avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » pour la réalisation d'études de faisabilité, l'écriture d'un programme général et la réalisation de la salle de musiques actuelles sur le site de la Constance à Aix-en-Provence.

Le jury réuni le 15 octobre 2015 a retenu l'architecte Rudy Ricciotti pour la réalisation du bâtiment. Celui-ci a réalisé, entre autres, à Aix-en-Provence, le Centre chorégraphique national, le « Pavillon noir », et dernièrement à Marseille, le

Durée de l'opération

Les études d'avant-projet se sont déroulées de janvier 2016 à mai 2016, les études de projet de juin 2016 à novembre 2016. La demande de permis de construire a été déposée en juillet 2016. Les travaux, d'une durée prévisionnelle de 18 mois, doivent débuter en mai 2017, pour une livraison en octobre 2018 et une ouverture au public en décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 17 083 333 euros HT, dont 13 156 508 euros HT de travaux.

Le Plan de financement prévisionnel des travaux de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES	TAUX SOLLICITES
MÉTROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE	4 942 158 €	37,57 %
ÉTAT – FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL	1 662 217 €	12,63 %
CONSEIL RÉGIONAL PACA	1 638 033 €	12,45 %
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE	1 638 033 €	12,45 %
ETAT – DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES	3 276 067 €	24,9 %
TOTAL	13 156 508 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A010 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 créant l'Autorisation de Programme n° D1486AP de 17 000 000 d'euros relative à la construction de la salle de la Constance à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015_A227 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant l'augmentation de 2 308 000 euros de l'Autorisation de Programme n° D1486AP relative à la construction de la Salle de la Constance à Aix-en-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : construction de la salle de musiques actuelles (SMAC) de la Constance à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement Opération 486 - Nature 132– Fonction 317– Autorisation de Programme N° DI486AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 30 MARS 2017

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

30 MARS 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Loïc BARAT - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIER - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Jean-Pierre MAGGI - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal

MONTECOT - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Jean-Pierre SERRUS - Mireille BALLETTI représentée par Michèle EMERY - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Odile BONTHOUX représentée par Alexandre GALLESE - Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Eric CASADO représenté par François BERNARDINI - Auguste COLOMB représenté par André BERTERO - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Jean-Claude DELAGE représenté par Pierre DJIANE - Sylvaine DI CARO représentée par Jules SUSINI - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Claude FILIPPI représenté par Michel BOULAN - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Samia GHALI représentée par Josette FURACE - Nicole JOULIA représentée par Gilbert FERRARI - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Albert LAPEYRE représenté par Bernard DESTROST - Stéphane LE RUDULIER représenté par Philippe GRANGE - Marie-Louise LOTA représentée par Dominique FLEURY VLASTO - Laurence LUCCIONI représentée par Isabelle SAVON - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Rémi MARCENGO représenté par Patrick GHIGONETTO - Marcel MAUNIER représenté par Yves BEAUVAL - Georges MAURY représenté par Jeanne MARTI - Pascale MORBELLI représentée par Loïc GACHON - Jérôme ORGEAS représenté par Philippe CHARRIN - Patrick PADOVANI représenté par Josette VENTRE - Stéphane PAOLI représenté par Maurice CHAZEAU - Roger PELLENC représenté par Jean-Claude FERAUD - Serge PEROTTINO représenté par Gérard GAZAY - Claude PICCIRILLO représenté par Joël MANCEL - Stéphane PICHON représenté par Gérard CHENOZ - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Francis TAULAN - Patrick VILORIA représenté par Eric LE DISSÈS - Didier ZANINI représenté par Daniel HERMANN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Nadia BOULAINSEUR - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Robert DAGORNE - Michel DARY - Jean-Marie LEONARDIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Chrystiane PAUL -

**Commission "Finances et
Administration Générale"**

FAG 001-1735/17/CM

**■ Approbation de tarif pour l'occupation du
domaine public par des bornes kilométriques
MET 17/2569/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'année Capitale Européenne du Sport, la Ville de Marseille souhaite réaliser un parcours circulaire dédié à la pratique sportive libre d'une distance de 30 kilomètres à l'intérieur de la commune de Marseille. Cette boucle s'adressera aux marcheurs ainsi qu'aux coureurs à pieds, voire aux pratiquants de roller, et, de façon séquentielle aux cyclistes, et sera agrémentée d'espaces sportifs conviviaux appropriables par tous. Ces espaces sportifs conviviaux existants et à créer seront des points névralgiques du périphérique des sports.

Une première portion d'une distance de 17 km, matérialisée en pointillés verts sur le plan figurant en annexe, devrait être inaugurée entre la fin des 2ème et 3ème trimestres 2017. L'objectif étant d'aboutir à un itinéraire continu d'ici 2024.

Ce projet vise à installer des bornes kilométriques, d'une hauteur d'environ 1,30 m, scellées au sol, sur le domaine public métropolitain (trottoirs) et communal (parcs et jardins).

Ces bornes ont pour double objectif de promouvoir le running et ses bienfaits sur la santé en permettant aux coureurs de disposer de parcours et de temps de course mais également d'assurer une fonction touristique, en fournissant des informations touristiques aux touristes via un émetteur WiFi.

Conformément aux dispositions prévues par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance payable d'avance et annuellement.

Il convient donc de fixer à 40,00 € le tarif pour l'occupation du domaine public par borne kilométrique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de créer un nouveau tarif pour l'occupation du domaine public par des bornes kilométriques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le tarif de 40,00 € par implantation de borne kilométrique pour l'occupation du domaine public par ces dernières.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Général de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous-Politique C 310 - Fonction 822 - Nature 70323 Code Gestionnaire : RODP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-1736/17/CM

**■ Exonération des redevances d'occupation du
domaine public pour le kiosque à cordonnerie sis
9, place de la Joliette à Marseille 2ème
arrondissement
MET 17/2704/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit, en lieu et place de la Ville de Marseille, propriétaire des édicules de la place de la Joliette, et au titre de

l'occupation permanente de son domaine public, des redevances y afférentes.

Monsieur Slimane Amani est locataire du kiosque à cordonnerie, situé 9, place de la Joliette. Pour des raisons de santé, il n'a pas pu exercer son activité professionnelle durant les mois de janvier, février, aout, novembre et décembre 2015 et janvier, février, mars et avril 2016. De fait, le kiosque n'a pas été exploité pendant ces périodes.

Il est donc proposé une exonération de cinq mois en 2015 et de quatre mois en 2016 de la Redevance d'Occupation du Domaine Public Métropolitain due.

L'estimation du coût de cette exonération pour le Budget Principal est de :

- 1 494.35 euros TTC pour l'exercice 2015
- 1 219.40 euros TTC pour l'exercice 2016.

Pour autant, cette renonciation à recettes est assortie d'une condition de dette nulle du redevable et ne concernerait que le pétitionnaire à jour de ses redevances ou bénéficiant d'un échelonnement de sa dette, validé par la Recette des Finances de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI013-797/15/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 relative aux tarifs applicables aux droits de voirie et de stationnement sur le territoire de Marseille pour l'année 2015.
- La délibération n° VOI005-1672/15/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 relative aux tarifs applicables aux droits de voirie et de stationnement sur le territoire de Marseille pour l'année 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que Monsieur Slimane AMANI, locataire du kiosque à cordonnerie, situé 9, place de la Joliette, n'a pas pu exercer son activité professionnelle, durant les mois de janvier, février, aout, novembre et décembre 2015 et janvier, février, mars et avril 2016 pour des raisons de santé ;
- Que ces empêchements justifient une exonération des Redevances d'Occupation du Domaine Public pour cinq mois en 2015 et quatre mois en 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'exonération des redevances d'occupation du domaine public perçues sur le budget principal pour le kiosque à cordonnerie sis 9, place de la Joliette 13002 Marseille pour cinq mois en 2015 et de quatre mois en 2016.

Article 2 :

Les exonérations correspondantes feront l'objet d'annulations de recettes sur le Budget Principal sous politique B350 –Nature 673- code gestionnaire : RODP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-1737/17/CM

**■ Approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole et du modèle de convention
MET 17/1751/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunt dans les conditions définies aux articles L2252-1 à L2252-5 du CGCT.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été sollicitée pour accorder sa garantie pour des emprunts contractés par des organismes (publics ou privés), afin de leurs faciliter l'accès à l'emprunt. La présente délibération a pour objet d'approuver le règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts et le modèle de convention.

Le règlement définit les opérations éligibles à de telles garanties, les modalités dans lesquelles celles-ci pourraient être consenties, ainsi que les règles

prudentielles cumulatives que l'ensemble de ces garanties devront respecter.

Destinées à protéger les collectivités territoriales des risques liés aux garanties ou cautionnements, des règles prudentielles ont été définies par le législateur. Le cœur du dispositif de réduction et de dilution des risques défini par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" repose sur le respect cumulatif des trois règles prudentielles suivantes :

1. la règle du potentiel de garantie (plafonnement global) : la somme du remboursement de la dette propre d'une collectivité ajoutée des annuités qu'elle a garanties est plafonnée à 50 % de ses recettes réelles de fonctionnement (du budget auquel est rattaché la garantie) ;
2. la règle du partage du risque (plafonnement par opération) : une personne morale de droit privé ne peut être garantie au maximum qu'à hauteur de 50 % par une ou plusieurs collectivités ;
3. la règle de division du risque (plafonnement par débiteur) : une commune ne peut consacrer plus de 10 % de sa capacité à garantir au profit d'un même débiteur.

Pour préserver sa solvabilité financière et sa capacité à emprunter aux meilleures conditions dans un contexte de resserrement de l'offre de crédit aux collectivités locales et de renchérissement de son coût, la Métropole choisit de mettre en place un cadre rigoureux de gestion prudentielle des garanties qu'elle pourra consentir, défini dans un règlement relatif aux conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts annexé à la présente délibération. Les grands axes du règlement sont :

- la définition de règles prudentielles plus exigeantes que celles définies par la réglementation, notamment la loi Galland, susvisée telque:
 - ✓ potentiel de garantie limité à 50% des recettes réelles de fonctionnement du budget de rattachement (y compris les annuités relatives au logement social) ;
 - ✓ plafonnement de la quotité garantie à 55% pour les opérations relatives à des projets de logements sociaux portés par les communes membres ;
 - ✓ et plafonnement par débiteur à 10% de 50% de la capacité à garantir (soit 5% des recettes réelles de fonctionnement du budget de rattachement) ;
 - ✓ plafond annuel de prise de garantie limité à 200 millions d'euros ;
 - ✓ et une analyse financière des demandeurs de la garantie métropolitaine

- l'attribution, conformément à la réglementation, d'un contingent réservataire de logements au profit de la Métropole en contrepartie des garanties qu'elle consentira à des opérations relatives au logement social.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- la loi n°91-662 du 13 juillet (loi d'orientation pour la ville) ;
- l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- le décret n°88-366 du 18 avril 1988.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de définir les modalités et les règles prudentielles d'attribution des garanties d'emprunt pouvant être accordées dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération DEVT 008-679/16/CM du 30 juin 2016.

Article 2 :

Est approuvé le principe de garantir des emprunts dans le cadre des compétences de la Métropole et dans la limite du règlement d'octroi et des conditions générales ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvé le règlement d'octroi des garanties d'emprunt, ci-annexé, définissant les modalités de mise en œuvre des garanties.

Article 4 :

Est approuvé le projet de convention de garanties d'emprunt, ci-annexé, définissant les relations entre la métropole et le bénéficiaire de la garantie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-1738/17/CM

■ Garanties d'emprunt concernant l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 17/2909/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une garantie d'emprunt est un engagement par lequel l'Etat ou toute autre personne publique (le garant) accorde sa caution à un organisme (public ou privé) afin de lui faciliter l'accès à l'emprunt. Par ce biais, la personne publique assure au prêteur le remboursement des sommes dues en cas de défaillance de l'organisme débiteur.

Cette intervention permet ainsi de faire bénéficier l'organisme d'un abaissement de la prime de risque en cas de recours à l'emprunt. Ceci occasionne la réduction du coût du crédit pour l'emprunteur et donc celui de l'opération.

Afin de favoriser le développement de son territoire, la Métropole mène une politique volontariste d'accompagnement en matière de garanties d'emprunt.

Cette aide indirecte représente un instrument de politique économique que la Métropole utilise pour favoriser l'activité des opérateurs sur le territoire métropolitain (production de logements sociaux, d'établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées et handicapées ou destinés à l'enfance...).

Au 1er janvier 2017, l'encours total garanti par la métropole représentait plus de 573M€ pour le seul secteur du logement social. Afin de se prémunir d'un éventuel défaut de paiement d'un organisme pour lequel la garantie métropolitaine est engagée, une procédure de vote des garanties d'emprunt en délibération a été mise en place.

Conformément au règlement d'octroi des garanties d'emprunt et afin d'alléger la procédure en place, il est

proposé à l'Assemblée de valider une nouvelle procédure de vote des garanties d'emprunt sur contrat de prêt CDC déjà signé entre l'organisme et le prêteur (procédure annexée à la délibération). Celle-ci s'inscrit en complément du régime actuel où les contrats de prêt sont co-signés par le(s) garant(s) après le vote de la délibération de garantie d'emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code civil et notamment son article 2298 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland".

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole, de définir les modalités d'attribution des garanties d'emprunt simplifiée,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la procédure simplifiée d'octroi et de suivi des garanties d'emprunt sur contrat de la Caisse des Dépôts et Consignations déjà signé entre l'organisme et le prêteur.

Article 2 :

Est approuvée cette procédure simplifiée pour les prêts garantis de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément au règlement des conditions générales d'octroi des garanties d'emprunt de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-1739/17/CM

**■ Approbation d'une subvention d'équilibre pour la construction de 12 logements sociaux à La Penne-sur-Huveaune - Subvention d'équilibre à la SA d'HLM Promologis
MET 17/3008/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La politique de l'habitat constitue une politique sectorielle inscrite dans un projet de territoire global.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est doté d'objectifs ambitieux en matière d'offre nouvelle de logements sociaux et affirme sa volonté de solidarité et de cohésion sociale à travers une production mieux répartie et équilibrée sur tout le Territoire. La commune de La Penne-sur-Huveaune à un taux de 21 % de logements sociaux, elle s'est engagée à produire régulièrement pour répondre aux besoins de ses habitants, à la décohabitation, au desserrement des ménages des logements sociaux sur des sites bien desservis par les transports et les équipements. Cette opération est particulièrement ambitieuse et complexe puisqu'il s'agit d'une opération de renouvellement urbain au cœur du centre-ville de la Penne-sur-Huveaune.

Cette opération d'ensemble de 38 logements propose un programme mixte d'accession et de locatif dont : 5 PLUS, 3 PLAI et 4 PLS accompagné d'un équipement public et de commerces.

L'opération est composée d'un immeuble en R+4 comprenant : 8 T2 et 4 T3.

La production de petits logements permet de répondre aux besoins de décohabitation des jeunes, des personnes âgées, ainsi qu'aux familles monoparentales.

La diversité des financements favorise une véritable mixité sociale au sein du parc de logements sociaux.

La baisse conséquente des aides de l'Etat rend difficile l'équilibre de ce type d'opération situé en plein centre-ville. Afin de mener à bien cette opération de qualité prenant en compte les objectifs de développement durable à un niveau de loyer compatible avec les revenus des familles, avec un objectif de label Très Haute Performance Énergétique (THPE). La SA Promologis a sollicité une subvention d'équilibre d'un montant de 50.000 euros.

L'ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en tant que délégataire des aides à la pierre perçoit une partie des prélèvements SRU des communes carencées. Ces montants sont à réinvestir dans les communes qui souhaitent produire du logement social.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du PLH qui intervient en subvention d'équilibre dans une logique de projet prenant en compte l'équilibre de l'opération, les objectifs qualitatifs et sociaux : mixité urbaine et sociale, renouvellement urbain, maîtrise des charges des locataires.

Cette subvention sera assortie conformément à l'article R.441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, à droits de réservation.

Elle fera l'objet d'une convention avec le bailleur notifiant les contreparties : droits de réservation, obligation en matière de clauses d'insertion, répondre aux besoins en logements des jeunes, logements adaptés aux PMR, gestion de proximité, qualité urbaine et environnementale.

Cette subvention sera versée en deux fois sur justificatif du montant définitif des travaux et de la production de la grille des loyers définitive conforme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 14-0214 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2014 approuvant le Programme Local de l'Habitat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'équilibre de 50.000 euros à la SA d'HLM Promologis pour l'opération située à La Penne-sur-Huveaune.

Article 2 :

Le contingent réservataire fera l'objet d'une convention et sera déléguée à la commune de La Penne-sur-Huveaune.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer toutes conventions afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-1740/17/CM

■ Conseil de développement métropolitain - paiement de la cotisation 2017 à l'association "Territoires Citoyens" MET 17/3030/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole, le Conseil de développement métropolitain est mis en place conformément à l'article L5218-10 du CGCT. Il est l'organe consultatif représentant la société civile du territoire métropolitain.

Il est consulté sur le projet métropolitain, les principales orientations de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les schémas d'ensemble, les documents de prospective et de planification, la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut s'autosaisir. Il établit chaque année un rapport annuel d'activité qui est examiné par le Conseil de la Métropole.

Créé le 30 janvier 2010, l'association « *Territoires Citoyens* » a pour objet de relier les conseils de développement des territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que toute structure concourant aux mêmes objectifs de promotion du développement local participatif.

S'appuyant sur la déclaration de Forcalquier du 18 novembre 2006, elle a pour objectifs de :

- promouvoir et faire reconnaître l'action des Conseils de développement ;
- échanger sur des problématiques communes ;

- devenir un interlocuteur de l'Etat, de la Région, et des Départements dans la réflexion et l'action sur les politiques territoriales et le développement durable ;
- devenir un espace d'auto-formation des membres des Conseils de développement ;
- obtenir des moyens de fonctionnement indispensables à l'efficacité et la pérennité des instances participatives que sont ces Conseils de développement.

Dans une perspective métropolitaine, le Conseil de développement d'Aix-Marseille-Provence souhaite s'impliquer plus fortement dans le réseau de la concertation régionale en Provence-Alpes-Côte d'Azur représenté par l'association « *Territoires Citoyens* ». Cette adhésion lui permettra d'échanger davantage avec les territoires voisins sur des problématiques partagées et de valoriser les projets et réflexions portés par la Métropole.

Le coût annuel de cette adhésion est de 150 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 005-1285/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'un échange d'expériences et de travaux communs entre les Conseils de développement régionaux sur des problématiques partagées ;
- La nécessité que le territoire d'Aix-Marseille-Provence soit représenté de manière pérenne dans ce réseau de la concertation à l'échelle régionale ;
- Que le Conseil de développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, c'est à la Métropole, qu'il revient de prendre la décision d'adhérer à l'association « *Territoires Citoyens* » au nom de son Conseil de développement ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion du Conseil de développement métropolitain à l'association « *Territoires Citoyens* » ainsi que le paiement de la cotisation 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B310 – Nature 6281 - Fonction 32.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-1741/17/CM

■ Approbation de l'adhésion du Conseil de développement métropolitain à la Coordination Nationale des Conseils de développement et paiement de la cotisation 2017 MET 17/3031/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole, le Conseil de développement métropolitain est mis en place conformément à l'article L5218-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est l'organe consultatif représentant la société civile du territoire métropolitain.

Il est consulté sur le projet métropolitain, les principales orientations de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les schémas d'ensemble, les documents de prospective et de planification, la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut s'autosaisir. Il établit chaque année un rapport annuel d'activité qui est examiné par le Conseil de la Métropole.

Afin d'améliorer sa visibilité et le portage au niveau national de ses travaux et préoccupations et de bénéficier des expériences de ses pairs des autres métropoles, la délibération de création de ce Conseil de développement à prévu l'adhésion à la Coordination Nationale des Conseils de développement, prolongeant ainsi l'engagement des Conseils de développement des intercommunalités fusionnées. Le Conseil de développement métropolitain participera à ce réseau de la concertation afin de peser plus fortement dans la réflexion et la structuration des mécanismes de démocratie participative.

Créée le 22 août 2012 sous forme associative, la Coordination Nationale des Conseils de développement a pour principaux objectifs :

- de promouvoir la démocratie participative ;
- de faciliter les échanges et mutualiser les expériences ;
- de travailler sur des préoccupations partagées ;
- d'améliorer la représentativité des Conseils de développement au niveau national de manière à mieux faire entendre leurs préoccupations communes.

Pour assurer ses dépenses de fonctionnement, l'association prévoit dans ses statuts, une participation financière annuelle des collectivités supports de Conseils de développement adhérents de l'ordre de 0,01 euro par habitant. Ainsi, pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ladite cotisation/subvention s'élève à 18 760 euros pour l'année 2017.

Le Conseil de développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, il revient à la Métropole d'en valider la décision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 005-1285/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le territoire de Marseille Provence doit être représenté lors des débats et rencontres nationales organisés dans le cadre de la Coordination Nationale des Conseils de développement ;
- L'intérêt d'un partage d'expériences entre Conseils de développement et la nécessité d'un lobbying pour une meilleure reconnaissance des Conseils de développement et de leur rôle auprès des intercommunalités ;
- Que le Conseil de développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, c'est à la Métropole qu'il revient de prendre la décision de subventionner cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion du Conseil de développement métropolitain ainsi que le paiement de la cotisation de 18 760 euros à la Coordination nationale des Conseils de développement pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B310 – Nature 6281 - Fonction 32.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-1742/17/CM

**■ Approbation des attributions de compensation de l'année 2017
MET 17/3041/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En contrepartie de la mise en place d'une intercommunalité à fiscalité professionnelle unique,

l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts a prévu des reversements en faveur des communes membres sous la forme d'attributions de compensation. L'attribution de compensation correspond au produit des taxes transférées à l'intercommunalité perçu au titre de l'année précédant le passage à la fiscalité professionnelle unique, diminué du coût net des charges transférées. Lors de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le montant des attributions de compensation correspond à celui adopté par les anciennes intercommunalités.

Ces attributions de compensation, versées ou perçues au cours de l'exercice 2017, constituent une dépense obligatoire de la Métropole et ne peuvent pas être indexées.

Afin d'assurer la fiabilisation des comptes locaux nécessaires à la juste répartition des dotations, les services de la Préfecture et de la Direction Régionale des Finances Publiques doivent s'appuyer sur des montants annuels d'attribution de compensation délibérés. Il est proposé d'acter par la présente délibération les montants d'attributions de compensation pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole FCT 009-1564/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n°2015_A292 du 17 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Agglopolice Provence n°278/15 du 7 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile n°2015/185 du 22 juin 2015

- La délibération du Comité Syndical du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence n°519/15 du 24 novembre 2015
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues N°CC2015-133 du 1er octobre 2015
- La délibération n°FAG032-1315/16/CM du 15 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2017 du budget principal de la Métropole.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est reversée au bénéfice de 89 communes une attribution de compensation positive, pour un montant total de 704 603 675,44 euros au titre de 2017.

Est recouvrée au débit de 3 communes une attribution de compensation négative pour un montant total de 251 513 euros au titre de 2017.

Ces attributions de compensation sont versées ou recouvrées suivant le tableau figurant à l'article 2.

Article 2 :

La répartition par commune des attributions de compensation 2017 est réalisée comme suit :

Code INSEE	Territoire	Communes	AC provisoire 2017
13002	Territoire de Marseille Provence	ALLAUCH	943 284,00
13119	Territoire de Marseille Provence	CARNOUX-EN-PROVENCE	116 484,00
13021	Territoire de Marseille Provence	CARRY-LE-ROUET	-132 231,00
13022	Territoire de Marseille Provence	CASSIS	43 164,00
13023	Territoire de Marseille Provence	CEYRESTE	-96 067,00
13026	Territoire de Marseille Provence	CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 824 428,00
13033	Territoire de Marseille Provence	ENSUES-LA-REDONNE	246 041,00
13042	Territoire de Marseille Provence	GEMENOS	8 111 925,00
13043	Territoire de Marseille Provence	GIGNAC-LA-NERTHE	773 229,00
13028	Territoire de Marseille Provence	LA CIOTAT	7 249 536,00
13088	Territoire de Marseille Provence	LE ROVE	353 355,00
13054	Territoire de Marseille Provence	MARIGNANE	9 583 002,00
13055	Territoire de Marseille Provence	MARSEILLE	140 030 345,00
13075	Territoire de Marseille Provence	PLAN-DE-CUQUES	387 734,00
13085	Territoire de Marseille Provence	ROQUEFORT-LA-BEDOULE	341 696,00
13102	Territoire de Marseille Provence	SAINT-VICTORET	957 740,00
13104	Territoire de Marseille Provence	SAUSSET-LES-PINS	-23 215,00
13106	Territoire de Marseille Provence	SEPTEMES-LES-VALLONS	1 597 099,00

Code INSEE	Territoire	Communes	AC provisoire 2017
13001	Territoire du Pays d'Aix	AIX-EN-PROVENCE	60 018 124,07
13012	Territoire du Pays d'Aix	BEAURECUEIL	303 368,00
13015	Territoire du Pays d'Aix	BOUC-BEL-AIR	3 995 038,00
13019	Territoire du Pays d'Aix	CABRIES	3 491 874,20
13025	Territoire du Pays d'Aix	CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	584 170,00
13118	Territoire du Pays d'Aix	COUDOUX	640 318,00
13032	Territoire du Pays d'Aix	EGUILLES	2 038 030,00
13040	Territoire du Pays d'Aix	FUVEAU	1 461 689,00
13041	Territoire du Pays d'Aix	GARDANNE	6 441 467,00
13046	Territoire du Pays d'Aix	GREASQUE	571 408,00
13048	Territoire du Pays d'Aix	JOUQUES	1 029 176,00
13084	Territoire du Pays d'Aix	LA ROQUE-D'ANTHERON	1 674 433,00
13050	Territoire du Pays d'Aix	LAMBESC	1 500 395,00
13080	Territoire du Pays d'Aix	LE PUY-SAINT-REPARADE	1 427 748,00
13109	Territoire du Pays d'Aix	LE THOLONET	702 079,00
13071	Territoire du Pays d'Aix	LES PENNES-MIRABEAU	8 649 698,00
13059	Territoire du Pays d'Aix	MEYRARGUES	1 229 819,00
13060	Territoire du Pays d'Aix	MEYREUIL	3 322 969,38
13062	Territoire du Pays d'Aix	MIMET	917 161,00
13072	Territoire du Pays d'Aix	PEYNIER	804 955,00
13074	Territoire du Pays d'Aix	PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 293 497,00
13079	Territoire du Pays d'Aix	PUYLOUBIER	457 324,00
13082	Territoire du Pays d'Aix	ROGNES	880 626,00
13087	Territoire du Pays d'Aix	ROUSSET	8 970 181,00
13090	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	296 124,00
13091	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-CANNAT	1 100 918,00
13093	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-ESTEVE-JANSON	455 822,00
13095	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	668 740,00
13099	Territoire du Pays d'Aix	SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 647 666,00
13107	Territoire du Pays d'Aix	SIMIANE-COLLONGUE	1 444 396,00
13110	Territoire du Pays d'Aix	TRETS	1 976 599,00
13111	Territoire du Pays d'Aix	VAUVENARGUES	366 236,00
13113	Territoire du Pays d'Aix	VENELLES	2 248 372,00
13114	Territoire du Pays d'Aix	VENTABREN	929 810,00
13117	Territoire du Pays d'Aix	VITROLLES	32 340 271,25
84089	Territoire du Pays d'Aix	PERTUIS	5 309 409,00

Code INSEE	Territoire	Communes	AC provisoire 2017
13003	Territoire du Pays Salonais	ALLEINS	577 888,00
13008	Territoire du Pays Salonais	AURONS	151 520,00
13014	Territoire du Pays Salonais	BERRE-L'ETANG	34 240 265,00
13024	Territoire du Pays Salonais	CHARLEVAL	789 163,00
13035	Territoire du Pays Salonais	EYGUIERES	1 578 706,00
13009	Territoire du Pays Salonais	LA BARBEN	190 403,00
13037	Territoire du Pays Salonais	LA FARE-LES-OLIVIERS	2 244 407,00
13049	Territoire du Pays Salonais	LAMANON	1 181 694,00
13051	Territoire du Pays Salonais	LANCON-PROVENCE	2 432 709,00
13053	Territoire du Pays Salonais	MALLEMORT	3 022 581,00
13069	Territoire du Pays Salonais	PELISSANNE	1 773 652,00
13081	Territoire du Pays Salonais	ROGNAC	8 723 895,00
13092	Territoire du Pays Salonais	SAINT-CHAMAS	2 471 692,00
13103	Territoire du Pays Salonais	SALON-DE-PROVENCE	17 062 849,00
13105	Territoire du Pays Salonais	SENAS	2 325 982,00
13112	Territoire du Pays Salonais	VELAUX	2 814 096,00
13115	Territoire du Pays Salonais	VERNEGUES	331 446,00

Code INSEE	Territoire	Communes	AC provisoire 2017
13005	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	AUBAGNE	18 179 525,85
13007	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	AURIOL	614 936,00
13013	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	BELCODENE	92 530,02
13020	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CADOLIVE	90 374,69
13030	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CUGES-LES-PINS	273 083,00
13016	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	LA BOUILLADISSE	224 308,24
13031	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	LA DESTROUSSE	225 375,00
13070	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 892 717,00
13073	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	PEYPIN	628 044,02
13086	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	ROQUEVAIRE	665 080,00
13101	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	SAINT-SAVOURNIN	68 585,40
83120	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	SAINT-ZACHARIE	366 859,00

Code INSEE	Territoire	Communes	AC provisoire 2017
13029	Territoire d'Istres Ouest Provence	CORNILLON-CONFOUX	1 215 036,84
13039	Territoire d'Istres Ouest Provence	FOS-SUR-MER	30 926 618,49
13044	Territoire d'Istres Ouest Provence	GRANS	4 558 158,16
13047	Territoire d'Istres Ouest Provence	ISTRES	62 924 715,83
13063	Territoire d'Istres Ouest Provence	MIRAMAS	32 292 676,91
13078	Territoire d'Istres Ouest Provence	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	6 807 612,58

Code INSEE	Territoire	Communes	AC provisoire 2017
13056	Territoire du Pays de Martigues	MARTIGUES	101 563 362,77
13077	Territoire du Pays de Martigues	PORT-DE-BOUC	12 033 725,60
13098	Territoire du Pays de Martigues	SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	2 298 429,14

Article 3 :

Les attributions de compensation positives sont inscrites au budget principal de la Métropole -Nature 7391211.

Les attributions de compensation négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole -Nature 731211.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-1743/17/CM

■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2017 et des Etats Spéciaux de Territoires MET 17/3040/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du budget primitif le 15 décembre 2016.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de

métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 du budget Principal de la Métropole.
- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites en Décision Modificative n°1 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	- 700 800,00	- 6 000 000,00	- 6 700 800,00
Pays d'Aix	-	-	-
Pays Salonais	- 230 000,00	- 5 093 953,00	- 5 323 953,00
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	- 120 000,00	- 3 946 527,00	- 4 066 527,00
Istres-Ouest Provence	- 173 340,00	-	- 173 340,00
Pays de Martigues	-	-	-

Article 2 :

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement -700 800.00 euros
Section d'Investissement -6 000 000.00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement -230 000.00 euros
Section d'Investissement -5 093 953.00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Section de Fonctionnement -120 000.00 euros
Section d'Investissement -3 946 527.00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

Section de Fonctionnement -173 340.00 euros
Section d'Investissement 0.00 euros

Article 3 :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 91 330,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-1744/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2017 du territoire Marseille Provence MET 17/3042/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le budget annexe Opérations d'aménagement, votés par chapitre avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du MIN, du Crématorium.

Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chaque Budgets Annexe, ils sont présentés à zéro car les ajustements opérés concernent exclusivement des transferts à l'intérieur de chaque section, qui ne modifient pas l'équilibre général de chaque budget.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant le fonctionnement de l'investissement.

Concernant le budget annexe Opérations d'aménagement, il convient de corriger une erreur dans l'équilibre de la section d'investissement qui est apparue sur le budget primitif pour un montant de 10,00€ Au total en intégrant cette correction, l'équilibre de la section d'investissement s'établit pour ce budget à un montant de 71 586 695,18€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG035-1315/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La Décision Modificative n°1 pour 2017 du territoire Marseille Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Ports de Plaisance, du MIN, de l'Eau, de l'Assainissement et du Crématorium.

Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 2 :

La Décision Modificative n°1 pour 2017 du territoire Marseille Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget annexe opérations d'aménagement comme suit :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,00€, la section d'investissement enregistre la correction de 10,00€ en dépenses permettant de rétablir l'équilibre global de la section à 71 586 695,18€, tel qu'il aurait dû être présenté au budget primitif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-1745/17/CM

■ Budget annexe des Transports métropolitains - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2017 MET 17/3102/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} Janvier 2017, la fusion des services transports des territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 15 décembre 2016 du budget Primitif 2017.

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative est établie selon la nomenclature M43, elle permet de réaliser des ajustements de crédits, le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Le total de ces balances est présenté à zéro car les modifications enregistrées concernent exclusivement des transferts de crédits à l'intérieur de chaque section. L'équilibre du budget est identique au vote du budget primitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG033-1313/16/CM approuvant le Budget Primitif 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative_n°1 de l'exercice 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.
Elle s'équilibre en dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-1746/17/CM

**■ Budget Annexe du Service Public d'Assainissement du Territoire du Pays Salonais - Adoption de la décision modificative n°1 de l'exercice 2017
MET 17/3133/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49, la décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du Budget.

Cette première décision modificative a pour objet l'inscription de crédits permettant de constater le remboursement d'avances consenties aux entreprises dans le cadre de marchés de travaux. Les crédits nécessaires à ces remboursements sont conditionnés par l'avancement réel des travaux rendant difficile une inscription exacte dès le stade de la préparation budgétaire.

Il s'agit d'écritures d'ordres qui s'équilibrent en dépenses et en recettes au chapitre 041 « Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'Investissement ».

Le Décision Modificative n°1 du Budget Annexe du Service Public d'Assainissement 2017 du Pays Salonais s'équilibre de la façon suivante :

	Charges	Produits
• Section d'Investissement	18 000.00	18 000.00
• Section d'Exploitation	0.00	0.00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative 2017 n°1, du Budget Annexe du Service Public d'Assainissement du Territoire du Pays Salonais, telle que proposée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-1747/17/CM**■ Adoption de la décision modificative n° 1 de 2017 au budget annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 17/3015/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget primitif 2017 du budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays

d'Aubagne et de l'Etoile a été présenté lors du Conseil de Territoire du 30 novembre 2016 et adopté par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

La décision modificative n° 1 de l'exercice 2017 du budget annexe Assainissement intègre des modifications de chapitre à chapitre.

Elle est équilibrée en dépenses et en recettes comme suit :

Fonctionnement	1 340 000,00 €
Investissement	0,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;

- Le projet de décision modificative n° 1 de 2017 du budget annexe Assainissement ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire donne un avis sur les Budgets Annexes qui lui sont délégués.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision modificative n° 1 du budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, arrêtés aux montants suivants, équilibrés par section :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT :

Fonctionnement	1 340 000,00 €
Investissement	0,00 €

Article 2 :

Est approuvé l'ensemble des états annexes joints à la décision modificative n° 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-1748/17/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de matériel divers destinés aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal

MET 17/2752/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement de ces matériels vétustes.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de ces différents types de matériels indispensables au bon fonctionnement des services.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration d'un montant de 200 000 € TTC sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget principal pour procéder à l'acquisition de différents types de matériels nécessaires aux services répartis sur le territoire de Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement sur le budget principal d'un montant total de 200 000 € TTC pour procéder à l'acquisition de ces différents types de matériels nécessaires au bon fonctionnement des services répartis sur le territoire de Marseille Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Direction des Services Généraux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2188 - Fonction : 020 - Sous politique : A 110

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 21 000 € TTC
Année 2018 : 44 750 € TTC
Année 2019 : 44 750 € TTC
Année 2020 : 44 750 € TTC
Année 2021 : 44 750 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-1749/17/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers destinés aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal

MET 17/2753/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobilier des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement des mobiliers vétustes des services du territoire de Marseille Provence.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers indispensables au bon fonctionnement des services.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration d'un montant de 1 000 000 € TTC sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à l'équipement en mobiliers des services répartis sur le territoire de Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017105100 sur le budget principal d'un montant total de 1 000 000 € TTC pour procéder à l'équipement en mobiliers des services répartis sur le territoire de Marseille Provence rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Direction des Services Généraux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 21848 - Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 115 000 € TTC
Année 2018 : 221 250 € TTC
Année 2019 : 221 250 € TTC
Année 2020 : 221 250 € TTC
Année 2021 : 221 250 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-1750/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de fontaines à eau destinées aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal
MET 17/2754/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en fontaines à eau (type en réseau) des locaux occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement de ces matériels vétustes.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de fontaines à eau en réseau indispensables au bon fonctionnement des services.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 - Gestion de l'administration d'un montant de 50 000 € TTC sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à l'acquisition des différentes fontaines en réseau indispensables au bon fonctionnement des services répartis sur le territoire de Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017105500 sur le budget principal d'un montant total de 50 000 € TTC pour procéder à l'acquisition des différentes fontaines en réseau nécessaires aux services répartis sur le territoire de Marseille Provence rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Direction des Services Généraux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2188 - Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 12 000 € TTC
Année 2018 : 12 600 € TTC
Année 2019 : 12 600 € TTC
Année 2020 : 12 800 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-1751/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobilier et équipements dans le cadre du budget annexe Assainissement
MET 17/2760/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille

Provence et de veiller également au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Assainissement.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 30 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Assainissement pour procéder à l'équipement en mobilier et matériels divers à l'attention des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Assainissement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017104600 de 30 000 euros HT pour l'acquisition de mobilier de bureau et équipements rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2188 - Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	6 000 euros
Année 2018 :	8 000 euros
Année 2019 :	8 000 euros
Année 2020 :	8 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-1752/17/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobilier et équipements dans le cadre du budget annexe Crématorium**
MET 17/2761/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services appartenant à l'activité Crématorium.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01- Gestion de l'administration spécifique à cette opération pour un montant de 15 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Crématorium, pour procéder à l'équipement en mobilier et équipements à l'attention des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Crématorium.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010 CR de 15 000 euros HT pour l'acquisition de mobilier de bureau et équipements.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Crématorium de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2184 – Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	4 150 euros
Année 2018 :	4 850 euros
Année 2019 :	3 000 euros
Année 2020 :	3 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-1753/17/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobilier et équipements dans le cadre du budget annexe Eau**
MET 17/2762/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Eau.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : Gestion de l'administration spécifique à cette opération pour un montant de 40 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Eau, pour procéder à l'équipement en mobilier et équipements à l'attention des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Eau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017104800 de 40 000 euros HT pour l'acquisition de mobilier de bureau et

équipements rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010EA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence - Nature : 2188 - Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	5 900 euros
Année 2018 :	11 100 euros
Année 2019 :	11 500 euros
Année 2020 :	11 500 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-1754/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobilier et équipements dans le cadre du budget annexe Ports
MET 17/2763/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Ports.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : Gestion de l'administration spécifique à cette opération pour un montant de 30 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Ports, pour procéder à l'équipement en mobilier et équipements à l'attention des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Ports.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017104900 de 30 000 euros HT pour l'acquisition de mobilier de bureau et équipements rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010PO.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Ports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2188 – Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	10 000 euros
Année 2018 :	10 000 euros
Année 2019 :	5 000 euros
Année 2020 :	5 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-1755/17/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Transport

MET 17/2766/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire de Marseille Provence et de veiller également au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Transports.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : Gestion de l'administration spécifique à cette opération pour un montant de 100 000 € HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour procéder à l'équipement en mobiliers et équipements à l'attention des services de la Métropole participant à l'activité Transport.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017105600 d'un montant total de 100 000 € HT pour l'acquisition des mobiliers de bureau et équipements rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171010TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2188 - Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 60 000 €
Année 2018 : 20 000 €
Année 2019 : 10 000 €
Année 2020 : 10 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-1756/17/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les travaux d'aménagement dans les locaux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget Principal MET 17/2769/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de la gestion du patrimoine bâti communautaire du territoire de Marseille Provence. A ce titre elle réalise des travaux d'aménagement sur environ 130 sites réparti sur ce territoire.

Les bâtiments visés sont à usage administratif (bureaux), techniques (vestiaires, sanitaires et ateliers) qui nécessitent parfois des travaux d'aménagement tout corps d'état liés au bon fonctionnement des services.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : Gestion de l'administration d'un montant de 1 000 000 € TTC sur 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser des travaux d'aménagement et autres prestations d'entretien et de grosses réparations sur le patrimoine bâti du territoire de Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2017105000 sur le budget principal d'un montant total de 1 000 000 € TTC pour la réalisation des travaux d'aménagement et autres prestations d'entretien et de grosses réparations sur le patrimoine bâti du territoire de Marseille Provence rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 171011BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Direction des Services Généraux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 23181 - Fonction : 020 - Nature : 231351 - Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 500 000 € TTC
Année 2018 : 500 000 € TTC
Année 2019 : 0 €
Année 2020 : 0 €
Année 2021 : 0 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-1757/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition d'équipements divers destinés à l'installation dans la Tour la Marseillaise des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal
MET 17/2770/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les services de la Métropole doivent intégrer en 2018 les nouveaux locaux de la Tour la Marseillaise. Compte tenu de cette installation, il est nécessaire d'acquérir des équipements adaptés aux nouveaux espaces.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 55 : la Tour la Marseillaise d'un montant de 2 000 000 € TTC sur deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à l'acquisition d'équipements divers destinés à l'installation de la Tour la Marseillaise.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération 2017105400 sur le budget principal d'un montant total de 2 000 000 € TTC pour procéder

l'acquisition d'équipements divers destinés à l'installation de la Tour la Marseillaise, rattachée au programme 55 Tour la Marseillaise Code AP 171550BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Direction des Services Généraux de la Métropole d'Aix-Marseille Provence - Nature : 2188 – Fonction : 020 – Sous politique : A 110

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 200 000 € TTC
Année 2018 : 1 800 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-1758/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers destinés à l'installation dans la Tour la Marseillaise des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal
MET 17/2772/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les services de la Métropole doivent intégrer en 2018 les nouveaux locaux de la Tour la Marseillaise. Compte tenu de la spécificité de cet immeuble, immeuble de grande hauteur, aux contraintes de sécurité particulière et à l'organisation spatiale envisagée, il est nécessaire d'acquérir un mobilier adapté aux nouveaux espaces.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de mobiliers adaptés.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 55 : la Tour la Marseillaise d'un montant de 4 000 000 € TTC sur deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à l'installation du mobilier de la Tour la Marseillaise

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération 2017105200 sur le budget principal d'un montant total de 4 000 000 € TTC pour procéder à l'installation du mobilier de la Tour la Marseillaise pour les services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, rattachée au programme 55 Tout la Marseillaise code AP 171550BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Direction des Services Généraux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature : 21848 – Fonction : 020

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 1 000 000 € TTC
Année 2018 : 3 000 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-1759/17/CM

**■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 17/2717/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un

dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie Allianz en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Dix-huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 47 222,15 € (quarante-sept mille deux cent vingt-deux euros et quinze centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. MIEGEVILLE-TATE Stéphane – sinistre du 06 janvier 2013 – Montant 1 553.13 €
- Mme CAVAROTZ Elodie – sinistre du 12 août 2016 – montant : 466.73 €
- M. BOURGEOIS Michel – sinistre du 05 août 2015 – montant : 1 080.29 €
- Mme PASCAL Martine – sinistre du 13 mai 2016 – montant : 330.00 €
- M. AMIMER Hicham – sinistre du 08 mars 2016 – montant : 3 200.00 €
- M^{me} CARTIER Vincenza – sinistre du 1^{er} août 2016 – Montant 1 149.52 euros
- M. DI MARINO Gaëtan – sinistre d'avril 2013 – montant : 30 000.00 euros représentant le montant de la franchise
- M^{me} GAVOTY Laura – sinistre du 27 septembre 2016 – montant : 200.30 euros
- M^{me} SAUZET Annie – sinistre du 13 octobre 2016 – montant : 1 483.00 euros
- M. VIRICEL Kevin – sinistre du 14 juillet 2016 – montant : 389.10 euros
- Résidence Le Panorama – sinistre de juin 2015 – montant : 3 723.50 euros
- M^{me} JOUSSAUME Cendrine – sinistre du 5 septembre 2016 – montant : 405.66 euros
- M. LEFEVRE Jean-Philippe – sinistre du 14 juillet 2016 – montant : 410.95 euros
- M. OHANIAN Thierry – sinistre du 18 août 2016 – montant : 170.50 euros
- M. AFARIAN Jean-Claude – sinistre du 27 septembre 2016 – montant : 1 993.92 euros
- M. KUCZKOWSKA Claude – sinistre du 10 mai 2016 – montant : 158.55 euros
- M. DEVARIEUX Michel – sinistre du 27 août 2016 – montant : 150.00 euros
- M. NASSUF Ahmed – sinistre du 28 avril 2015 – montant : 357.00 euros.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 47 222,15 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- 40 209,07 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 6718.
- 4 710,61 € pour le budget Collecte, Traitement des déchets, sous politique A 160 fonction 7212 article 6718
- 2 152,47 € pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718
- 150,00 € pour le budget Assainissement, sous politique A 160 article 6718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-1760/17/CM

■ Approbation des modifications des conditions de mise à disposition gratuites totales ou partielles des espaces du Pharo
MET 17/2880/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, fixe en son article 2, le siège de la Métropole à l'adresse suivante : Le Pharo - 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

Considérant, la création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016, les nouveaux enjeux du territoire à l'échelle métropolitaine, ainsi que les nécessités économiques, le présent rapport a pour objet :

- d'abroger la délibération FCT 009-285/14/CC du 18 juillet 2014 ;
- de préciser les principes et conditions de mise à disposition des espaces du Pharo ;
- d'actualiser les tarifs de location des espaces du Pharo (hémicycle) eu égard aux travaux effectués au sein de l'enceinte et à l'augmentation de la capacité d'accueil de l'hémicycle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 009-285/14/CC du 18 juillet 2014 portant approbation des modifications des conditions de mise à disposition gratuite totale ou partielle des espaces du Pharo.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016 (nouvelle entité juridique), les nouveaux enjeux du territoire à l'échelle métropolitaine, ainsi que les nécessités économiques, le présent rapport a pour objet :
 - d'abroger la délibération précédente FCT 009-285/14/CC du 18 juillet 2014 qui était relative à la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole ;
 - de préciser les principes et conditions de mise à disposition des espaces du Pharo ;
 - d'actualiser les tarifs de location des espaces du Pharo (hémicycle) eu égard aux travaux effectués au sein de l'enceinte.

Délibère

Article 1 :

La délibération FCT 009-285/14/CC du 18 juillet 2014 est abrogée.

Article 2 :

Sont approuvés, le Règlement d'occupation et de location des espaces du Pharo de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ainsi que la Convention d'occupation précaire. (Cf. annexes).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à :

- accorder la mise à disposition gratuite des espaces du Pharo (hémicycle et espace cocktail) dans la limite de 20 journées par an ;

- accorder une remise de 50% sur les tarifs de location des espaces du Pharo (hémicycle et espace cocktail).

Dans tous les cas, les organisateurs qui bénéficient d'une mise à disposition gratuite ou d'une remise de 50% sur les tarifs, devront respecter les mêmes dispositions que les autres utilisateurs, à savoir :

- se conformer aux conditions fixées dans la convention d'occupation précaire et dans le règlement intérieur ;
- prendre en charge les frais inhérents à leur occupation que sont les frais d'assistance audiovisuelle (régie technique), les frais de nettoyage, les frais de gardiennage, les frais de sûreté et sécurité incendie ;

- disposer d'une assurance spécifique pour l'organisation de la manifestation ;
- prendre les dispositions nécessaires avec les services de secours pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Article 4 :

Sont approuvés les tarifs ci-dessous pour l'utilisation des espaces.

TARIFS DE LOCATION

DES ESPACES DU PHARO MIS A DISPOSITION DU PUBLIC :

(Applicables au 31 mars 2017)

		Tarifs		Tarif majoré	Tarif / Jour
Désignation espace	Superficie	Demi-journée De 08H à 13H OU De 14H à 19H	Journée De 8H à 19H	Tarif horaire	Montage et démontage
Hémicycle (Niveau -1) (capacité maximum autorisée : 330 personnes assises)	460 m²	2 008 € TTC	2 761 €	286 €	1 255 €
Espace Cocktail (Rez-de-Chaussée) (capacité maximum autorisée : 150 personnes debout)	140 m²	622 € TTC	1 255 €	286 €	622 €

Une majoration de 30% sur ces tarifs sera appliquée les dimanches et jours fériés.

Article 5 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole. Elles seront encaissées par le régisseur de la régie du Pharo ou par son suppléant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-1761/17/CM

■ **Transfert par la commune de Carnoux en Provence du parking de Mont fleuri au titre de la compétence Aires et parcs de Stationnement - Formalisation de la mise à disposition du patrimoine nécessaire à l'exercice de la compétence**
MET 17/2970/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions issues de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la compétence intitulée « parcs et aires de stationnement » a été transférée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

C'est dans le cadre de ce transfert obligatoire de compétences que s'inscrit le transfert du parc de

stationnement de Mont Fleuri, propriété de la commune de Carnoux en Provence.

Le transfert de ce parking a été pris en compte par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 23 novembre 2015 qui a notamment prévu la prise en charge à compter du 1^{er} janvier 2016 de la quote-part communale des charges de copropriété de l'immeuble où est situé ce parking par la Communauté Urbaine à laquelle la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée.

Par voie de conséquence, à cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans toutes les délibérations et tous les actes pris par la commune de Carnoux en Provence au titre de l'exercice de la compétence transférée.

Il convient désormais de formaliser ce transfert notamment au regard des biens nécessaires à l'exercice par la Métropole de la compétence. S'agissant d'un parking situé dans un immeuble soumis au régime de la copropriété, il est ici rappelé qu'il n'appartient pas au domaine public de la commune.

S'agissant d'un bien relevant du domaine privé de la Commune, il doit donc être fait application de l'article L1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence ».

La mise à disposition de plein droit à la date du transfert de la compétence des biens au profit de la Communauté urbaine doit ainsi être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement, précisant la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de l'éventuelle remise en état.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1321-1 et suivants ;
- la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- le rapport de la CLECT de la Communauté urbaine en date du 23 novembre 2015 ;
- la délibération n°2-IX de la Commune de Carnoux en Provence du 17 décembre 2015 relative au transfert des compétences au titre de la loi MAPTAM ;
- la délibération n° FCT 009-1564/15/CC de la communauté urbaine du 21 décembre 2015 portant notamment sur la révision des attributions de compensation de 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est rappelé le transfert du parc de stationnement de Mont Fleuri, propriété de la commune de Carnoux en Provence, au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement »,.

Article 2 :

Est approuvé le procès-verbal ci-annexé de mise à disposition des biens et équipements nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce procès-verbal ainsi que tous les documents et actes relatifs au transfert de la compétence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-1762/17/CM

■ Régime des astreintes et permanence de la Métropole - Actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 applicables aux agents du Conseil de Territoire Marseille Provence MET 17/2755/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2005-524 du 19 mai 2005 instaure le cadre juridique permettant de rémunérer ou de compenser les astreintes des agents de la Fonction Publique Territoriale.

Il appartient ainsi au Conseil de la Métropole, après avis du Comité Technique, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

La rémunération et la compensation des astreintes sont déterminées suivant des règles et dans des conditions différentes en fonction du cadre d'emplois d'appartenance de l'agent :

- par référence, aux décrets n°2002-147 du 7 février 2002 et arrêté ministériel du 3 novembre 2015 relatifs aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur, pour les personnels des filières autres que techniques,
- par référence au décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et arrêtés ministériels du 14 avril 2015 relatifs aux indemnités d'astreinte et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement pour les agents territoriaux relevant d'un cadre d'emplois de la filière technique.
- Pour la Direction Générale Adjointe déléguée à la Concertation Territoriale – Conférence Métropolitaine des Maires, compte tenu des besoins de cette Direction Générale Adjointe, il est proposé d'instaurer 1 astreinte de semaine complète susceptible d'être réalisée, par le

personnel occupant l'emploi d'assistante de direction.

- Pour la Direction des Transports du Territoire Marseille Provence, il convient compte tenu des besoins de cette Direction, de modifier l'astreinte de sécurité instaurée au sein du Service Stationnement actuellement assurée par les personnels occupant les emplois de Responsable de Division et d'agents d'exploitation en rajoutant la possibilité d'intervention un jour férié et en supprimant l'emploi de Responsable de Division appelé à intervenir dans le cadre d'une nouvelle astreinte.

En effet, la création d'une astreinte de sécurité de semaine complète s'avère aujourd'hui nécessaire notamment pour le suivi d'exploitation des parkings délégués et parcs relais, mais également pour l'exigence de surveillance du système de jalonement dynamique inhérente au déclenchement du Plan ORSEC. Cette astreinte permettra aussi d'intervenir dans le cadre de l'activité exploitation des parkings en régie en lien avec les activités de surveillance des différents sites.

Cette nouvelle astreinte sera assurée, à tour de rôle, par les agents occupant respectivement un emploi de Chef de service et de Responsable de Division, à hauteur de deux agents par astreinte.

- Par ailleurs, pour l'ensemble des directions du Territoire Marseille Provence, bénéficiant d'une régie d'avances ou d'une régie de recettes ou d'une régie d'avances et de recettes, il convient d'instaurer une astreinte d'exploitation de semaine complète assurée par les personnels exerçant les fonctions de régisseur ou de régisseur suppléant, afin de pallier les événements imprévus liés aux dysfonctionnements du matériel de paiement, du logiciel métier ou de tous autres moyens mis à disposition de la régie.

Ces astreintes et les interventions correspondantes seront rémunérées ou compensées conformément à la réglementation, comme mentionné au sein de l'annexe 2 de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la

coopération intercommunale, notamment son article 64 ;

- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les arrêtés du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ainsi que les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur ;
- La délibération FAG 020-819/16/CC relative au régime des astreintes et permanences de la Métropole : Actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 applicable aux agents du territoire Marseille-Provence modifiée ;
- La délibération FAG 074-1354/16/CM du 15 décembre 2016 relative au régime des astreintes et permanences de la Métropole – Actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2016 applicable aux agents du Territoire Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ;
- Qu'il convient de définir les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et interventions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications jointes au présent rapport, apportées à l'annexe 1 de la délibération FAG 074-1354/16/CM du 15 décembre 2016 relative au régime des astreintes et permanences de la Métropole – Actualisation de la délibération FAG

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation, prévue au sein de l'annexe 2 de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-1763/17/CM

**■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'un intervenant vacataire pour l'animation d'un stage de formation théâtrale
MET 17/2972/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de développement culturel initiée en faveur des habitants du Territoire d'Istres Ouest Provence, le conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal Michel Petrucciani organise chaque année un stage de formation théâtrale, en faveur d'un public jeune notamment.

Ce stage, permettant au conservatoire de diversifier son offre pédagogique, est axé tant sur l'approche des fondamentaux disciplinaires (respiration, diction, écoute, etc.), l'exploration des outils du jeu théâtral (l'adresse au partenaire, l'imagination, etc.), la découverte de textes, mais également sur l'approfondissement des apprentissages (analyse des enjeux, mise en place du texte, etc.) que la présentation d'une œuvre au public vient finaliser.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, nécessitant d'être dirigée par un professeur de théâtre diplômé, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire pour animer cette formation devant se dérouler du 18 au 21 avril 2017 pour un volume horaire total de 24 heures maximum.

La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 67,04 € brut.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'un intervenant diplômé est nécessaire aux besoins du service pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour l'animation d'un stage de formation théâtrale devant se dérouler du 18 au 21 avril 2017 pour un volume horaire total de 24 heures maximum.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de cette mission, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire de 67,04 € brut, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 012, nature 64131.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-1764/17/CM

**■ Recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents dans le cadre des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 17/3044/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 *portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale* « Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondants à l'emploi créé. ».

Dans ce cadre, il appartient donc au Conseil de la Métropole de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au bon fonctionnement des services au titre des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein des six Conseils de Territoire qui composent la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, il est nécessaire de créer des emplois non permanents pour faire face aux accroissements saisonniers d'activité à temps complet et à temps non complet dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

- Le décret n°2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n°2006-1961 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Le décret n°2016-1693 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux animation ;
- Le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au regard des besoins liés à l'accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la création de 933 emplois est nécessaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé la création de 896 emplois non permanents à temps complet pour un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont l'affectation est opérée comme suit :

- Pour le Territoire de Marseille-Provence : 262 emplois
- Pour le Territoire du Pays d'Aix : 217 emplois
- Pour le Territoire du Pays Salonais : 101 emplois
- Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile : 60 emplois
- Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence : 206 emplois
- Pour le Territoire du Pays de Martigues : 50 emplois.

La répartition de ces emplois s'effectue selon les modalités suivantes :

- Sur la Filière Technique
- Nature des fonctions : coursiers, agents valoristes, agents d'entretien, chauffeurs rieurs, rieurs, agents techniques polyvalents, agents de maintenance, agents d'accueil, agents d'accueil/caisse, garde nature, agents de

nettoisement, agents de collecte, agents portuaire, gardiens de parking, conducteurs PL, agents de déchetterie, peseurs en déchetterie, magasiniers, agents d'exploitation de la voie publique.

- Niveau de recrutement : adjoint technique territorial,
adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe (pour les conducteurs poids lourds)
- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire
9^{ème} échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 370, sans régime indemnitaire : pour le gardien de parking uniquement
1^{er} échelon du grade d'adjoint technique principal 2^{ème} classe indice brut sans régime indemnitaire : pour le conducteur de poids lourds uniquement

- Sur la Filière administrative

- Nature des fonctions : agents administratifs polyvalents, agents d'accueil polyvalents
- Niveau de recrutement : adjoint administratif territorial,
- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

- Sur la Filière animation

- Nature des fonctions : animateurs de centres de vacances
- Niveau de recrutement : Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs
- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint d'animation territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

- Sur la Filière sportive

- Nature des fonctions : maîtres-nageurs sauveteurs
- Niveau de recrutement : BEESAN, BPJEPS, BNSSA,
- Niveau de rémunération : 8^{ème} échelon du grade d'éducateur des activités physiques et sportives, indice brut 475, sans régime indemnitaire,

Article 2 :

Est approuvée la création de 37 emplois non permanents à temps non complet pour un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont l'affectation est opérée comme suit :

- Pour le Territoire de Marseille Provence : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays d'Aix : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays Salonais : 11 emplois à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 2 emplois à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire Istres Ouest-Provence : 24 emplois, à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire du Pays de Martigues : non concerné.

La répartition de ces emplois s'effectue selon les modalités suivantes :

- Sur la Filière Technique

- Nature des fonctions : agents d'entretien, agents techniques polyvalents, agents de maintenance, ripeurs, chauffeurs ripeurs,
- Niveau de recrutement : adjoint technique territorial,
- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

- Sur la Filière administrative

- Nature des fonctions : agents administratifs polyvalents, agents d'accueil polyvalents,
- Niveau de recrutement : adjoint administratif territorial,
- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif territorial, indice brut

347, sans régime indemnitaire.

- Sur la Filière animation

- Nature des fonctions : animateurs de centres de vacances,

- Niveau de recrutement : Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs,

- Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint d'animation territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la création des emplois précités sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-1765/17/CM

**■ Autorisation de recrutement d'intervenants spécialisés dans le domaine de l'archéologie sur le Territoire du Pays de Martigues
MET 17/3046/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de développement de l'archéologie en faveur des habitants du Territoire du Pays de Martigues, le Site de Saint Blaise organise plusieurs manifestations nécessitant le recours à des intervenants spécialisés dans le domaine de l'archéologie : « l'objet du mois » et « l'agora des savoir ».

En ce qui concerne, la première manifestation intitulé « l'objet du mois », celle-ci se tiendra le 29 avril 2017 et 27 mai 2017 sur le Site de Saint Blaise.

Le programme est identique pour les 2 journées, il s'agit de la présentation au public d'un objet découvert sur le Site Archéologique par des spécialistes dans le domaine de l'archéologie.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de ces interventions, présentées par des conférenciers diplômés, il convient de procéder au recrutement de deux agents vacataires pour animer ces

manifestations qui auront lieu le 29 avril 2017 et 27 mai 2017 pour un volume horaire total de 12 heures maximum.

La rémunération de ces interventions, est fixée au taux horaire brut de 26.28 €

En ce qui concerne, la deuxième manifestation, intitulé « l'agora des savoir », celle-ci se tiendra le 12 et 13 mai 2017 sur le Site de Saint Blaise, il s'agit de journées axées sur la découverte, l'expérimentation et des conférences.

Compte tenu du caractère spécifique de ces ateliers pédagogiques animés par une personne diplômée en anthropologie, il convient de recruter un agent vacataire pour le week-end de « l'agora des savoirs » pour un volume horaire total de 24 heures maximum.

La rémunération de ces interventions, est fixée au taux horaire brut de 26.28 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement de plusieurs intervenants diplômés en archéologie et en anthropologie est nécessaire aux besoins du service pour effectuer des missions spécifiques et ponctuelles à caractère discontinu, rémunérées à la vacation et après service fait ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement de deux agents vacataires pour l'animation de la manifestation « objet du mois » devant se dérouler sur 2 journées : 29 avril 2017 et 27 mai 2017 pour un volume horaire total de 12 heures maximum.

Article 2 :

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour l'animation de la manifestation « l'agora des savoirs » devant se dérouler sur 2 journées, le 12 et 13 mai 2017 pour un volume horaire total de 24 heures maximum.

Article 3 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire brut de 26.28 €, rémunérées sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la métropole, chapitre 012, nature 64131.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-1766/17/CM

■ Création d'emplois et définition d'emplois créés à la nomenclature MET 17/3056/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au regard des besoins liés à la construction métropolitaine et de l'évolution des emplois et des compétences des Conseils de territoire, il apparaît nécessaire de créer des emplois permanents, qui donnent lieu ou pas nécessairement à création de postes budgétaires et de définir des emplois permanents existants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- Le Code du Travail et notamment les articles L5134-19-1 à L 5134-29, les articles L5134-110 à L5134-112 portant sur les conditions pour conclure un contrat d'avenir, les articles L5134-113 à L5134-114 portant sur l'aide à l'insertion professionnelle, les articles L5134-115 à L5134-116 portant sur les caractéristiques du contrat d'avenir, les articles L5134-118 à L5134-119 portant sur l'accès prioritaire et les articles R5134-161 à R5134-168 portant sur les jeunes éligibles au contrat d'avenir et sur l'aide de l'Etat ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 3-3 et le 1° de l'article 3 ;
- La loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion
- La loi n°2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 076-1356/16/CM du 15 décembre 2016 portant la mise à jour des effectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'au regard des besoins liés à la construction métropolitaine et de l'évolution des emplois et des compétences des Conseils de territoire, il apparaît nécessaire de créer des postes permanents, qui ne donnent pas nécessairement lieu à la création de postes budgétaires ainsi que 4 emplois dans le cadre du dispositif du « Contrat Unique d'Insertion – Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi » (CUI-CAE).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées des définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

- Deux chefs de projet communication (Cabinet du Président / DGA Communication et Relations Extérieures)
- Un infographiste expert (Cabinet du Président / DGA Communication et Relations Extérieures)

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

- **Deux chefs de projet** inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Générale Adjointe Communication et Relations Extérieures.

Description du poste : les chefs de projet assureront le pilotage des projets de communication et devront garantir la conformité des projets avec la stratégie de communication de la Métropole.

Profil : assurer la planification, la gestion et le suivi des projets et/ou des opérations. Etudes supérieures spécialisées en communication.

Rémunération : la rémunération de ces emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- **Un infographiste expert** inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Adjointe Communication et Relations Extérieures.

Description du poste : l'infographiste expert devra réaliser des supports en fonction des instructions données à des fins de communication de la Métropole. Profil : Analyser le brief et collecter les informations manquantes. Réaliser des benchmarks, la production graphique et l'exécution des documents. Diplôme avec spécialité graphisme.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon des cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Article 2 :

Afin de tenir compte des besoins des services, est approuvée la création de trois emplois CUI- CAE au sein de la Direction Générale Adjointe Mobilité de la Métropole, sur des missions d'information de la clientèle et de sécurisation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang de Berre ».

Les contrats de travail seront établis, pour une durée minimale de 6 mois ; cette durée pourra être prolongée dans la limite d'une durée de 24 mois en fonction de la situation du bénéficiaire et de l'évaluation des actions réalisées au cours du contrat en vue de favoriser l'insertion du salarié.

La durée maximale de 24 mois pourra être reportée, par décisions de prolongations successives d'un an au plus, à 60 mois, pour les salariés âgés de 50 ans et plus rencontrant des difficultés particulières qui font obstacle à leur insertion durable dans l'emploi.

Les contrats de travail seront établis à raison de 35 heures hebdomadaires et dans les conditions de rémunérations définies selon le montant du SMIC horaire en vigueur à la date de l'élaboration du contrat.

Article 3 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services du Conseil de Territoire de Marseille Provence, est approuvée la définition des postes suivants sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

- Un directeur adjoint projet centres de services partagés (DGA Ressources / Direction des Finances)
- Un chargé de mission centres de gestion partagés (DGA Ressources / Direction des Finances)
- Un analyste fiscal (DGA Ressources / Direction des Finances)

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

- **Un directeur adjoint projet centres de services partagés** inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux à la Direction des Finances.

Description du poste : Le directeur adjoint devra participer à la conception, au choix et à la mise en œuvre des outils financiers métropolitains.

Profil : Mise en œuvre du système d'information financier, du projet de centres de services partagés. Animer et encadrer la Direction Adjointe.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon des cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- **Un chargé de mission centres de gestion partagés** inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux à la Direction des Finances.

Description du poste : Le chargé de mission devra participer à la définition et à la mise œuvre des centres de gestion partagés communs aux Territoires via la mise en réseau des fonctions financières des Territoires.

Profil : Participer à la définition et la bonne exécution des actions et des objectifs liés aux missions. Assurer le rôle de référent pour l'ensemble des actions menées. Animer des groupes de travail et assurer les relations avec les Directions des Finances des Territoires et les collaborateurs externes.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon des cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- **Un analyste fiscal** inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction des Finances.

Description du poste : L'analyste fiscal devra assurer l'analyse et l'optimisation de la fiscalité et participer à la gestion des risques financiers.

Profil : Analyser et optimiser le versement transport. Optimiser l'assiette fiscale. Gérer les relations avec les organismes de recouvrement de la sécurité sociale et les contribuables

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Pour ce qui concerne le Territoire du Pays Salonais :

Article 4 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services du Conseil de Territoire du Pays Salonais, est approuvée

la création d'un emploi CUI- CAE au sein du Pôle Moyens Généraux, Service des Moyens Généraux sur des missions de Référent Comptable.

Le contrat de travail sera établi, pour une durée minimale de 6 mois (ou 3 mois pour les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation et bénéficiant d'un aménagement de peine) ; cette durée pourra être prolongée dans la limite d'une durée de 24 mois en fonction de la situation du bénéficiaire et de l'évaluation des actions réalisées au cours du contrat en vue de favoriser l'insertion du salarié.

La durée maximale de 24 mois pourra être reportée, par décisions de prolongations successives d'un an au plus, à 60 mois, pour les salariés âgés de 50 ans et plus rencontrant des difficultés particulières qui font obstacle à leur insertion durable dans l'emploi.

Le contrat de travail sera établi à raison de 35 heures hebdomadaires et dans les conditions de rémunérations définies selon le montant du SMIC horaire en vigueur à la date de l'élaboration du contrat.

Pour ce qui concerne le Territoire Istres-Ouest Provence :

Article 5 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, est approuvée la création d'un emploi permanent à temps complet :

- Un poste de juriste

Description des missions et compétences attendues pour le poste :

- **Un juriste** inscrit à la nomenclature en référence au grade d'attaché territorial, auprès de la Direction institutionnel et juridique

Les activités principales du juriste consisteront à assurer une veille juridique permanente, assister et conseiller juridiquement les services de la collectivité ainsi que rédiger, mettre en œuvre, contrôler et sécuriser les actes juridiques.

Titulaire d'un diplôme de niveau 1 (DEA, DESS, Master II) en droit, spécialisé en droit public, notamment en matière de droit administratif général, de droit des collectivités territoriales et de droit de la fonction publique, le candidat aura pour mission principale, d'apporter une expertise juridique auprès des services de la collectivité, notamment en matière de contentieux.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée en référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

Pour ce qui concerne le Territoire Pays de Martigues :

Article 6 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sont approuvés la création de 4 nouveaux postes de contrats d'avenir, dont le salaire est basé sur le montant mensuel du SMIC horaire en vigueur et le principe d'attribution des prestations sociales suivantes : accès au restaurant administratif, et de droit aux prestations sociales du COS, dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les agents du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Article 7 :

Si les emplois définis aux articles 1, 3, 5 ne peuvent être pourvus par des candidats titulaires de la fonction publique, ils pourront être occupés par des agents contractuels disposant de l'expérience professionnelle et de la formation nécessaire pour les occuper.

Article 8 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017.

Article 9 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les contrats de recrutement ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-1767/17/CM

■ Approbation d'un protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole MET 17/3181/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les syndicats élus représentés dans les instances consultatives, sont les partenaires légitimes de l'administration concernant les actions et les décisions qu'elle met en œuvre et qui renvoient à l'organisation du travail, aux conditions de travail et aux situations individuelles des agents.

Dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, l'Autorité territoriale détermine les moyens alloués à ces organisations syndicales afin de permettre la représentation des agents de l'établissement. Ces moyens recouvrent le temps syndical, les locaux syndicaux, les équipements

informatiques et téléphoniques, les moyens (ou crédits) de fonctionnement et les règles d'affichage.

La création de la Métropole Aix-Marseille Provence a donné naissance à un nouvel établissement ayant des caractéristiques exceptionnelles tant par l'ampleur de son périmètre géographique que par le nombre important de sites d'implantation des personnels qui en résulte. Ces spécificités ne sont pas sans incidence sur le fonctionnement de la représentation syndicale des agents au sein des instances consultatives (CT, CAP et CHSCT).

C'est pourquoi, pour instaurer un cadre de dialogue social favorable dans l'intérêt des agents de la Métropole, et en application des dispositions de l'article 2 du décret n°85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale, il est proposé d'allouer des moyens adaptés à la spécificité de la Métropole.

Après une phase de concertation avec les organisations syndicales élues, un protocole d'accord a été élaboré et soumis à l'avis du Comité technique. Ce protocole d'accord est annexé à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver ce protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2014-1319 du 4 novembre 2014 relatif aux conditions d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- La circulaire du 20 janvier 2016 relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- L'avis du Comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient allouer des moyens adaptés à l'exercice du droit syndical à la suite des premières élections professionnelles tenues au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à signer le protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole du 8 décembre 2016 annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole d'accord ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-1768/17/CM

■ Mise en place de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections dans le cadre des élections professionnelles du 8 décembre 2016 MET 17/3183/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 8 décembre 2016 se sont déroulées les premières élections professionnelles de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ces élections ont permis d'élire les représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires (CAP) et au Comité Technique (CT).

Pour ce faire, certains agents territoriaux ont été mis à contribution pour gérer la bonne exécution du processus électoral et d'autres ont été désignés comme Président ou Secrétaire de bureau de vote (titulaires et suppléants).

Ces agents ont donc été présents avant l'ouverture des bureaux de vote (8 h 30) et après leur fermeture (17 h 30), au-delà de leurs cycles de travail habituels

au sein de leur territoire d'appartenance. Ce qui se traduira par la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Ces travaux supplémentaires peuvent être :

- soit récupérés à hauteur des heures réalisées,
- soit indemnisés en Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les agents de catégories C et pour ceux de catégorie B, en application des délibérations cadres en vigueur au sein de chaque territoire ;
- soit indemnisés sur la base de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE) pour les agents de catégorie A et pour, le cas échéant, ceux de catégorie B ne bénéficiant pas d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

Pour cette dernière catégorie d'agents, et de manière à permettre, le cas échéant, l'indemnisation des heures supplémentaires occasionnées par les élections professionnelles, Monsieur le Président propose au Conseil de la Métropole d'approuver la délibération ci-après qui instaure l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, modifié par le décret n°2011-540 du 17 mai 2011 ;
- Les décrets n° 2002-62 et n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté ministériel du même jour ;
- L'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 fixant les taux moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires ;

- L'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'instaurer l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections pour les agents de catégorie A et pour les agents, le cas échéant, de catégorie B ne bénéficiant pas d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS), ayant participé à la bonne gestion exécution du processus électoral ou ayant assuré les fonctions de Président ou de secrétaire (titulaires ou suppléants), de bureau de vote, lors de la journée des élections professionnelles du 8 décembre 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'attribution d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élection, dans le cadre de la journée des élections professionnelles qui se sont déroulées le 8 décembre 2016.

Article 2 :

Les dispositions de la présente délibération s'appliquent aux agents titulaires et non titulaires, relevant d'un grade de catégorie A et pour les agents, le cas échéant, de catégorie B ne bénéficiant pas d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

Article 3 :

Le coefficient d'application retenu pour le calcul du crédit global alloué à ce dispositif est de 8. L'enveloppe ainsi calculée s'élève à 8681,68 euros et sera répartie entre les 74 bénéficiaires pour un montant 117,32 euros.

Article 4 :

L'autorité territoriale déterminera par arrêté individuel le taux individuel applicable dans la limite du taux maximal de réglementaire.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-1769/17/CM

**■ Tarifs de location de logements pour l'été 2017 et d'un week-end Disney/Parc Astérix applicables aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale du territoire Istres-Ouest Provence
MET 17/3052/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

L'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par les lois n° 2001-2 du 3 janvier 2001 et 207-148 du 2 février 2007, a consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Ainsi, le SAN Ouest Provence, par délibération n° 476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'actions sociales. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a, par délibération du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Suite à la parution du catalogue été 2017 des prestations (voyages, séjours, week-ends et locations été), il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale des locations d'appartements et week-end suivants :

- Saint-Amand de Coly en Dordogne ;
- Lieu-dit Guinlet à Eauze dans le Gers ;
- Font-Romeu dans les Pyrénées ;
- Saint-Jean d'Arves en Savoie ;

- San Remo en Italie ;
- Biscarrosse dans les Landes ;
- Ruoms en Ardèche ;
- Propriano en Corse ;
- Empuriabrava en Espagne ;
- Torreilles plage dans les Pyrénées ;
- Vendres plage dans l'Hérault ;
- Week-end Disney / parc Astérix.

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échéancier de paiement (mensuel).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Régie Action Sociale propose aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence des locations d'appartements et un week-end Disney / Astérix ;
- Qu'il convient d'approuver l'application des tarifs de ces prestations aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échéancier de paiement (mensuel) ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs ci-annexés des locations d'appartements pour l'été 2017 et d'un week-end Disney / Parc Astérix aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Est mis en place un échéancier de paiement mensuel afin de faciliter l'accès à cette prestation.

Article 3 :

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-1770/17/CM

■ Approbation d'une convention de prestation de service avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches du Rhône pour la saisie des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nomination sur internet

MET 17/3045/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Bouches du Rhône (CDG 13), au-delà des champs d'intervention de ses missions obligatoires financées, par le prélèvement d'une cotisation, et comme l'y autorise la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale,

développe au service de ses collectivités territoriales partenaires des prestations facultatives en vertu des articles 22 à 26-1 de cette même loi.

Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Bouches du Rhône s'est doté, dans le cadre de ses missions définies dans l'article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et le décret n° 85-645 du 26 juin 1985, d'un module de saisie internet des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nominations des agents recrutés. Cet outil, à destination des collectivités et établissements publics territoriaux, a été mis en place en vue, notamment, de permettre l'amélioration des délais de publicité des créations et vacances d'emplois.

Cinq des six anciens E.P.C.I qui composent la Métropole d'Aix-Marseille-Provence avaient signé avant le 31 décembre 2015 une convention avec le CDG 13 pour la saisie des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nominations sur internet.

Afin d'améliorer et de sécuriser les délais de déclarations de créations et de vacances d'emplois de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il est proposé de signer une convention de prestation de service avec le CDG 13 pour l'ensemble des six conseils de Territoire, portant sur la saisie des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nomination sur internet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et notamment son article 3-3 et le 1° de l'article 3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents de la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- La convention de prestation de service proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches du Rhône ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'au regard des besoins liés à la construction métropolitaine, il apparaît nécessaire de signer une convention de prestation de service proposée par le Centre de Gestion des Bouches du Rhône, pour la saisie des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nomination sur internet pour l'ensemble des six Conseils de Territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de prestation de service pour la saisie des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nomination sur internet, proposée par le Centre de Gestion des Bouches du Rhône pour une année, renouvelable tacitement.

Article 2 :

Le droit d'accès au module de saisie internet des déclarations de créations / vacances d'emplois et des retours de nomination du Centre de Gestion des Bouches du Rhône est concédé gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-1771/17/CM

■ Harmonisation des modes de gestion des allocations de retour à l'emploi des anciens personnels non titulaires de la Métropole - Extension de la convention d'adhésion révocable avec Pôle Emploi à l'ensemble de la Métropole MET 17/3082/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pôle Emploi permet aux employeurs publics d'adhérer au régime d'assurance chômage pour les personnels non titulaires moyennant une cotisation assise sur la masse salariale du personnel concerné.

Quatre des six EPCI fusionnés pour créer la Métropole avaient choisi ce mode de gestion, tandis que les autres avaient optés pour l'auto-assurance.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, subrogée dans les droits des anciens EPCI, a ainsi hérité de différents modes de gestion des indemnités de retour à l'emploi qu'il convient désormais d'harmoniser.

Après une étude comparative des différentes solutions, il apparaît qu'une adhésion révocable généralisée auprès de Pôle Emploi permettrait d'assurer la sécurité juridique de ces allocations pour leur bénéficiaire comme pour la Métropole et de réaliser des économies de gestion substantielles.

Il ressort par ailleurs des discussions menées avec l'organisme Pôle Emploi qu'une extension de la convention de gestion à l'ensemble du personnel non titulaire de la Métropole pourrait intervenir par voie d'avenant aux conventions initialement conclues par les quatre anciens EPCI, sans aucune rupture des prestations servies.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'article L. 5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi N°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi ;
- La délibération N°50/02 du 5 mars 2006 du Conseil Communautaire de Berre-Salon-Durance ;
- La délibération N°380/05 du 1^{er} juillet 2005 du Conseil Syndical de Ouest Provence ;
- La délibération N° 2001-40 du 11 avril 2001 du Conseil Communautaire de l'Ouest Etang de Berre ;
- Le projet d'avenant aux conventions existantes ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à l'issue de la fusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit, aux anciens EPCI ;
- Qu'à l'issue de cette fusion, les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ;
- Que la réforme de l'organisation du service public de l'emploi a conduit au transfert du recouvrement des contributions d'assurance chômage et des cotisations de Pôle Emploi aux URSSAF ;
- Que ce transfert implique transfert des responsabilités en matière d'adhésion des établissements relevant du secteur public ;
- Que les différentes conventions d'adhésion révocable conclues par les Communautés d'Agglomération du pays d'Aix, de Salon-Berre-Durance, de l'Ouest Etang de Berre devenu pays de Martigues et le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence continuent à s'appliquer ;
- Qu'il est de bonne gestion d'étendre l'adhésion révocable à l'ensemble des indemnités de retour à l'emploi des anciens collaborateurs non titulaires de la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une extension de l'adhésion révocable auprès de l'URSSAF, à l'ensemble du territoire métropolitain, pour la gestion par Pôle Emploi des indemnités de retour à l'emploi des anciens collaborateurs non titulaires de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant aux conventions d'adhésion révocables formalisant cette extension ainsi que tous les documents y afférant.

Article 3 :

La dépense correspondante sera constatée au chapitre 12 des budgets de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs

MET 17/2734/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- Par délibération n° FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, il a été procédé à la désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de la commission départementale des risques naturels majeurs, en lieu et place des EPCI fusionnés précédemment membres de cette commission. Toutefois, pour tenir compte de la création de la Métropole, le Préfet a modifié la composition de cette commission par arrêté préfectoral en date du 4 août 2016. Dès lors, il convient d'entériner la désignation des représentants de la Métropole au sein de cette commission.
- Par délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein de la commission de suivi de site (CSS) du centre de traitement multifilière de déchets

ménagers avec valorisation énergétique à Fos sur Mer (EveRé). A ce titre, la Métropole a désigné un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein du collège « collectivités » de cette commission, ainsi que quatre représentants titulaires et quatre représentants suppléants pour siéger au sein du collège « exploitant ». Toutefois, par courrier en date du 20 décembre 2016, le Préfet a informé la Métropole que l'un de ses représentants suppléants désigné pour siéger au sein du collège « exploitant » siégeait déjà au sein du collège « collectivités » en qualité de maire d'une commune membre de la commission. Il convient donc de modifier sur ce point la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

- Par délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Marseille. Toutefois, conformément au Code des ports maritimes et au décret n°2008-1033 du 9 octobre 2008 modifié instituant le Grand Port Maritime de Marseille, il convient de désigner un représentant de la Métropole et d'abroger sur ce point la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.
- Par délibération n° FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au conseil d'administration de la SOLEAM. Il convient aujourd'hui de désigner les représentants de la Métropole à l'assemblée générale des actionnaires de cette société.
- Enfin, suite à la modification des statuts du Syndicat mixte du Pont de Rhaud, il convient de modifier les désignations des représentants de la Métropole au sein de ce syndicat mixte approuvées par la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont abrogées les désignations du conseil de surveillance du G.P.M.M. et de la commission départementale des risques naturels majeurs, telles qu'approuvées par la délibération n° HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et la délibération n° FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

Article 3 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de la commission de suivi de site (CSS) du centre de traitement multifilière de déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos sur Mer (EveRé), du Syndicat mixte du Pont de Rhaud et de la SOLEAM approuvées par la délibération n° HN 003-136/16/CM

du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et la délibération n° FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-1773/17/CM

**■ Délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain
MET 17/3162/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles ainsi que les compétences supplémentaires qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale qui ont été fusionnés.

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, l'exercice de trois compétences obligatoires est subordonné à la définition de l'intérêt métropolitain. Ces compétences sont les suivantes :

- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ;

- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain.

La définition de l'intérêt métropolitain doit permettre de distinguer dans chaque domaine de compétences concernées, celles dont l'exercice relèvent de la Métropole et celles dont l'exercice reste aux communes.

L'article L.5217-2 du CGCT précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. A défaut, les conséquences sont importantes puisque la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La reconnaissance de l'intérêt métropolitain sera déterminée par le conseil de la Métropole à la majorité des deux tiers de l'assemblée.

Par ailleurs, la CLECT de la Métropole ayant été installée le 20 janvier 2017, il est à présent entre autre nécessaire d'établir un cadre de définition de l'intérêt métropolitain. Il permettra de tracer une ligne de

partage claire entre les compétences des communes et de la Métropole en matière d'équipements et d'opérations d'aménagement.

La CLECT pourra dès lors procéder à l'évaluation des charges liées aux dits équipements et opérations d'aménagement, dans le respect des délais fixés par la loi.

Le Conseil de la Métropole conserve toutefois la possibilité de faire évoluer, au-delà du 1er janvier 2018, la définition de l'intérêt métropolitain. Hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de graduer le degré des transferts de compétences pour tenir compte des circonstances locales. Elle permet à chaque EPCI d'exercer certaines compétences pour assurer la continuité de l'action publique tout en permettant de mener une réflexion prospective sur ses compétences et son projet métropolitain.

Enfin, il est rappelé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés, notamment sur la base des définitions adoptées par les EPCI en matière d'intérêt communautaire. Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences qui n'avaient pas été transférées par les communes aux EPCI continuent d'être exercées par les communes (Article L.5218-2 du CGCT).

Au regard de ces éléments, il est proposé que l'intérêt métropolitain soit défini à partir des orientations stratégiques s'inscrivant dans la logique du projet métropolitain. Ces orientations permettront dans un second temps d'établir, lorsque cela sera possible, une liste de critères et une liste d'opérations ou d'équipements s'inscrivant dans ces grandes orientations.

Enjeux relatifs à la définition de l'intérêt métropolitain :

Etablir la Métropole Aix-Marseille-Provence parmi celles qui comptent dans l'échiquier mondial, devenir la capitale euroméditerranéenne dont la France a besoin, développer et aménager ce vaste territoire de 3148 km² pour répondre mieux encore aux aspirations de ses 1,8 million d'habitants en termes de qualité de vie et d'environnement et valoriser pleinement ses formidables potentiels, sont autant de justifications majeures de la création de la Métropole. « Audacieuse par nature », la Métropole doit formuler de grandes ambitions et déployer des projets structurants, qui justifieront le label d'intérêt métropolitain. Compte tenu de la croissance démographique actuelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait accueillir 200.000 habitants supplémentaires dans les quinze prochaines années. Elle devra de ce fait répondre aux nouveaux besoins d'équipements et de services à satisfaire.

Par la définition de ces critères et des transferts qui en résulteront, la Métropole dispose d'une opportunité pour se doter des vecteurs stratégiques de son action au service de son rayonnement et de son projet.

En effet, les équipements et opérations d'aménagement constituent des vecteurs essentiels de la stratégie de développement de la Métropole.

Ils peuvent contribuer à celle-ci selon trois niveaux :

- les équipements et opérations d'aménagement à fort potentiel de rayonnement et de développement qui contribuent à la stratégie d'attractivité de la Métropole, tant au niveau national qu'international ;

- les équipements et opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain qui peuvent, par leurs caractéristiques propres ou par leur mise en réseau, faire émerger une véritable valeur ajoutée métropolitaine et générer des effets à l'échelle de bassins de vie inter-territoriaux ;

- les équipements et opérations d'aménagement mis au service du maillage efficace et de la desserte des bassins de vie qui contribuent à la vie quotidienne des territoires composant la Métropole. Ils peuvent de ce fait constituer des pôles de mutualisations structurant l'action métropolitaine en lien avec les communes, ou être partie prenante de politiques et d'actions de proximité.

La construction du projet métropolitain est engagée. Elle se conçoit de manière évolutive. En cohérence avec les axes du projet métropolitain en cours de définition, les équipements et opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain auront donc vocation à s'inscrire aussi dans les documents stratégiques d'aménagement et de développement de la Métropole. Ils en conforteront les orientations et priorités.

Le projet métropolitain, dans un second terme, permettra de préciser les priorités pour les futurs équipements ou opérations d'aménagement, notamment en regard de leur plus-value (rayonnement, réponse aux enjeux d'équilibre et d'équité, niveau de service, innovation ou expérimentation...).

Par ailleurs, le transfert des équipements et opérations d'aménagement qualifiés d'intérêt métropolitain revêt des enjeux budgétaires importants au regard de la trajectoire financière de la Métropole et de ses communes. En effet, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) composée des 92 communes sera saisie à l'occasion de chaque transfert de compétence. Elle sera en charge de remettre un rapport évaluant le coût net des charges transférées sur la base duquel sera calculé le montant des attributions de compensation (AC).

Une attention particulière doit donc être portée aux caractéristiques des équipements et des opérations d'aménagement dont le transfert est envisagé. Les hypothèses de transferts seront étudiées aussi au regard des enjeux budgétaires de la Métropole et de leurs impacts financiers à moyen terme, dès lors que lesdits équipements et opérations d'aménagement présenteront un intérêt métropolitain pour l'institution et les politiques qu'elle entend mettre en œuvre.

Les enjeux financiers sont donc importants pour la Métropole et ses communes.

Compte tenu de ces enjeux, un soin particulier est porté à la méthode d'approche de ce sujet complexe.

Aussi, la présente délibération propose une méthode de consultation des Maires, ainsi qu'un échéancier compatible avec le processus d'évaluation des transferts de charges lié à la CLECT.

Elle précise aussi le cadre de référence et les axes stratégiques privilégiés, préalables à la définition de l'intérêt métropolitain.

Elle rappelle enfin les principes d'équité et d'adaptabilité qui sous-tendent la notion d'intérêt métropolitain.

Méthode et processus d'élaboration de l'intérêt métropolitain :

La consultation des Maires, un préalable fondamental :

Comme la loi le prévoit et comme le rappelle le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de la Métropole, la Conférence Métropolitaine des Maires est l'organe de consultation des Maires lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Elle contribue à organiser les modalités de la participation des communes à la construction métropolitaine.

La Conférence Métropolitaine des Maires est ainsi l'instance d'information, de travail, de propositions et de débats, dont l'organisation sous forme de plénières, de groupes de travail thématiques et de saisines consultatives, permet la pleine implication permanente des communes.

Dans son cadre, des saisines des Maires sont organisées sur les grands sujets tels que SCOT, PLH, Equipements, Fiscalité, Grands Projets et PDU. Elle doit être consultée sur l'élaboration du projet métropolitain et sur la mise en œuvre des politiques publiques métropolitaines.

Conformément aux principes fixés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des

équipements et des opérations d'intérêt métropolitain fera l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque Maire.

Il est donc impératif que les Maires soient consultés, dans le cadre de la Conférence Métropolitaine des Maires, sur la définition de l'intérêt métropolitain et sur les équipements et opérations d'aménagement dont le transfert à la Métropole pourrait être envisagé.

Ainsi, chaque Maire sera invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun nouveau transfert n'étant envisageable sans l'accord préalable du Maire.

La consultation s'effectuera par voie de courrier relayé par courriel dans le cadre de la Conférence Métropolitaine des Maires dès l'adoption de la présente délibération et se clôturera le 30 avril.

Les propositions émanant des communes seront analysées sous la responsabilité de chaque Vice-Président en cohérence avec les orientations stratégiques proposées ci-après, en dialogue avec les Maires concernés, et dans le cadre de la Conférence Métropolitaine des Maires.

Les délibérations entérinant les équipements et opérations d'aménagement reconnus d'intérêt métropolitain seront proposées au vote du Conseil de la Métropole en juin 2017. Les Conseils de Territoire seront saisis dans les délais de droit. Le Conseil de la Métropole statuera à la majorité des deux tiers sur les propositions de transferts d'équipements et d'opérations d'aménagement qui seront soumises à son approbation.

Ces délibérations pourront comporter, comme la loi le prévoit, soit des critères de nature financière (seuils) ou reposer sur des éléments physiques (superficie, nombre de lots ou de logements...), voire géographiques sous réserve d'une définition précise de la localisation retenue. Ils peuvent également être d'ordre qualitatif, sous réserve d'un énoncé objectif et précis (fréquentation d'une infrastructure en nombre de véhicules par jour, fréquentation d'un équipement en nombre d'entrées par semaine ou par mois ...). Toutefois, lorsque l'emploi de critères de ce type ne permettra pas de délimiter avec suffisamment de précision la frontière entre les compétences des communes et celles de l'EPCI, le recours à une liste reste possible.

Les axes prioritaires de définition de l'intérêt métropolitain :

Axes retenus en matière d'équipements sportifs :

Les axes retenus en matière d'équipements sportifs :

Co-rapporteur : Monsieur Eric LE DISSES, Vice-Président délégué aux Sports et aux équipements sportifs

- le transfert de fait à partir du 1^{er} janvier 2016 pour les équipements précédemment détenus et gérés par un EPCI fusionné et/ou créés pour le rayonnement communautaire ; La possibilité est ouverte aux maires volontaires de demander que le transfert de la Métropole vers les Communes d'équipements métropolitains, qui sont situés sur le territoire de leur commune soit inscrit à l'ordre du jour du Conseil de Métropole. Cela permettrait, pour les Maires qui le souhaitent, l'ouverture d'une discussion en séance avant un vote de l'assemblée souveraine ;

- l'extension des transferts aux équipements sportifs, prioritairement aux équipements aquatiques essentiels au maillage territorial en faveur de l'apprentissage du "savoir-nager", en projet ou en cours de réalisation et dont la Métropole est maître d'ouvrage, sous réserve de l'accord de la commune concernée ;

- le transfert d'équipements sportifs communaux existants revêtant un caractère unique et indispensable, prioritairement des équipements aquatiques essentiels au maillage territorial en faveur de l'apprentissage du "savoir-nager", à l'échelle métropolitaine pourra être envisagé, si la commune dont ils relèvent y est favorable ;

- enfin, sera privilégiée la mise en réseau des équipements sportifs : certains équipements sportifs communaux qui revêtent un intérêt pour la mise en réseau à l'échelle métropolitaine pourront, si la commune dont ils relèvent y est favorable, rejoindre le réseau métropolitain.

Par ailleurs, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourrait initier, accompagner et soutenir des projets et initiatives dans le cadre d'une politique sportive métropolitaine fixant ses priorités et soutenue par les élus du territoire. C'est dans ce sens qu'un large processus de concertation est initié en 2017 afin de parvenir au consensus le plus large possible qui devra donner lieu à une délibération de politique sportive.

Axes retenus en matière d'équipements culturels :

Co-rapporteur : Monsieur Daniel GAGNON, Vice-Président délégué à la Culture et aux équipements culturels

- le transfert de fait à partir du 1^{er} janvier 2016 pour les équipements précédemment détenus et gérés par un EPCI fusionné ; La possibilité est ouverte aux maires volontaires de demander que le transfert de la Métropole vers les Communes d'équipements métropolitains, qui sont situés sur le territoire de leur commune soit inscrit à l'ordre du jour du Conseil de Métropole. Cela permettrait, pour les Maires qui le

souhaitent, l'ouverture d'une discussion en séance avant un vote de l'assemblée souveraine ;

- l'extension de ces transferts aux équipements culturels en projet ou en cours de réalisation dont la Métropole est maître d'ouvrage, prioritairement dans le domaine de la lecture publique, sous réserve de l'accord de la commune concernée ;

- le transfert d'équipements culturels communaux existants revêtant un caractère unique et indispensable, prioritairement dans le domaine de la lecture publique, à l'échelle métropolitaine pourra être envisagé, si la commune dont ils relèvent y est favorable ;

- enfin, sera privilégiée la mise en réseau des équipements culturels : certains équipements culturels communaux qui revêtent un intérêt pour l'interconnexion à l'échelle métropolitaine pourront, si la commune dont ils relèvent y est favorable, rejoindre le réseau culturel métropolitain. Plus généralement, la Métropole portera à l'avenir une attention particulière à la structuration et au développement de réseaux culturels existants ou à venir, ces derniers pourront être considérés de rayonnement métropolitain.

Par ailleurs, la Métropole Aix Marseille Provence pourrait initier, accompagner et soutenir des projets et initiatives dans le cadre d'une politique culturelle métropolitaine fixant ses priorités et soutenue par les élus du territoire. C'est dans ce sens qu'un large processus de concertation, notamment dans le cadre de la conférence métropolitaine des maires a été engagé dès le premier semestre 2016. Ce processus doit permettre de dégager un consensus en vue de l'adoption d'une délibération-cadre non contraignante « optionnelle » qui aurait pour objet le déploiement d'une stratégie culturelle et artistique à l'échelle métropolitaine.

Axes retenus en matière d'opérations d'aménagement :

Co-rapporteurs :

Monsieur Henri PONS, Vice-Président délégué à la Stratégie et à l'aménagement du territoire, au ScoT et aux Schémas d'urbanisme

En préalable, il est rappelé que conformément à l'article L5217-2 du CGCT, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires relève de la compétence exclusive de la Métropole. De fait, la réalisation par la métropole des opérations d'aménagement visant à la création de ces dites zones d'activités ne sont pas conditionnées par la reconnaissance de leur intérêt métropolitain. En revanche, la définition de la notion de zone d'activité dans le cadre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est en cours d'élaboration, en vue

notamment d'identifier les périmètres des zones d'activités ayant vocation à être transférées à la métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concernera donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment habitat, politique de la ville, renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager...

Une opération d'aménagement doit s'inscrire dans les objectifs visés à l'article L 300.1 du Code de l'Urbanisme : « les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels. »

L'aménagement opérationnel est une politique publique à part entière. Les projets urbains, quelle que soit leur nature, impactent la vie des citoyens et doivent tenir compte notamment d'enjeux environnementaux et sociétaux dans leur conception et leur mise en œuvre.

Les territoires qui composent la métropole avaient tous des compétences différentes en matière d'aménagement du territoire. Certains territoires réalisaient déjà à l'échelon intercommunal la plupart des opérations d'aménagement de leur périmètre, d'autres avaient définis une série de critères encadrant les opérations intercommunales. Cette variété de situation doit être prise en compte dans la définition de l'intérêt métropolitain avec l'objectif de tendre à une harmonisation des pratiques, une équité des territoires, à travers un objectif commun donnant une lisibilité à l'action métropolitaine en matière d'aménagement opérationnel.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain en matière d'opérations d'aménagement devra concilier plusieurs objectifs : traduire la mise en œuvre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente, intégrer les enjeux actuels propres à l'aménagement opérationnel, tenir compte des particularités des territoires tout en tendant à l'harmonisation des pratiques et une équité territoriale.

Ainsi, cette ligne de partage que constitue l'intérêt métropolitain doit à la fois autoriser une certaine souplesse pour s'adapter à la diversité des projets des

communes du territoire et, dans le même temps, affirmer des objectifs forts traduisant les orientations stratégiques des futurs projets d'aménagement métropolitains.

Fort de ce constat et compte tenu des obligations qui incomberont à la Métropole au travers des documents de planification et d'urbanisme qu'elle devra élaborer, les principes qui guident aujourd'hui la réflexion pour définir les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement pourraient prendre en compte à la fois :

- les périmètres des opérations d'aménagement transférés par les ex EPCI au 1^{er} janvier 2016 dont le portage par la métropole sera ainsi confirmé,
- les opérations dont le périmètre se développerait sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de planché dédiée au développement économique serait supérieure à 50 %,
- le caractère innovant et /ou expérimental de l'opération d'aménagement, la prise en compte dans son programme de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales pourraient être également des axes de l'intérêt métropolitain,
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Ces axes de travail conduiront à la proposition d'une délibération fixant les critères de l'intérêt métropolitain en matière d'opérations d'aménagement.

Axes retenus en matière de cimetières et sites cinéraires :

Co-rapporteur : Monsieur Pascal MONTECOT, Vice-Président délégué au Patrimoine, à la logistique et aux moyens généraux

Conformément à l'article L.5217-2 du CGCT, seul l'exercice de la compétence en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires est subordonné à la reconnaissance de l'intérêt métropolitain, contrairement à la compétence relative aux crématoriums qui est exclusive de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire de deux cimetières intercommunaux situés à Ensues-la-Redonne et Ceyreste dont la gestion administrative a été confiée aux communes.

Elle assure en outre la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un cimetière à La Ciotat et une extension de cimetière sur la commune de Gémenos. Définir l'intérêt métropolitain revient à distinguer les cimetières et sites cinéraires qui continueront à

relever des compétences communales, de ceux qui, par leur superficie, leur capacité, leur spécificité ou leur emplacement stratégique sur le territoire métropolitain ont vocation à relever de l'intérêt métropolitain.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les territoires qui composent la Métropole se trouvent dans des situations différentes en termes de gestion des concessions funéraires, de taux d'occupation de leurs équipements funéraires, en termes de niveau des services (tarification, horaire...), ou de durée des concessions et des outils de gestion existants.

Ainsi, la définition de l'intérêt métropolitain devra concilier plusieurs objectifs : intégrer les enjeux actuels en termes de taux d'occupation des cimetières, tenir compte des variétés de situations des territoires tout en tendant à l'harmonisation progressive des pratiques à l'échelle métropolitaine.

Enfin, il convient de rappeler que la définition de l'intérêt métropolitain n'obère pas toute possibilité de réflexion sur son évolution. Ainsi, le Conseil de la métropole pourra faire évoluer la définition de son intérêt métropolitain concernant les cimetières et sites cinéraires.

Principes d'équité et perspectives d'adaptation :

Il conviendra enfin de prendre en compte les enjeux d'équilibre et d'équité entre populations et territoires (niveau d'équipement souhaité dans les bassins de vie).

Concernant les équipements, le niveau de service, l'accès facilité dans un temps raisonnable, voire dématérialisé grâce au numérique, à un niveau de service de qualité sera aussi pris en compte. De ce fait, les enjeux de mise en réseau sont aussi essentiels.

Les critères et les listes d'équipements et d'opérations d'aménagement qualifiés d'intérêt métropolitain, permettront d'engager les évaluations nécessaires à la préparation des travaux de la CLECT en la matière, dans les meilleurs délais.

Dans la période qui succédera au transfert, des modalités de gestion seront mises en place de manière à garantir la continuité du service public.

Les listes d'équipements et opérations d'aménagement qui résulteront de ce processus, auront un caractère évolutif et pourront être reconsidérées au regard des évolutions institutionnelles de la Métropole et du Projet métropolitain.

Le périmètre de l'intérêt métropolitain ainsi défini pourra être réexaminé par le Conseil de la Métropole au terme de la première année effective des transferts et reconsidéré selon les modalités de consultation et de majorité requises.

A partir de réflexions stratégiques dont certaines sont engagées pour mieux répondre aux besoins des habitants actuels et futurs, il sera souhaitable d'établir le moment venu un plan d'action relatif aux équipements et opérations d'aménagement à l'appui du projet métropolitain. Celui-ci se fera au fur et à mesure de la montée en compétence de la Métropole et permettra ainsi à l'intérêt métropolitain de se dessiner dans un processus politique, technique et financier, mis au service du Projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'établir un cadre de référence stratégique permettant de définir l'intérêt métropolitain.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la présente délibération-cadre relative à la définition de l'intérêt métropolitain et le cadre de référence qui en résulte.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-1774/17/CM

■ Approbation d'une convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Politique de la Ville du Conseil de territoire Marseille Provence MET 17/3193/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La qualité de vie urbaine est un axe prioritaire du Contrat de Ville Marseille-Provence qui prévoit de « formaliser la stratégie partenariale en matière de Gestion Urbaine de Proximité à travers une convention cadre » et de « poser des objectifs opérationnels précis en nombre resserré en cohérence avec le Contrat Local de propreté de Marseille Provence et les engagements des bailleurs concernant l'abattement de la Taxe Foncière pour le Bâti, en respectant le cadre national proposé par l'Etat, l'Union Sociale de l'Habitat et les associations d'élus ».

Conformément à la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, et à la loi de finances rectificative pour 2016 qui maintient l'abattement de 30% de TFPB pour les Quartiers Politique de la Ville pour les bailleurs signataires des contrats de ville et le soumet à l'adoption d'une convention entre les bailleurs sociaux, les communes, l'EPCI et le représentant de l'Etat dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires, la Métropole souhaite signer, pour le territoire de Marseille-Provence, une convention avec l'Etat et les communes de Marignane, Marseille, Septèmes-les-Vallons, l'ARHLM PACA & Corse, et les bailleurs sociaux.

Les bailleurs sociaux pourront ainsi bénéficier de l'abattement pour la durée du contrat de ville en respectant les modalités de déclaration prescrites par le Code Général des Impôts, c'est-à-dire la transmission aux services fiscaux, avant le 1^{er} janvier de l'année visée, d'un programme d'actions décliné par quartier justifiant du montant et du suivi des actions entreprises pour l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Les engagements des bailleurs devront être conformes aux objectifs poursuivis par le contrat de ville et porter sur les axes suivants :

- le renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à la présence dans le patrimoine hors Quartiers Politique de la Ville)
- la formation et le soutien des personnels de proximité
- le « sur-entretien »
- la gestion des déchets, des encombrants et des épaves
- la tranquillité résidentielle
- la concertation et la sensibilisation des locataires
- l'animation, le lien social, le « vivre ensemble »
- les petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)

Des indicateurs entre les moyens de gestion mis en œuvre dans les quartiers qui ne sont pas en politique de la ville et ceux qui y sont, seront fournis pour permettre la comparaison.

Les représentants des locataires seront associés à l'élaboration de ce programme d'actions, ainsi que les équipes politique de la ville, les services de droit communs des collectivités partenaires et les acteurs sociaux.

La démarche d'élaboration se fera à partir de l'état des lieux du patrimoine concerné, de « diagnostics en marchant » et de l'identification des actions à réaliser sur la période du Contrat de Ville.

Un « comité technique TFPB » est mis en place dans le cadre de la gouvernance du contrat de ville de Marseille Provence pour coordonner et suivre l'ensemble de la démarche. Il se réunit au moins une fois par an.

Un « comité de suivi » est constitué par territoire de projet du contrat de ville et se réunit une fois par trimestre, composé de représentants des signataires de la convention, de représentants des locataires et des acteurs qualifiés du territoire.

Ces comités de suivi ont notamment pour mission de valider les programmes d'actions de l'année précédente, de prévoir les diagnostics complémentaires à conduire, d'affiner et de réajuster les programmes d'actions spécifiques collectives inter-quartiers à l'échelle des territoires de projet et en cohérence avec les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité.

Un rapport global annuel de l'ensemble de la démarche, tous quartiers politique de la ville confondus, rendant compte des programmes d'actions réalisés, sera mis en forme selon des modalités définies dans le cadre du contrat de ville, et présenté au comité de pilotage du contrat de ville conformément aux prescriptions du cadre national.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole d'approuver la convention-cadre d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans les quartiers politique de la ville du territoire Marseille-Provence.

Monsieur le Président propose au Conseil de Métropole d'approuver la délibération ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi de finances rectificative pour 2016 ;
- Le cadre national d'utilisation de l'abattement TFPB signé par l'Etat, l'Union Sociale pour l'Habitat, et les associations d'élus (Ville et Banlieue, AMG VF, ACUF, ACF) le 29 avril 2015. ;
- La déclaration commune d'engagements pour la propreté signée par l'ARHLM PACA & Corse et la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 8 décembre 2015 ;
- Le contrat de ville de Marseille Provence signé le 17 juillet 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu que représente l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers politique de la ville du territoire Marseille-Provence ;
- L'intérêt de formaliser les engagements des bailleurs et des partenaires du contrat de ville dans une convention-cadre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-cadre ci-annexée d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans les quartiers politique de la ville du territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à ce rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-1775/17/CM

**■ Approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain
MET 17/3098/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dès les premiers travaux concernant la Métropole Aix-Marseille-Provence, tout comme la Mobilité, le Développement Economique s'est vu affirmé comme priorité essentielle pour relever le défi de l'emploi et assurer le rayonnement de cette porte ouverte de la France vers la méditerranée.

C'est pourquoi, à l'instar des autres métropoles, Aix-Marseille-Provence a lancé, il y a plusieurs mois, sa réflexion sur la stratégie de développement économique métropolitaine. Celle-ci a abouti à un projet en matière d'attractivité, de développement économique et d'emploi, qui se matérialise dans le cadre de l'Agenda, soumis aujourd'hui à l'approbation du Conseil de la Métropole.

En partant d'un constat étayé des nombreuses études et rapports de diagnostic établis au cours de ces dernières années, ce document stratégique repose notamment sur la définition des priorités et l'élaboration d'un plan d'actions.

Le diagnostic présenté, recensant les principales forces, faiblesses et grands enjeux métropolitains, démontre que la Métropole Aix-Marseille-Provence possède de réels atouts économiques, soutenus notamment par un système économique « productif et résidentiel » résilient, un potentiel d'innovation et de recherche important ainsi qu'une vitalité culturelle et un environnement naturel exceptionnels sur lesquels capitaliser. Il conforte la volonté politique d'engager une stratégie plus ambitieuse au service d'un objectif prioritaire, l'emploi pour tous, et d'avancer en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes du développement métropolitain.

Plusieurs étapes de concertation, de débats et d'échanges ont d'ores et déjà permis d'inscrire la construction de l'agenda dans un processus d'enrichissement progressif, largement partagé avec les représentants des territoires concernés autant qu'avec le monde économique ; notamment dans le cadre de réunions avec les élus métropolitains (présidents des conseils de territoire, vice-présidents métropolitains en charge de l'économie et des

politiques publiques liées, vice-présidents des territoires en charge de l'économie...) mais aussi des journées des Ateliers du développement économique de la Métropole avec les acteurs économiques ou encore du dialogue avec la région tant au niveau politique qu'administratif...

Il en ressort que l'agenda du développement économique s'attache à répondre aux grands enjeux communs qui attendent la Métropole

- la création d'emplois sur le territoire métropolitain,
- le renforcement de l'attractivité du territoire, en particulier pour les investisseurs et talents internationaux,
- le développement de l'entrepreneuriat innovant en favorisant davantage l'innovation ouverte et collaborative, l'expérimentation et les opportunités d'affaires,
- Le déploiement d'un politique volontariste de reconquête du foncier en faveur du développement économique à appréhender comme une priorité à court terme, compte tenu du déficit auquel est confrontée la métropole, alors même que les besoins sont estimés à 1450 ha d'ici 2030 !
- Le soutien d'un développement économique plus équilibré,

Pour relever ces défis avec vision et pragmatisme, l'agenda propose un plan d'actions opérationnel articulé autour de 6 orientations stratégiques :

1. S'affirmer comme une métropole compétitive
2. Devenir une métropole attractive et ouverte au monde, au cœur des échanges euro-méditerranéens
3. Se positionner comme une métropole facilitant la vie des entreprises
4. Développer la métropole entrepreneuriale et innovante
5. Construire une métropole de proximité, proche de ses habitants
6. Bâtir une métropole partenariale

Ces 6 orientations se déclinent dans le cadre de 19 leviers, près de 150 actions et 10 objectifs prioritaires et mesurables qui définissent l'ambition de développement de la Métropole et prépare son avenir : celui d'une Métropole solidaire et responsable, celui d'une Métropole d'excellence et internationale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la situation économique de la Métropole doit être une priorité absolue et nécessite de prendre des mesures fortes et ambitieuses ;
- Que le développement économique et l'attractivité sont des enjeux majeurs pour la Métropole ;
- Que la Métropole doit changer d'ambition et s'imposer comme Métropole internationale, leader sur les enjeux euro-méditerranéens ;
- Que le travail de concertation mené par la Métropole avec les acteurs du développement économique, dans le cadre de l'agenda, a permis la formalisation d'une vision stratégique différenciante et partagée ;

Délibère

Article unique

Est approuvé l'agenda du développement économique ci-annexé

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-1776/17/CM

■ Approbation du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) MET 17/3116/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Schéma de développement économique, d'Innovation et d'internationalisation (SRDEII) a été prévu par la loi portant Nouvelle Organisation du

Territoire de la République (loi NOTRe) du 7 août 2015.

Il doit permettre d'organiser la complémentarité de l'action économique entre les différentes collectivités et établissements publics de coopération intercommunale. Compte tenu des compétences et des responsabilités qui lui sont confiées, il doit, au cours de son élaboration, faire l'objet d'une concertation avec la ou les Métropoles appelées à se prononcer.

Le SRDEII est donc issu d'un travail collaboratif engagé par la région Provence Alpes côte d'Azur avec l'ensemble des partenaires territoriaux concernés et bien évidemment, la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Tout en traitant sur le fond des thématiques indiquées comme obligatoires par la loi (les aides aux entreprises, à l'internationalisation, à l'investissement immobilier, à l'innovation, à l'attractivité du territoire régional, au développement de l'économie sociale et solidaire, à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) ou apportant des orientations dans les domaines identifiés comme facultatifs, le SRDEII, ainsi défini et approuvé par la Région le 17 mars dernier, repose sur deux axes majeurs :

- ✓ concentrer les moyens sur les filières stratégiques et segments différenciants où la région dispose d'avantages comparatifs et dont les 12 Opérations d'Intérêt Régional constituent le bras armé
- ✓ renforcer les équilibres territoriaux

Sept engagements, au service de la croissance et de la compétitivité de la Région, ont par ailleurs été identifiés dans le cadre de cette stratégie de spécialisation :

1. Développer l'attractivité régionale ;
2. Promouvoir l'entrepreneuriat et accompagner la création et le développement des entreprises ;
3. Faciliter et simplifier l'accès aux services et aux aides régionales avec la création d'un portail des entreprises ;
4. Le Small Business Act : accroître l'accès à la commande publique pour les entreprises régionales ;
5. Investir dans l'innovation pour accélérer les retombées économiques de la R & D ;
6. Adapter et renforcer la formation pour répondre aux besoins des entreprises ;
7. Les opérations d'intérêt régional au service de la stratégie de spécialisation et de concentration

A la suite d'échanges tant entre élus qu'entre techniciens de la Région et de la Métropole, les enjeux métropolitains ont été mieux pris en compte ; ce qui rend le SRDEII compatible avec l'Agenda de Développement économique métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le pacte Etat-Métropoles signé le 6 juillet 2016

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Que le travail de concertation conduit par la région Provence Alpes Côte d'Azur avec la Métropole Aix-Marseille-Provence a été satisfaisant ;
- Que le schéma régional de Développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) élaboré par la région Provence Alpes Côte d'Azur est cohérent avec la vision et les objectifs poursuivis par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire et tels que formalisés dans le cadre de son Agenda économique ;
- Que les remarques émises par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le document du SRDEII ont été majoritairement prises en compte ;
- Que le projet d'Agenda du Développement économique de la Métropole a été annexé au SRDEII lors du vote de la Région le 17 mars 2017 ;

Délibère

Article unique:

Est donné un avis favorable au Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-1777/17/CM

■ Vente d'un terrain sur le Parc d'Activités de la Crau à Salon de Provence à la société Rampal Latour

MET 17/3070/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SARL Savonnerie Rampal Latour, a sollicité la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot B1 de 3.000 m², cadastré Section DL n° 249 (issue de la DL n° 227) sur le Parc d'Activités de la Crau à Salon-de-Provence.

La savonnerie Rampal Latour, fabrique et commercialise du savon de Marseille traditionnel depuis 1828.

Afin de faire face à une forte croissance de son activité, cette société a déjà acquis en 2014 un terrain de 10.000 m² sur le même Parc d'Activités de La Crau afin d'y construire une nouvelle usine inaugurée en mars 2016.

C'est dans ce contexte global de forte expansion que la société Rampal Latour souhaite accroître sa capacité de production et développer sa logistique. L'acquisition du terrain B1, situé en face de son terrain actuel, lui permettra de poursuivre son développement.

Le projet consiste dans :

- l'extension du bâtiment existant sur une surface de 900 m² et l'agrandissement corrélatif des bassins de rétention au détriment des places de parking existantes,
- la création de nouvelles places de parking sur le terrain objet de la présente délibération.

Cette extension engendrera la création de 15 à 20 emplois dans un délai de 3 à 5 ans ainsi que des investissements et des innovations technologiques et contribuera également au développement de l'activité touristique locale (visites des ateliers de fabrication).

La Division France Domaine a été consultée concernant la valeur de la parcelle DL 249. Par avis du 31 mai 2016, le terrain a été estimé à 50 euros HT le m².

Ceci exposé, il est proposé, de vendre le terrain comprenant le lot B1, d'une surface de 3.000 m² à la société Rampal Latour au prix unitaire de 60 euros HT par m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis des services Fiscaux de France Domaine en date du 31 mai 2016 ;
- Le plan de cession ;
- Les plans de bornage ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain comprenant le lot B1 de 3.000 m², sur le Parc d'Activités de la Crau à Salon-de-Provence à la société Rampal Latour, ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 60 euros HT le m².

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxe du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

L'autorisation d'urbanisme requise relative à l'aménagement du terrain B1, devra être déposée au plus tard le 31 juillet 2017 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 décembre 2017, à défaut de quoi la Métropole d'Aix-Marseille Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer l'acte si elle estime que les raisons invoquées sont recevables.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-1778/17/CM

■ Transfert patrimonial des opérations d'aménagement "Zone d'Activités du Bas Taulet" et "Zone d'Activités des Vignerolles" depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 17/2793/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la commune de Pélissanne a pris une délibération le 17 décembre 2015, actant le transfert de la compétence économique à la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence », pour transférer deux zones d'activités économiques (ZA Les Vignerolles ; ZA du Bas Taulet). Cette délibération municipale a été réactualisée par celle du 28 septembre 2016.

Au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée par la fusion de six EPCI et reprend donc la procédure de transfert.

S'agissant des modalités du transfert de ces opérations en cours, les dispositions législatives et réglementaires propres aux Communautés Urbaines et aux Métropoles, prévoient (article L.5215-29 du Code Général des Collectivités Territoriales et articles R. 5215-3 et suivants du même code) des modalités particulières pour les ZAC et autres opérations d'aménagement relevant des compétences de la métropole.

Ces deux zones d'activités n'étant pas des ZAC, les opérations décidées et ayant reçu un commencement d'exécution seront poursuivies par la Métropole d'Aix Marseille Provence, par accord amiable entre la commune et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (article R.5215-4 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Par courrier du 23 décembre 2016, la Préfecture des Bouches du Rhône a porté à la connaissance du Président de la Métropole les délibérations du Conseil Municipal de Pélissanne visant au transfert des deux zones d'activités déclenchant à sa réception un délai de 60 jours au cours duquel il appartient au Conseil de la Métropole de se prononcer sur le transfert de ces deux zones.

Il appartient donc désormais au Conseil de la Métropole de se prononcer sur le transfert de ces zones d'activités ainsi que sur les modalités financières et patrimoniales du transfert de façon à ce que suite aux délibérations concordantes de la commune et de la Métropole, le Préfet puisse prendre un arrêté constatant le transfert effectif de ces deux zones.

Les deux zones objet du transfert sont en voie d'achèvement.

En effet, au 31 décembre 2016, les travaux d'aménagement sont achevés et la plupart des parcelles contenues dans ces deux zones d'activités sont vendues ou sous compromis de vente. A cette même date seules deux parcelles sur la ZA du Bas Taulet et une parcelle sur la ZA des Vignerolles restent à commercialiser.

Il est rappelé que les modalités de prise en charge par l'intercommunalité des coûts d'entretien de ces zones ont été actées par délibération de l'ex-Communauté Agglomération Agglopolo Provence du 7 décembre 2015, cette délibération reprenant les conclusions du rapport de la CLECT du 13 octobre 2015.

Un transfert au 31 décembre 2016 n'ayant pas été possible dans le cadre de la procédure détaillée ci-dessus, la Commune et la Métropole proposent de fixer la date d'un transfert effectif au 30 juin 2017.

Les modalités financières du transfert sont établies sur le principe d'un transfert financier équitable entre les parties. S'agissant d'une opération quasiment terminée, il importe en effet que la commune qui a porté le risque de la réalisation et de la commercialisation des zones puisse bénéficier du résultat associé.

A titre indicatif, au 31 décembre 2016 et selon les éléments apportés par la Commune, les travaux d'aménagement sont acquittés à 100 %. Dans le même temps, les cessions sont réalisées à hauteur de 1 679 695,88 € HT soit environ 60 % du montant total des cessions attendues.

En première approche, la valorisation des terrains est établie selon les éléments contenus dans la délibération du Conseil Municipal de Pélissanne du 24 juin 2015.

Par ailleurs, l'évaluation de ces modalités financières tiendra compte, des éléments de passif (matérialisés notamment par un prêt relais contracté par la Commune) et d'actif (matérialisés par l'estimation de la valeur des cessions de terrains restant à réaliser) constatés à la date du transfert.

Ainsi et sur la base des éléments financiers connus au 31 décembre 2016 :

- L'ensemble des dépenses de travaux ont été réglées par la Commune

- La valeur des cessions restant à réaliser par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'établit à un montant de 1 134 407,89 € HT.
- La Métropole d'Aix-Marseille-Provence devra acquitter après la date du transfert auprès de l'organisme prêteur l'échéance du prêt à terme que la Commune a contracté en 2013 à hauteur de 1 500 000 € (augmenté des charges financières associées)

Il est donc proposé que :

- La Métropole d'Aix-Marseille-Provence acquière auprès de la Commune les terrains en attente de cession à la date du transfert (libres ou sous compromis), à charge pour l'EPCI de procéder à la commercialisation des parcelles et/ou à la réalisation des ventes associées. Il est à ce stade précisé que des délibérations spécifiques, prises à l'appui de l'avis du service de France Domaine, viendront ultérieurement acter ces acquisitions.
- La Commune rembourse à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le montant du prêt relais à hauteur de 1 500 000 € augmenté des charges financières dues au titre de l'exercice 2016, établies à 29 250 €, au plus tard le 31 décembre 2017.

Le Conseil Municipal de la Commune de Pélissanne doit par ailleurs adopter une délibération concordante sur ces modalités financières.

Il est, dans ce cadre, proposé la signature d'un protocole entre la Métropole et la Commune, formalisant les engagements réciproques des deux parties tels qu'énoncés dans le présent rapport.

Les flux financiers interviendront dans le strict respect des obligations en matière de TVA tant du point de vue de la Commune que de celui de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

C'est donc dans ce cadre qu'il convient de proposer au Conseil de la Métropole d'approuver, à la date du 30 juin 2017, le transfert effectif des zones d'activités du Bas Taulet d'une part et des Vignerolles d'autre part, et, par voie de conséquence d'accepter la poursuite de leur réalisation et leur achèvement par la Métropole.

La liste des parcelles incluses dans le périmètre de chacune des deux zones est rappelée ci-dessous :

Zone d'Activité du Bas Taulet		
Lots	Parcelle	Superficie M²
1	AT 737	2005
2	AT 738	1004
3	AT 739	1001
4	AT 740	2009
5	AT 741	3004
6	AT 742	2071
7	AT 743	1012
9	AT 744	2010
10	AT 745	10011
12	AT 746	1007
13	AT 747	1533
14	AT 748	1762
15	AT 749	1039
16	AT 750	1596
17	AT 751	1116
18	AT 752	1017
19	AT 753	2034
20	AT 754	3005
21	AT 755	1490
22	AT 756	1482
23	AT 757	1499
24	AT 758	3555
TOTAL		46262

Zone d'Activité des Vignerolles		
Lots	Parcelle	Superficie M²
Terrain A	BH n°307	1885
Terrain B	BH n°319	1870
Terrain C (C1 + C2)	BH n°310 & 321	1801
Terrain D (D1+D2+D3)	BH n° 309, 311, 322	1875
Terrain E (E1+E2+E3+E4+E5)	BH n°308, 312, 214, 323, 317	3363
TOTAL		10794

Au 31 décembre 2016 et à titre indicatif, la liste des parcelles non cédées par la commune s'établit comme suit :

Zone d'Activité du Bas Taulet		
Lots	Parcelle	Superficie M²
1	AT 737	2005
4	AT 740	2009
5	AT 741	3004
12	AT 746	1007
13	AT 747	1533
14	AT 748	1762
15	AT 749	1039
16	AT 750	1596
17	AT 751	1116
19	AT 753	2034
22	AT 756	1482
Zone d'Activité des Vignerolles		
Lots	Parcelle	Superficie M²
Terrain B	BH n°319	1870

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'arrêté préfectoral portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La loi n°2014-173 du février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°145/15 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, relative à la déclaration d'intérêt communautaire de zones d'activité ;
- Les délibérations de la commune de Péliganne du 24 juin 2015, du 17 décembre 2015 et du 28 septembre 2016 ;
- Le courrier du 23 décembre 2016 de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;
- La lettre de saisine du Président de la

Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, à la demande de la commune de Péliganne, le transfert des Zones d'Activités des Vignerolles et du Bas Taulet ainsi que la poursuite des opérations d'aménagement.

Article 2 :

Est sollicité un transfert effectif de ces opérations au 30 juin 2017 après qu'un arrêté préfectoral ait acté cette répartition.

Article 3 :

Est approuvé le principe de l'acquisition des terrains en attente de cession à la date du transfert par délibérations spécifiques ultérieures, après consultation de France Domaine.

Article 4 :

Est décidé de s'acquitter, après la date du transfert, de l'échéance du prêt à terme que la Commune a contracté en 2013 à hauteur de 1 500 000 euros augmenté des charges financières associées.

Article 5 :

Est pris acte de l'engagement à venir de la Commune de Péliganne consistant à rembourser au plus tard au 31 décembre 2017 à la Métropole d'Aix Marseille Provence le montant du prêt relais contracté par la Commune augmenté des charges financières associées dues au titre de 2016 à hauteur de 1 529 250 € et acquitté par la Métropole d'Aix Marseille Provence après la date de transfert.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole entre la Métropole et la Commune formalisant les engagements des parties et plus largement, tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes, et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques de La Roque d'Anthéron, portant sur une surface de 13 ha, a été déclaré d'intérêt communautaire le 15 janvier 2014 en Conseil de Communauté du Pays d'Aix, et la procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été engagée par délibération du 23 avril 2015. Dans ce cadre, une concertation publique a été menée auprès de la population, en vue de la création de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2, conformément au nouvel article L.103-2 du Code de l'Urbanisme (ancien article L.300-2 du Code de l'Urbanisme).

I – RAPPELS DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION

La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation :

Ce projet intègre les objectifs suivants :

- Répondre aux orientations du SCOT sur le développement de l'offre foncière en Pays d'Aix ;
- Produire du foncier d'activités pour des entreprises industrielles génératrices d'emplois peu qualifiés et apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois ;
- Proposer des solutions d'implantation dans le Val de Durance pour les entreprises liées au développement d'ITER. La maîtrise publique foncière garantit en effet une réalisation de l'opération à court terme, et donc une réponse adaptée à cette demande spécifique ;
- Participer à une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC, associée au projet de réhabilitation de la zone existante, permettra de créer un ensemble économique cohérent et plus intégré au site et au paysage. Cette réflexion commune permettra également d'améliorer le fonctionnement et l'accessibilité du site.

Les modalités de concertation du public ont été définies dans cette même délibération, de la manière suivante :

- Mise en place d'une exposition permanente à la Mairie de la Roque d'Anthéron et dans les locaux du Territoire du Pays d'Aix à Aix-en-

Provence. Ces deux expositions sont accompagnées d'un document de présentation du projet ainsi que d'un registre permettant à la population de consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;

- Publications d'articles dans les magazines de la commune pour informer la population de l'état d'avancement du projet ainsi que des différentes manifestations liées au projet ;
- Publications d'articles et d'informations sur le site internet de la commune et du Territoire du Pays d'Aix ;
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet à l'occasion d'une réunion publique et d'une réunion d'information ciblée.

II – LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION

Exposition permanente en mairie accompagnée d'un registre

Une exposition a été organisée et présentée à partir du mois de mai en mairie ainsi que dans les locaux de la Direction des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix à Aix-en-Provence.

A cet effet, des panneaux au format A0 ont permis d'exposer une synthèse des éléments de diagnostic et de contexte du projet (carte, schéma, données chiffrées...), ainsi que le périmètre opérationnel pressenti. Un dossier de présentation du projet détaillant le projet d'aménagement était également mis à disposition du public.

Les dates, lieux et heures de réception du public ont été précisés sur le site internet de la commune et du Territoire du Pays d'Aix, et diffusés dans les pages de La Provence le 3 mai 2016. Cet avis annonçait également la tenue de la réunion publique le 9 mai 2016.

Un registre de concertation était disponible sur chacun des deux sites d'exposition afin de collecter les remarques. Une seule observation, émanant d'un riverain du projet, a été versée au registre déposé en Mairie de la Roque d'Anthéron.

Réunions publiques

Deux réunions ont été organisées. La première à l'attention du grand public s'est déroulée le 9 mai 2016 dans la salle des fêtes de la Roque d'Anthéron. Annoncée par affichage, voie de presse et sites internet, elle avait pour objet de présenter les objectifs du projet, l'avancement des études, le contenu du programme et permettre un échange avec le public. Cette réunion s'est tenue de 18h00 à 20h00 et a réuni une vingtaine de personnes.

Un débat a suivi avec les participants, les questions et réponses apportées lors de cette réunion figurent en partie III – Bilan de la concertation.

La seconde réunion a ciblé un public économique puisqu'elle s'adressait aux entreprises implantées sur la zone d'activités existante. Les représentants de ces sociétés ont été invités directement par courrier à une rencontre le 5 décembre à 19h00 à 21h00. L'objectif était de présenter le projet d'aménagement de l'extension, et son impact positif sur la zone existante. La volonté est en effet de créer un espace économique globalisé avec une image et une valorisation commune.

S'en est suivi un débat avec les participants dont les questions et réponses figurent également en partie III – Bilan de la concertation.

Publication d'articles et diffusion de documents sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et dans le bulletin municipal de la commune.

Des informations ont été diffusées sur le projet avec notamment la présentation du schéma d'aménagement.

III – BILAN DE LA CONCERTATION

A) Synthèse de l'analyse des remarques des registres de concertation :

Une remarque a été consignée sur le registre de concertation disponible en Mairie de la Roque d'Anthéron. Elle concerne l'impact de l'aménagement sur l'habitation riveraine, notamment en terme de nuisances visuelle et sonore.

Les principes d'aménagement retenus pour cette opération prenaient déjà en compte la mise en place d'une protection des propriétés limitrophes, avec notamment la réalisation d'un merlon paysager créant un écran visuel et sonore.

Des courriers ont ensuite été échangés sur ces aspects, et une rencontre a été organisée avec le propriétaire. Le projet a ainsi pu être amélioré avec :

- l'agrandissement du merlon sur un linéaire plus important garantissant une protection optimisée de l'habitation et de ses extérieurs ;
- la réalisation de ce merlon dès le démarrage du chantier afin de protéger les riverains des nuisances dues aux travaux ;
- le maintien d'une partie de la végétation existante sur la ripisylve et l'aménagement paysager du merlon contribuant à la protection visuelle ;
- la limitation du l'usage du chemin le long du canal de Craonne à l'entretien des réseaux et des rives.

B) Synthèse de l'analyse des remarques/questions émises lors des deux réunions publiques :

Différents thèmes ont été abordés durant les échanges avec la population.

1) L'entretien et le nettoyage de la zone.

Les premières questions ont porté sur l'entretien et le nettoyage de la zone.

S'agissant d'une opération métropolitaine, la gestion de la zone d'activités, ainsi que son entretien, sera assurée par les services de la Métropole.

2) Les réseaux

Des questions ont notamment été posées sur l'enterrement des lignes EDF et le raccordement au réseau très haut débit.

Le projet d'aménagement prévoit l'enterrement de tous les réseaux sur le périmètre de la ZAC, y compris le réseau électrique. La mise en place de fourreaux permettant de desservir l'ensemble des lots dans la ZAC, en réseau très haut débit, est également programmée. Le raccordement général de l'opération au réseau THD prévue dans le cadre de la DSP portée par la Métropole, est actuellement à l'étude.

Il a été convenu à l'occasion de la seconde réunion, qu'une demande commune des entreprises de la zone existante serait faite auprès des opérateurs télécom afin de confirmer la nécessité de raccorder l'ensemble de cet espace économique.

3) La taille et le prix des lots

Il est indiqué que la zone va permettre de proposer différentes tailles de lots allant de 1 500 m² à 2 500 m² pour répondre aux demandes des PME. Il reste possible de regrouper des lots afin d'accueillir des entreprises industrielles à la recherche de plus grandes emprises foncières.

Les prix de cession des lots seront compris dans une fourchette de 55 à 65 €/HT/m² de terrain.

4) Le traitement du pluvial

A l'occasion de la seconde réunion, des questions ont été posées sur la gestion hydraulique du projet, notamment sur la rétention publique ou privée et sur le point de rejet des bassins de rétention. Il a été précisé que les deux bassins de rétention publics prévus sur la ZAC assuraient la gestion du pluvial pour les espaces publics (voiries) et pour l'imperméabilisation des lots 1 à 25. Le lot 26 correspondant à la parcelle propriété de SOGEA, il leur appartiendra d'assurer leur propre rétention.

Une question sur le point de rejet des bassins de rétention a également été posée. L'avancement des études réalisées dans le cadre du dossier Loi sur l'eau

a permis d'indiquer que le rejet se ferait dans l'emprise foncière du Canal de Craponne, et non pas dans le canal d'irrigation en lui-même et qui est semi-busé.

5) Occupation du sol

Il a été demandé, dans le cadre de la seconde réunion, si les logements de gardiens seraient autorisés. Conformément au PLU, mais aussi afin de maîtriser au mieux la vocation de la zone, les logements de gardien sont interdits.

6) Accès routier et signalétique

Lors des débats de la seconde réunion il est demandé qu'une voie de décélération soit prise en compte dans le cadre de la réalisation de l'accès par la RD561. Cette remarque sera prise en compte dans l'élaboration du dossier de réalisation et de la maîtrise d'œuvre.

De nombreuses remarques ont émergées sur la signalétique routière pour bien identifier notamment les accès aux deux zones. Une signalétique directionnelle depuis le village sera proposée par la commune.

C) Bilan

La concertation a permis d'enrichir le projet, mais surtout d'apporter des éléments de réponse aux questions posés par la population.

Les principales remarques et attentes ont porté sur les thématiques suivantes :

- les éléments de protection paysager sur le nord de la zone le long du Canal de Craponne,
- les réseaux,
- l'entretien de la zone,
- le pluvial,
- l'occupation du sol,
- l'accès routier.

Le projet d'aménagement ne suscite pas particulièrement d'opposition. Il reçoit plutôt un accueil favorable de la population qui retient les opportunités de développement pour la commune et la création d'emplois.

Seules quelques réticences ont été soulevées concernant les nuisances potentielles sur l'habitation et les exploitations agricoles situés sur l'autre rive du Canal de Craponne. Le projet a été amendé, avec notamment un agrandissement du merlon au nord de la zone, afin de renforcer la protection visuelle et sonore.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L103-2 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°2015_B191 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme et à la délibération du 23 avril 2015, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration du projet de ZAC.
- Que les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et les acteurs du territoire.
- Que des réponses précises et concrètes ont été apportées suite aux remarques émises et qu'une attention particulière sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.
- Qu'il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du dossier de création de la ZAC au Conseil de Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est arrêté et approuvé le bilan de la concertation réalisée dans le cadre de la Roque d'Anthéron 2 tel qu'exposé ci-avant.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-1780/17/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises MET 17/2946/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques de La Roque d'Anthéron, portant sur une surface de 13 ha, a été déclaré d'intérêt communautaire le 15 janvier 2014 en Conseil de Communauté du Pays d'Aix, et la procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été engagée par la délibération en date du 23 avril 2015 qui a aussi défini les modalités de mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises pour le projet de création de la ZAC.

I – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE A DISPOSITION

Au regard du programme défini et en application des articles R122-3 et R122-3 du Code de l'Environnement, ce projet de ZAC est assujéti à la réalisation d'une étude d'impact. Cette pièce majeure du dossier de création vise notamment à évaluer les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et à proposer des solutions pour remédier aux éventuels effets négatifs du projet. Ce dossier doit faire l'objet d'un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

La Métropole a ainsi saisi l'Autorité de l'État compétente, qui a rendu un avis le 23 septembre 2016.

Par ailleurs, l'article L 122-1-1 du Code de l'Environnement prévoit la mise à disposition du public du dossier, lequel est constitué des pièces et informations suivantes :

- l'étude d'impact relative au projet,
- la demande d'autorisation,

- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision de création de la ZAC et l'indication des personnes auprès desquelles peuvent être obtenues les renseignements sur le projet,
- quand ils sont obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur le projet.

Conformément aux articles R122-9 et R122-11 du Code de l'Environnement et comme cela est indiqué dans la délibération 2015_B191 visée ci-dessus, le Bureau communautaire de la CPA a approuvé les modalités suivantes de mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises :

- Mise à disposition du public de l'ensemble des documents accompagnés d'un registre destiné à recueillir les observations éventuelles dans les locaux du Territoire du Pays d'Aix et à la mairie de la Roque d'Anthéron aux heures habituelles d'ouverture des bureaux pour une durée minimum de 15 jours ;
- Mise à disposition du dossier complet sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix.

II – DEROULEMENT DE LA MISE A DISPOSITION

L'ensemble des pièces requises a été mis à disposition du public, à savoir :

- l'étude d'impact relative au projet,
- l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement,
- la demande d'autorisation, correspondant au projet de dossier de création de ZAC s'y rapportant,
- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision de création de la ZAC et l'indication des personnes auprès desquelles peuvent être obtenues les renseignements sur le projet,
- ainsi que les compléments apportés au dossier suite à l'avis de l'Autorité Environnementale de l'État.

Cette mise à disposition s'est déroulée du lundi 10 octobre au lundi 24 octobre 2016 inclus au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la mairie de la Roque d'Anthéron.

Les mesures de publicité correspondantes avec indication des dates et durée de mise à disposition des pièces ainsi que des lieux, jours et heures où le public pouvait prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet, consistaient en :

- une insertion d'avis dans le journal La Marseillaise et La Provence en date du jeudi 29 septembre.
- un affichage de l'avis au siège du Territoire du Pays d'Aix à partir du 10 octobre 2016,

publication à partir du 10 octobre 2016 de l'avis sur son site internet,

- un affichage de l'avis en mairie de la Roque d'Anthéron en date du 10 octobre 2016,
- la mise en place d'un panneau d'affichage de l'avis au format A2 sur les lieux du projet à partir du vendredi 9 octobre 2016.

III - PRISE EN CONSIDERATION DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE DE L'ETAT

L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, rendu le 23 septembre 2016 par le Préfet de Région indique : « que l'étude d'impact est de qualité et est conforme aux préconisations du code de l'environnement et proportionnée aux enjeux du territoire concerné » même si elle recommande « dès le stade du dossier de création de la ZAC, de préciser certains points importants de faisabilité de l'opération pour ce qui concerne :

- l'évaluation des incidences et les mesures de réduction d'impact sur les espèces patrimoniales et sur les sites Natura 2000,
- la préservation du réseau local de continuités écologiques,
- l'évaluation de la valeur agronomique des terres consommées par la ZAC dans le cadre d'un bilan global à l'échelle de la commune ».

Aussi, la collectivité a apporté des précisions et compléments sur les points évoqués ci-dessus :

- un complément au sujet du milieu naturel et des mesures de réduction d'impact prises,
- une précision sur la consommation d'espaces et de terres agricoles,
- un complément sur le volet des déplacements et de modalités de desserte de la zone,
- une précision sur les orientations envisagées à ce stade pour le dossier de réalisation.

Ces compléments ont fait partis des pièces mises à disposition du public avec notamment l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

IV – PRISE EN CONSIDERATION DES OBSERVATIONS DU PUBLIC RECUEILLIES AU COURS DE LA MISE A DISPOSITION

A la clôture de la mise à disposition, aucune observation n'a été inscrite sur les deux registres mis à disposition.

V – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE CE BILAN

Conformément, aux dispositions 3° de l'article R122-11 du Code de l'Environnement, la collectivité doit dresser le bilan de cette mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et les tenir à disposition du public. Ainsi, la présente délibération qui dresse le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact sera tenue à disposition du public au siège

de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au siège du Territoire du Pays d'Aix et en mairie de la Roque d'Anthéron. Elle sera également mise en ligne sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment son article R311-2;
- Le Code de l'Environnement et son article L 122-1 et suivants et R122-4 et suivants; ainsi que l'article R122-11;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2014_A051,du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à la Roque d'Anthéron;
- La délibération 2015_B191 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement rendu le 23 septembre 2016 ;
- L'étude d'impact et l'ensemble des pièces mises à disposition du public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à l'article L 122-1-1 du Code de l'environnement et à la délibération du

23 avril 2015, la collectivité a organisé la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises.

- Que des réponses précises et concrètes ont été apportées suite aux remarques émises par l'avis de l'autorité environnementale en date du 23 septembre 2016.
- Que les compléments demandés par l'autorité environnementale dans le cadre de son avis en date du 23 septembre 2016 ont également été mis à la disposition du public.

Délibère

Article 1 :

Est adopté le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises tel que dressé ci-avant, avec prise en considération des observations et propositions recueillies auprès du public au cours de cette procédure.

Article 2 :

Les modalités de mise à disposition du public du bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises sont définies ainsi :

- Mise à disposition du public de la présente délibération au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au siège du Territoire du Pays d'Aix et en Mairie de la Roque d'Anthéron,
- Mise en ligne de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-1781/17/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté et décision de création de la Zone d'Aménagement Concerté MET 17/2947/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques du Grand Pont à la Roque d'Anthéron, portant sur une surface de 13 ha, a été déclaré d'intérêt communautaire le 15 janvier 2014 en Conseil de Communauté du Pays d'Aix, et la procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été engagée par délibération en date du 23 avril 2015.

Situé en prolongement direct de la zone d'activités existante aujourd'hui saturée, ce secteur est inscrit en

zone UEa au PLU, et est identifié dans le SCOT du Territoire du Pays d'Aix comme espace d'activités de proximité à développer. L'objectif de cette opération est de proposer du foncier d'activités aux entreprises locales, et d'apporter une réponse à des entreprises industrielles et aux activités liées au développement d'ITER.

Sur la totalité du périmètre, la Métropole est aujourd'hui propriétaire de 10 ha de terrain acheté à la commune fin 2015. Près de 8 000 m² de foncier ont été achetés à l'entreprise SOGEA (groupe VINCI) qui reste donc propriétaire de 2,2 ha dans la ZAC.

Les objectifs de la ZAC se déclinent de la manière suivante :

- répondre aux orientations du SCOT sur le développement de l'offre foncière ;
- produire du foncier d'activités notamment pour des entreprises industrielles génératrices d'emplois peu qualifiés, en complément de la zone du Grand Pont existante. Il s'agit d'apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois ;
- proposer des solutions d'implantation dans le Val de Durance pour les entreprises liées au développement d'ITER. La maîtrise publique foncière garantit en effet une réalisation de l'opération à court terme, et donc une réponse adaptée à cette demande spécifique.
- participer à une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC, associée au projet de réhabilitation de la zone existante, permettra de créer un ensemble économique cohérent et plus intégré au site et au paysage. Cette réflexion commune permettra également d'améliorer le fonctionnement et l'accessibilité du site.

Ces orientations ont présidé à l'élaboration du dossier de création de ZAC et la détermination de son périmètre.

Ce dossier a été soumis à concertation publique, et son étude d'impact accompagnée de l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, a fait l'objet d'une mise à disposition du public. Le bilan de la concertation et celui de la mise à disposition de l'étude d'impact ont été adoptés par les précédentes délibérations s'y rapportant.

Dans ce cadre, il y a lieu aujourd'hui de se prononcer sur le dossier de création de la ZAC, ainsi que sur la décision de création de la ZAC. Toutes les observations et les remarques émises à l'occasion de la concertation ont été prises en compte et ont permis de compléter le projet d'aménagement présenté dans le dossier de création de la ZAC.

RAPPELS DES ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UN DOSSIER DE CREATION

Conformément à l'article R 311-2 du Code de l'Urbanisme, le dossier de création d'une ZAC comprend :

a) Un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone, énonce les raisons pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu ;

b) Un plan de situation ;

c) Un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone ;

d) L'étude d'impact définie à l'article R122-5 du Code de l'environnement lorsque celle-ci est requise en application des articles R122-2 et R122-3 du même code. Le dossier précise également si la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sera ou non exigible dans la zone.

Le dossier de création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 est joint en annexe à la présente délibération. Dans ce cadre, il y a lieu de préciser notamment les éléments suivants, en vue de l'adoption du dossier de création et de la décision de création de la ZAC.

I – LE PERIMETRE

Le périmètre de la ZAC est circonscrit par la zone d'activités existante à l'est, la limite de la commune voisine Charleval à l'ouest, la route départementale au sud et le Canal de Craponne au nord. L'emprise foncière de la ZAC est de 13 hectares, et le secteur est classé en zone UEa au PLU de la commune.

Le périmètre de la ZAC figure en partie 3 du dossier de création joint en annexe.

II – LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU PROJET

La ZAC de La Roque d'Anthéron 2 s'inscrit dans les objectifs de développement des espaces économiques de proximité avec pour objectif majeur la création d'emplois.

Le schéma d'aménagement de la ZAC défini dans le cadre du présent dossier de création repose sur les grands principes d'aménagement suivants :

- Proposer une gamme de lots adaptés à la vocation de la zone, avec des terrains pour les PME/PMI, et des lots plus grands pour l'activité industrielle et celles liées au développement d'ITER ;

- Assurer l'intégration paysagère du projet en respectant son environnement : prise en compte du Canal de Craponne au nord du secteur, instauration d'une marge de recul par rapport à la voie, gestion de l'épannelage des constructions, maintien des masses arborées existantes et création d'alignements arborés le long des futures voies ;
- Intégrer la parcelle SOGEA dans le périmètre de la ZAC afin de créer une unité, et éviter de renforcer la zone de coupure entre la ZAE existante et le nouvel espace économique ;
- Assurer une accessibilité visible et sécurisée par la route départementale, et un maillage interne cohérent et adapté aux activités qui s'implanteront ;
- Assurer une gestion durable de l'eau, en limitant l'imperméabilisation et aménager des rétentions paysagères qui garantiront un écran paysager supplémentaire.

Le schéma d'aménagement a été élaboré suite à la réalisation de nombreuses études, et l'ensemble des contraintes techniques (circulatoires, hydrauliques, paysagères, risque inondation, écologiques) ont ainsi été prises en compte.

III – LE PROGRAMME GLOBAL PREVISIONNEL DES CONSTRUCTIONS ET DES AMENAGEMENTS

La ZAC propose un aménagement visant à répondre aux objectifs décrits précédemment et prévoit :

- une surface cessible totale de 106 245 m² sur les 13 ha composant la ZAC, avec une surface de plancher maximale de 53 730 m² ;
- des voiries de desserte dimensionnées pour l'activité industrielle et permettant d'accueillir du stationnement, des déplacements piétons et cycles, représentant 8 610 m² ;
- la création d'un accès dédié à la zone par la RD 561 ;
- des équipements hydrauliques représentant un peu plus de 2 000 m² ;
- les espaces paysagers d'une surface de 12 700 m²

IV- REGIME FISCAL DE LA ZAC AU REGARD DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Conformément aux articles L331-7 et R311-2, R331-6 du Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements édifiés à l'intérieur de la zone seront exclus du champ d'application de la taxe d'aménagement, pour sa part intercommunale.

V – MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION ET MODALITES DE SUIVI DE CES MESURES

A) Le cadre réglementaire :

L'article R 122-14 du Code de l'Environnement précise que la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet mentionne :

- les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences du projet sur l'environnement. Il s'agit d'éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu être évités et, lorsque cela est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits ;
- les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les modalités du suivi de la réalisation des mesures compensatoires font l'objet d'un bilan réalisé selon un calendrier que l'autorité compétente pour autoriser ou approuver la ZAC détermine.

Il est indiqué que les mesures compensatoires ont pour objet d'apporter une contrepartie aux effets négatifs notables, directs ou indirects, du projet qui n'ont pu être évités ou suffisamment réduits.

Ce dispositif de suivi doit être proportionné à la nature et aux dimensions du projet, à l'importance de ses impacts prévus sur l'environnement ou la santé humaine ainsi qu'à la sensibilité des milieux concernés.

B) Définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et modalités de suivi de ces mesures :

Au stade du dossier de création, suite à la réalisation de l'étude d'impact et à son volet naturel (inventaire faune/flore des espèces et habitats protégés), il apparaît que la localisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 impacte dans des proportions très faibles le milieu naturel et la santé humaine. En effet, le périmètre de la ZAC évite les secteurs à enjeux et les espèces mises en évidence. Les impacts bruts du projet sont jugés faibles à nuls sur quasiment toutes les espèces identifiées.

De plus, le projet d'aménagement a été élaboré en tenant compte des impacts sur le site et son environnement et dans un souci d'intégration paysagère et de développement durable.

Ainsi, aucune mesure compensatoire n'est édictée puisque le projet ne détruit pas d'espèces ou d'habitats protégés. Quelques mesures de réduction et d'accompagnement ont été prises en compte dans le projet d'aménagement. Il s'agit notamment de conserver les tremples verts pour les chiroptères en préservant les massifs arborés. La ripisylve qui constitue un refuge pour les insectes sera également

préservée ainsi que de vieux arbres remarquables. En phase travaux, la mesure principale d'évitement consiste à effectuer les travaux de défrichement entre octobre et janvier.

C) L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement et les compléments apportés :

L'avis de l'Autorité Environnementale, rendu le 23 septembre 2016 par le Préfet de Région indique : « que l'étude d'impact est de qualité, conforme aux préconisations du Code de l'Environnement et proportionnée aux enjeux du territoire concerné est dans l'ensemble bien proportionnée aux enjeux ».

Néanmoins, les services de l'État ont demandé des précisions sur trois points, à savoir l'évaluation des incidences et les mesures de réduction d'impact sur les espèces patrimoniales et sur les sites Natura 2000 situés à proximité, la préservation du réseau local de continuité écologique et enfin l'évaluation de la valeur agronomiques des terres consommées par la ZAC dans la cadre d'un bilan global à l'échelle de la Commune.

Aussi, la collectivité a apporté toutes les précisions nécessaires sur les trois points évoqués ci-dessus, qui sont détaillées dans le rapport sur le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°2015_B191 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 décidant le lancement de ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;

- La délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 tirant le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement rendu le 23 septembre 2016 ci-joint ;
- Les compléments apportés à l'avis de l'autorité environnementale ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les tous les dossiers et études qui concourent à la création de la ZAC ont été réalisés ;
- Que les conclusions de la concertation publique ont été prises en compte dans le projet ;
- Que l'avis de l'autorité environnementale a été mise à disposition du public, et que les remarques ont été prises en compte dans le projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dossier de création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est créée la ZAC de La Roque d'Anthéron, selon les caractéristiques précédemment décrites et selon le périmètre figurant dans le dossier de création annexé.

Article 3 :

Les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé humaine, telles qu'elles sont définies dans l'étude d'impact annexé à la présente délibération, seront réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Article 4 :

La part intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible des constructions et aménagements à réaliser dans la ZAC dans les conditions définies par les articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.311-5 du Code de l'Urbanisme.

Article 6 :

Le dossier complet relatif à la création de la ZAC, avec notamment son étude d'impact, les procédures de concertation et de mise à disposition du public seront tenus à la disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix aux jours et heures habituelles d'ouverture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-1782/17/CM

**■ Attribution d'une aide financière à la société Sartorius Stedim FMT au titre de son programme de recherche et développement 2016-2018 - Affectation des crédits et approbation de conventions
MET 17/2980/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Rappel du contexte :

SARTORIUS AG est un groupe familial allemand, basé à Göttingen, créé en 1870, totalisant un chiffre d'affaires d'1,1 milliard d'euros, pour 6 200 salariés répartis sur 50 sites dans 30 pays à travers le monde. Sa filiale SARTORIUS STEDIM BIOTECH a employé environ 4 200 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 884,3 millions d'euros sur l'exercice 2015. SARTORIUS STEDIM BIOTECH est l'un des principaux fournisseurs d'équipements et de services destinés aux processus de développement, d'assurance qualité et de production dans l'industrie biopharmaceutique et biotechnologique. Avec des solutions intégrées dans les domaines de la fermentation, de la filtration, de la purification et de la gestion des fluides, SARTORIUS STEDIM BIOTECH aide ses clients à développer les médicaments biotechnologiques avec rapidité et rentabilité. L'entreprise bénéficie d'une croissance à deux chiffres et d'un environnement de marché toujours dynamique

et consolide sa place de fournisseur leader de l'industrie biopharmaceutique.

Sa filiale SARTORIUS STEDIM FMT est basée à Aubagne sur le site historique de Stedim, inventeur de la poche plastique à usage unique pour les process de fabrication des laboratoires pharmaceutiques. (CA 2008 40M€ pour 300 personnes, en 2015 CA 130 M€ pour 800 personnes.)

1. Présentation de la société dans son environnement local

Le site aubagnais comprend aujourd'hui :

- une unité de production ;
- un centre de Recherche & Développement et engineering de référence pour l'ensemble des sites de production « poches à usage unique » ;
- les fonctions supports pour l'Europe du Sud (Finance, RH, IT, juridique) ;
- le siège social du groupe SARTORIUS STEDIM BIOTECH coté sur Euronext.

En se concentrant sur des technologies à usage unique novatrices et des services créateurs de plus-values, SARTORIUS STEDIM FMT est au cœur de la mutation technologique de son marché. Fortement ancrée dans la communauté scientifique et étroitement liée à ses clients et ses partenaires technologiques, l'entreprise transforme la science en solution efficace conformément à sa philosophie « turning science into solutions ». Fort d'une croissance importante sur son marché, SARTORIUS STEDIM FMT possède un plan de développement ambitieux au sein duquel s'inscrit un programme de recherche et développement et pour lequel l'entreprise a sollicité les collectivités territoriales afin d'obtenir une subvention dans le cadre du régime RDI (Recherche, Développement, Innovation).

2. Le projet de développement

Ce programme de recherche, établi sur 3 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018 comprend de nombreux projets de R&D à la fois en recherche fondamentale, industrielle ou de faisabilité. Le budget rattaché est évalué par SARTORIUS STEDIM FMT à près de 23 M€ répartis en dépenses de personnel, d'investissements de matériels amortissables, de prestations de sous-traitance et d'autres dépenses de type « consommables ».

Afin de soutenir son projet global de recherche et développement à Aubagne, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu d'accorder une aide financière à la société SARTORIUS STEDIM FMT au titre de son programme de recherche et développement 2016-2018.

Cette dernière permettra :

- La création d'environ 200 emplois sur le territoire aubagnais,
- Le rayonnement de notre région y compris à l'international

3. Proposition d'intervention financière

L'assiette de dépenses de ce programme est de 23 242 253,96 € HT (hors frais forfaitaires) du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018.

La Région a décidé d'accorder 5 000 000 € de subvention, soit 21,51% de l'assiette financière éligible;

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée afin d'abonder ce programme sur un montant de 2 000 000 €, ce qui représente 8,60% de l'assiette financière éligible ; Soit une intervention publique globale à hauteur de 30,12 %.

Compte-tenu des perspectives de développement de la société SARTORIUS STEDIM FMT, il paraît souhaitable de soutenir cette opération. En effet, le présent dossier est en adéquation avec la réglementation européenne, et plus particulièrement le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014. Les collectivités territoriales infra-régionales n'étant pas compétentes en matière d'aides aux entreprises, à l'exception des aides à l'immobilier, elles sont tenues de signer au préalable une convention cadre avec la Région. Celle-ci est annexée au présent rapport.

Dans ce contexte, il est proposé d'accorder à la société SARTORIUS STEDIM FMT une aide financière de 2 000 000 € pour la mise en œuvre de son programme de recherche et développement 2016-2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1511-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir développement des entreprises innovantes de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Que l'implantation et l'ancrage d'entreprises et de talents nationaux et étrangers sur notre territoire constituent un axe majeur pour favoriser le développement économique en région et la création d'emplois ;
- Que l'Aide Régionale à l'Implantation et à l'Ancrage des Entreprises (ARIANE) est réservée exclusivement aux projets d'implantation ou de développement significatif d'entreprises industrielles ou technologiques créatrices d'emplois et est destinée à aider ces entreprises à réaliser leur investissement dans les meilleures conditions ;
- Que dans ce cadre, la Région et la Métropole sont sollicitées pour soutenir les projets présentés par la société SARTORIUS STEDIM FMT afin de lui permettre de réaliser son programme de recherche et développement 2016-2018 ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière à la société SARTORIUS STEDIM FMT d'un montant de 2 000 000 € au titre son programme de recherche et développement 2016-2018, rattachée à l'opération 2008114800.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions bilatérales, ci-annexées, l'une à signer avec l'entreprise susvisée et l'autre entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 600 000 €

Année 2018 : 800 000 €

Année 2019 : 600 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-1783/17/CM

**■ Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée - Approbation des tarifs 2017 relatifs aux montants des loyers et provisions sur charges, aux participations aux frais de gestion du Forum et aux redevances d'occupation du domaine public
MET 17/2870/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations et de laboratoires publics et privés.

Le Syndicat Mixte de l'Arbois qui en assurait l'aménagement et la gestion a été dissous au 31 décembre 2016 pour être intégré dans la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Une délibération annuelle permettait de valider la grille tarifaire en matière de gestion locative.

Aujourd'hui, et comme chaque année, il convient d'ajuster cette grille tarifaire fixant :

-1/ Le montant des nouveaux loyers :

Étant précisé que ne sont pas concernés les baux en cours qui disposent d'une clause d'indexation contractuelle ainsi que les bâtiments occupés par Aix Marseille Université qui ne paie aucun loyer pour l'ensemble de son occupation.

-2/ Les provisions sur charges :

Des provisions au m² occupé sont appelées avec le loyer, puis liquidées au regard des dépenses réelles de l'année précédente.

Un tableau récapitulatif des dépenses est réalisé en fin d'exercice, et un prix réel au m² est établi.

En fonction des dépenses de l'année N-1 il convient d'ajuster l'ensemble de ces charges

-3/ Les participations aux frais de gestion de l'Espace de conférence dit « LE FORUM » :

Outil de promotion du Technopôle, le Forum est un espace dédié à l'animation permettant aux entreprises principalement technopolitaines de réaliser leurs manifestations et autres colloques ou séminaires

-4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :

Ces redevances sont de plusieurs ordres :

- Mise à disposition de terrains nus :
Généralement de façon provisoire, certaines entreprises peuvent avoir besoin de la mise à disposition d'un terrain nu aux fins de stockage ou d'expérimentation notamment.
- Droits de place pour les camions de type « Food Truck » :
Afin de diversifier l'offre de restauration au sein du Technopôle, deux Food Truck viennent quotidiennement à l'heure du déjeuner.
- Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour des distributeurs automatiques de produits alimentaires.
- Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour y poser des containers, récupérateurs de piles usagées, toners d'imprimante ou tout autre service permettant le recyclage de produits usagés, ou d'aide aux entreprises.
- Mise à disposition d'espaces dans le cadre de tournage de film :
Au regard de l'aspect photogénique du parc et de la place disponible nécessaire pour le stationnement, plusieurs séquences cinématographiques s'y sont déroulées.
- Mise à disposition d'espaces dédiés à des activités de développement personnel et de bien-être :
Ce service donne lieu à la mise à disposition de salles entre midi et deux et concerne quelques associations ou personnes exerçant en nom propre pour y pratiquer des cours de Yoga et sophrologie notamment.

Sur chacun de ces postes les ajustements suivants sont à prévoir.

1/ Les loyers :

Chaque bâtiment se voit attribuer un prix de location en fonction de ses caractéristiques. Pour être maintenue, l'attractivité du technopôle doit tenir compte du prix de bureau médian en Pays d'Aix qui est de 130€ m²/an.
L'offre du Technopôle est comprise entre 110 € m²/ et 160 € m²/an.

Il est proposé de maintenir l'ensemble du parc locatif aux prix déjà délibérés en 2016, excepté pour le bâtiment Martel dont le prix est en baisse.

Suite à la liquidation judiciaire de l'association C.E.E.I qui avait en charge la gestion de la pépinière du technopôle, le bâtiment qu'occupait l'association et qui n'apparaissait pas dans la grille tarifaire précédente doit être intégré, sa gestion ayant été reprise en septembre 2016 par le Syndicat Mixte de l'Arbois.

La fonction de pépinière conformément à la norme AFNOR NF X50-770 propre à l'accompagnement d'entreprises et aux activités de pépinières permet une tarification évolutive.

2/ Les provisions sur charges locatives :

Les provisions sur charges sont ajustées chaque année en fonction de la réalité des dépenses effectuées au cours de l'année précédente.

Elles se divisent en trois sous-sections :

-1/ Les charges liées au fonctionnement de la ZAC dans son ensemble :

Sont principalement concernés le gardiennage, l'entretien des espaces verts, l'entretien de la voirie et les consommations des fluides divers (éclairage public, consommation d'eau, fonctionnement des brumisateurs de sécurité incendie)/

Il est proposé de revoir ces charges à la baisse.

- 2/ Les charges propres au fonctionnement de chaque bâtiment :

Sont principalement concernés le ménage des parties communes, les différents abonnements (eau, EDF, ascenseur) et l'entretien courant.

La répartition de ces charges se fait au prorata de la surface louée et reste spécifique à chaque bâtiment.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes en tenant compte de la réalité des dépenses provoquant à la marge quelques augmentations ou baisses en fonction des bâtiments.

- 3/ Les charges liées à la politique du tri sélectif :

La répartition de ces charges est calculée sur le nombre de salariés travaillant dans les locaux loués.
Il est proposé de revoir cette charge à la baisse.

3/ Les participations aux frais de gestion de l'Espace de conférence dit « LE FORUM » :

Il est proposé de les maintenir à l'identique en tenant compte du fait que les entreprises extérieures au domaine paient plus cher que les sociétés occupantes du Technopôle.

4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :

Il est proposé de maintenir l'ensemble des redevances à l'identique.

L'ensemble des tarifs 2017 est détaillé dans le tableau communiqué en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ECO 002-1047/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois et aux modalités d'intégration à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte d'étude, d'aménagement, d'équipement et de gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois pris par le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 17 octobre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les différentes tarifications en matière de gestion locative applicables au technopôle suite à son intégration à la Métropole ;

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les nouveaux tarifs ci annexés relatifs aux loyers, aux charges, participations aux frais de gestion du Forum et redevance d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} mars 2017.

ECO 010-1784/17/CM

■ Approbation de la maîtrise d'ouvrage des opérations Beltram et Cirene sur le Technopôle de l'Arbois - CPER 2015-2020

MET 17/2837/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Contexte de l'opération :

Le développement du Technopôle de l'Arbois repose sur la qualité des acteurs implantés sur son territoire : les entreprises innovantes, les structures d'aide à l'innovation, les laboratoires de recherche et les centres de formation.

Le Technopôle de l'Arbois s'est donc engagé à renforcer certaines composantes, dont la « recherche finalisée » et la « formation supérieure ».

Ainsi, à la demande d'Aix-Marseille Université, deux projets structurants ont été retenus dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région et vont être implantés sur le site du Petit Arbois.

Présentation des projets :

- **La création du « Centre d'Innovation et de Recherche en Environnement et en Écotechnologies » (Cirene)** qui vise à analyser le cycle de vie des nanoparticules et nano matériaux en vue de valoriser le développement de cette technologie de façon sûre, c'est-à-dire sans impact pour l'homme ou pour l'environnement. Il s'inscrit dans la nécessité de concentrer dans un même lieu les plateformes d'essais existantes sur le territoire du Pays d'Aix. Porté par deux laboratoires de recherche implantés sur le Technopôle (le Cerege, équipe de Jérôme Rose et Jean-Yves Bottero, et le LM2P2, Nicolas Roche), cet outil permettra aussi aux entreprises partenaires et associées d'analyser le vieillissement des produits dans des conditions parfaitement contrôlées.

Aix-Marseille Université et le Cerege souhaitent donc implanter sur la ZAC du Petit Arbois un bâtiment pilote dans le cadre du programme de développement Enseignement Supérieur et Recherche du Technopôle. Il s'agira d'une « Halle Technologique » qui permettra d'offrir une surface utile de 500 m² et qui devrait être livrée en 2019. Ce bâtiment serait implanté sur un terrain d'environ 1 200 m² situé au Sud de la ZAC, à proximité du bâtiment Marconi.

Le budget prévisionnel du Cirene a été estimé à 1,002 M€ TTC (toutes dépenses confondues). L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 840 000 € TTC.

- L'installation du **Master « Sciences de l'Environnement Terrestre (SET) »** a pour objectif de conforter un véritable campus thématique axé sur les sciences de l'environnement en rassemblant sur le Technopôle, au côté des unités présentes (Cerege, IMBE, LCE, etc...), des spécialités/parcours pour l'instant dispersés sur trois sites différents (Marseille centre, Etoile - Saint Jérôme et Arbois). Ceci permettra d'augmenter d'une part la visibilité de la formation à l'échelle d'Aix-Marseille

Université et d'autre part de renforcer les liens entre étudiants, laboratoires de recherche et entreprises innovantes déjà présents sur le site, à proximité du siège des pôles de compétitivité.

Pour concrétiser ce projet, le Technopôle a pris le parti de rénover le bâtiment Beltram (déjà partiellement occupé par Aix-Marseille Université) situé sur la ZAC du Petit Arbois, en vue d'accueillir les locaux nécessaires au Master. Pour la rentrée universitaire 2018, le bâtiment réaménagé accueillera 290 étudiants du Master. Le bâtiment, constitué de quatre niveaux et construit en 1933 pour les besoins du Sanatorium de l'Arbois, accueillait des bureaux destinés aux entreprises et start-up relevant du Technopôle. Il nécessitera donc d'importants travaux d'aménagement intérieur et de remise aux normes, pour y installer des salles de cours et de TD, sur environ 900 m². Selon l'étude de programmation réalisée en 2016, le coût du projet est estimé à 1,198 M€ TTC, dont 918 000 € TTC de travaux.

Ces deux projets s'inscrivent dans le Schéma Directeur « Sciences » de l'Université d'Aix Marseille. Ils ont d'ors et déjà fait l'objet d'études techniques préalables respectant à la fois les exigences scientifiques d'Aix-Marseille Université ainsi que l'enveloppe budgétaire allouée par l'Etat et les

collectivités dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

Après travaux, ces deux bâtiments seront remis à l'Etat, via une convention d'occupation précaire d'une durée de 30 ans, consentie à titre gratuit, dont l'Université sera signataire. Cette dernière en assurera alors l'usage, la gestion et les charges afférentes au fonctionnement.

Maîtrise d'ouvrage de l'opération :

En accord avec Aix-Marseille Université, le Syndicat Mixte de l'Arbois s'était porté maître d'ouvrage de ces deux opérations, en pilotant les études et les travaux. Suite à sa dissolution et à l'intégration depuis le 1er janvier 2017 du Technopôle au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (rattaché au Territoire du Pays d'Aix), celle-ci doit désormais assurer la poursuite du portage de l'opération. Cette décision sera entérinée par la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Métropole.

Financement de l'opération :

Les projets Cirene & Beltram sont actuellement financés partiellement par l'enveloppe du CPER (950 000 €) destinée aux opérations Enseignement Supérieur et Recherche sur le Petit Arbois. Le plan de financement global est le suivant :

	Etat	Région	Département	Métropole	Total
BELTRAM	100 K€	366 K€	366 K€	366 K€	1198 K€
CIRENE	100 K€	384 K€	134 K€	384 K€	1002 K€
TOTAL :	200 K€	750 K€	500 K€	750 K€	2200 K€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education et notamment l'article L 211-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'arrêté Préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Arbois ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- Le courrier de M. le Recteur de l'académie d'Aix-Marseille du 15 novembre 2016 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet de rénovation du bâtiment Beltram situé sur la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence, en vue d'accueillir les locaux destinés au Master « Sciences de l'Environnement Terrestre » piloté par Aix-Marseille Université ;
- Le projet d'implanter sur la ZAC du Petit Arbois un bâtiment pilote pour accueillir le « Centre d'Innovation et de Recherche en Environnement et en Ecotechnologies » (Cirene) visant à analyser le cycle de vie des

nanoparticules et nanomatériaux en vue de valoriser le développement de cette technologie sans impact pour l'homme ou pour l'environnement ;

- Que ces opérations bénéficient des financements inscrits au titre du CPER 2015-2020 et qu'elles doivent à ce titre faire l'objet d'un dossier d'expertise conjoint ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en accord avec Aix-Marseille Université, se propose de devenir le maître d'ouvrage de ces deux opérations suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reprise de la maîtrise d'ouvrage des opérations Beltram et Cirene par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et à son intégration dans la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-1785/17/CM

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au programme Actions Innovatrices Urbaines MET 17/3123/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le programme Actions Innovatrices Urbaines est une initiative de la Commission européenne (et plus précisément de la Direction Générale de la Politique Régionale et Urbaine – DG REGIO). Il s'agit d'un fonds FEDER (article 8) d'un montant total de 372 millions d'euros pour la période 2014-2020. La gestion quotidienne de ce programme européen a été déléguée par la Commission européenne à la Région des Hauts de France.

Le programme AIU vise à financer les actions répondant à cinq critères d'éligibilité :

- innovant : mis en place à titre expérimental, jamais mis en œuvre auparavant en Europe ;
- de bonne qualité : ambitions réalistes, activités cohérentes, gestion efficace pour en assurer la réussite ;
- participatif : implication des acteurs clés qui apporteront expertise et connaissance ;
- mesurable : permettant de définir des résultats clairs, mesurables et quantifiables ;
- transférable : enseignement et expérience à partager avec un public plus large de décideurs politiques et de professionnels.

L'objectif principal d'AIU est de fournir aux aires urbaines à travers l'Europe les ressources pour expérimenter des solutions innovantes face à leurs principaux défis urbains, et d'apprécier la façon dont ces solutions fonctionnent en pratique et répondent à la complexité de la vie réelle. Sur 3 ans de mise en œuvre, une année entière est dédiée au transfert de connaissances.

Les sujets que les autorités urbaines peuvent aborder dans le cadre de l'initiative Actions Innovatrices Urbaines portent sur 12 thématiques, identifiées dans le cadre de l'agenda urbain européen :

- Intégration des migrants et des réfugiés ;
- Transition énergétique ;
- Emploi et compétences dans l'économie locale ;
- Pauvreté urbaine ;
- Qualité de l'air ;
- Economie circulaire ;
- Adaptation climatique ;
- Transition digitale ;
- Logement ;
- Marchés publics innovants et responsables ;
- Gestion durable des ressources naturelles ;
- Mobilité urbaine.

Ce programme a l'ambition de constituer un laboratoire et un réseau d'excellence de l'innovation urbaine. Il permet d'offrir :

- Des cofinancements importants (jusqu'à 5 millions d'euros) à un taux de 80% par rapport aux appels FEDER classiques ;
- Une mise en visibilité à l'échelle de l'Union Européenne pour des actions innovantes, exemplaires et répliquables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 8 du règlement (UE) n°1301/2013 relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM d'approbation de l'agenda de la mobilité métropolitaine du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 ;
- Le cahier des charges de l'appel à projets publié le 16 décembre 2016 par le programme Actions Innovatrices Urbaines

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les axes prioritaires du programme Actions Innovatrices Urbaines 2014-2020 représentent un enjeu essentiel pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, notamment en matière de mobilité urbaine durable ;
- La volonté affichée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire preuve d'audace, de créativité et de trouver des solutions aux défis complexes du territoire qui vont au-delà des politiques et services traditionnels ;
- Le programme Actions Innovatrices Urbaines offre aux collectivités urbaines de l'Union Européenne un cadre pour expérimenter des idées nouvelles, incertaines et donc risquées. Dans cette perspective, le programme met à disposition des cofinancements importants (jusqu'à 5 millions d'euros) à un taux de 80%.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen Actions Innovatrices Urbaines pendant toute la durée de programmation 2014-2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-1786/17/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à Eurocités et paiement de la cotisation 2017

MET 17/2605/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Fondée en 1986, basée à Bruxelles, Eurocités est le réseau des grandes villes européennes (d'au moins 250 000 habitants) réunissant plus de 130 villes membres et 40 villes partenaires. Ses membres représentent 25 % de la population de l'UE.

Le réseau a pour objectif de :

- porter la voix de ses membres dans les débats sur les politiques européennes ;
- réfléchir aux défis auxquels seront confrontées les villes européennes ;
- être une plateforme d'échanges de connaissances et d'idées ;
- favoriser le développement de projets communs, notamment avec des financements européens

Ses orientations sont fixées par un comité exécutif composé de 12 villes membres (Nantes (Présidence), Gand, Leipzig, Birmingham, Barcelone, Bratislava, Milan, Rotterdam, Turin, Stockholm, Vienne, Varsovie) et mises en œuvre par un Secrétaire général (Mme Anna-Lisa Boni) et une équipe d'une quarantaine de personnes.

Cette approche multisectorielle permet d'avoir un regard croisé sur les différents enjeux du développement urbain et une vision globale de l'impact des politiques européennes sur les politiques locales. Dans un contexte européen de concurrence territoriale, Eurocités permet de développer des relations de confiance et de coopération entre villes et de renforcer des relations gagnant-gagnant en favorisant, par exemple, les complémentarités plutôt que la compétition.

Les échanges et le travail collaboratif entre membres d' Eurocités s'effectuent principalement dans le cadre de six forums thématiques (Culture, environnement, social, développement économique, société de la connaissance et mobilité) et d'environ 40 groupes de travail, parmi lesquels figure notamment le groupe « Aires métropolitaines » dans lequel pourrait opportunément s'inscrire la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'adhésion à Eurocités semble cohérente avec les grands objectifs de la politique européenne métropolitaine :

- augmenter la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines et à leur qualité ;
- accroître le rayonnement de la Métropole au niveau européen et son influence auprès des institutions européennes.

Eurocités met ainsi à disposition de ces adhérents des outils qui semblent très adaptés :

- un réseau de métropoles européennes ; ainsi Eurocités est le grand réseau des métropoles européennes ;
- des lieux et moments d'échanges d'expérience pour élus et techniciens avec les forums thématiques ;
- un accès privilégié à d'autres réseaux thématiques tels que le Pacte des Maires, Green Digital Charter, Civitas...
- un accès privilégié à l'information concernant les programmes européens et leurs appels à projets grâce à un réseau au sein des institutions européennes, des notes et des lettres d'information régulières mais aussi des événements du type *brokerage event* dédiés à des appels Horizon 2020, MIE, LiFE

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance des réseaux européens de collectivités pour le développement et le rayonnement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La cohérence des activités et services proposés par le réseau Eurocités avec les objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière de mobilisation des programmes européens ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Eurocités et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 15.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-1787/17/CM

■ Adhésion à l'association Plateforme industrielle et d'innovation de Caban Tonkin (PIICTO) en tant que membre qualifié MET 17/2975/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), créée le 5 septembre 2014, entend contribuer au développement économique de la Zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain.

Couvrant un périmètre de 1 200 hectares, son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique.

Cette association qui regroupe les entités implantées dans le périmètre de la Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin a notamment pour objet de :

- développer l'écologie industrielle en élaborant des projets communs visant à l'optimisation des activités industrielles, la mutualisation de services et des synergies opérationnelles, pour les acteurs existants et les futurs entrants,
- développer des activités industrielles et ainsi préparer l'accueil de nouvelles activités en établissant une stratégie de développement et d'innovation en accord avec les missions du Grand Port Maritime de Marseille (GPM), issues de la loi de réforme portuaire de 2008,

notamment pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles, et pour leur promotion,

- mettre en place une gouvernance commune basée sur une charte de management HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement), pour cadrer la réglementation dite «PPRT» (Plan de Prévention des Risques Technologiques) appliquée aux plateformes industrielles, l'expérimentation dite «ZIEE» (Zones d'Intérêt Économique et Écologique) et les modalités d'accueil et de services à proposer aux nouveaux entrants,
- être force de propositions en termes d'innovation réglementaire permettant un développement optimisé et densifié de la plateforme.

L'association PIICTO est composée :

- de membres actifs qui représentent les entités implantées sur la zone ainsi que les propriétaires fonciers de la zone,
- et de membres qualifiés, lesquels sont des personnes physiques ou morales susceptibles d'apporter aux membres actifs un appui en termes d'expertise technique, financière ou juridique.

Par délibération n° 196/15 du 13 avril 2015, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a adhéré à l'association PIICTO en tant que membre qualifié.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur cette adhésion.

Compte tenu des objectifs poursuivis par l'association PIICTO, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association en qualité de membre qualifié.

Le montant de la cotisation est fixé à 1 000 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoires ;

- La délibération n° 196/15 du 13 avril 2015 du SAN Ouest Provence portant adhésion à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) entend contribuer au développement économique de la Zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain ;
- Que son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique ;
- Que compte tenu de sa compétence en matière de développement économique, l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association présente un intérêt certain ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Plateforme industrielle et d'innovation de Caban Tonkin (PIICTO) en tant que membre qualifié, ainsi que le règlement de la cotisation 2017, d'un montant de 1 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial de Territoire du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-1788/17/CM

**■ Subvention d'équipement - Approbation d'un accord de principe pour un soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en faveur de l'Institut Paoli-Calmettes (IPC)
MET 17/3187/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

De par les compétences qui lui sont dévolues en matière d'Enseignement Supérieur-Recherche et Santé, forte d'un écosystème en matière de santé riche et dynamique, la Métropole Aix-Marseille-Provence possède les atouts de son ambition : celle de devenir un leader dans le secteur des thérapies innovantes pour le développement d'une métropole intelligente et attractive.

Accompagner les opérations permettant d'accroître significativement le potentiel scientifique et la visibilité de la Métropole dans ses domaines d'excellence, et précisément celui de la santé, s'affirme comme un axe privilégié de la politique métropolitaine

Marseille est ainsi un bastion de la lutte contre le cancer : en effet, le « centre anticancéreux » de Marseille voit le jour suite à un arrêté de novembre 1925. Cette entité qui fonctionnait en partie à l'Hôtel Dieu et en partie à l'hôpital de la Conception, est à l'origine du futur Institut Paoli-Calmettes (IPC).

C'est en 1974 que le Centre prend le nom d'Institut Paoli-Calmettes, en hommage au Professeur Jean Paoli (Directeur Général de 1952 à 1970) et à Irène Calmettes (Infirmière et surveillante générale engagée dans le traitement des cancers depuis 1927). Depuis, l'IPC n'a cessé de s'agrandir, l'activité étant en constante progression.

Quarante-trois après sa création, l'IPC est mondialement reconnu pour ses activités de lutte contre le cancer, de soin et de recherche. L'institut compte aujourd'hui pas moins de 1 523 salariés dont 186 praticiens et 94 internes et étudiants. En 2015, 9 270 nouveaux patients ont été pris en charge en hospitalisation ou en soins externes dont 27% en provenance de Marseille.

La lutte contre le cancer est une priorité nationale de santé publique et l'IPC y contribue considérablement avec près de 83 000 consultations, plus de 42 000 séances de radiothérapie, plus de 35 000 séances de chimiothérapie, 3 770 séjours de chirurgie et 345 greffes de moelle osseuse et de cellules souches rien que sur la seule année 2015.

Pour ses activités de recherche, l'IPC investit actuellement 2 millions d'euros par an sur son programme quinquennal de recherche en médecine moléculaire et prédictive qui se traduit en propositions thérapeutiques concrètes pour les patients. La moitié de cet investissement se fait sur les fonds propres de l'IPC, l'autre moitié est soumise à la générosité de la population du territoire et des entreprises locales.

L'Institut, qui n'a de cesse de chercher à améliorer la qualité des soins proposés, souhaite acquérir une nouvelle technologie d'imagerie médicale (couplage entre un IRM à un accélérateur linéaire) permettant à la fois une grande précision dans l'irradiation des tumeurs profondes mais également, du fait de son couplage accélérateur/IRM, un arrêt de l'irradiation en cas de mouvement du patient et de la sortie de la zone tumorale du champ d'irradiation. En complément des aspects thérapeutiques immédiats, cette installation permettra le développement de recherches pluridisciplinaires, bénéfiques pour l'ensemble du territoire.

Le déploiement de cet équipement de pointe au sein de l'IPC, dont il n'existe à ce jour que quatre exemplaires en fonctionnement (3 aux USA et 1 en Europe à Amsterdam) a été retenu par la Métropole comme faisant partie des opérations qui contribuent au rayonnement national et international de la Métropole dans le domaine de l'ESR et de la Santé.

Le montant de cet équipement est estimé à 8 500 000 euros. Le coût de cette opération suppose un soutien financier extérieur pour être financièrement supportable par l'IPC, d'autant que l'acquisition de cet appareil nécessitera également des travaux d'aménagement du bunker destiné à son hébergement.

La Métropole, par la présente délibération, entend apporter son soutien financier à hauteur de 1 000 000 euros, en faveur de ce projet d'acquisition d'équipement. Ce soutien sera mis en œuvre dans le cadre de la finalisation du plan de financement prenant en compte la participation des autres collectivités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- L'enjeu majeur et différenciant pour la Métropole de conforter la filière Santé et de

miser sur le segment des thérapies innovantes

- La valeur ajoutée pour le territoire, en terme de positionnement et de renommée, conférée par le déploiement d'une technologie de pointe et peu répandue

Délibère

Article unique :

Est approuvé le principe d'un soutien financier à hauteur de 1 000 000 euros au profit de l'Institut Paoli-Calmettes pour l'acquisition d'un nouveau matériel d'imagerie médicale couplant un IRM à un accélérateur linéaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-1789/17/CM

■ **Approbation du principe de confier l'exploitation du réseau de transport les "Lignes de l'Agglo" sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à la SPL Façonéo, associée à la Régie des Transports Métropolitains**
MET 17/3020/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2016 en substitution des différentes autorités organisatrices de transport préexistantes.

Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le réseau de transport public les « Lignes de l'Agglo » est exploité dans le cadre d'une convention de délégation de service public qui prendra fin le 26 août 2017.

Par délibération du 30 novembre 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, après avoir recueilli l'avis du Comité Technique (CT) et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), et au vu du rapport prévu à l'article L. 1411-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), a décidé de confier, dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public, la gestion de son service public de transport de voyageurs à la SPL Façonéo, sans recourir aux procédures de publicité et de mise en concurrence comme le prévoyait l'article L.1411-12 du CGCT dans sa rédaction en vigueur à cette date.

Par courrier du 11 janvier 2017, la SPL Façonéo a informé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de sa volonté de constituer un groupement avec la Régie des Transports Métropolitains (RTM), pour exploiter le réseau des « Lignes de l'Agglo ».

Il sera proposé prochainement à la Métropole un contrat d'obligation de service public qui précisera notamment la consistance des services attribués au groupement, les modalités d'exécution de ces services, les modalités de contrôle de l'exécution de ce contrat et les conditions de rémunération de l'opérateur.

La SPL Façonéo sera le mandataire de ce groupement, et l'interlocuteur principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La RTM souhaite créer une société dédiée dont elle sera l'actionnaire unique pour exécuter ces prestations sur les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 23-1115 du 30 novembre 2015 de la Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvant le choix d'une gestion de son réseau de transport par la SPL Façonéo ;
- La délibération n° TRA 029-1404/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 modifiant les statuts de la SPL Façonéo.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'actuelle convention de Délégation de Service Public (DSP) confiée au GIE Autobus Aubagnais, pour l'exploitation du réseau des « Lignes de l'Agglo », arrive à échéance le 26 août 2017 ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite confier au groupement constitué par la SPL Façonéo et la RTM, dont la SPL Façonéo sera le mandataire, l'exploitation de ces services à compter du 27 août 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de confier l'exploitation du réseau de transport les « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire sera la SPL Façonéo et ce, dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et mener toutes les démarches pour confier au groupement SPL Façonéo-RTM, l'exploitation du service public de transport de voyageurs dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public à compter du 27 août 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-1790/17/CM

■ Création et affectation d'une opération d'investissement pour le projet d'investissement de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3016/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) consiste en la réalisation d'une ligne dédiée au bus entre la commune d'Aubagne et la zone industrielle des Paluds à Aubagne.

Le projet de BHNS répond à plusieurs enjeux présentés ci-dessous :

- Offrir une meilleure desserte du Territoire en desservant la zone industrielle des Paluds située entre la commune d'Aubagne et la commune de Gémenos ;
- Développer l'accessibilité aux arrêts de bus et l'intermodalité ;
- Favoriser l'écomobilité en limitant les conflits d'usage et en créant des itinéraires pour favoriser les modes doux ;
- Améliorer la qualité de vie grâce à des désengorgements des axes routiers du Territoire, la qualité de l'air (avec une diminution de la part relative de la route dans les transports quotidiens), diminuer les nuisances sonores liées aux trafics routiers ;
- Réaménager et améliorer la qualité de l'espace public ;
- Garantir une forme de gain et une performance pour les utilisateurs ;
- Mutualiser la ligne avec d'autres lignes de transports ;
- Amener une interconnexion en cohérence avec le projet Val'TRAM.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Cette procédure permet à la Métropole de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Les dépenses seront équilibrées par les recettes suivantes : subventions et fonds propres.

Dans le cadre du vote du budget primitif 2017 du budget annexe des transports, il convient de créer et d'affecter une autorisation de programme n° 174490TP pour un montant de 23.760.000,00 € TTC pour le projet d'investissement de BHNS sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une autorisation de programme n° 174490TP pour un montant de 23.760.000,00 € TTC relative au le projet d'investissement de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Budget annexe des transports.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiements s'établit comme suit :

Année 2017 : 681.000,00 € TTC
Année 2018 : 1.500.000,00 € TTC
Année 2019 : 10.910.000,00 € TTC
Année 2020 : 10.669.000,00 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-1791/17/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'acquisition de matériels et de logiciels informatiques destinés aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 17/3021/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient de prévoir l'acquisition de matériels et logiciels informatiques nécessaires au bon fonctionnement des services du Réseau des Bus de l'Etang de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 01 - Gestion de l'Administration – Matériels et logiciels informatiques Bus de l'Etang – 168010TP d'un montant de 4 000 € TTC portant le montant de l'opération à 20 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-dessous :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille Provence pour procéder à l'acquisition des matériels et logiciels informatiques à l'attention des services de la Métropole (Réseau des Bus de l'Etang) participant à l'activité du budget annexe Transport

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'une opération d'investissement 2016800800 d'un montant de 4 000 € TTC pour l'acquisition des matériels et logiciels informatiques à l'attention des services de la Métropole (Réseau des Bus de l'Etang) ce qui porte le montant total de l'opération à 20 000 € TTC, rattachée au programme 01 gestion de l'administration Code AP 168010TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800800 - 168010TP - Matériels et logiciels informatiques Bus de l'Etang sont inscrits au budget annexe Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Nature : 2051 - Sous-politique : A440 et Nature : 2183 - Sous-politique : A440

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 5 000 €
Année 2018 : 5 000 €

Année 2019 : 5 000 €
Année 2020 : 5 000 €

Soit un total de 20 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-1792/17/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement Mobilier urbain et aménagement des points d'arrêt - Bus de l'Etang
MET 17/3023/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence (Réseau des bus de l'Etang) a la charge de l'équipement du mobilier urbain et l'aménagement des points d'arrêt du réseau des Bus de l'Etang.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 07 – Transports Urbains Exploitation – Mobilier urbain et aménagement des points d'arrêts BDEG – 168072TP d'un montant de 282 560 € TTC portant le montant de l'opération à 782 560 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour l'acquisition de mobilier urbain et l'aménagement des points d'arrêt du

réseau des bus de l'Etang dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'une opération d'un montant de 282 500 € TTC pour l'acquisition de mobilier urbain et l'aménagement des points d'arrêt du réseau des bus de l'Etang ce qui porte le montant total de l'opération à 782 560 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800500 – 168072TP – Mobilier urbain et aménagement des points d'arrêts BDEG - sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2145 - Sous-politique : C210

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Déjà mandaté : 18 497,04 €

Année 2017 : 171 000,00 €

Année 2018 : 171 000,00 €

Année 2019 : 171 000,00 €

Année 2020 : 171 000,00 €

Suivants : 80 062,96 €

Soit un total de 782 560 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-1793/17/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le Bus à haut Niveau de Service Bus de l'Etang Phase 2

MET 17/3024/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice des transports métropolitains, met en œuvre le projet BHNS Phase 2, qui consiste au prolongement du BHNS entre le square De Gaulle à Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et du lycée Genevoix à la Zac des Florides à Marignane.

Conformément à l'agenda de la mobilité métropolitaine, d'ici 2020, la Métropole va engager un vaste programme d'amélioration des réseaux de bus urbain à travers la création de lignes de sept lignes Premium urbaines et l'extension du Zenibus, Bus à Haut Niveau de Service qui relie les communes de Marignane,

Saint Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau. Le Zenibus a été mis en service en septembre 2016 et la fréquentation en quelques mois atteste de la réussite et du besoin de ce nouveau moyen de transport.

Aussi, en saisissant les opportunités de développement à la fois au sud de Marignane, Technoparc des Florides pôle d'excellence aéronautique, et à l'Est des Pennes Mirabeau, zone commerciale de Plan de Campagne, la Métropole va prolonger son BHNS vers ces pôles économiques très importants.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 49 - BHNS – BHNS Bus de l'Etang Phase 2 – 168490TP d'un montant de 17 904 000 € TTC portant le montant de l'opération à 18 357 171 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour la réalisation du BHNS Phase 2 dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour la réalisation du BHNS Phase 2 d'un montant de 17 904 000 € TTC ce qui porte le montant total de l'opération à 18 357 171 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800300 – 168490TP – BHNS Bus de l'Etang Phase 2 sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2031 - Sous-politique : C210 et Nature : 2314 - Sous-politique : C210

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Déjà mandaté : 13 163,64 €

Année 2017 :	604 000 €
Année 2018 :	6 900 000 €
Année 2019 :	8 400 000 €
Année 2020 :	2 000 000 €
Suivantes :	440 007,36 €

Soit un total de 18 357 171 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-1794/17/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'acquisition de matériel Billettique - Bus de l'Etang MET 17/3025/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient de prévoir l'acquisition de matériel pour le fonctionnement du système billettique (pupitre, valideur, divers matériels informatiques) pour le réseau des Bus de l'Etang.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 07 – Transports Urbains Exploitation – Billettique - Bus de l'Etang – 168071TP d'un montant de 198 543 € TTC portant le montant de l'opération à 278 543 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour l'acquisition d'un système billettique pour le réseau des bus de l'Etang dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'une opération d'un montant de 198 543 € TTC pour l'acquisition de matériel pour le système billettique pour le réseau des bus de l'Etang ce qui porte le montant total de l'opération à 278 543 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800600 – 168071TP – Billettique Bus de l'Etang sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2154 - Sous-politique : C210

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Déjà mandaté :	11 486,74 €
Année 2017 :	105 600 €
Année 2018 :	48 000 €
Année 2019 :	48 000 €
Année 2020 :	48 000 €
Suivants :	17 456,26 €

Soit un total de 278 543 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-1795/17/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'acquisition d'un Système d'Aide à l'Exploitation du réseau des bus de l'Etang
MET 17/3027/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient de prévoir l'acquisition d'un système d'aide à l'exploitation pour équiper le réseau des Bus de l'Etang de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 07 – Transports Urbains Exploitation – Système Aide Exploitation Bus de l'Etang – 168071TP d'un montant de 1 050 000 € TTC portant le montant de l'opération à 1 626 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour l'acquisition d'un système d'aide à l'exploitation pour le réseau des bus de l'Etang dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour l'acquisition d'un système d'aide à l'exploitation pour le réseau des bus de l'Etang d'un montant de 1 050 000 € TTC ce qui porte le montant total de l'opération à 1 626 000 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800700 – 168071TP – Système Aide Exploitation Bus de l'Etang - sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Nature : 2154 - Sous-politique : C210

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Déjà mandaté : 267 504 €
Année 2017 : 576 000 €
Année 2018 : 480 000 €
Suivantes : 302 496 €

Soit un total de 1 626 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-1796/17/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'aménagement de bâtiments
MET 17/3028/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a en charge l'aménagement des Bâtiments du réseau des Bus de l'Etang dont elle est propriétaire (gare routière, Agence de Mobilité, Bureaux).

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 07 – Transports Urbains Exploitation – Aménagement Bâtiment SMITEEB – 168073TP d'un montant de 175 000 € TTC portant le montant de l'opération à 220 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'aménagement des bâtiments du réseau des bus de l'Etang dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation d'une opération d'un montant de 175 000 € TTC pour l'aménagement des bâtiments du réseau des bus de l'Etang ce qui porte le montant total de l'opération à 220 000 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800100 – 168073TP – Aménagement Bâtiment SMITEB - sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - sous les imputations suivantes :

Nature : 2135 – Sous-politique : C210
2153 – Sous-politique : C210

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Déjà mandaté : 18 811,76 €
Année 2017 : 40 000 €
Année 2018 : 45 000 €
Année 2019 : 45 000 €
Année 2020 : 45 000 €
Suivantes : 26 188,24 €

Soit un total de 220 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-1797/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le Réseau Ulysse
MET 17/3037/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui compte tenu de la création au 1^{er} janvier 2017 du Budget Annexe Métropolitain des Transports Publics Urbains de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement 2017700100 « Réseau Ulysse » inscrite au budget transports enregistrée dans l'autorisation de programme 177073TP du programme 17 de la Métropole.

L'opération « Réseau Ulysse » a pour but de financer :

- ✓ des travaux d'aménagement des agences,
- ✓ des acquisitions de matériels embarqués et de mobiliers urbains,
- ✓ le renouvellement du matériel de bureau et informatique,
- ✓ le renouvellement du matériel de transports.

Cette opération permettra d'assurer les projets liés au maintien et au développement du Réseau Ulysse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 367 117 € H.T. de l'opération d'investissement 2017700100

« Réseau Ulysse » afin de permettre sa réalisation;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 177073TP, la création de l'opération 2017700100 pour un montant de 367 117 € H.T.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole :

- Sous politique A210 – Nature : 2051
Chapitre 20
- Sous politique A150 – Nature : 2181
Chapitre 21
- Sous politique A110 – Nature : 2182
Chapitre 21
- Sous politique A150 – Nature : 2183
Chapitre 21
- Sous politique C210 – Nature : 2183
Chapitre 21
- Sous politique A110 – Nature : 2183
Chapitre 21
- Sous politique A110 – Nature : 2188
Chapitre 21

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 : 72 217 €

Année 2018 : 78 300 €

Année 2019 : 108 300 €

Année 2020 : 108 300 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-1798/17/CM

■ Approbation du programme d'investissement de 15 bus électriques pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) d'Aix-en-Provence MET 17/2874/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015.

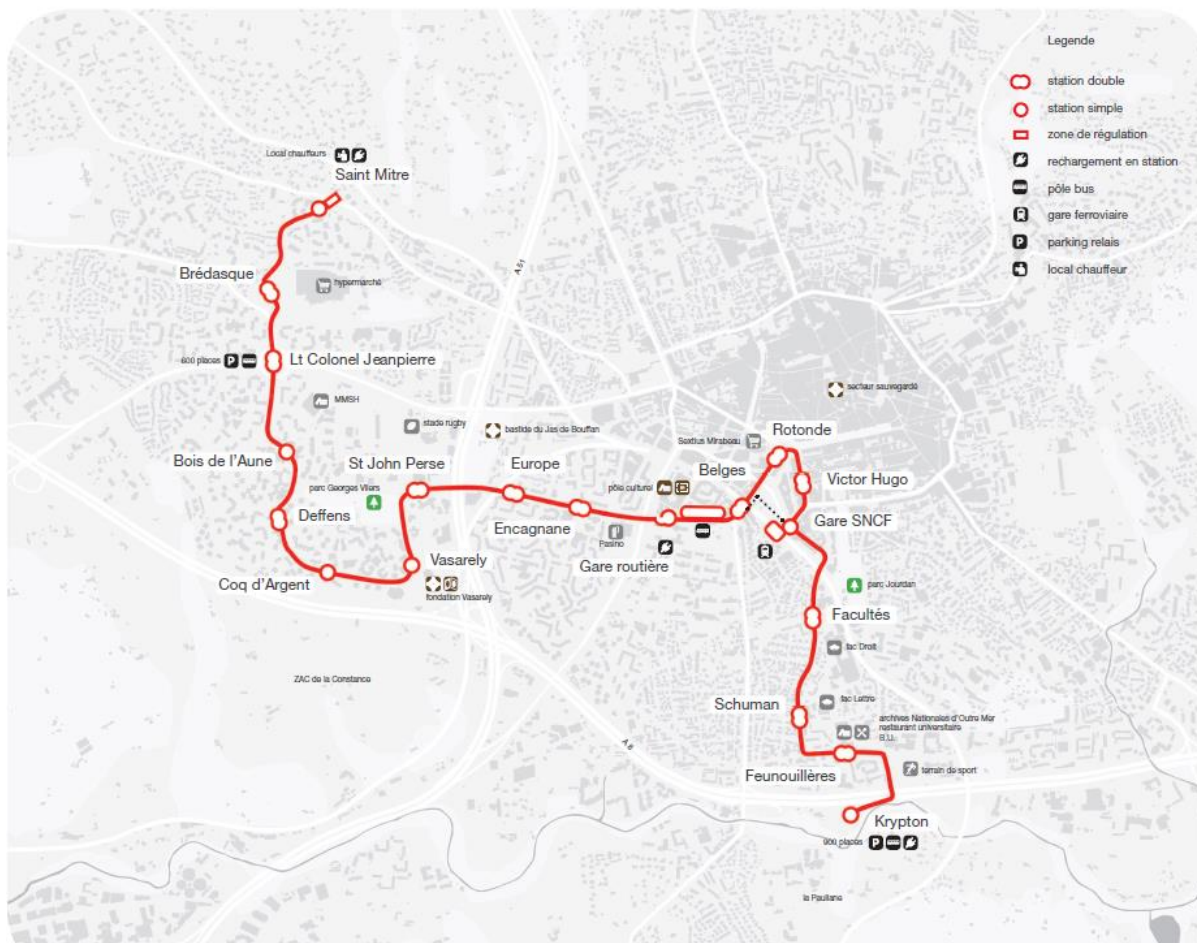
Cette opération, lauréate de l'appel à projets lancé au titre du Grenelle II, vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant ainsi de relier entre eux les différents quartiers et les grands équipements de la ville.

Desservant les grands zones d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais. Elle s'inscrit donc parfaitement dans les objectifs du PDU : réduire l'usage de la voiture, favoriser les modes doux, et développer de nouvelles pratiques de mobilité pour des déplacements plus intelligents.

Aussi, afin d'exploiter la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, il est envisagé de mettre en œuvre des véhicules dont la chaîne de motorisation sera entièrement électrique.

Le matériel envisagé devra également prendre en compte les contraintes d'exploitation imposées par le Haut Niveau de Service comme des dispositions de recharge rapides et opportunistes.

Cette technologie particulièrement innovante et emblématique impliquera, en sus de l'acquisition des bus électriques, le déploiement des dispositifs de rechargement sur le remisage et le tracé, ainsi que la réalisation de modifications techniques sur le centre de maintenance. Le renforcement de la maîtrise d'ouvrage au moyen d'une assistance à technique sera également prise en compte pour le suivi du marché d'acquisition de matériels et la gestion de ses interfaces.

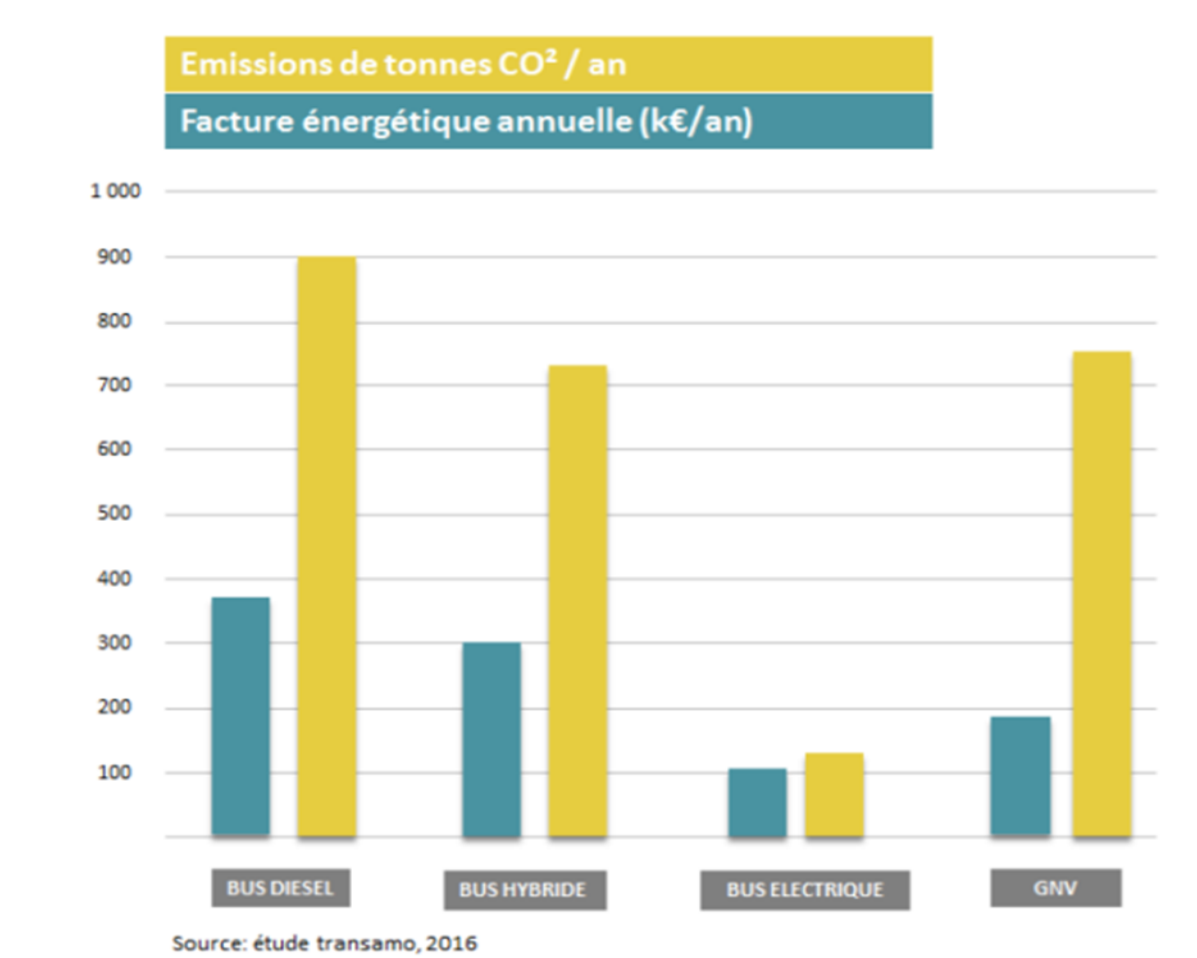


*Le tracé du Bus à Haut Niveau de Service -
« L'Aixpress »
Aix-en-Provence*

Dans cette optique, et au-delà de la réalisation des travaux d'infrastructures approuvés dans le programme précité, il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériels roulants, soit 15 bus électriques d'environ 12 mètres de long, dont les technologies seront en phase avec les ambitions du projet en termes de développement durable.

Le choix de la maîtrise d'ouvrage, porté sur un matériel roulant 100% électrique, s'intègre dans un objectif global de performance environnemental (qualité de l'air et consommation énergétique).

- **Performance énergétique** : un bus électrique engendre une facture énergétique annuelle quatre fois moins importante qu'un bus diesel et trois fois moins importante qu'un bus hybride.
- **Qualité de l'air** : en termes d'émission de CO₂/an, les rapports entre un bus électrique sont de 1 à 9 avec un bus diesel et de 1 à 7 avec un bus hybride.



Compte tenu du caractère innovant précédemment cité le Budget d'un tel programme est estimé **à 15 millions d'euros hors taxe (valeur 2017).**

Ce dernier se décompose comme suit :

BUDGET PRÉVISIONNEL DU PROGRAMME D'ACQUISITION DU MATÉRIEL ROULANT DU BHNS D'AIX EN PROVENCE	
Fourniture du Matériel Roulant (<i>hypothèse établie sur la base de 15 bus électrique de 12 mètres de long</i>)	11 250 000 € HT
Fourniture et mise en place des points de rechargement	2 100 000 € HT
Travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance	1 400 000 € HT
Assistance technique pour le suivi du marché de matériels roulant et de gestion de ses interfaces	250 000 € HT
TOTAL	15 000 000 € HT

Par ailleurs il est important de souligner deux points importants :

- d'une part la transition énergétique obligatoire, amorcée dans le secteur des transports, conduit les constructeurs de véhicules à investir massivement dans ce type de technologie pour faire baisser leurs coûts de production,
- d'autre part l'agenda technologique autour de l'innovation sur les véhicules électriques est en adéquation avec le calendrier d'autres opérations nationales similaires à l'Aixpress. Une concurrence des différents constructeurs sera donc bénéfique aux collectivités.

Ces deux points conjugués permettent d'envisager des économies lors de la phase d'acquisition des véhicules.

Plusieurs sollicitations de co-financements seront engagées.

D'une part, **le Conseil Départemental**, acteur majeur d'éco-mobilité sur notre territoire, sera sollicité pour accompagner cet achat éco-responsable et durable engagé par la Métropole Aix-Marseille Provence.

D'autre part, un dossier de candidature sera déposée à **la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)** qui lance un appel à idées (AAI) relatif au matériel roulant propre et aux services innovants associés.

A ce titre la CDC se donne pour priorité d'accompagner, par ses investissements territoriaux, les transitions de notre société et de les transformer en opportunités pour l'économie. S'agissant du transport, la CDC investit dans des flottes de matériel permettant le développement d'une mobilité plus propre dans les différents modes de transport (sources d'énergie alternatives, transports collectifs, transports ferroviaires, remotorisation propre de véhicules existants).

Ceci exposé, il est proposé d'approuver le programme d'acquisition du matériel roulant du Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015_A204 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'acquisition du matériel roulant du Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence, comprenant l'achat du matériel roulant, l'acquisition et la mise en place des dispositifs de recharge, les modifications sur le centre de maintenance et le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage de suivi du marché de matériels roulants

Article 2 :

Est approuvé le budget prévisionnel de ce programme pour un montant de 15 millions d'euros hors taxe

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre et signer toute décision relative à la réalisation de ce programme.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole et/ou son représentant est autorisé à prendre et signer toute décision relative à la demande de co-financement relatif au projet d'investissement.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits, à partir de l'exercice 2018, sur le Budget Annexes des Transports Section d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-1799/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation dans le cadre du Pôle d'Echanges multimodal d'Aubagne
MET 17/3012/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le pôle d'échanges d'Aubagne est un équipement majeur du réseau de transport du Territoire de l'aire métropolitaine marseillaise qui rassemble les principaux services de mobilité : la ligne TER Marseille – Toulon, les lignes de cars métropolitains à destination de Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat, le réseau urbain « Les Lignes de l'Agglo » et un parking de 200 places.

La réalisation du projet Val'Tram nécessite la démolition du bâtiment « Point Accueil », qui assure les fonctions de billetterie/information voyageur des services de transports métropolitains. Il est proposé de relocaliser ses fonctions à l'intérieur du bâtiment voyageur gare, dans une approche multimodale « train/car/bus ».

Aussi, l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la SNCF, la ville d'Aubagne et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont décidé de poursuivre les travaux d'aménagement de la gare d'Aubagne en vue d'améliorer le service rendu à l'usager. Une convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation a été votée au dernier trimestre 2015, dont le programme comprend les éléments suivants :

- la création d'une coque commerciale pour la boutique du quotidien ;
- la reprise de l'espace de vente existant ;
- la création d'un local de repos pour les chauffeurs de la gare routière ;
- le réaménagement complet du hall d'accueil, avec la reprise de la signalétique fixe de la gare et l'installation d'un afficheur dynamique ;
- la mise en accessibilité du bâtiment avec mise en place de portes automatiques et de balises sonores de localisation sur le parvis et l'espace de vente et l'amélioration de l'éclairage du hall ;
- la création d'un bureau pour l'agent d'escalier.

Le coût de cette opération est estimé à 868 000 € HT. La convention initiale prévoyait le plan de financement suivant :

- SNCF Gare & Connexion à hauteur de 75 200 € HT ;
- SNCF DDTER à hauteur de 72 400 € HT ;
- un financement FEDER demandé à hauteur de 369 000 € HT ;
- la Région PACA à hauteur de 267 550 € HT ;

- la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 83 850 € HT.

La présente délibération propose la révision du plan de financement des partenaires. La subvention FEDER obtenue en octobre 2016 est au final de 315 000 €. Le delta financier, soit 54 000 €, est à répartir entre la Région PACA à hauteur de 42 950 € et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 11 050 €.

Le nouveau plan de financement est le suivant :

- SNCF Gare & Connexion à hauteur de 75 200 € HT ;
- SNCF DDTER à hauteur de 72 400 € HT ;
- financement FEDER obtenu de 315 000 € HT ;
- le Conseil Régional PACA à hauteur de 310 500 € HT ;
- la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 94 900 € HT.

La réalisation de ces aménagements est prévue pour la fin de l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n° 82-1153 d'orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982 ;
- Les lois sur le handicap, n° 75-534 du 30 juin 1975, n° 2005-102 du 11 février 2005 et n° 2015-888 du 5 août 2015 ;
- La loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et ses décrets d'application ;
- La convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation en gare d'Aubagne entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la ville d'Aubagne et la SNCF ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux du bâtiment voyageur en gare d'Aubagne sont nécessaires, notamment dans le cadre de la réalisation du projet Val'Tram ;
- Qu'il convient d'ajuster le plan de financement avec le montant exact de la subvention FEDER.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation en gare d'Aubagne avec l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la ville d'Aubagne et la SNCF de 2015.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits seront inscrits au budget annexe des transports 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-1800/17/CM

■ Approbation d'une diminution du tarif de l'abonnement annuel - jeunes boursiers - sur le réseau de la Régie des Transports Métropolitains MET 17/2992/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Face aux enjeux que représente la fraude, tant d'un point de vue financier que citoyen, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains ont décidé d'engager dès 2017 une

action commune forte pour lutter contre la fraude sur le réseau de transport exploité par la RTM.

Dans ce cadre, une liste d'actions à engager dès le second trimestre 2017 par la RTM a été identifiée :

- communication externe/interne : lancement d'actions de communication à destination des usagers, en lien avec la Métropole, mais aussi des actions de médiation dans les écoles et collèges ;
- marketing/commercial : l'objectif est de faciliter la vente pour l'utilisateur (paiement sans contact des titres, dématérialisation de certains abonnements, garantir l'accès à l'achat de titres sur les distributeurs et auprès des chauffeurs) ;
- matériel et outillage : garantir un meilleur taux de disponibilité des matériels de validation et de contrôle (aspects maintenance et réflexions sur des évolutions possibles) ;
- validation : meilleure identification des points de validation (position des valideurs, signalétique), rôle renforcé de l'exploitant (chauffeurs, personnel de station) dans l'accueil des usagers et l'aide à la validation ;
- contrôle et verbalisation : mise en place d'un nouveau plan de contrôle, intégrant une évolution des méthodes de contrôle, lancement d'opérations ciblées au niveau des stations de métro, gare d'échange, bus à haut niveau de service, tramway, renforcement des conventions de partenariat avec l'Etat et la Ville de Marseille.

En accompagnement de cette campagne de lutte anti-fraude qui sera menée sur le réseau RTM dès 2017, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite proposer une diminution du tarif de l'abonnement annuel jeune boursier.

Ainsi, à compter du 1^{er} juin prochain, le prix du Pass Annuel Jeunes Boursiers passera de 178 euros à 119 euros par an et celui du Pass Permanent Jeunes Boursiers de 14,70 euros à 9,90 euros par mois permettant ainsi à leur titulaire de voyager librement sur le réseau de la RTM pour moins de 10 euros par mois.

De plus, à compter de la même date, ces deux abonnements seront ouverts également aux jeunes étudiants, stagiaires de la formation professionnelle ou apprentis, de moins de 26 ans et bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire ou justifiant de ressources inférieures aux plafonds fixés pour l'obtention de la CMUC.

Ce nouveau tarif sera également accessible à tous les enfants âgés de 6 à 11 ans voyageant aujourd'hui sur le réseau pour 220 euros/an.

Ces nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1^{er} juin 2017.

Le tableau joint en annexe reprend les modifications apportées à la gamme tarifaire RTM à compter du 1^{er} juin 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du Conseil Communautaire du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération n° DTM 001-317/14/CC du Conseil Communautaire du 18 juillet 2014 relative aux nouveaux tarifs de transport en commun sur le territoire de Marseille Provence Métropole consécutifs à l'augmentation du taux de TVA pour le transport de voyageurs ;
- La délibération n° TRA 015-1390/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative aux nouveaux tarifs de transports en commun sur le réseau de la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° TRA 013-1388/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'avenant 10 au Contrat d'Obligation de Service de Transport Public Urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que face aux enjeux que représente la fraude, tant d'un point de vue financier que citoyen, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains ont décidé d'engager dès 2017 une action commune forte pour lutter contre la fraude sur le réseau de transport exploité par la RTM ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite proposer une diminution des abonnements annuels jeunes boursiers et permanents jeunes boursiers et de les ouvrir aux jeunes étudiants, stagiaires de la formation professionnelle ou apprentis, de moins de 26 ans et bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire ou justifiant de ressources inférieures aux plafonds fixés pour l'obtention de la CMUC ;

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les nouveaux tarifs ci-annexés des titres de transport valables sur le réseau exploité par la RTM. Ces derniers seront applicables à compter du 1^{er} juin 2017.

Les autres tarifs demeurent inchangés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-1801/17/CM

**■ Plan de relance autoroutier - échangeur A8/A51 à Aix-en-Provence - Approbation d'un protocole d'accord
MET 17/2750/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 28 juillet dernier à Perpignan, le Président de la République a annoncé son souhait de voir mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, un nouveau plan d'investissement sur le réseau autoroutier concédé. Le gouvernement a chargé les préfets de région de négocier avec les collectivités un plan de financement pour les opérations pressenties, étant entendu que le concessionnaire prend en charge au maximum la moitié du coût global (investissement et exploitation) grâce à une augmentation des péages.

Les discussions avec les différentes collectivités sollicitées par les services de l'Etat ont abouti à un accord de principe pour le financement de l'aménagement du demi-échangeur de Salon Nord, sur l'autoroute A7, objet d'une délibération du Conseil de la Métropole le 15 décembre 2016, et de

l'aménagement de l'échangeur entre les autoroutes A8 et A51 à Aix-en-Provence.

Le caractère incomplet de l'échangeur d'Aix se traduit en effet par d'importants flux de transit sur des voies urbaines inadaptées dans le quartier résidentiel du Jas de Bouffan. En août 2013, l'Etat a validé un projet de bretelle visant à permettre un mouvement direct depuis A51 nord vers A8 ouest. En 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accepté de financer intégralement cet investissement, représentant un montant de 13,85 M€.

La dernière bretelle de l'échangeur, entre A8 ouest et A51 nord, a fait l'objet d'une étude de faisabilité en 2011. L'ouvrage est plus complexe que le précédent et représente un coût estimé de 50,5 M€.

Compte tenu de l'intérêt national de cet échangeur entre deux autoroutes, l'Etat a accepté de déroger à la règle de prise en charge du coût des ouvrages à hauteur de plus de 50% par les collectivités locales. Il a en outre accepté d'intégrer dans le calcul la bretelle dont le financement était déjà acquis. Il en résulte une clé de financement plus favorable pour les collectivités puisque limitée à 12 M€ pour cette seconde bretelle, à se partager de façon paritaire entre le Département et le bloc communal. A ce premier titre, le Département finance à hauteur de 6 M€ et à ce second titre, la Ville d'Aix-en-Provence a exprimé son accord pour un financement à hauteur de 1.200.000 €. Dès lors, la part à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence serait de 4,8 M€ HT.

Le solde sera financé par ASF (Autoroutes du Sud de la France), maître d'ouvrage du projet, dans le cadre d'un avenant à son contrat de concession à signer avec l'Etat. Afin d'entériner cet accord et de pouvoir lancer rapidement les travaux, le projet de protocole ci-annexé a été établi entre les financeurs de l'opération.

Les travaux sont envisageables en 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
 - La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le courrier du Préfet de Région du 8 novembre 2016, sollicitant la participation

des collectivités au plan d'investissement autoroutier ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Président de la République a annoncé un plan d'investissement sur le réseau autoroutier dont le financement sera en partie assuré par un avenant aux contrats des concessionnaires et pour le reste par un appel aux collectivités territoriales
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité durable et dotée de la compétence voirie, a intérêt à voir se réaliser des investissements de nature à faciliter les déplacements et à soulager la voirie locale de flux de transit producteurs de congestion et de nuisances
- Que l'achèvement de l'échangeur A8/A51 à Aix-en-Provence fait partie des opérations les plus efficaces de ce point de vue et qu'un projet en ce sens a été proposé par la société concessionnaire ASF pour un montant de 50,5 M€
- Que ce projet vient compléter la première bretelle entre A51 nord et A8 ouest, dont le financement de 13,85 M€ est assuré à 100 % par la Métropole Aix Marseille Provence suite à la délibération en ce sens du Conseil d'Agglomération du Pays d'Aix de 2014 ;
- Que le Département et la Ville d'Aix-en-Provence se sont engagés à apporter une contribution au bouclage du plan de financement, laissant à la charge de la Métropole un montant de 4,8 M€

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord ci-annexé, posant le principe d'un partage du financement de l'opération visant à compléter l'échangeur de la Salon nord.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-1802/17/CM

**■ Approbation d'une convention avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à l'utilisation provisoire de la marque Cartreize
MET 17/2877/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Le réseau interurbain CARTREIZE exploité jusqu'au 31 décembre dernier par le Conseil Départemental a été transféré à la Métropole le 1^{er} janvier 2017.

La convention de transfert entre le Département et la Métropole au titre de la compétence transports publics routiers de personnes approuvée par le Conseil Métropolitain en décembre dernier indique que l'utilisation temporaire de la marque CARTREIZE, propriété du Conseil Départemental, par la Métropole nécessite la passation d'une convention spécifique.

Par ailleurs, la Métropole a engagé une réflexion afin d'arrêter une stratégie marketing et commerciale de la mobilité concernant notamment l'identité du nouveau réseau interurbain métropolitain.

Aussi, dans l'attente des résultats de cette démarche et la validation de la marque métropolitaine de la mobilité et du nouveau nom commercial du réseau interurbain métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention définissant les conditions d'utilisation temporaires et gratuites de la marque CARTREIZE par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 082-1362/16/CM approuvée par le Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de définir par une convention les conditions d'utilisation temporaires de la marque CARTREIZE par la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à l'utilisation provisoire par la Métropole de la marque CARTREIZE.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-1803/17/CM

**■ Approbation de la Charte du Label Autopartage de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 17/2884/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les caractéristiques du territoire ont favorisé un développement urbain selon un processus de diffusion résidentiel et économique, encouragé par le développement du réseau routier et autoroutier. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence se caractérise ainsi par un polycentrisme, organisé autour de multiples pôles de vie qui génèrent d'importants flux de mobilités sur l'ensemble de son territoire. La très forte dépendance à l'automobile, constatée, implique d'apporter des réponses spécifiques en termes de mobilité.

Parmi l'ensemble des actions inscrites à l'Agenda figure le développement de l'autopartage. Ce dernier permet d'offrir à la population des réponses pertinentes à ses besoins diversifiés de déplacements. En effet, si l'objectif de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine est de limiter la place de la voiture au profit des autres modes de déplacements (transports en commun, vélo...), cette dernière conserve son utilité sur certains trajets. C'est pourquoi il convient d'avoir une approche différente dans l'usage qui est fait de la voiture pour les mobilités quotidiennes. L'autopartage peut ainsi permettre une démotorisation des ménages grâce à l'abandon ou la non acquisition d'un véhicule. L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine fixe comme objectif le déploiement de 1000 véhicules électriques en autopartage répartis sur 25 communes. Il s'agit de mailler progressivement les principaux centres villes et pôle d'échanges multimodaux du territoire.

L'autopartage est un service de location de véhicules de courte durée, disponible 24h/24h, 7j/7j et accessible moyennant un abonnement, permettant de satisfaire des déplacements de courte durée et occasionnels. Il est destiné aux particuliers, aux entreprises et aux administrations.

Ce service peut plus particulièrement concerner :

- les ménages multimotorisés, dont la deuxième ou troisième voiture sert peu et qui ont un intérêt économique à utiliser l'autopartage ;
- les professionnels, entreprises, administrations, associations, en remplacement partiel ou total de leur flotte de véhicules ;
- les habitants des quartiers périphériques peu desservis par les transports en commun qui ont besoin d'effectuer un déplacement occasionnel et ponctuel (premier et dernier kilomètres) ;
- les habitants motorisés des quartiers denses, où les contraintes de stationnement sont importantes ;
- les usagers non motorisés, usagers des transports en commun ayant besoin d'un véhicule pour certains déplacements ponctuels.

Pour la Métropole, l'autopartage présente des enjeux importants et représente un outil de régulation de l'usage de l'automobile.

Conformément au Plan de Protection de l'Atmosphère arrêté le 17 mai 2013 qui vise une réduction de 10% des émissions de Nox, PM10 et PM2 sur le territoire des Bouches-du-Rhône, la Métropole souhaite encourager les systèmes d'autopartage.

La Métropole souhaite également promouvoir et encourager le développement de l'électromobilité et les mobilités propres ; l'autopartage représente un bon vecteur de diffusion de ces mobilités plus respectueuses de l'environnement.

Le label autopartage métropolitain est adossé à des exigences de services auxquelles les opérateurs devront répondre comme la mise en œuvre d'abonnements, d'une tarification adaptée, la mise à disposition de véhicules 24h/24 et 7j/7 et la création de stations d'autopartage spécifiques et aussi des obligations décrites dans la charte annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2012-280 du 28 février 2012, modifié par le décret n° 2012-1196 du 26 octobre 2012 relatif au label autopartage ;
- L'article 52 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite MAPTAM, a modifié la notion d'autopartage, définie par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé le 15 décembre 2016

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la charte du label Autopartage métropolitain ci-annexée.

Article 2:

Monsieur Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le Label Autopartage et à prendre toutes les dispositions nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-1804/17/CM

■ Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille MET 17/2572/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire des aires et parcs de stationnement du territoire Marseille Provence.

Le parking en ouvrage Estienne d'Orves situé au centre-ville de Marseille, offre 650 places de stationnement réparties sur 5 niveaux. Il bénéficie de deux accès situés sur le cours Jean Ballard et la place aux Huiles.

Par délibérations DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne d'Orves a été transféré par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, aux droits de laquelle la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016.

La gestion de ce parc de stationnement est actuellement confiée à la Société QPARK en vertu dudit contrat de concession de service public, dont l'échéance est fixée au 22 août 2018.

Le parking en ouvrage Estienne d'Orves, situé au centre-ville de Marseille, offre 650 places de stationnement réparties sur 5 niveaux. Il bénéficie de deux accès situés sur le cours Jean Ballard et la place aux Huiles.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence préconise de relancer une procédure de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves pour une durée de 7ans. Ce nouveau contrat permettra d'assurer la continuité du service public.

Le recours à la délégation de service public permettra à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apportera son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement, tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une délégation de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la délégation de service public sous forme d'un affermage, qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au délégataire;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au délégataire, il est préconisé de déléguer ce service, sous la forme d'un affermage, pour une durée de 7ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par des dispositions de l'ordonnance

n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celle de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218-7;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.
- Le contrat de délégation de service public n° 87/042 du 23 février 1987 et ses sept avenants, concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 8 mars 2017 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire des aires et des parcs de stationnement du territoire Marseille Provence;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion du parc de stationnement Estienne d'Orves sis à Marseille ;

- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la délégation de service public sous la forme d'un affermage, apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion du parc de stationnement Estienne d'Orves situé à Marseille dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage, pour une durée de 7ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation de service public et des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-1805/17/CM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Fos-sur-Mer relative à concession de deux places de stationnement boulevard de Mègle
MET 17/2538/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de transport, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a le projet de construire une gare routière, constitutive d'un pôle d'échanges multimodal à Fos-sur-Mer, sur une partie de la parcelle communale cadastrée section BC 50.

Ce projet comportant des bureaux nécessite, selon le Plan d'Occupation des Sols en vigueur sur la commune de Fos-sur-Mer, la réalisation de deux places de stationnement à destination du personnel et

du public ; places qui ne peuvent pas être aménagées sur le terrain d'assiette du projet.

Toutefois, le Code de l'Urbanisme, en son article L 123-1-12, permet au bénéficiaire du permis de construire qui ne peut satisfaire à ses obligations en matière de stationnement, d'en être quitte en justifiant pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, l'obtention d'une concession à long terme dans un parc de stationnement existant ou en cours de réalisation, et situé à proximité de l'opération. On entend par long terme une durée supérieure à 15 années.

Aussi, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille Provence conclue avec la ville de Fos-sur-Mer un contrat de concession de deux places de stationnement publiques Boulevard de Mègle, à proximité de la future gare routière, afin que le permis de construire de cette dernière respecte les obligations du Plan d'Occupation des Sols en matière de stationnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le projet de construction du pôle d'échanges multimodal de transport sur la commune de Fos-sur-Mer.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la concession à son profit de deux places de stationnement sur le Boulevard Mègle à Fos-sur-Mer,

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que toutes dispositions y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-1806/17/CM

**■ Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille - Présentation du bilan de concertation publique
MET 17/2518/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) de lancer la procédure de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

Par délibération en date du 19 décembre 2014, le Conseil de Communauté de MPM a prescrit la mise en révision des Zones de protection du Patrimoine Architectural et Paysager (ZPPAUP) en vue de leur transformation en AVAP sur la Commune de Marseille, a défini les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et a constitué la commission locale.

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le territoire Marseille-Provence, les compétences relatives aux procédures d'élaboration des documents d'urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a ainsi voté la poursuite de la procédure de transformation des ZPPAUP et le renouvellement de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP).

Une large concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les personnes concernées, s'est déroulée du 1^{er} décembre 2015 au 9 février 2017, date des délibérations arrêtant le projet d'AVAP et tirant le bilan de la concertation. Son lancement a, par ailleurs, été acté par un avis public d'ouverture de la concertation publié dans la presse locale le 1^{er} et le

10 décembre 2015 dans les quotidiens La Provence et La Marseillaise.

La procédure d'élaboration de l'AVAP a été conduite en association avec les services de la ville de Marseille et les services de l'Etat.

Le bilan de cette concertation est le suivant :

Rappel des modalités de la concertation publique de l'AVAP de Marseille

Ces modalités ont été définies dans la délibération de lancement de la procédure de révision, adoptée en Conseil Communautaire le 19 décembre 2014. Son article 2 stipule :

« Sont approuvés les objectifs énoncés ci-dessous et les modalités de concertations suivantes :

- Organisation d'une exposition avec des panneaux explicatifs et mise à disposition du public, en Mairie de Marseille et au siège de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'un cahier d'observations et d'un dossier rassemblant les pièces essentielles à la compréhension du public, à partir de l'élaboration du rapport de présentation et jusqu'à l'arrêt du projet ;
- Organisation de réunions publiques ».

Bilan de la concertation publique de l'AVAP au regard des modalités définies dans la délibération de lancement

Cette concertation publique s'est déroulée conformément aux modalités définies au lancement de la procédure.

Ainsi, quatre dispositifs ont été mis en place à partir de décembre 2015 :

1- une exposition permanente et évolutive de panneaux d'information a été mise en place au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et à la Direction de l'Aménagement Durable et de l'Urbanisme (DADU) de la Ville de Marseille. Elle a permis de rendre compte régulièrement de la démarche.

Elle était composée de panneaux (carton plume format A0/A1). Ces panneaux ont été régulièrement mis à jour et complétés :

- Dans la phase « diagnostic » suivant la parution dans la presse des 1^{er} et 10 décembre 2015, trois panneaux présentant les premiers éléments de diagnostic et la délimitation du territoire ;
- Dans la poursuite de la phase « diagnostic » suivant la parution dans la presse du 12 mai

2016, trois panneaux présentant de nouveaux éléments de diagnostic ;

- Dans la phase « diagnostic et règlement » suivant la parution dans la presse du 13 décembre 2016, trois panneaux présentant de nouveaux éléments de diagnostics et le plan réglementaire.

2- Un dossier d'information mis à la disposition du public sur les lieux de la concertation sus-mentionnés. Pour une information complète et actualisée du public, le dossier a été progressivement alimenté au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.

Il était composé des documents suivants :

- Délibérations d'engagement, de poursuite de la révision de la ZPPAUP en AVAP ;
- Des livrets de présentation.

L'ensemble de ces documents étaient accessibles aussi sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

3- Un registre d'observations a été mis à la disposition du public au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la DADU de la Ville de Marseille, au 40 rue Fauchier, 13002.

Toutes les personnes qui le souhaitaient ont pu faire part de leurs remarques, informations ou demandes particulières sur ces registres, qui ont été analysés lors des différentes phases, afin de prendre en compte ces doléances.

4- Des réunions publiques ont été organisées conformément à la délibération du 19 décembre 2014 :

- Réunion publique au Musée d'histoire de Marseille du 1^{er} décembre 2015, qui a permis de présenter les fondements du projet, la définition du périmètre et les premiers éléments de diagnostic ;
- Réunion publique au Musée d'histoire de Marseille du 14 décembre 2016, qui a notamment permis de présenter le plan réglementaire.

Pour chacune de ces réunions publiques, des annonces légales ont été faites dans la presse locale.

- Réunion publique du 1^{er} décembre 2015 : annonces légales dans les quotidiens La Provence et la Marseillaise le 17 puis le 26 novembre 2015 ;
- Réunion publique du 14 décembre 2016 : annonces légales dans les quotidiens La Provence et La Marseillaise le 1^{er} et le 6 décembre 2016.

En outre, l'information pour ces réunions publiques a fait l'objet d'affichages au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en Mairie de Marseille, à la Direction de l'Aménagement Durable et de l'Urbanisme (40 rue Fauchier, 13002 Marseille) et dans chaque mairie de secteur. Ces renseignements étaient également consultables sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ces réunions publiques ont rassemblé globalement plus de 200 personnes chacune.

En plus de ces quatre dispositifs définis dans les modalités de concertation, il est à signaler trois aspects supplémentaires faisant partie intégrante de la concertation publique menée :

- une exposition temporaire au Musée d'Histoire de Marseille « Le Coeur d'une Ville, urbanisme et patrimoines à Marseille » qui s'est tenue du 1er décembre 2015 au 27 février 2016,

- cinq « balades urbaines » dans des quartiers différents du centre-ville, organisées pour le public par le Musée d'Histoire de la Ville, courant janvier 2016,

- deux conférences de presse tenues le 30 novembre 2015 et le 12 décembre 2016.

Bilan des échanges qui ont eu lieu dans le cadre de cette concertation

Trois doléances ont été inscrites dans les registres, deux sur le registre de la Ville de Marseille, une sur celui de la Métropole.

1^{ère} doléance : indique que les documents d'information portant sur le diagnostic et le périmètre de l'AVAP sont très intéressants. L'observation porte sur la place Jean Jaurès qui est intégrée au périmètre d'étude. Cependant, les remarques n'ont pas de lien direct avec le projet d'AVAP.

2^{ème} doléance : traite de fiscalité, de bâtiments remarquables, d'îlots, de ravalement de façades et de communication sur le sentiment de patrimonialité des habitants eux-mêmes. Les thématiques qui pouvaient être traitées dans le cadre de l'AVAP ont été prises en compte et intégrées dans la deuxième série de panneaux de concertation.

3^{ème} doléance : traite d'un projet immobilier au niveau de la Caserne d'Aurelle dans le 7^{ème} arrondissement et les contraintes patrimoniales à respecter indiquées par l'architecte des bâtiments de France (ABF). La constitution du projet d'AVAP a été réalisée en lien continu avec l'ABF. Ces problématiques ont été intégrées au rapport de présentation livre 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 engageant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 poursuivant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal du 5 février 2017 émettant un avis favorable sur le bilan de la concertation menée ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de tirer le bilan de la concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du bilan de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées qui s'est déroulée pendant

toute la phase d'élaboration du projet de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

URB 002-1807/17/CM

■ Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille - Arrêt du Projet MET 17/2520/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) de lancer la procédure de création d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

Par délibération du 19 décembre 2014, le Conseil de Communauté de MPM a prescrit la mise en révision des Zones de protection du Patrimoine Architectural et Paysager (ZPPAUP) en vue de leur transformation en AVAP sur la Commune de Marseille, a défini les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et a constitué la commission locale.

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce sur le territoire Marseille-Provence, les compétences relatives aux procédures d'élaboration des documents d'urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a ainsi voté la poursuite de la procédure de transformation des ZPPAUP et le renouvellement de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP).

Pendant toute la durée de l'élaboration du projet, une large concertation associant les habitants, les associations locales et les personnes concernées s'est déroulée de décembre 2015 à février 2017, conformément aux modalités délibérées par le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 19 décembre 2014. Le bilan en a été tiré par délibération précédente en cette séance du Conseil de la Métropole.

La procédure d'élaboration de l'AVAP a également été conduite en association avec les services de la ville de Marseille et les services de l'Etat.

L'instance consultative dénommée Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP) s'est réunie cinq fois pendant l'élaboration du projet, et a émis le 12 décembre 2016 un avis favorable sur le périmètre et concernant le projet d'AVAP.

Le projet d'AVAP comprend notamment les documents suivants :

- un rapport de présentation exposant les objectifs de l'AVAP, fondés sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental et prenant en compte le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU);
- un règlement comprenant les prescriptions relatives à l'insertion des projets et à la mise en valeur des patrimoines ;
- un plan réglementaire précisant le périmètre et localisant les prescriptions du règlement.

L'élaboration du projet de création d'AVAP sur la commune de Marseille arrivant à son terme, la Ville de Marseille a émis un avis favorable pour l'arrêt du projet par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, il appartient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'arrêter le projet de création de l'AVAP, tel qu'annexé à la présente délibération.

Le projet de création de l'AVAP sera ensuite présenté à la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), soumis à examen conjoint des personnes publiques prévues par le code de l'urbanisme, puis à enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 engageant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 poursuivant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Marseille du 6 février 2017, émettant un avis favorable sur le projet et sur la poursuite de la procédure permettant la création de l'AVAP ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'une procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille a été engagée par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et poursuivie par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que les étapes de procédures accomplies jusqu'alors et les avis favorables recueillis permettent d'arrêter le projet de création de l'AVAP sur la commune de Marseille;

Délibère

Article 1 :

Est arrêté le projet de création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la commune de Marseille, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à saisir le Président du Tribunal Administratif en vue de la désignation d'une commission d'enquête et à organiser l'enquête publique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-1808/17/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Engagement d'une procédure de mise en compatibilité - Projet de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille MET 17/2549/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait engagé par délibération du 19 décembre 2014, à la demande de la ville de Marseille, une procédure de transformation de ses quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) existantes en Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), conformément à la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (E.N.E). Cette procédure a été poursuivie par délibération de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) du 30 juin 2016, qui exerce sur le territoire de Marseille-Provence, les compétences en matière de documents d'urbanisme.

Le projet de création de l'AVAP a été arrêté par délibération précédente de cette assemblée et il fait apparaître des incompatibilités de réglementation avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Marseille en vigueur. Or, les dispositions du code du patrimoine applicables aux AVAP stipulent que lorsque le projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en compatibilité selon la procédure prévue par le code de l'urbanisme, après déclaration de l'intérêt général de la création de l'AVAP.

C'est pourquoi, la commune de Marseille a saisi la Métropole, en vue d'engager cette procédure de mise en compatibilité du PLU, préalablement à la création de l'AVAP.

Comme le prévoit le code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées et sera ensuite soumis à enquête publique. Au terme de cette enquête publique, au regard des avis émis et des conclusions du commissaire enquêteur, le Conseil métropolitain sera appelé à se prononcer sur l'intérêt général du projet poursuivi, et, le cas échéant, à approuver les modalités de mise en compatibilité du P.L.U. nécessaires à sa mise en œuvre.

L'objet du présent rapport est d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille préalablement à la création de l'AVAP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) de Marseille Provence Métropole ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille en vigueur ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des POS et PLU ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 de poursuite de la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 5 février 2017 émettant un avis favorable sur la poursuite des procédures permettant la création de l'AVAP ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 mars 2017 sollicitant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 présentant le bilan de la concertation publique de l'AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 arrêtant le projet de création de l'AVAP.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'une procédure de transformation des ZPPAUP de Marseille en AVAP, conduite par la Métropole, est en cours ;
- Que le projet de création de l'AVAP a été arrêté par le conseil de la Métropole ;
- Que dans le cadre de l'élaboration de l'AVAP des incompatibilités avec le PLU de Marseille peuvent apparaître ;
- Qu'il convient, conformément au code du patrimoine, d'adapter les règles du PLU de Marseille par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, sur le territoire défini par le projet d'AVAP.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille sur le périmètre de projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine arrêté.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 et suivants de la Métropole — Sous-politique C120 – Nature 6227 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-1809/17/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Extension de la carrière Sainte Marthe à Marseille
MET 17/2550/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire, le 28 juin 2013, puis modifié par délibérations du 3 juillet 2015 et du 21 décembre 2015.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de Marseille.

La commune de Marseille a saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

La carrière de Sainte-Marthe, située dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille, a connu plusieurs étapes dans son développement depuis sa création en 1887. Initialement exploitée pour le gypse destiné à la fabrication de la chaux, la carrière a été reprise par la société des Carrières et Béton Bronzo-Perasso, cette dernière étant issue de la mise en commun des activités industrielles de traitement des granulats et de fabrication de béton.

La carrière a fait l'objet, par arrêté préfectoral en 2010, d'un renouvellement d'exploitation jusqu'en 2020.

Ce projet d'extension vise d'une part à anticiper le terme de l'autorisation d'exploitation s'agissant de l'activité extractive, et à pérenniser les activités présentes sur le site ; d'autre part, il répond aux enjeux économiques et environnementaux de l'intercommunalité.

En effet, sur le plan économique la préservation des activités exercées sur le site de la carrière de Sainte-Marthe répond à une demande croissante en matériaux de construction inhérente au dynamisme démographique et aux enjeux d'un renouvellement urbain portés par le Territoire Marseille- Provence, et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, la proximité de l'extension avec la carrière existante permet d'assurer un service de proximité et répond à un principe d'équilibre durable entre développement et protection de l'environnement.

Toutefois, la réalisation de ce projet, situé en zone NL (zone naturelle remarquable au sens de la loi Littorale et d'espaces littoraux) au document d'urbanisme, nécessite que les règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur soient adaptées.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

L'objet du présent rapport est d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille afin de permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 28 juin 2013 par laquelle le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- La demande de la Ville de Marseille sollicitant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des POS et PLU ;

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 7 février 2017 sollicitant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le projet d'extension de la carrière de Sainte-Marthe située dans le 14ème arrondissement de Marseille, tout en permettant de pérenniser l'activité du site, répond aux enjeux économiques et environnementaux portés par le Territoire Marseille-Provence et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU de Marseille par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille, pour l'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 et suivants de la Métropole – Sous politique C120 Nature 6227 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-1810/17/CM

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste. Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la procédure de modification 3s MET 17/2535/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols (POS) tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ceyreste a été demandée par courrier de Monsieur le Maire en date du 23 mai 2016, auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence, afin de modifier le tracé de l'emplacement réservé de voirie n°23. Il convient également de mettre à jour les annexes et corriger les erreurs matérielles.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme, relèvent d'une procédure de modification qui a pu être conduite sous forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°16/471/CM du 19 août 2016, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°16/004/CT du 21 septembre 2016, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au public du projet de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé au service urbanisme et technique de la mairie de Ceyreste et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence durant un mois, du mardi 11 octobre 2016 au lundi 14 novembre 2016 inclus.
- le dossier a également été consultable sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 29 septembre 2016 et 11 octobre 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, deux observations ont été inscrites sur le registre déposé en commune.

La première remarque ne concerne pas la procédure en cours. La seconde remarque porte sur l'emprise de l'emplacement réservé n°41; Il convient de préciser que cet emplacement réservé a bien une emprise de 6 mètres ; seule l'aire de retournement est plus large. La planche graphique n'est donc pas erronée.

Le Conseil Municipal de la commune de Ceyreste a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°3s de son POS tenant lieu de PLU par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de Monsieur le Maire de Ceyreste du 23 mai 2016 demandant au Conseil de Territoire Marseille Provence d'engager la modification n°3s de son POS tenant lieu de PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016, demandant au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de solliciter de son Président l'engagement de la modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste et déterminant les modalités de mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant de son Président l'engagement de la modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste sous la forme simplifiée ;

- L'arrêté du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n°16/471/CM du 19 août 2016, engageant la modification n°3s du POS tenant lieu de PLU, sous la forme simplifiée ;
- L'arrêté n°16/n°004/CT du 21 septembre 2016 du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence définissant les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil Municipal de Ceyreste, donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°3s de son POS tenant lieu de PLU ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de modifier le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste afin de modifier le tracé de l'emplacement réservé de voirie n°23, de mettre à jour les annexes et de corriger des erreurs matérielles.
- Que l'objet de la modification entre dans le champ des procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, qui peuvent être menées sous la forme simplifiée telle prévue par le Code de l'urbanisme ;
- Que le projet de modification du POS tenant lieu de PLU a été tenu à disposition du public pendant un mois au service urbanisme et technique de la Mairie de Ceyreste, et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que sur le site internet de la Métropole, et que le public a pu exprimer son avis sur des registres ouverts à cet effet ;
- Que deux observations ont été inscrites sur le registre déposé en mairie de Ceyreste pendant la période de consultation du public.

Délibère

Article 1 :

Est tiré le bilan de la mise à disposition au public du projet de la modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste.

Article 2 :

Est approuvée la modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-1811/17/CM

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis. Bilan de la mise à disposition au public et approbation de modification 5s MET 17/2536/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, sur le Territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols (POS) tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis a été demandée par délibération du Conseil municipal de la ville de Cassis en date du 12 mai 2016 afin d'augmenter dans la zone d'activités du Brégadan (NAE3) la hauteur autorisée des bâtiments de 20% (passant de 6 mètres à 7,20 mètres), pour permettre aux futures occupants de bénéficier de volumes suffisants sur 2 niveaux pour l'exercice de leurs activités.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan d'Occupation des Sols (POS) tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme (PLU), relèvent d'une procédure de modification qui a pu être conduite sous forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°16/482/CM du 26 septembre 2016, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°16/005/CT du 27 septembre 2016, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au

public du projet de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé en mairie de Cassis et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence durant un mois, du mardi 11 octobre 2016 au lundi 14 novembre 2016 inclus.
- le dossier a également été consultable sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 29 septembre 2016 et 11 octobre 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en commune et au Pharo.

Par courrier du 6 octobre 2016, le Parc National des Calanques a fait une observation sur la qualité paysagère de l'implantation des futurs bâtiments.

Il convient de préciser que la zone artisanale du Brégadan n'est pas située dans l'aire d'adhésion du Parc National des Calanques mais que du fait de sa proximité avec celui-ci et de son exposition qui rend visible sa façade Est depuis la RD1, une attention toute particulière sera portée à la qualité architecturale et paysagère du programme de constructions et à son insertion dans le site.

Le Conseil Municipal de la commune de Cassis a, par délibération donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°5s de son POS tenant lieu de PLU par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil municipal de la ville de Cassis du 12 mai 2016 demandant au Conseil de Territoire Marseille Provence d'engager la modification n°5s de son POS tenant lieu de PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016, demandant au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de solliciter de son Président l'engagement de la modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis et déterminant les modalités de mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant de son Président l'engagement de la modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis sous la forme simplifiée ;
- L'arrêté du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n°16/482/CM du 26 septembre 2016, engageant la modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, sous la forme simplifiée ;
- L'arrêté n°16/n°005/CT du 27 septembre 2016 du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence définissant les modalités de la mise à disposition du projet au public ;
- Le courrier du Parc National des Calanques du 6 octobre 2016 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cassis, donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°5s de son POS tenant lieu de PLU ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de modifier le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis afin d'augmenter dans la zone d'activités du Brégadan (NAE3) la hauteur autorisée des bâtiments de 20% (passant de 6 mètres à 7,20 mètres), pour permettre aux futures occupants de bénéficier de volumes suffisants sur 2 niveaux pour l'exercice de leurs activités.

- Que l'objet de la modification entre dans le champ des procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, qui peuvent être menées sous la forme simplifiée telle prévue par le Code de l'urbanisme ;
- Que le projet de modification du POS tenant lieu de PLU a été tenu à disposition du public pendant un mois en mairie de Cassis, et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que sur le site internet de la Métropole, et que le public a pu exprimer son avis sur des registres ouverts à cet effet ;
- Qu'aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en mairie de Cassis et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pendant la période de consultation du public.

Délibère

Article 1 :

Est tiré le bilan de la mise à disposition du public du projet de la modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis.

Article 2 :

Est approuvée la modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-1812/17/CM

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la procédure n 12s MET 17/2883/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification n°12s du Plan d'Occupation des Sols (POS) tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Victoret a été demandée par délibération du 22 septembre 2015 de Monsieur le Maire, auprès de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, afin de clarifier la règle encadrant les clôtures, de mettre à jour la liste des emplacements réservés et de procéder à quelques adaptations mineures.

Par délibération du 23 octobre 2015, le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'engagement de la procédure de modification n°12 du POS tenant lieu de PLU de la commune de Saint-Victoret. Cette procédure a été poursuivie par délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016. Par arrêté du 19 août 2016 du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée la procédure de modification n°12s du POS tenant lieu de PLU de la commune de Saint-Victoret ; en effet, ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme, relèvent d'une procédure de modification qui peut être conduite sous forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'Urbanisme. Par délibération du 17 octobre 2016, ont été définies les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil du Territoire. Par arrêté du 28 octobre 2016 du Président du Conseil de Territoire est définie la période de mise à disposition du dossier au public. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé au service urbanisme de la mairie de Saint-Victoret et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence durant un mois, du 22 novembre 2016 au 21 décembre 2016 inclus.
- le dossier a également été consultable sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 10 novembre 2016 et 22 novembre 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en commune et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Victoret a, par délibération du 28 mars 2017, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°12s de son POS tenant lieu de PLU, par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'objet du présent rapport est de faire le bilan de la mise à disposition au public du projet de modification n°12s du POS tenant lieu de PLU de Saint-Victoret et d'approuver cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de Monsieur le Maire de Saint-Victoret du 22 septembre 2015 demandant au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'engager la modification de son POS tenant lieu de PLU ;
- La délibération du 23 octobre 2015 du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant l'engagement de la modification n°12 du Plan d'Occupation des Sols (POS) de Saint-Victoret tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- La délibération du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 poursuivant la procédure de modification n°12 du Plan d'Occupation des Sols de Saint-Victoret tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme.
- L'arrêté n°16/470/CM du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 19 août 2016 engageant la procédure de modification n°12s du Plan d'Occupation des Sols de Saint-Victoret tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme, sous la forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du 17 octobre 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence définissant les modalités de mise à disposition au public du projet de modification n°12s du POS tenant lieu de PLU de Saint-Victoret conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire ;
- L'arrêté n° 16/005/CT du 28 octobre 2016 du Président du Conseil de territoire Marseille-Provence définissant la période de mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil Municipal de Saint-Victoret du 28 mars 2017 donnant un avis

favorable à l'approbation de la modification n°12s de son POS tenant lieu de PLU;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Victoret afin de clarifier la règle encadrant les clôtures, de mettre à jour la liste des emplacements réservés et de procéder à quelques adaptations mineures.
- Que l'objet de la modification entre dans le champ des procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, qui peuvent être menées sous la forme simplifiée telle prévue par le Code de l'Urbanisme ;
- Que le projet de modification du POS tenant lieu de PLU a été tenu à disposition du public pendant un mois au service urbanisme de la Mairie de Saint-Victoret, et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que sur le site internet de la Métropole, et que le public a pu exprimer son avis sur des registres ouverts à cet effet ;
- Qu'aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en mairie de Saint-Victoret et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pendant la période de consultation du public.

Délibère

Article 1 :

Est tiré le bilan de la mise à disposition au public du projet de la modification n°12s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Victoret.

Article 2 :

Est approuvée la modification n°12s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Victoret telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-1813/17/CM

**■ Avis sur le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de La Destrousse
MET 17/3011/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 9 avril 2015, le Conseil municipal de La Destrousse a engagé une procédure de révision allégée de son PLU ayant pour objet :

- la mise en compatibilité du PLU avec le SCOT approuvé postérieurement au PLU, ainsi qu'avec les documents et normes de niveau supérieur et notamment le Grenelle de l'environnement et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- la réalisation du diagnostic environnemental et écologique en conformité avec le Grenelle de l'environnement ;
- la prise en compte des risques, notamment du risque inondation suite aux dernières études hydrauliques qui ont été réalisées par l'Etat, avec l'insertion dans les annexes du Porter à connaissance de l'Etat concernant l'aléa inondation ;
- l'actualisation de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) «Cœur de ville» afin tenir compte de l'évolution du projet suite à la réalisation des études d'aménagement ;
- des corrections d'erreurs matérielles concernant le zonage, notamment celles touchant à des réductions de zones naturelles équipées qui auraient dû être classées en zones urbaines.

La commune a saisi la Métropole pour avis par courrier du 19 décembre 2016, suite à l'arrêt du projet de révision allégée, approuvé lors du Conseil municipal du 8 décembre 2016.

Le projet de révision allégée présenté complète le PLU, approuvé le 12 avril 2013, avec notamment les éléments suivants :

- la réalisation d'un diagnostic environnemental permettant de qualifier les enjeux environnementaux et d'identifier la trame verte et bleue de la commune, ce qui a conduit la commune à mettre en place les outils réglementaires assurant à leur protection (zonage naturel et agricole, réduction de l'emprise au sol des bâtiments, coefficient d'imperméabilisation) ;
- l'adaptation des règles d'urbanisme permettant d'encadrer le développement urbain (marge de recul, emprise au sol etc...) de la commune suite à l'entrée en vigueur de la loi Alur (suppression du COS et de la taille minimum de parcelle notamment) comme la

- commune l'avait envisagé lors de l'approbation de son PLU en 2013 ;
- l'encadrement des droits à construire dans la zone agricole pour les constructions destinées au logement (90 m² de surface de plancher au lieu de 170 m²) ;
- la mise à jour de l'OAP « Cœur de ville » qui traduit les évolutions programmatiques du projet suite à la réalisation des études de faisabilité conduites en partenariat avec l'EPF PACA et à la prise en compte de l'aléa inondation porté à connaissance de la commune en novembre 2014.

Les modifications apportées dans le cadre de cette révision allégée sont de nature à améliorer la prise en compte du contexte supra communale et à affiner certaines dispositions du SCOT en matière environnementale et agricole. Elle permet également de poursuivre la production de logement tel que fixée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU approuvé en 2013.

Au vu de ce qu'il précède, il est proposé d'émettre un avis favorable au projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la Destrousse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le projet arrêté de révision allégée du PLU de la Destrousse ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé le 18 décembre 2013 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de révision allégée du PLU de La Destrousse contribue à l'amélioration de la prise en compte des enjeux environnementaux et agricoles inscrits au SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que le projet de révision allégée du PLU contribue à poursuivre la réalisation des objectifs démographiques de la commune.

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable au projet de révision allégée du PLU de La Destrousse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-1814/17/CM

■ Instauration d'un périmètre de sursis à statuer sur le secteur dit Michelet à Marseille MET 17/2624/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1er avril 2016, la Ville de Marseille a engagé le lancement d'une étude urbaine sur le secteur dit « Michelet ». Ce vaste secteur de plus de 30 hectares compris entre l'Huveaune, l'avenue de Mazargues, le boulevard Michelet et le boulevard Reynaud, dispose de potentialités en termes de renouvellement urbain, et constitue un secteur à enjeux pour la Métropole.

Or, la récente initiative privée de « Renault » pour engager la mutation de son activité et de son terrain, pourrait être suivie par celles d'autres acteurs économiques, également propriétaires de tenements fonciers importants dans ce secteur. Dans ce contexte, une réflexion d'ensemble, faisant l'objet d'une étude, sur l'évolution de ce quartier par une mixité d'usages et de fonctions, est menée par la ville.

Cette étude permettra d'affiner les objectifs déjà décrits dans l'Orientation d'Aménagement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Marseille, et sera également utile en vue de la future Orientation d'Aménagement et de Programmation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration. Elle évaluera entre autres les capacités urbaines de mutabilité en définissant notamment les besoins en équipements publics (dessertes, transports, équipements scolaires, etc...).

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des équipements publics nécessaires au développement

de ce secteur, et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation et l'aménagement du site, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence institue un périmètre relevant de l'article L 424-1 du Code de l'Urbanisme, permettant d'opposer, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la mise en œuvre du projet d'aménagement et notamment la réalisation d'équipements publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 1er avril 2016 approuvant le lancement d'une étude pour une opération d'aménagement sur le secteur dit « Michelet » et demandant à la métropole d'Aix-Marseille-Provence l'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre de cette étude annexé à la délibération ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Marseille, a par délibération, approuvé le lancement d'une étude d'opération d'aménagement, sur le périmètre dit « Michelet » ;

- Que la commune de Marseille a demandé à la métropole d'Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de sursis à statuer correspondant au périmètre de l'étude ;
- Qu'il est nécessaire d'instaurer un périmètre de sursis à statuer correspondant au périmètre de l'étude, afin de ne pas rendre plus onéreuse ou compromettre la réalisation de l'opération d'aménagement dans ce périmètre.

Délibère

Article unique :

Est instauré un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L 424-1 du Code de l'Urbanisme, identique au périmètre d'étude sur le secteur dit « Michelet » de la commune de Marseille, tel qu'annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-1815/17/CM

**■ Instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Ceyreste
MET 17/2533/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet établissement est compétent de plein droit en matière de droit de prémption urbain.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Cette compétence s'exerce actuellement de manière partielle, sur le territoire de l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu des dispositions transitoires et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2018.

La commune de Ceyreste a demandé l'instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur certaines zones urbaines du territoire communal afin de disposer d'un outil complet de maîtrise foncière en faveur de l'habitat, de la préservation du patrimoine et de la redynamisation du centre ancien.

En effet, le Droit de Prémption Urbain en vigueur sur le territoire de la commune de Ceyreste s'applique sur les zones urbaines et à urbaniser du Plan d'Occupation des Sols mais il exclut, conformément à

l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme, les cas suivants :

- L'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans le cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
- La cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de dix ans à compter de son achèvement ;
- La cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière, lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, dont la cession serait soumise au droit de préemption. Le présent alinéa ne s'applique pas aux sociétés civiles immobilières constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

Ainsi l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le périmètre de la zone UA du Plan d'Occupation des Sols correspondant au village de Ceyreste permettra à la commune d'acquérir par voie de préemption des biens qui étaient jusqu'à présent exclus du champ de cet outil d'acquisition afin de lui permettre de renforcer son action en matière de création de logements sociaux et d'accueil de commerçants ou artisans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Ceyreste relative à l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Ceyreste ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ;
- Que la commune de Ceyreste a demandé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la zone UA du Plan d'Occupation des Sols afin de lui permettre de redynamiser le centre ancien et de mieux répondre à ses obligations en matière de production de logement social.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la zone UA du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Ceyreste.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est habilité à déléguer ponctuellement le Droit de Préemption Urbain Renforcé à la commune de Ceyreste sur son territoire en application de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, dès lors que l'acquisition dudit bien entre dans le champ de compétence de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-1816/17/CM

■ Opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard - Déclaration de projet- Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire valant pour mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme MET 17/2576/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°06/0966/EHCV du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille décidait de confier à Marseille Aménagement l'opération "Saint Mauront-Gaillard" dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération n°13/1077/FEAM du 17 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession d'aménagement et de mandats octroyés à Marseille Aménagement, notamment l'opération d'aménagement "Saint Mauront-Gaillard".

Par arrêté Préfectoral du 28 décembre 2015 les opérations d'aménagements d'intérêt communautaire ont fait l'objet d'un transfert à l'EPCI compétent, à savoir la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM). Depuis sa création le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la CUMPM, notamment pour la poursuite de cette opération. La substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité d'autorité concédante a été constatée par avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016.

Le programme de l'opération concédée porte sur la construction d'une centaine de logements sociaux locatifs neufs sur le site après relogement des habitants et démolition des immeubles existants. Il intègre également les travaux qui permettront de requalifier les voiries et espaces publics, s'articulant ainsi avec la restructuration urbaine du quartier, notamment dans le cadre du programme de rénovation urbaine cofinancé par l'ANRU.

La concession permet en particulier à la SOLEAM l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation des biens privés nécessaires à cette opération. La finalité de la maîtrise foncière de ces biens est d'une part l'aménagement des voies, réseaux et espaces publics et d'autre part, après démolition des immeubles, la cession ultérieure des terrains nus à des opérateurs pour la construction des logements. La majorité des immeubles qui ont vocation à être acquis sont obsolètes.

Une étude de faisabilité menée en 2014 afin de parfaire le projet d'aménagement retenu en améliorant l'accessibilité et le désenclavement du site a montré la nécessité d'acquérir plusieurs parcelles et immeubles complémentaires. Par ailleurs la finalisation du projet nécessite l'acquisition des derniers lots du secteur sud

constituant des points durs dans des immeubles dégradés mais non insalubres irrémédiables.

Par délibération 15/0205/UAGP du 13 avril 2015, la Ville de Marseille étant alors concédante, Monsieur le Maire demandait à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique au profit de la SOLEAM et de l'enquête parcellaire conjointe en vue de maîtriser les parcelles, immeubles et lots permettant de finaliser l'opération d'aménagement « Saint Mauront-Gaillard » avec mise en compatibilité du PLU de Marseille.

En juin 2015, le dossier de demande d'ouverture d'enquête conjointe de DUP aménagement et parcellaire valant pour mise en compatibilité du PLU a été déposé en préfecture.

Par arrêté UP N°2016-36 du 12 juillet 2016, Monsieur le préfet des Bouches du Rhône a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique, la mise en compatibilité du PLU et le parcellaire en vue de la réalisation de l'opération Saint Mauront Gaillard par la SOLEAM qui s'est déroulée du lundi 19 septembre au mercredi 19 octobre 2016 inclus.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a établi un rapport et rédigé des conclusions que Monsieur le Préfet a transmises à la SOLEAM par courrier du 2 décembre 2016.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserves en ce qui concerne le volet relatif à l'utilité publique de l'opération projetée et celui relatif à la mise en compatibilité du PLU d'une part et le volet relatif au parcellaire d'autre part.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'opération d'aménagement "Saint Mauront-Gaillard" et la procédure engagée. Aussi elle doit se prononcer par une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application de l'article L126.1 du Code de l'Environnement,

Les motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération d'aménagement Saint Mauront Gaillard sont précisés en annexe 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les conclusions du commissaire enquêteur et son avis sans réserves (annexe2) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Saint Mauront-Gaillard » concédée à la SOLEAM a été transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Que l'opération d'aménagement « Saint Mauront-Gaillard » doit être poursuivie et que le projet de requalification lié à la DUP Saint Mauront – Gaillard présente un intérêt général ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé par la présente déclaration de projet l'intérêt général de l'opération d'aménagement « Saint Mauront-Gaillard » en application de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement.

Article 2 :

La présente déclaration de projet sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique en vue d'acquiescer le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement « Saint Mauront-Gaillard ».

Article 3:

La présente déclaration de projet fera l'objet des formalités de publicité prévues par les textes en la matière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-1817/17/CM

■ Opération Grand Centre Ville - Pôle Nadar-Pouillon - Opérations de Restauration Immobilière sur les immeubles sis 20 et 22, rue Tapis Vert à Marseille 1er arrondissement - Projets de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et des l'enquêtes parcellaires subséquentes
MET 17/2629/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération «Grand Centre Ville» pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existants pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM. Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

L'un des objectifs de l'Opération Grand Centre Ville est donc la requalification de 2 000 logements privés anciens.

Or l'essentiel du parc privé indigne à Marseille se trouve dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville, et en particulier dans les quartiers centraux historiques. Le champ opérationnel du protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI) en cours d'élaboration avec les services de L'État et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) se

concentrera ainsi sur ces territoires ciblés, où la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, devra mettre en œuvre des dispositifs d'intervention adaptés combinant assistance et conseil aux propriétaires, aides financières, actions de droit contre l'habitat indigne et action foncière.

Le traitement de l'habitat privé dégradé se caractérise en effet par :

- des travaux lourds, avec des implications techniques et financières spécifiques,
- la prise en compte de difficultés sociales particulières qui peuvent exiger un accompagnement des occupants,
- la nécessité d'organiser des relogements temporaires ou définitifs,
- une mission à l'égard du syndicat de copropriété,
- le recours aux procédures contraignantes imposant la réalisation des travaux et pouvant conduire à l'expropriation des propriétaires carents ou indécis.

C'est dans ce contexte que les immeuble sis 20 et 22, rue Tapis Vert, quartier Belsunce, 1^{er} arrondissement de Marseille ont été repérés pour leur mauvais état général d'entretien. Ces immeubles étant situés dans un pôle opérationnel de l'Opération Grand Centre Ville avec la SOLEAM pour opérateur foncier, une intervention de la puissance publique a été décidée comme indispensable à divers titres :

Concernant l'immeuble sis 22, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0290) :

- il s'agit d'un immeuble dégradé en copropriété que ses copropriétaires n'ont pas réussi à réhabiliter de manière satisfaisante et pérenne malgré les incitations et les aides publiques proposées et le laissant périliter. Cette copropriété souffre visiblement d'une incapacité à engager des travaux de restauration à hauteur de ce que l'immeuble nécessite,

- il s'agit d'un vestige de la constitution historique du quartier baroque de Belsunce, l'ancien couvent des Récollettes, qui a subi des dégradations du fait du manque d'entretien ou du non respect du règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) Belsunce qui inscrit cet immeuble comme étant « à conserver » avec un « élément particulier protégé » (la façade de l'église de la Mercy, édifiée en 1740 par les Récollettes est un élément remarquable à mettre en valeur),

- il est mitoyen de deux tenements fonciers propriétés de la Ville de Marseille qui offrent l'opportunité d'une reconstitution des façades sur rue et sur cour de l'immeuble aujourd'hui complètement déstructurées, permettant d'offrir un front bâti de qualité sur la rue, mais également participant au réaménagement du cœur d'îlot des Récollettes dont les travaux pour en prévoir la ré-ouverture au public ont

été confiés à la SOLEAM et devraient démarrer début 2017.

Concernant l'immeuble sis 20, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174) :

- il s'agit également d'un immeuble dégradé appartenant à un propriétaire unique, il est occupé par un commerce de demi-gros de textile au rez-de-chaussée et entièrement vacant aux étages.

- il est adossé à l'ancien couvent des Récollettes (n°22) et une partie de son commerce est situé dans le rez-de-chaussée de l'immeuble du n°22.

La réhabilitation commune de ces deux immeubles imbriqués est donc indispensable pour améliorer la qualité de ce patrimoine ancien.

Aujourd'hui, il est donc proposé d'habiliter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou de son concessionnaire agissant au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, des programmes de travaux de restauration immobilière nécessaires pour la réhabilitation complète de ces immeubles.

Une fois ces travaux déclarés d'utilité publique, ils pourront alors être prescrits aux copropriétaires au titre de l'article L313-4-2 du Code de l'Urbanisme, leur laissant un délai de 18 mois à compter de l'ouverture de l'enquête parcellaire pour les réaliser. A défaut, la puissance publique pourra solliciter l'expropriation pour remédier à la carence.

Les coûts de cette opération seront supportés par la concession n°T1600914CO (ex-n°11/0136) signée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le Plan Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°HPV 005-1614/15/CC du 21 décembre 2015 relative au Programme Local de l'Habitat 2012-2018 – Intervention de Marseille Provence Métropole sur le parc existant ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Ouïci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme et transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de mettre en œuvre deux opérations de restauration immobilière au titre de l'article L313-4 sur les immeuble sis 20 et 22, rue Tapis Vert (parcelles n°201801 D0174 et n°201801 D0290), pour en permettre la réhabilitation globale et pérenne et la transformation des conditions d'habitabilité ;
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires subséquentes au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, dans le cadre de l'opération « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM, la réalisation de deux opérations de restauration immobilière au

titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme sur les immeubles à restructurer sis :

- 20, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174) - 13001, repéré sur plan en annexe.
- 22, rue Tapis vert (parcelle n°201801 D0290) - 13001, repéré sur plan en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est habilité à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique selon les modalités prévues aux articles R313-23 et suivants du Code de l'Urbanisme et, le cas échéant, des l'enquêtes parcellaires subséquentes au titre de l'article L313-4-2 du Code de l'Urbanisme, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-1818/17/CM

■ Approbation de la clôture de la concession d'aménagement avec l'EPAD sur le secteur Bardin à Istres

MET 17/2695/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n° 303/10 du 4 juin 2010, le SAN Ouest Provence a approuvé une concession d'aménagement confiée à l'EPAD Ouest Provence, sur le secteur du stade Bardin à Istres pour y réaliser une opération d'urbanisme permettant d'accueillir de l'habitat, en conformité avec les dispositions de l'article L.300-4 du Code l'Urbanisme.

Cette opération visait à poursuivre le processus de développement de l'urbanisation de la commune d'Istres, par la proposition d'une offre de logements diversifiée.

A cette fin, le SAN Ouest Provence et la Ville d'Istres ont choisi une zone d'environ quatre hectares dont le foncier appartenait pour l'essentiel à la Collectivité, autour du stade Bardin, en constituant une nouvelle offre de logements dans la continuité de l'existant par la reconversion d'emprises dédiées à des équipements sportifs et par la requalification de la partie publique des équipements publics à conserver (gymnase et plateau sportif).

Le SAN Ouest Provence a approuvé la passation d'un avenant n° 1 à cette concession par délibération n° 259/13 en date du 18 juillet 2013, afin d'étendre le périmètre du projet en vue de traiter les abords du gymnase Bardin.

La concession d'aménagement échu le 23 juin 2015, alors que les travaux de voirie et de finalisation d'aménagement du quartier étaient en cours. Il a donc été décidé par délibération n° 426/15 du 22 octobre 2015, de conclure une nouvelle concession destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'Aménageur réaliserait sa mission, sous le contrôle du SAN Ouest Provence, dans le cadre du permis d'aménager délivré par celui-ci. Cette concession qui avait une durée d'un an est arrivée à échéance le 8 décembre 2016.

Les aménagements de l'espace public ont été réceptionnés et la conformité du permis d'aménager n°PA 13047 10 G001 a été délivrée le 16 décembre 2016. Il convient donc de clôturer cette concession d'aménagement. Par conséquent, il revient au Conseil de la Métropole d'approuver le bilan de clôture et le solde d'exploitation présentés par l'Aménageur l'EPAD Ouest Provence.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-59 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 303/10 du 4 juin 2010 confiant à l'EPAD Ouest Provence la concession

d'aménagement sur le secteur du stade Bardin pour y réaliser une opération d'urbanisme permettant d'accueillir de l'habitat ;

- La délibération n° 259/13 du 18 juillet 2013, permettant d'étendre le périmètre de l'opération ;
- La délibération n° 426/15 du 22 octobre 2015, confiant à l'EPAD Ouest Provence une concession permettant de fixer les droits et obligations des parties, dans le cadre du permis d'aménager ;

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la clôture de la concession d'aménagement et les documents présentés par l'aménageur l'EPAD Ouest Provence d'où résulte un solde d'exploitation positif pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'un montant de 2 075 939,31 euros.

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget Principal de la Métropole, Chapitre 77 – Nature 7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-1819/17/CM

■ **Modalités de la mise à disposition de la modification simplifiée n° 3 de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II à Fos-sur-Mer et abrogation de la délibération URB 008-1088/16/CM du 17 octobre 2016**
MET 17/2681/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La modification simplifiée n° 3 de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer a été prescrite par arrêté n° 32/16, conformément aux articles L 311-7 et L 153-45 du code de l'urbanisme.

La modification simplifiée n° 3 envisagée a pour objet la suppression de deux réservations pour équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II.

La création de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II sur la commune de Fos-sur-Mer est intervenue par arrêté préfectoral du 25 juillet 1988 à l'initiative de l'EPAREB dans le cadre de sa mission

d'aménageur de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre. Le Plan d'Aménagement de Zone de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II a été approuvé par arrêté préfectoral du 20 mars 1989 et modifié le 18 octobre 1994. Par la délibération syndicale n° 678-10 du 16 décembre 2010, le SAN Ouest Provence a approuvé la modification n° 2 de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II afin de rééquilibrer la capacité en logements privés et équipements publics.

Le programme des équipements publics donne la liste des équipements publics de voirie, d'espace public et de réseaux à créer ou à aménager, permettant la viabilisation des lots. Aujourd'hui, l'ensemble des infrastructures primaires et secondaires de la ZAC sont réalisées ainsi que le programme de logements. La Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II ayant une vocation essentiellement résidentielle, les seuls équipements programmés dans le Programme d'Equipements Publics (PEP) initial de cette opération répondaient aux besoins de la population locale. Cette programmation a été faite il y a plus de vingt ans, à une période où la commune connaissait une forte croissance démographique, qui s'est depuis lors considérablement ralentie. Le PEP de la ZAC doit donc en conséquence être revu à travers une modification simplifiée en supprimant l'équipement public d'enseignement, le collège, et son équipement sportif associé.

Par arrêté n° 32/16 du 25 août 2016 Monsieur Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a prescrit la modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II de Fos-sur-Mer.

La mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnés aux articles L 132-7 et L 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont alors enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, par l'organe délibérant compétent en matière de ZAC et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en présente le bilan devant le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Dans ces conditions, il y a lieu pour le Conseil de la Métropole de délibérer sur les modalités de la mise à disposition du public, du dossier de modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II.

De telles modalités, adaptées à l'importance des modifications projetées, consisteront en :

* L'affichage de la présente délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Le Pharo 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille, au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres, à l'Hôtel de Ville de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer et en divers endroits de la commune,

* La mise à disposition au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées, et un registre permettant au public de formuler des observations, du mardi 2 mai 2017 au mardi 6 juin 2017 inclus, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,

* La mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : www.ouestprovence.fr,

* L'insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 101-1, L 101-2, L 311-7, L 153-37, L 153-45, L 153-47, L 153-48, R 153-20 et R 153-21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La ZAC du Mazet II de la Commune de Fos-sur-Mer approuvée le 25 juillet 1988, modifiée le 18 octobre 1994 et le 16 décembre 2010 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération URB 008-1088/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 comporte une erreur en omettant de mentionner les dates de mise à disposition du dossier comportant le projet de modification et doit être en conséquence abrogée ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération URB 008-1088/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les modalités de la mise à disposition de la modification simplifiée de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer sont fixées comme suit :

* L'affichage de la présente délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Le Pharo 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille, au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres, à l'Hôtel de Ville de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer et en divers endroits de la commune.

* La mise à disposition au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées, et un registre permettant au public de formuler des observations, du mardi 2 mai 2017 au mardi 6 juin 2017 inclus, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

* La mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : www.ouestprovence.fr.

* L'insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-1820/17/CM

**■ Avis de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté Cité de la méditerranée à Marseille 2ème et 3ème arrondissement
MET 17/2864/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC « Cité de la Méditerranée » a été créée par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005. Le premier dossier de réalisation a été approuvé par le Conseil d'Administration du 5 octobre 2006 et le programme d'équipements publics par arrêté préfectoral du 27 mars 2007.

Ce programme d'équipements publics a fait l'objet de plusieurs modifications régulièrement approuvées par arrêté préfectoral et le 24 novembre 2016 le Conseil d'Administration de l'Etablissement public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a délibéré pour prendre en compte :

- Le déplacement du « groupe scolaire Ruffi », initialement positionné au PEP sur l'îlot 3A (à la place du groupe scolaire provisoire existant) et simplement déplacé sur l'îlot 1A qui offre une assiette foncière plus importante et permet d'y développer un groupe scolaire de 20 classes ;

- Le déplacement de l'« équipement social », initialement positionné au PEP sur l'îlot 2C (avec le Centre d'accueil international de la jeunesse) et simplement déplacé sur l'îlot 1A, à proximité du futur groupe scolaire Ruffi, de manière à pouvoir envisager une mutualisation de ces deux équipements, notamment de leurs espaces de jeux extérieurs, en utilisant par exemple la cour d'école, ou les salles d'activités hors temps scolaire (vacances et week-end) ;

- La création du « Parc Bougainville » : ce nouveau parc urbain situé au nord de la limite de ZAC, en lien direct avec le futur « parc habité » développé sur le quartier d'Arenc, n'était pas prévu au PEP de la ZAC et doit donc y être intégré, en remplacement des cinq squares initialement prévus sur les îlots 1C, 2B, 2C, 3B, 3C.

Tel est le sens de la saisine opérée par l'EPAEM selon notification du 21 décembre 2016, accompagnée du dossier correspondant.

Pour mémoire la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, par délibération URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 a approuvé la convention tripartite de maîtrise d'ouvrage de réalisation du parc Bougainville de même que la Ville de Marseille.

La Ville de Marseille a également délibéré le 27 juin 2016 pour approuver le programme d'équipement modifié de la ZAC Cimed.

Ainsi il est proposé que le Conseil de la Métropole donne un avis favorable suivant l'article R311-8 du Code de l'Urbanisme sur le programme d'équipements publics de la ZAC Cité de la Méditerranée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée du 24 novembre 2016 et le dossier l'accompagnant ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La création de la ZAC CIMED relevant de la compétence préfectorale ;

- Le caractère essentiel de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée ;
- L'intérêt de l'aménagement urbain et du programme d'équipement public de la ZAC CIMED.

Délibère

Article unique :

Est donné un avis favorable au programme d'équipement public de la ZAC Cité de la Méditerranée tel qu'il figure au dossier de réalisation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-1821/17/CM

**■ Approbation d'un mandat d'étude avec la Soleam pour l'aménagement du Bras D'Or à Aubagne
MET 17/2979/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 032-647/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, il a été approuvé la création d'une opération et l'affectation d'une autorisation de programme pour un aménagement en interface avec la vallée de l'Huveaune sur la commune d'Aubagne.

Le champ d'intervention consiste en une restructuration du secteur du « Bras d'or », véritable zone de rotule urbaine entre l'axe de la vallée de l'Huveaune et le centre-ville d'Aubagne, qui apparaît indispensable au fonctionnement de l'ensemble.

Ce site constitué par divers équipements vieillissants et isolé du fonctionnement du centre devrait être réorganisé via une opération d'aménagement L.300-1 du Code de l'Urbanisme pour la mise en œuvre d'un projet urbain qui pourra accueillir à terme, des équipements nécessaires au fonctionnement du secteur avec un rayonnement supra communal voire métropolitain avec notamment :

- des équipements publics ;
- des logements et Hôtellerie ;
- des commerces.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment les articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, il était envisagé de concéder la réalisation de cette opération à la SOLEAM. Parallèlement la DDTM a élaboré un plan de prévention de risques inondation.

Les hypothèses prises pour la réalisation de l'opération de restructuration du site du Bras D'Or à Aubagne, ne sont plus en adéquation avec les nouvelles contraintes réglementaires. Ainsi il convient d'appliquer une nouvelle analyse de ce secteur dans toutes ses composantes y compris Hydraulique.

Il est donc envisagé de passer à la SOLEAM un mandat d'étude pour dans un premier temps réaliser des Etudes Hydrauliques spécifiques, afin d'en dégager des potentialités urbaines techniques et financières avec d'éventuelles mesures compensatoires, et dans un second temps des études pré-opérationnelles sur les bases du rendu des Etudes Hydrauliques.

Le mandat prévoit une enveloppe financière pour chaque phase d'étude externalisée de la mission.

- Valeur 1 : Etude hydrauliques : 50 000 euros HT
- Valeur 2 : Etude pré-opérationnelle : 50 000 euros HT.

La rémunération globale de la Soleam est de 30 000 euros HT donc 5 000 euros d'études Foncière sur le secteur.

Ces études permettront un cadrage global du site du Bras d'Or à Aubagne et d'en dégager ses potentialités d'Aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016 portant sur l'opération d'aménagement en interface - Vallée de l'Huveaune - Commune d'Aubagne -

Création d'une opération d'aménagement et affectation de l'autorisation de programme ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement de la Vallée de l'Huveaune et son interface avec la commune d'Aubagne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le mandat d'Etudes d'Aménagement avec la SOLEAM pour l'aménagement du secteur du « Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne, ci annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce mandat d'Etudes, ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Métropole 2017 – Opération 2016102100 - Sous Politique C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-1822/17/CM

■ Approbation des modalités de concertations publiques pour des projets situés dans les pôles opérationnels des quartiers Belsunce et Noailles à Marseille 1er arrondissement MET 17/2950/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI, alors Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération « Grand Centre Ville » pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Par délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, le nouveau concédant a pris acte des dispositions relatives aux concertations prévues pour l'opération « Grand Centre Ville ». Ont été approuvées à cette occasion les modalités de concertation pour les projets suivants :

- le projet mixte d'équipement public de proximité et logements du Pôle Nationale-Providence 29-31, rue Nationale et les tenements mitoyens, dans le 1er arrondissement.
- les projets d'équipement public de proximité complémentaires prévus aux 14-18, rue Moustier et 44, rue d'Aubagne, dans le 1er arrondissement, impactant les pôles Ventre-Lieutaud et Arc-Palud

- le projet de requalification de la Place Jean Jaurès, dans les 1er, 5e et 6e arrondissements, issu de l'étude urbaine sur les pôles Curiol, Trois Rois, Olivier-Ferrari, Nau, Bons Enfants.

Aujourd'hui, il est proposé de poursuivre le processus de consultation par l'organisation de concertations pour les projets suivants :

Quartier Belsunce :

- Pôle Nationale-Providence : Aménagement de la Place de la Providence

Le pôle Nationale-Providence marque un jalon dans le parcours de la rue Longue des Capucins, une voie traversante historique du quartier Belsunce, et son épine dorsale Nord-Sud vers la Canebière.

Ce pôle inclut :

- l'îlot des Bains avec l'ancien parking du commissariat et un hammam en ruine,
- le parking de la Providence, derrière la BMVR.

En complément du projet de restructuration de l'îlot des Bains par une opération mixte prévoyant un équipement de proximité et des logements en "accession" déjà entériné, la requalification du parking de La Providence constitue un enjeu majeur pour l'attractivité du quartier.

Cette intervention propose la suppression du parking de surface au bénéfice d'un aménagement d'espace public végétalisé de type square, conforme aux préconisations environnementales de l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) : il s'agit d'envisager la plantation d'arbres de haute tige en pleine terre pour adopter des mesures de lutte contre le réchauffement climatique par végétalisation.

La concertation portera notamment sur les usages attendus pour cet aménagement sur la base du diagnostic et des propositions établis par le programme missionné.

- Pôle Nadar-Pouillon : mise en valeur et usage du Cœur d'îlot des Récollettes et restauration immobilière

Il s'agit de revaloriser l'îlot des Récollettes, où des investissements ont déjà permis de mettre en valeur une partie du patrimoine architectural et historique, en poursuivant les interventions qualifiantes notamment à travers :

- la mise en valeur de l'environnement du Mémorial de la Marseillaise
- la réouverture de la cour du couvent curetée avec des fonds du FEDER,
- Le traitement d'immeubles remarquables en particulier les vestiges du couvent et du parvis de son église par une opération de restauration immobilière.

La concertation portera en particulier sur les accès et l'usage de la cour du couvent et la mise en valeur du patrimoine historique.

Quartier Noailles :

- Pôles Canebière-Feuillants, Noailles-Capucins, Bédarrides, Saint Louis-Delacroix, Arc Palud, Ventre Lieutaud et Fongate

L'étude urbaine lancée sur cinq de ces pôles a permis de déterminer des axes d'intervention possibles en associant usagers, commerçants, résidents, riverains et associations à travers deux forums et des promenades urbaines associant les services techniques compétents. En complément du projet de création d'équipements publics de proximité développé parallèlement visant particulièrement les jeunes du quartier qui fera l'objet d'une concertation spécifique, il convient d'organiser une restitution :

- des orientations de l'étude constituant un plan-guide pour Noailles, en particulier les propositions concernant la gestion urbaine,

- de la programmation de la requalification des espaces publics,

- de la stratégie d'intervention sur le bâti en matière d'incitation à la réhabilitation, de lutte contre l'habitat indigne et de production de logements diversifiés, notamment par la maîtrise foncière d'intérêt public.

Pour les actions décrites ci-dessus par sites opérationnels, les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- une exposition publique des documents explicitant le projet pendant un mois, dans un lieu public.

- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.

- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue de chaque concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole à compter du 1er janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de poursuivre le processus de communication et d'échange par des concertations par pôle ou groupes de pôles pour les projets entrant dans le champ de cette opération, au fur et à mesure de leur définition préalablement à leur mise en œuvre ;
- Que certains projets ont vu leur programme affiné conformément aux modalités opératoires de cette opération, et sont prêts à être soumis à une concertation publique dont il convient de fixer les modalités.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de concertation publique précisées par le présent rapport pour les opérations conduites par la SOLEAM dans le cadre de l'Opération « Grand Centre Ville » :

- Pôle Nationale-Providence : Aménagement de la Place de la Providence

Cette intervention propose la suppression du parking de surface au bénéfice d'un aménagement d'espace public végétalisé de type square, conforme aux préconisations environnementales de l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) : il s'agit d'envisager la plantation d'arbres de haute tige en pleine terre pour adopter des mesures de lutte contre le réchauffement climatique par végétalisation.

- Pôle Nadar-Pouillon : Mise en valeur et usage du Coeur d'îlot des Récollettes et Restauration Immobilière

Cette intervention consiste en une série d'actions permettant de revaloriser l'îlot des Récollettes par : la mise en valeur de l'environnement du Mémorial de la Marseillaise ; la réouverture aux usages de la cour du couvent ; la restauration immobilière du bâti constituant les vestiges du couvent et de son église déclassée.

- Pôles Canebière-Feuillants, Noailles-Capucins, Bédarrides, Saint Louis-Delacroix, Arc Palud, Ventre Lieutaud et Fongate

Restitution des orientations de l'étude urbaine constituant un plan-guide pour Noailles, et ses orientations en matière de requalification des espaces publics, stratégie et premières interventions en matière d'habitat et de logements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-1823/17/CM

■ **Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la Soleam sur le Centre commercial des Cèdres à Marseille 13ème arrondissement**
MET 17/2960/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux. Suite à la découverte d'amiante dans les logements de la cité des Cèdres sud, la démolition des 159 logements de ce groupe a été décidée en 2012 et un nouveau projet a été élaboré. L'objectif actuel est de conduire un projet visant à reconfigurer un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville et offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Le programme de rénovation urbaine de Malpassé va permettre de rénover et réorganiser le secteur des groupes « les Cèdres », « les Cyprès », « les Lauriers » et « les Genêts », regroupant 1 155 logements sociaux, ainsi qu'un ensemble important de terrains et d'équipements municipaux.

A cette fin, il est prévu de démolir des immeubles vétustes, dont certains sont amiantés, de conforter la centralité de la place des Cèdres nord ainsi que de réhabiliter le patrimoine de logements sociaux et de reconstruire des programmes de logements diversifiés, de commerces, de services et d'équipements publics. Cette opération est déjà très engagée et se décline par :

- la démolition de 567 logements locatifs sociaux, dont 122 sont déjà démolis,

- la réhabilitation en cours de 544 autres,

- la reconstruction sur site de 176 logements locatifs sociaux, dont 136 sont en chantier,

- la construction en secteur libre de 70 logements en accession et de 30 logements locatifs,

- la reconstruction hors site de 391 logements locatifs sociaux, dont 229 sont livrés ou en chantier,

- la construction d'un nouveau centre social, livré en 2009,

- la construction d'une crèche de 42 berceaux,

- la réfection complète du stade de Malpassé et d'un équipement de proximité attenant.

Un programme privé de petite zone d'activité est en voie d'achèvement, rue Raymonde Martin. Il comprend une résidence pour personnes âgées, une Maison régionale de santé et d'autres locaux dévolus aux activités médicales et para-médicales, ainsi qu'une Maison départementale de la solidarité.

Il est également prévu de prendre en compte la création de la voie de contournement nord de la Ville dite « L2 nord » par un aménagement adapté de l'espace public à ses abords.

Est également engagée la reconnexion du quartier aux équipements structurants : pôles d'enseignement, de recherche et d'activités, aussi bien par la requalification de la trame viaire et la création de quatre rues nouvelles que par la liaison avec la ligne de transports en commun en site propre projetée au nord ouest du secteur, qui relierait le nord du centre Ville aux quartiers de Saint Jérôme et de la Rose.

Compte tenu de la complexité de mise en œuvre d'une partie du projet ANRU, nécessitant des acquisitions foncières, des travaux d'aménagement et des cessions de terrains, la Ville de Marseille a confié à la SOLEAM une concession d'aménagement au sens des articles L300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme notifiée le 31 janvier 2013 pour une durée initiale de quatre ans

prorogée ensuite jusqu'au 31 janvier 2021 : le programme d'aménagement porte sur 25 000 m² de surface de planchers de logements diversifiés et de commerces, 12 126 m² de voies et espaces publics à aménager, dont deux squares publics et des jardins partagés.

Par ailleurs, cette concession a été transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, à laquelle s'est substituée la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016.

Un avenant n°5 à la concession d'aménagement notifié le 7 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Concertation publique :

Une première phase de concertation a eu lieu sous l'égide de la Ville de Marseille de 2010 au 31 décembre 2015. Le bilan de cette concertation a été tiré par décision du Conseil municipal du 1^{er} avril 2016. Cette phase de concertation a permis de revoir la question des liaisons et des cheminements entre le vallon de Malpassé et le plateau des Lauriers, de convenir d'un phasage opérationnel plus adapté et permettant d'accéder plus rapidement à une offre nouvelle de logements sociaux sur site pour les locataires à reloger (opérations Les Coteaux/Les Restanques) et de mettre au point une nouvelle place centrale de quartier placée face au centre social, la place des Cèdres Nord. Ces approches ont permis, d'apporter des améliorations au projet urbain et ont conduit les habitants à être partie prenante des profonds changements à l'œuvre dans leur quartier.

La loi Alur (article L 103-2 du Code de l'Urbanisme) a soumis les projets de renouvellement urbain à une concertation associant pendant la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et toutes les autres personnes concernées. En conséquence, la Métropole compétente pour les PRU et, depuis le 1^{er} janvier 2016, autorité concédante de l'opération, entend fixer les objectifs et les modalités des prochaines phases de concertation.

Cette concertation continuera à porter généralement sur les opérations restant à réaliser du projet de rénovation urbaine : démolitions, réhabilitations, reconstructions, nouvelles constructions dont la crèche, les équipements sportifs et ceux de proximité, et sur le nouveau projet des Cèdres Sud qui prévoit, en ce qui concerne le centre commercial et ses commerces :

- l'acquisition des différents lots du centre commercial par la SOLEAM,
- le transfert des commerces subsistants du centre commercial en RdC de la nouvelle opération immobilière prévue à proximité immédiate (lot 4/6),

- la démolition, par la SOLEAM, de l'actuel centre commercial, après transfert des commerces,

- la réalisation, par la SOLEAM, d'une opération immobilière mixte, intégrant des logements sociaux, des logements en accession et locatif libre, et autant que possible des activités de service et commerciales en RdC.

Il s'accompagnera de la création d'un bassin de rétention enterré, qui sera placé sous la future « esplanade des Cèdres Sud ».

Les modalités de cette concertation, similaires à celles menées sous l'égide de la Ville pourront prendre des formes diverses : réunions publiques et réunions à différentes échelles, expositions avec des panneaux, dépliants et bulletins périodiques, ateliers de travail publics et participatifs, commissions trimestrielles...

Cette nouvelle étape de la concertation qui va être engagée portera sur les opérations ci-dessus, avec en particulier l'enquête publique, au titre du code de l'expropriation, article L122-1, qui sera relative au lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) pour les acquisitions du centre commercial des Cèdres.

Le rôle du GIP MRU pour mener l'ensemble des volets de cette concertation restera central en tant qu'acteur essentiel agissant sous l'autorité de la Métropole. Un bilan actualisé de la concertation et de ses modalités sera donc établi ultérieurement, par notre Collectivité.

Procédure de déclaration d'utilité publique :

La SOLEAM, concessionnaire de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, a en charge la mise en œuvre d'une grande partie du projet qui comprend la maîtrise foncière des biens nécessaires à l'opération d'aménagement du PRU. Elle a ainsi engagé les négociations amiables auprès des propriétaires privés détenant les locaux de la copropriété du centre commercial des Cèdres pour développer en lieu et place de ce centre commercial, un programme de logements dont des logements sociaux.

Compte tenu de l'intérêt général du projet, des difficultés rencontrées dans les démarches d'acquisition de ces locaux, et pour respecter les délais impartis par le conventionnement avec l'ANRU pour la construction des logements, la SOLEAM va devoir faire appel à une procédure d'expropriation sur la base d'un dossier de déclaration d'utilité publique (DUP). Le bilan de la concertation relative au secteur du centre commercial sera annexé au dossier qui sera mis à l'enquête publique.

Aussi, il est proposé d'approuver le lancement de la procédure de DUP pour les acquisitions du centre commercial des Cèdres réalisées par son concessionnaire SOLEAM, et ce, parallèlement à la poursuite des négociations amiables.

En application des articles L110-1 et suivants et de l'article R131-14 du Code de l'Expropriation il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement du site des Cèdres concédée par la Ville à la SOLEAM a été transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016,
- Que la SOLEAM est missionnée par la Métropole pour mener les acquisitions et travaux de l'opération d'aménagement du PRU Malpassé, site des Cèdres, conventionnée avec l'ANRU.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés, les objectifs et les modalités de la concertation prévue à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Article 2:

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique liée aux travaux d'aménagement et de rénovation urbaine du centre commercial des Cèdres réalisés dans le cadre la concession Malpassé, au profit de la Métropole ou de son concessionnaire la SOLEAM.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'Utilité Publique des acquisitions et des travaux d'aménagement du PRU de la Savine et de l'enquête parcellaire conjointe tel que prévu à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

Le concessionnaire, SOLEAM, est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-1824/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo - Opération des Arcades à La Penne-sur-Huveaune MET 17/2641/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 2 mars 2015, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 95.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de l'opération d'aménagement « les Arcades » à la Penne-sur-Huveaune, conformément aux dispositions de l'article 23-1-4 de la concession d'aménagement confiée à la SPL Façonéo, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les travaux d'aménagement ont été réalisés, les permis de construire ont été déposés fin 2016 et les cessions foncières seront finalisées courant 2017. Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette

avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 2 à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et l'article L.1523-2 et 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 23-1-4 du traité de concession d'aménagement signé le 24 juillet 2014 ;
- La délibération n°16-0614 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 juin 2014, approuvant le projet de traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SPL Façonéo ;
- La délibération n° 18-0315 du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015 autorisant, à la SPL Façonéo, une avance de trésorerie de 95.000 € ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'état d'avancement du dossier et notamment que la finalisation des cessions foncières devrait intervenir courant 2017, il convient de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SPL Façonéo.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reconduction de l'avance de 95.000 € versée à la SPL Façonéo au titre de la concession d'aménagement du projet des Arcades pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-1825/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo - Zone d'Aménagement Concerté de la Chapelle à La Bouilladisse
MET 17/2642/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°7-0214 en date du 26 février 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 171.000 euros à la SPL Façonéo afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse conformément aux dispositions de l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle, signée avec la SPL Façonéo et à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°6-1115 du 30 novembre 2015, le Conseil Communautaire a complété l'avance avec un montant de 153 000 euros portant l'avance globale de trésorerie à 324 000 €.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, des dépenses engagées par l'aménageur (études notamment) et de la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet, l'enquête publique devrait être conduite en 2017, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance, d'un montant de 324 000 €, et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 4 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et 1523-2, 4° ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 6 février 2017 ;
- la délibération n° 15-1213 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 12 décembre 2013 approuvant le projet de traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse entre la Communauté d'agglomération et la SPL FAÇONÉO,
- l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle signé le 22 janvier 2014,
- la délibération n°6-1115 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 novembre 2015 accordant une avance de trésorerie complémentaire à la SPL Façonéo
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avancement de l'opération, des dépenses engagées et de la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reconduction de l'avance de 324 000 € versée à la SPL FAÇONEO au titre de la

concession d'aménagement de la ZAC de la Bouilladisse pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à cet signer l'avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-1826/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 7 à la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo - Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges-les-Pins
MET 17/2643/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 16-0310 du 24 mars 2010, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 300.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins, conformément aux dispositions de l'article 16 de la concession d'aménagement confiée à la SAEMPA, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONEO.

Les études ont été réalisées, les dossiers de création et de réalisation de la ZAC ont été approuvés, et le foncier a été acquis par l'aménageur.

Plusieurs facteurs ont entraîné un décalage important dans le planning prévisionnel de l'opération :

- la réalisation de fouilles archéologiques (2013), de la nécessaire modification des dossiers de création et de réalisation de la ZAC (2015) pour prendre acte d'une évolution de programme pour notamment contribuer plus fortement à la production de logement social, la commune étant carencée au titre de loi SRU.
- l'annulation du PLU qui a retardé la délivrance de permis de construire.

Les travaux d'aménagement ont été finalisés, cependant la cession des trois premiers lots ne pourra intervenir que courant 2017.

L'ensemble de ces éléments conduisent à un déficit en trésorerie de l'opération à hauteur de 500 000 €. Le plan prévisionnel de trésorerie faisant apparaître le besoin supplémentaire en trésorerie est annexé au projet d'avenant n°7 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2017, de compléter l'avance de trésorerie consentie à la SEM Façonéo et de porter cette avance à 800 000 € au total et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 7 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L.1521-1 et suivants et L.1523-2 et 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n° 7-0609 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 3 juin 2009, approuvant le projet de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- l'article 16 de la concession d'aménagement signée le 22 septembre 2009 ;
- la délibération n° 16-0310 du 24 mars 2010 autorisant, à la SAEMPA, une avance de trésorerie de 300.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- le plan prévisionnel de trésorerie de l'opération actualisé au 1^{er} décembre 2016 faisant apparaître le besoin supplémentaire en trésorerie ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le décalage du planning prévisionnel de l'opération et le décalage induit entre les dépenses et les recettes perçues par l'aménageur, font apparaître un déficit de trésorerie pour la ZAC des Vigneaux à Cuges les Pins d'un montant de 500 000 €.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'avance complémentaire de 500 000 € consentie à la SEM Façonéo FAÇONEO au titre de la concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux, portant ainsi l'avance de trésorerie à 800 000 € au total pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 7 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-1827/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo - Zone d'activités Napollon/Baronnette à Aubagne MET 17/2644/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 14-1008 du 1^{er} octobre 2008, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 500.000 € afin de contribuer au financement en besoin de trésorerie de l'opération d'aménagement de la zone d'activités Napollon/Baronnettes à Aubagne, conformément aux dispositions de l'article 19 de la convention d'aménagement confiée à la SAEMPA, et à l'article L.1523-2, 4^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONEO.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, et notamment que les cessions foncières devraient être finalisées en 2017, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants L.1523-2 et 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 27-0603 du conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 juin 2003, approuvant le projet de convention d'aménagement entre la communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 19 de la convention d'aménagement signée le 15 juillet 2003 ;
- La délibération n° 14-1008 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 1er octobre 2008 autorisant à la SAEMPA une avance de trésorerie de 500.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les cessions foncières devraient être finalisées en 2017, il convient donc de reconduire l'avance de trésorerie sur l'exercice 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reconduction de l'avance de 500.000 € versée à la SEM FAÇONEO au titre de la convention d'aménagement de la ZA Napollon/Baronnette pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-1828/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie avec la Sem Façonéo pour l'extension de la zone des Paluds à Aubagne
MET 17/2645/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 16-0302 du 20 mars 2002, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'extension de la ZA des Paluds à Aubagne à la SAEMPA, selon les stipulations d'une convention d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONEO.

Aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales, la possibilité du versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la Communauté d'agglomération à la SEM FAÇONEO, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la convention d'aménagement précitée.

Par délibération n°16-1008 du 1er octobre 2008 le Conseil Communautaire a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 400.000 €, par délibération n°11-1210 du 15 décembre 2010, le Conseil Communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 800.000 € et par délibération n°5-0214 du 26 février 2014 le Conseil Communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 880.000 € afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de l'opération.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et L.1523-2 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 16-0302 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 20 mars 2002 approuvant le projet de convention d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 17 de la convention d'aménagement ;
- La délibération n°5-0214 du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014 accordant une avance de trésorerie à la SEM Façonéo d'un montant de 880 000 € ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 27 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SEM Façonéo.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reconduction de l'avance de trésorerie à 880.000 € versée à la SEM FAÇONÉO au titre de la convention d'aménagement pour l'extension de la ZA des Paluds pour l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 9 à la convention d'avance temporaire ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-1829/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au mandat d'études préalables d'accessibilité de l'Entrée Nord d'Istres
MET 17/2670/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n° 762/15 du 20 juillet 2015, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence un mandat d'études préalables en vue d'améliorer l'accessibilité de l'entrée Nord d'Istres.

L'objectif de ce mandat était de définir un principe de réalisation d'aménagements routiers transitoires visant à améliorer l'accessibilité sur le secteur Nord d'Istres dans l'attente de la réalisation de l'A56, pour permettre le développement des projets d'aménagement.

Cette opération constitue un «projet d'aménagement du Réseau Routier National (RRN)» en raison de sa greffe à l'actuelle RN 1569.

Au regard de l'ampleur du projet, il convient de déposer un dossier d'opportunité auprès des services de l'Etat (Préfet Coordonnateur des itinéraires routiers) afin de juger l'intérêt du projet et de son impact sur les conditions d'écoulement du trafic et le niveau de sécurité du réseau routier national.

A ce titre, il convient de conclure un avenant permettant à l'EPAD de réaliser une étude d'opportunité et prorogeant la durée de validité du mandat d'études de 3 mois, ce qui porte la durée totale du mandat à 28 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 762/15 du 20/07/2015 confiant à l'EPAD Ouest Provence le mandat d'études préalables en vue d'améliorer l'accessibilité de l'entrée Nord d'Istres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au mandat d'études préalables dont l'objet est la réalisation d'un dossier d'opportunité ainsi que la prorogation de quatre mois supplémentaires du délai d'exécution du mandat d'études ci-joint, en vue d'améliorer l'accessibilité de l'entrée Nord d'Istres pour un montant de 264 000 € TTC au titre des prestations intellectuelles et de 80 500 € TTC au titre de la rémunération de l'EPAD.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-1830/17/CM

**■ Transfert immobilier des aires des gens du voyage "Saint Menet" et "Mazargues" à Marseille, 9ème arrondissement
MET 17/2687/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille compte sur son territoire deux aires d'accueil des gens du voyage :

- **l'Aire de Saint Menet** située chemin du Mouton, 13011 Marseille, sur les parcelles cadastrées quartier Saint Menet (868) section X n°73, 110 et 111, d'une surface totale d'environ 21413 m².

Cette aire ouverte depuis le 1 septembre 1977 comprend notamment :

- 12 modules de deux emplacements familiaux, ce qui représente 24 emplacements de 150 m² soit 48 places de caravanes. Chaque emplacement familial comporte une buanderie, une douche et des sanitaires privatifs,
- un bâtiment central abritant les services administratifs ainsi que des locaux dédiés au Centre social,
- un parking, une installation centralisée des compteurs d'eau et d'électricité ainsi qu'une chaufferie.

- **l'Aire de Mazargues-Eynaud** située 37, avenue de Lattre de Tassigny, 13009 Marseille, sur une partie de la parcelle cadastrée quartier Mazargues (849) section P n°47, d'une surface d'environ 5300 m² à préciser par l'élaboration d'un document de géomètre.

Cette aire est ouverte depuis octobre 1993, les familles qui l'occupent, sont pour la plupart semi-sédentarisées sur la commune depuis de nombreuses années. De ce fait, cette aire n'a pas été retenue dans le schéma départemental des aires permanentes d'accueil des gens du voyage. Elle comprend notamment :

- 40 emplacements destinés aux usagers
- un bâtiment de gestion avec accueil et bureaux
- 1 bloc « sanitaires collectifs » avec douches et toilettes.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce « de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de politique locale de l'habitat, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Par délibération du 12 décembre 2011, la Ville de Marseille s'est prononcée en faveur d'une gestion déléguée des aires d'accueil des gens du voyage. Une convention n°13/0045 de délégation de service public a été signée le 1er mars 2013 pour une durée de 6 ans et 1 mois avec la société VAGO.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le conseil de la métropole. La substitution de personne morale dans les contrats en cours n'entraîne aucun

droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Conformément à l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété de ces biens dans le cadre d'un accord amiable « ne donne pas lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires ».

En conséquence, il convient d'approuver le transfert à titre gratuit, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des aires d'accueil des Gens du Voyage de « Saint Menet », 13011 Marseille et « Mazargues-Eyraud », 13009 Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 5 Décembre 2016 N°16/1073/UAGP.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de transférer les biens ci-dessus référencés dans le cadre de la nouvelle compétence de la Métropole en matière de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le transfert de propriété au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de l'aire d'accueil des gens du voyage de « Saint Menet » située, chemin du Mouton, 11ème arrondissement, et de l'Aire de « Mazargues-Eyraud » située 47, avenue de Lattre de Tassigny, 9ème arrondissement, et ce compte tenu de la nouvelle compétence dévolue à la

Métropole en matière de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-1831/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n°3 à l'annexe 2 de la délibération FAG 17/357/CC du 20 décembre 2002 portant transfert des biens, droits et obligations nécessaire à l'exercice de la compétence Transports Urbains
MET 17/2800/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille est propriétaire de parcelles sises quartier La Rose, Boulevard Paul Langevin dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille, consistant en un dépôt bus et une station de métro. Dans le cadre de l'exercice des compétences « Transports urbains » de la Métropole Aix-Marseille Provence, conformément à l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de régulariser par un acte administratif le transfert de propriété des « Dépôts Bus et Métro la Rose ».

Par délibérations du 20 décembre 2002 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, alors Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, et du 16 décembre 2002 pour la Ville de Marseille, le transfert du dépôt bus et de la station de métro la Rose a été approuvé. Les annexes ont été modifiées par avenant 1, suite à la délibération FCT 010-500-12/BC du 26 octobre 2012 et avenant 2 suite à la délibération FCT 004-704/12/BC du 14 décembre 2012.

Il s'agit d'approuver l'avenant 3, précisant l'emprise du site transféré, suite à des divisions parcellaires, ainsi que le transfert complémentaire de la galerie marchande.

Conformément à l'article 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété de ces biens dans le cadre d'un accord amiable « ne donne pas lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 17/357/CC du 20 décembre 2002 relatif aux transferts des biens, droits et obligations nécessaire à l'exercice de la compétence « Transports Urbains »
- La délibération FCT 010-500-12/BC du 26 octobre 2012 portant approbation de l'avenant 1 à l'annexe 2 de la délibération relative aux transferts des biens, droits et obligations nécessaire à l'exercice de la compétence « Transports Urbains »
- La délibération FCT 004-704/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant 2 à l'annexe 2 de la délibération relative aux transferts des biens, droits et obligations nécessaire à l'exercice de la compétence « Transports Urbains »
- La délibération du Conseil Municipal N° 1/1080/UAGP du 5 décembre 2016 approuvant l'avenant 3 à l'annexe 2 de la délibération relative aux transferts des biens, droits et obligations nécessaire à l'exercice de la compétence « Transports Urbains ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence « Transports Urbains » il est nécessaire d'approuver l'avenant 3 relatif au transfert du Dépôt bus et de la station de métro La Rose.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé, relatif à la modification de l'emprise du dépôt bus et de la station métro la Rose, y compris la galerie commerciale, situés Boulevard Paul Langevin - 13013 Marseille

Article 2 :

Est approuvée la création de servitudes au profit de chaque collectivité. Il s'agit notamment de servitudes générales d'accès, de réseaux.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-1832/17/CM

**■ Approbation d'une autorisation de programme pluriannuelle pour l'élaboration et mise en oeuvre de Projets Urbains Partenariaux sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
MET 17/2709/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences et selon l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente pour conclure une convention de PUP.

Le PUP est un outil financier, créé par la loi du 25 mars 2009, et permet le financement d'équipements publics, nécessités par la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction par les constructeurs ou aménageurs.

Il convient de préciser que le programme des équipements publics doit être en relation directe avec les besoins générés par les opérations et constructions.

En 2013 ont été approuvées la création de l'opération 2013120000 et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 20 000 000 €.

Afin de poursuivre cette démarche et continuer de financer les équipements publics générés par les opérations de constructeurs, il convient de procéder à une nouvelle affectation de 10 000 000 euros supplémentaires, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 30 000 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à une nouvelle affectation de l'autorisation de programme relative à l'élaboration de Projets Urbains Partenariaux ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'autorisation de programme pluriannuelle relative à l'élaboration de Projets Urbains Partenariaux, d'un montant de 10 000 000 € supplémentaires portant le nouveau montant de l'opération à 30 000 000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Sous Politique C140 – Chapitre 23 – Fonction 515.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	2 600 000 €
Année 2018 :	5 000 000 €
Années 2019 et suivantes :	16 000 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-1833/17/CM

**■ Approbation de l'affectation et de la revalorisation de l'opération relative au renouvellement urbain quartiers Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat
MET 17/2904/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de La Ciotat s'est engagée dans la mise en œuvre d'un ambitieux projet de rénovation urbaine dans la zone Nord-Est de la commune du secteur Abeille/Maurelle/Matagots.

Une convention de rénovation urbaine a été signée avec l'ANRU.

Le programme de rénovation urbaine du secteur est en cours depuis 2010.

La première étape a consisté à requalifier les infrastructures existantes :

- Réhabilitation des logements de l'Abeille,
- Restructuration de deux des principales cités du quartier par des travaux de résidentialisation,
- Liaison des cités par l'aménagement de cheminements publics,
- Rénovation d'une voie douce partant du quartier qui permet une liaison au centre-ville,
- Création d'un parc 5000 m² dénommé jardin dei moussi.

A côté de ces améliorations, a eu lieu la démolition de deux bâtiments anciens en 2014 laissant place à une plateforme destinée à recevoir la construction d'une nouvelle centralité de quartier desservie par une future voie et structurée autour d'une place.

Les opérations envisagées pour 2016-2020 et transférées à la Métropole consistent à :

- l'aménagement des abords du centre social de l'Abeille
- l'aménagement des abords du stade Valentin Magri
- l'aménagement et de l'espace central Sainte Marguerite.
- la restructuration de l'espace sportif Valentin Magri

La restructuration de l'espace sportif Valentin Magri se décompose en deux phases :

- Phase 1 qui concerne une reconfiguration du stade en gazon synthétique permettant de doubler la capacité d'accueil de l'équipement et la création d'une tribune pouvant accueillir 300 personnes. Elle comprend également la restructuration de l'entrée de l'équipement, des voies d'accès, de l'ensemble des équipements logistiques et des vestiaires et de la maison du gardien.
- Phase 2 qui intègre elle la restructuration de la piste d'athlétisme aux normes de la Fédération afin d'y accueillir les compétitions. De nouveaux vestiaires et les locaux associatifs seront créés et aménagés.

Le budget a été initialement basé sur les travaux des espaces extérieurs et de la phase 1 de restructuration de l'espace sportif Valentin Magri.

Toutefois, dans un souci de réduction des coûts des travaux sur le stade Valentin Magri, il a été pris le parti de confier les missions de la phase 1 et 2 au même

Maître d'œuvre. Cela permettra d'anticiper les problématiques de chantier liées aux deux phases ainsi que de bien coordonner l'enchaînement de celles-ci.

Cette solution permettra également d'anticiper les besoins des usagers et de limiter la gêne occasionnée.

Enfin, l'intégration de la phase 2 de la restructuration de l'espace sportif permettra de finaliser la programmation de rénovation urbaine engagée en 2010.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, l'opération d'investissement 2015121500 inscrite au budget pour un montant initial de 4 000 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 6, doit être affectée d'une revalorisation de 3 000 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille et la Ville de La Ciotat ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 3 000 000 euros de l'opération

d'investissement n°2015121500 afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation et la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015121500 « Renouvellement urbain quartiers Abeille-Maurelle-Matagots à la Ciotat » pour un montant de 3 000 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 000 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	1 334 000 euros
Année 2018 :	2 000 000 euros
Années suivantes :	3 666 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-1834/17/CM

■ Constat de la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements collectifs "Résidence l'Amarine" à Istres MET 17/3066/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements collectifs de la SA Bouygues Immobilier implantée à Marseille, a été autorisé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 28 mai 2008 (permis de construire n° 1304708G0012), pour la réalisation d'un bâtiment de 44 logements situé sur les parcelles cadastrées section CR n° 88, 89 et 90 sises à Istres. Un permis de construire modificatif (n° 1304708G0012M1) a été délivré par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 1er décembre 2008 permettant la modification de l'implantation et les toitures des garages, la typologie des logements et les espaces privatifs.

Toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements collectifs « Bouygues Immobilier SA » dénommé « L'Amarine » à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés et un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme dénommé « L'Amarine » (permis de construire n° 1304708G0012 et permis de construire modificatif n° 1304708G0012M1) situé sur les parcelles cadastrées section CR n° 88, 89 et 90 à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés.
- un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Article 2 :

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire d'Istres ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-1835/17/CM

**■ Approbation de la convention relative à l'hébergement d'un concentrateur nécessaire à la mise en place d'un système de télérelevé sur l'immeuble sis 500 avenue du Pic de Bertagne - Zone d'Activité Plaine de Jouques à Gémenos
MET 17/3034/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le nouveau Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans conclu avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM).

Ce contrat a débuté le 1^{er} janvier 2014 et la prise d'effet de la délégation a été fixée au 1^{er} juillet 2014.

A sa création le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans les droits anciennement dévolus à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le télé-relevé des compteurs d'eau est un système innovant fondé sur la lecture et la transmission automatique des index de consommation vers un système informatique centralisé.

La transmission des données de consommations se fait via un réseau de répéteurs, qui relaie le signal radio envoyé par le compteur d'eau ou tout autre capteur, jusqu'à un boîtier – le concentrateur – qui le retransmet lui-même vers une base de données.

Sa localisation répond à des conditions précises. Ainsi, l'immeuble, occupé par la SCOP-TI et appartenant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sis 500 avenue du Pic de Bertagne – ZA Plaine de Jouques à Gémenos 13420, a été sélectionné pour recevoir un concentrateur.

En contrepartie de l'installation mise en place, la SEMM s'engage à donner automatiquement et à titre gracieux à la SCOP-TI la visualisation des index et éventuelles alarmes et la consultation de l'historique des consommations journalières et horaires de chaque compteur général.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire ;
- L'information au Conseil de Territoire du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention relative à l'hébergement d'un concentrateur nécessaire à la mise en place d'un système de télérelevé sur l'immeuble sis 500 avenue du Pic de Bertagne – ZA Plaine de Jouques à Gémenos 13420

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux conditions d'installation et d'hébergement d'un concentrateur nécessaire au télérelevé des compteurs généraux à conclure avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) et la SCOP-TI.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"

DEVT 001-1836/17/CM

■ Approbation de l'affectation et de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la mise en oeuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain MET 17/2844/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 21 décembre 2015, les principes du protocole de préfiguration à conclure avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Ville de Marseille ont été adoptés par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole.

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 17 octobre 2016, la création de l'opération n°2016103700 - Mise en œuvre du NPNRU – ainsi que l'affectation de l'autorisation de programme.

Le 12 décembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a présenté au Comité National d'Engagement de l'ANRU (CNE), le protocole de Marseille Provence afin de solliciter l'ANRU et ses partenaires au conventionnement de celui-ci et donc à son co-financement.

Afin de réaliser cette ultime étape avant le conventionnement en tant que tel, il a été nécessaire de faire évoluer le projet, mais aussi de le préciser dans son contenu et son estimation.

En effet, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a organisé le déroulé du Nouveau

Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU en deux phases :

- une première phase de préfiguration, qui consiste en la mise en œuvre d'un programme d'études et d'opérations pré-convention, qui va permettre de formuler les enjeux et les objectifs d'un territoire et de le conventionner avec l'ANRU dans le cadre de conventions de Projet de Renouvellement Urbain,
- une deuxième phase qui consistera à mettre en œuvre ces projets opérationnels.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est couverte par 5 protocoles de préfigurations NPNRU intégrant 21 Quartiers Politique de la Ville.

Ce protocole de Marseille Provence concerne neuf quartiers reconnus d'intérêt national, et cinq reconnus d'intérêt régional, tous situés à Marseille qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat.

Ils relèvent de 4 grands secteurs géographiques :

- Nord Est – L2
- Hôpital Nord – Saint-Antoine – Mourepiane
- Grand Centre-ville – Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune

L'élaboration des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU nécessite :

- la conduite d'expertises transversales aux différents projets : la gestion de la mobilité résidentielle, la concertation, la gestion urbaine de proximité, l'optimisation des équipements publics, l'amélioration de la sécurité ...,
- la conduite d'études territorialisées pour la mise au point des projets dans les quartiers, dans les champs urbains, sociaux en concertation avec les habitants et usagers,
- la mise en œuvre d'opérations urgentes, soit en pré-conventionnement (OPPC), subventionné par l'ANRU pendant le protocole, soit en autorisations de démarrage anticipées (ADA), pas de subventions ANRU à priori mais avec la prise en compte des dépenses en cas de subvention dans le futur projet conventionné.

Ce protocole représente pour l'ensemble des Maîtres d'Ouvrages un investissement de près de 165 millions d'euros, dont 22 millions d'euros répartis sur près de 50 études, 63 millions d'euros sur près de 17 OPPC et 80 millions d'euros sur près de 16 ADA.

Ce programme de travail représente pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un investissement, pour les études en maîtrise d'ouvrage direct ainsi qu'en co-financement, de près de 6 millions d'euros sur les trois prochaines années qui est la durée de déroulement de ce protocole.

Afin de permettre la réalisation de ces études et travaux, l'opération d'investissement n°2016103700 « Mise en œuvre du NPNRU », inscrite au budget pour un montant initial 1 400 000 € et enregistrée

dans l'autorisation de programme 161240BP du programme 24, doit être affectée d'une revalorisation de 4 600 000 €, portant le nouveau montant de l'opération à 6 000 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 06-1130/16/CM du 17 octobre 2016 portant création de l'opération « Mise en œuvre du NPNRU » et affectation de l'autorisation de programme ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation d'un montant de 4 600 000 € de l'opération d'investissement « Mise en œuvre du NPNRU » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 161240BP, l'affectation et la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103700 – Mise en œuvre du NPNRU – pour un montant de 4 600 000 €, portant le montant total de l'opération à 6 000 000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets Métropole 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2017 :	1 000 000 €
Années suivantes :	4 000 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-1837/17/CM

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire Marseille Provence - Travaux d'entretien et réparations MET 17/2898/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Marseille dispose sur son territoire de deux aires d'accueil des gens du voyage à Saint Menet (11^{ème} arrondissement) et Mazargues (terrain Eynaud 9^{ème} arrondissement).

La société Vago s'est vue confier la gestion en délégation de service public de ces deux sites d'e la part de la Ville de Marseille à compter du 1^{er} mars 2013 pour une durée de six ans et un mois, soit jusqu'au 31 mars 2019.

Depuis la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » a été transférée à la Communauté urbaine, devenue métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

De manière générale, les deux sites font l'objet de nombreuses dégradations tant au niveau des infrastructures, que de la voirie : vétusté du réseau électrique, hydraulique et des blocs sanitaires, dépôts sauvages et de matériaux de toute sorte... Ces conditions d'accueil ne garantissent pas la réalisation des mesures d'hygiène nécessaires pouvant prévenir tout risque sanitaire.

Pour lutter contre cette situation critique, qui pose des questions de sécurité, de santé et d'hygiène publique, ainsi que de forts risques environnementaux potentiels, il convient de procéder à des travaux de réparations et d'entretien, qui relèvent de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-

Provence, dans ces deux aires d'accueil des gens du voyage.

L'opération d'investissement n°DHACS 2017106400, « Aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire Marseille Provence – Travaux d'entretien et réparations », d'un montant de 250 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 09, doit être affectée afin de permettre la réalisation des travaux et réparations permettant le bon fonctionnement des aires d'accueil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération d'approbation du contrat de ville de Marseille Provence Métropole 2015-2020 du 3 juillet 2015 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 250 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement 2017106400 « Aires d'accueil des

gens du voyage sur le territoire Marseille Provence – Travaux d'entretien et réparations » pour un montant de 250 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets Etat Spécial du Territoire 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	90 000 euros
Année 2018 :	90 000 euros
Années suivantes :	70 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-1838/17/CM

■ Approbation de l'affectation et de la revalorisation de l'opération d'investissement relative aux travaux copropriétés dégradées MET 17/2900/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, compétente pour intervenir sur l'amélioration du parc privé, est engagée dans la préparation d'un accord partenarial avec l'Etat et la Ville de Marseille sur le traitement des copropriétés.

Par délibération DEVT 005-1439/16/CM du 15 décembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une opération « Travaux copropriétés dégradées » et l'affectation de l'autorisation de programme correspondante.

Cette opération d'un montant de 3 000 000 euros visait à intervenir sur les copropriétés dégradées sur le Territoire de Marseille Provence, hors commune de Marseille.

Cette intervention sur les copropriétés a d'ailleurs fait l'objet d'un engagement au titre du contrat de ville de Marseille Provence 2015-2020, avec un million d'euros annuel en investissement pour le programme à intervenir sur les copropriétés dégradées venant participer aux cofinancements apportés par les autres partenaires.

Des études complémentaires sur Marseille font état d'un parc privé potentiellement indigne évalué à 40 400 logements, soit environ 11 % des résidences principales. Il est à 78 % composé de logements locatifs.

L'ampleur du parc immobilier concerné, les enjeux sociaux majeurs dans ce parc locatif social de fait, et

les incidences sur le fonctionnement urbain, nécessitent un plan d'intervention coordonné, qui prendra la forme d'un accord partenarial entre l'Etat, les collectivités territoriales, l'Agence nationale de l'Habitat et les partenaires institutionnels. Cet accord a pour objectif la réalisation d'un ensemble d'expertises pour amplifier les opérations en cours et enclencher des actions nouvelles.

Afin de permettre la réalisation de ces études et travaux, l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées », inscrite au budget et d'un montant initial de 3 000 000 euros, dans l'autorisation de programme AP 161092BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 2 000 000 euros supplémentaires, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 005-1439/16/CM du 15 décembre 2016 portant création de l'opération « Travaux copropriétés dégradées » et affectation de l'autorisation de programme ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 2 000 000 euros de l'opération

d'investissement n°2016103800 afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 161092BP, l'affectation et la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées », pour un montant de 2 000 000 euros, portant ainsi le montant total de l'opération à 5 000 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	250 000 euros
Année 2018 :	1 000 000 euros
Année 2019 :	1 000 000 euros
Années suivantes :	2 750 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-1839/17/CM

■ Approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels MET 17/2939/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le parc privé potentiellement indigne est évalué à 40 400 logements à Marseille, soit environ 11 % des résidences principales. Il est à 78% composé de logements locatifs.

28 000 résidences principales du parc privé potentiellement indigne sont gérées sous le statut de la copropriété. Elles se concentrent essentiellement :

- dans le parc construit avant 1948 :

Plus d'un tiers du parc de résidences principales de Marseille (37%) a été construit avant 1948. Le parc locatif privé accueille à près de 50% en moyenne des ménages à revenus modestes et très modestes

(inférieurs à 60% des plafonds HLM), soit quasiment autant que dans le parc social.

Le parc privé potentiellement indigne ancien se concentre dans le centre-ville, les faubourgs et les noyaux villageois proches des anciens secteurs industriels et ouvriers. A l'exception du quartier de Saint-Marcel dans le 11ème arrondissement, les secteurs où le taux de parc privé potentiellement indigne est supérieur à 35% sont situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville d'intérêt national.

Les modalités d'intervention sur ce parc sont complexes, car elles nécessitent la prise en compte d'une diversité de champs : social, de la santé, de la sécurité, patrimonial, de la gestion et de son organisation.

La médiocre qualité de ce parc privé ancien a un impact très négatif sur l'attractivité du centre-ville et son rôle d'accueil pourtant effectif puisqu'un tiers des ménages emménageant à Marseille s'y installe.

- dans des copropriétés semi-récents :

Les grandes copropriétés de plus de 100 logements regroupent à elles seules plus de 82 000 logements, à quasi-égalité avec le parc social. Selon la dernière étude réalisée par l'Anah, 62 d'entre-elles, ainsi que 89 copropriétés de 50 à 100 logements, présentent des signes de dégradation qui ont un impact très négatif en terme d'attractivité des territoires concernés.

La grande copropriété a constitué un des modes importants d'urbanisation de la ville durant la période de reconstruction après-guerre.

Construites entre les années 1950 et 1975, ces grandes copropriétés ont connu un vieillissement prématuré, en lien avec les mutations de leur occupation sociale et avec la « précarisation » des propriétaires qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu faire face aux dépenses d'entretien du bâti et aux dépenses de fonctionnement.

Depuis plus de trente ans, la ville de Marseille agit sur ce parc indigne et dégradé à travers tous les types de procédures possibles en la matière : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Restauration Immobilière, Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé, Résorption d'Habitat Insalubre, expropriation et démolition, renouvellement urbain contractuel.

La mission ministérielle qui a rendu son rapport sur le parc privé marseillais en octobre 2015 a toutefois montré l'ampleur du travail qui reste à accomplir. La dizaine de grandes copropriétés des années 60-70 jugées comme prioritaires appellent à elles seules un investissement public évalué par les services municipaux à plus de 150 millions d'euros sur 15 ans pour traiter plus de 4 700 logements.

L'ampleur du parc immobilier concerné, les enjeux sociaux majeurs dans ce parc locatif social de fait, et les incidences sur le fonctionnement urbain, nécessitent, fort de l'expérience acquise, un plan d'intervention coordonné. Ce plan doit permettre notamment d'identifier les copropriétés concernées, la diversité des modes d'intervention envisagés (du recyclage des copropriétés à la « simple veille»), les moyens financiers et humains à y consacrer, les opérateurs à mobiliser et le mode de gouvernance à adopter pour assurer l'efficacité des actions croisant divers champs de compétence.

C'est ainsi qu'a été décidée la contractualisation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, à signer entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels. Cet accord d'une durée de 5 ans prévoit un ensemble d'expertises pour l'amplifier les opérations en cours et enclencher des actions nouvelles ; le programme d'interventions prioritaires qui en découlera doit s'établir en coordination :

- avec la dynamique d'aménagement d'Euroméditerranée,

- avec les orientations du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine voué à programmer le renouvellement urbain sur 2020-2030, dont il constituera l'un des volets "habitat" avec le troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne (EHI 3) visant plus particulièrement les tissus dégradés anciens centraux et de faubourgs.

Le projet d'accord partenarial prévoit un ensemble d'expertises et de prestations d'ingénierie d'un montant global de 3,8 millions d'euros dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par la Métropole d'Aix-Marseille Provence à hauteur de 3,5 millions d'euros TTC (hors missions de suivi plans de sauvegarde).

Selon le plan de financement prévisionnel, l'Anah est appelée à subventionner cette ingénierie à hauteur de 1,5 millions d'euros, d'autres partenaires tels la CDC, la Ville de Marseille, la Région et le Département pouvant être également sollicités.

Lors du Comité de pilotage « copropriétés dégradées » du 16 février 2016, co-piloté par l'Etat et la Ville de Marseille, le recensement des copropriétés à enjeux a permis d'identifier trois cercles d'intervention pour lesquels une stratégie sera différenciée :

Cercle n°1 : les 11 ensembles de copropriétés suivants : Kallisté (15ème) ; Parc Corot (13ème) ; Plombières (3ème) ; Les Rosiers (14ème) ; Le Mail et le Mail G (14ème) ; La Maurelette (15ème) ; Consolat (15ème) ; Bellevue (3ème) ; Bel Horizon (3ème) ; Maison Blanche (14ème) qui sont toutes situées en quartiers politiques de la ville (QPV).

Cercle n°2 : les 50 autres copropriétés issues du travail d'observation réalisé par l'AGAM à partir des

données FILOCOM/ Anah, dont 25 copropriétés sont situées en QPV.

Cercle n°3 : les autres copropriétés dont la situation est connue par d'autres sources telles que les services municipaux, l'ADIL, l'ALEC, les sollicitations des copropriétaires, des conseils syndicaux, les acteurs de terrain...

L'accord partenarial propose l'organisation du pilotage et de la gouvernance de cette stratégie sur les copropriétés dégradées de Marseille. A cet effet sont également prévues parmi les signataires, les instances judiciaires pour la coordination avec le volet répressif de l'action publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de la ville de Marseille s'inscrit dans une stratégie à moyen et long terme de renouvellement urbain et de lutte contre l'habitat indigne ;

- Qu'il convient de poursuivre et renforcer l'action pour un traitement urbain pérenne des grandes copropriétés dégradées de Marseille ;
- Qu'une gouvernance partagée et un cofinancement de l'action publique sont nécessaires pour atteindre le but collectivement visé ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord partenarial ci-annexé pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, ci-annexé, à signer avec l'État, la ville de Marseille, le Département, la Région, l'Agence Nationale de l'Habitat, l'Etablissement Public Foncier régional, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'établissement public Euroméditerranée, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, l'Agence départementale d'information sur le logement, le représentant du Ministère Public.

Article 2 :

Les dépenses à la charge de la Métropole d'Aix Marseille Provence seront confirmées annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et seront inscrites dans les différents budgets communautaires de 2017 et suivants conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet accord partenarial et à prendre toutes dispositions y afférent. Il est en particulier habilité à signer tout document permettant la saisine des signataires de l'accord visé à l'article 1 et la sollicitation des financements auprès des partenaires signataires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-1840/17/CM

■ Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement avec l'ANAH, l'État, la Région, la Ville de Marseille et le Département MET 17/2955/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Marseille compte 380 copropriétés de plus de 100 logements, ce qui représente plus de 82 000 logements, soit plus de 20 % du parc des résidences principales. L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), estimait encore récemment que 80 d'entre elles nécessitent d'être observées car elles présentent des indicateurs d'entretien, d'occupation et de difficultés sociales qui peuvent traduire une dégradation de leur fonctionnement.

Depuis plusieurs années, la Ville s'est engagée pour trouver des solutions d'amélioration à la situation des grandes copropriétés en difficultés à Marseille. Une convention avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise pour mettre en place un observatoire a été délibérée au Conseil municipal de Marseille du 5 décembre 2016. Il prend la suite et élargit la portée de l'atlas des grandes copropriétés de 2002, actualisée en 2013. L'objectif de cette démarche est d'identifier de manière collective la nature précise des dysfonctionnements rencontrés et de mobiliser tous les outils adaptés. Un accord partenarial sur les copropriétés est à ce jour en cours de validation.

En 2013, la Ville a mené une étude pré opérationnelle sur la copropriété de Plombières jouxtant la caserne Cardot acquise par la Ville auprès de l'Etat dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de Saint Mauront pour y développer une opération de près de 300 logements neufs. Cette étude sur la copropriété de Plombières préconise la mise en place d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriété en deux phases. La première pour enrayer le processus d'endettement et la deuxième pour mener à bien un programme de travaux prioritaires et pérenniser une situation redressée.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite mettre en place une OPAH Copropriété prévue à l'article L 303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation sur la résidence Plombières, en continuité et sur la base de l'étude pré opérationnelle menée par la Ville. Cette dernière étude a permis d'élaborer avec la Métropole AMP, l'Anah, la Région le Département et la Ville de Marseille, à travers une convention partenariale prévue pour une durée de cinq ans, un dispositif concerté d'aide à la réhabilitation privée en mutualisant les dispositifs dont chaque partenaire a pu se doter en la matière. Cette opération constituera l'une des premières actions de l'accord partenarial sur les copropriétés.

Les objectifs de l'OPAH copropriété sont les suivants :

- le redressement de façon durable du fonctionnement de la copropriété avec notamment un volet d'animation et d'appui aux instances de gestion et aux copropriétaires, un volet juridique et un volet social,
- la réalisation de travaux sur les parties communes pour permettre la requalification de l'enveloppe bâtie et des équipements notamment les travaux concernant la sécurité des équipements communs et ceux

concernant la conservation des immeubles et le fonctionnement des équipements,

- la requalification des parties privatives des logements loués ou occupés par leurs propriétaires et la réalisation de travaux dans les logements les plus dégradés,

- l'adaptation de logements à la perte de mobilité pour une partie de la population âgée qui est en augmentation,

- l'incitation à la réduction des loyers, à la production de loyers sociaux pour améliorer les conditions de vie des populations modestes et fragiles,

- l'incitation aux travaux sur logement permettant une réduction des consommations d'énergie des ménages tout en répondant aux impératifs du développement durable,

- l'incitation à l'intermédiation locative,

- il s'agira également de favoriser toute solution permettant le maintien dans leur logement des propriétaires occupants en capacité de faire face aux charges courantes, mais qu'un dispositif classique de subvention d'OPAH laisserait en grande difficulté, ainsi que la solvabilisation des propriétaires bailleurs de bonne foi via le bail à réhabilitation,

- enfin, un dispositif de portage immobilier ciblé, par un ou des opérateurs fonciers, sera mis en place pour accompagner un changement de statut qui paraît inévitable pour des copropriétaires occupants dont les ressources sont insuffisantes pour faire face au coût de fonctionnement courant et limiter la remise sur le marché dans des conditions incontrôlables des biens des copropriétaires bailleurs en phase de saisie-vente.

Le dispositif prévu se déroulera en deux temps :

- le redressement de la copropriété et la réalisation des travaux de parties communes concernant la sécurité des équipements communs, ce sur une durée de 18 à 30 mois,

- la réalisation des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives. Le lancement de ces travaux sera conditionné à la restauration de la capacité financière de la copropriété et de ses indicateurs de gestion.

Les objectifs quantitatifs sont les suivants :

- le traitement sur cinq ans de la totalité des parties communes (travaux de sécurité et travaux de conservation) de l'ensemble des 285 logements répartis en 6 bâtiments,

- la réhabilitation des parties privatives de 82 logements minimum (32 logements occupés par leur

propriétaires, 50 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés) concernant les travaux au titre de la non décence, de l'habitat indigne et d'autonomie de la personne,

- l'amélioration de la performance énergétique sera recherchée par des travaux d'amélioration en parties communes et privatives. Il est prévu de mobiliser 211 primes du programme « habiter mieux » (92 logements occupés par leur propriétaires, 119 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés),

- la convention prévoit également par incitations financières spécifiques, la réduction de loyer pour 40 logements, la mise en œuvre de 5 baux à réhabilitation, l'intermédiation locative pour 10 logements et le portage foncier de 30 logements.

L'animation de l'opération sera assurée par une équipe dédiée retenue conformément au Code des Marchés Publics sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole avec pour missions principales d'appuyer le syndic et le conseil syndical pour redresser la situation financière et de préparer la mise en œuvre d'un programme de travaux de requalification.

Engagements financiers :

Suivi animation :

Le suivi animation de l'opération sera assumé par la Métropole maître d'ouvrage. Le coût de l'équipe opérationnelle dédiée pour assurer les missions d'animation-suivi décrites ci-avant, s'établit à 600 000 euros HT pour 5 ans, soit 100 000 euros/an les 3 premières années et 150 000 euros/an les 2 dernières.

Par délégation des aides à la pierre, la Métropole réservera sur la dotation de l'Anah, une enveloppe globale estimée à 300 000 euros sur 5 ans, soit une enveloppe maximale annuelle de 50 000 euros les 3 premières années et 75 000 euros les 2 dernières, déterminée selon les règles en vigueur.

La Ville de Marseille participera au financement de l'équipe opérationnelle à hauteur de 25 % du HT estimé à 150 000 euros.

Aides aux Travaux et primes :

Par délégation des aides à la pierre, la Métropole réservera, sur les dotations annuelles de l'Anah, une enveloppe d'engagement planifiée pour 5 ans de 3 597 977 euros, correspondant aux travaux prioritaires en parties communes et parties privatives, la mise en place de primes de réduction de loyers ainsi qu'une aide au portage ciblé. L'échéancier des enveloppes annuelles prévisionnelles est détaillé dans le projet de convention partenariale annexé. En complément, une enveloppe de 270 500 euros d'aides de solidarité écologique pour les travaux d'économie d'énergie est prévue dans le

cadre du financement de l'État au titre du programme « Habiter Mieux ».

La Métropole propose de mettre en place sur ses fonds propres une aide de 1 049 051 euros à hauteur de 20 % sur les travaux en parties communes, une prime de solidarité écologique en fonction du gain de performance énergétique, une prime à la réduction de loyer en lien avec l'objectif du PLH de production de logement locatif social. Elle souhaite également promouvoir le recours au bail-à-réhabilitation, par une incitation financière plafonnée à 10 000 euros par logement concerné. L'échéancier annuel prévisionnel est précisé dans la convention partenariale.

Le Conseil Régional prévoit d'apporter une aide de 500 000 euros aux travaux de parties communes des immeubles, aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs (sous réserve de conventionnement des loyers) en fonction du gain de performance énergétique pour favoriser la maîtrise de la facture énergétique, aux propriétaires occupants modestes pour favoriser le maintien à domicile des personnes confrontées à la perte de mobilité. Il souhaite également promouvoir le recours au bail-à-réhabilitation, par une incitation financière plafonnée à 10 % par logement concerné, à condition que la maîtrise d'ouvrage d'insertion soit un organisme agréé.

Le Conseil départemental prévoit d'apporter une aide de 182 664 euros aux travaux sur parties communes, à part égale avec la Ville, à hauteur de la moitié du solde des autres partenaires et aux propriétaires occupants modestes pour favoriser la maîtrise de la facture énergétique(sous condition de gain de classe énergétique) et le maintien à domicile des personnes confrontées à la perte de mobilité ; aux propriétaires bailleurs qui, à condition de pratiquer des loyers conventionnés, réalisent des travaux d'adaptation du logement.

Enfin, la Ville de Marseille interviendra à hauteur de 237 664 euros, soit 50% sur les autres expertises et à part égale avec le Conseil départemental, à hauteur de la moitié du solde des autres partenaires sur les travaux en parties communes. Elle souhaite également faciliter le portage immobilier par l'attribution de primes aux opérateurs fonciers afin d'alléger les charges de gestion incompressibles.

L'opération sera suivie annuellement par un comité de pilotage constitué des représentants des signataires de la convention, élargi en tant que de besoin à d'autres partenaires. Il sera chargé d'apprécier le bon déroulement de l'opération, ses résultats et de décider les orientations nécessaires à l'atteinte des objectifs. Il sera assisté par un comité technique qui préparera son travail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- que la résidence Plombières est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés de la Ville de Marseille comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- qu'une étude préopérationnelle préconise l'engagement d'une OPAH sur cette copropriété, et en précise les modalités ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement, en application de l'article L303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, dont la Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'OPAH copropriété de la résidence Plombières établissant les objectifs et les conditions du partenariat financiers avec l'ANAH, le Conseil Départemental, le Conseil Régional et la Ville de Marseille.

Article 3 :

Est pris acte de la subvention sur 5 ans d'un montant maximum de 50 000 euros par an les 3 premières années et 75 000 euros par an les 2 dernières – hors programme « habiter mieux » - que l'ANAH affectera à l'ingénierie d'animation du programme, soit une enveloppe globale de 300 000 euros. Cette subvention sera imputée sur le compte 7475.

Article 4 :

Est approuvée l'enveloppe financière prévisionnelle globale évaluée à 600 000 euros HT sur 5 ans pour la mission de suivi animation dont la Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage.

Article 5 :

Est approuvée l'enveloppe financière prévisionnelle globale d'aide aux travaux sur fonds propre d'un montant de 1 049 051 euros. Les dépenses à la charge de la Métropole en 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 seront confirmées annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et seront inscrites dans les différents budgets métropolitains de 2017 à 2021 conformément à la règle de l'annualité budgétaire. Afin de simplifier les procédures d'octroi et de versement des subventions, la Métropole fera également l'avance pour le Département suivant les conditions précisées dans le projet de convention d'OPAH copropriété de la résidence Plombières à l'article 5.5 en annexe et pour la Région suivant la convention financière bipartite jointe en annexe 2.

Article 6 :

Est approuvée la convention financière ci-annexée qui précise les modalités d'avance de la Métropole à la Région.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter les participations financières des partenaires pour la mission de suivi animation.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention d'OPAH copropriété de la résidence Plombières et la convention financière avec la Région ainsi que tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-1841/17/CM

■ Approbation de l'avenant à la charte de mutualisation des contingents réservataires dans le cadre des opérations de Renouvellement Urbain MET 17/2982/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le renouvellement urbain sur la Ville de Marseille s'articule autour de 14 programmes. Ces opérations conduisent à la démolition d'environ 2 700 logements, dont 1 720 ont déjà été effectués. Les démolitions nécessitent le relogement d'environ 2 600 ménages, dont 2350 réalisées.

Pour accélérer les opérations de démolition conventionnées avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU), une démarche de mutualisation des contingents réservataires a été mise en place, à l'initiative de l'Etat et de la Ville de Marseille, pour faciliter les relogements des ménages concernés par ces opérations. Dans ce contexte, la charte de mutualisation des contingents réservataires a été signée le 11 juillet 2012 afin de créer une dynamique de mise en commun de logements et une nouvelle offre.

La mise à disposition des logements s'est formalisée au travers de la Plateforme Relogement qui constitue l'outil opérationnel de mise en œuvre de la charte.

Sur la période 2012-2015, les engagements des différents réservataires signataires de la charte se répartissent de la façon suivante : l'Etat (200 logements), la Ville de Marseille (60 logements), le Département (25 logements) la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (30 logements), les collecteurs d'Action Logement (50 logements) chaque année.

Il s'agit aujourd'hui de reconduire le dispositif de la Plateforme Relogement, qui bénéficie du bilan suivant :

- Son caractère partenarial, avec l'engagement actif dans la démarche des réservataires signataires de la charte, des bailleurs sociaux concernés par des opérations de démolitions, des équipes de Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale (MOUS) qui accompagnent les ménages dans leur parcours de relogement, et avec le soutien de l'ARHLM et d'Euroméditerranée ;
- Quantitativement : 13 projets ANRU bénéficient de ce dispositif, ce qui se traduit par 1077 offres retenues par la Plateforme sur les 1236 offres transmises par les

réservataires dont 11 relevant du contingent de la Métropole, et par 429 logements attribués et acceptés, dont 3 sur le contingent de la Métropole. Ce taux de 40% d'attributions au regard des offres retenues est équivalent, voire meilleur que le taux correspondant pour les relogements effectués au sein du parc d'un même bailleur social ;

- Qualitativement : le volume d'offres mobilisées a permis de donner de la fluidité au parcours résidentiel des ménages relogés en facilitant l'adaptation du logement à la taille du ménage (72% des cas de relogement au travers de la Plateforme), les décohabitations, les mobilités géographiques et l'ouverture au patrimoine d'autres bailleurs (40% des relogements) ;

Ce dispositif a également permis de mieux connaître les souhaits des ménages en matière de localisation, de typologie et de faire progresser la mobilisation de tous les acteurs qui interviennent dans le relogement. Dans ce cadre, en effet, deux enquêtes qualitatives ont été menées auprès d'échantillons de ménages relogés via la Plateforme, qui ont apporté une analyse fine et nuancée de ces parcours.

A ce jour, environ 260 ménages doivent encore être relogés pour permettre de conduire à leur terme les opérations de démolition du Programme National de Rénovation Urbain 1 (PNRU I).

Il est également indispensable de construire par anticipation un dispositif utile et efficace de solidarité interpartenariale pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), dont les contours et les principes sont définis dans le Protocole de Préfiguration remis par la Métropole à l'ANRU en décembre 2016.

Aussi, au regard des opérations de relogement restant encore à conduire pour les opérations de démolition et des nombreux enseignements positifs tirés de cette démarche innovante, tant pour la fin du PNRU actuel que pour les bases du futur NPNRU, il est proposé de prolonger, dans les mêmes conditions, cette démarche pour les trois prochaines années par voie d'avenant à la charte de mutualisation.

Ainsi, la plateforme relogement poursuivra son activité et sera alimentée par les différents réservataires pour la mise à disposition chaque année d'une partie de leur contingent : l'Etat (200 logements), la Ville de Marseille (60 logements), le Conseil Départemental (50 logements), la Métropole Aix Marseille Provence (30 logements), les collecteurs d'Action Logement (50 logements).

L'avenant à la charte de mutualisation des contingents réservataires a été validé par l'Etat en fin d'année 2015, par la Ville de Marseille (DCM du 18 décembre

2015) et par le Conseil Départemental (le 25 mars 2016).

Il est rappelé que le fonctionnement de la Plateforme Relogement est financé à 50% par la Ville de Marseille et 50% par l'ANRU.

Compte tenu de l'engagement de la Métropole dans les programmes de renouvellement urbain, il est proposé d'autoriser la signature de l'avenant à la charte mutualisée des contingents réservataires, annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La démarche de mutualisation des contingents réservataires mise en place, à l'initiative de l'Etat et de la Ville de Marseille ;
- L'engagement de la Métropole dans les programmes de renouvellement urbain ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la charte de mutualisation des contingents réservataires du 11 juillet 2012, dans le cadre des opérations de renouvellement urbain (annexe 1).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-1842/17/CM

■ Approbation du protocole de préfiguration modificatif du projet de rénovation urbaine des Canourgues MET 17/3096/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence de la Politique de la Ville et, plus particulièrement du NPNRU, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure le portage de projet d'un programme de rénovation urbaine du quartier des Canourgues à Salon-de-Provence.

Ce programme repose sur trois grands axes :

- développer le rôle de pôle d'attractivité du quartier au nord de la ville et de l'agglomération,
- conforter et améliorer la qualité résidentielle du quartier,
- enrayer la ghettoïsation sociale de la partie sud-est du quartier.

Afin de définir précisément les contours, le programme et les contenus précis de ce projet, un protocole de préfiguration a été élaboré par les services de la Métropole, et co-signé par les partenaires locaux (Commune de Salon, bailleurs HLM, Communauté d'Agglomération), le 22 décembre 2015, puis par Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, Délégué Régional de l'Anru, le 3 octobre 2016.

Ce protocole fixe :

- le programme d'études qui doit conduire à l'élaboration définitive du projet de rénovation urbaine (PRU),
- les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) nécessaires,
- le programme des opérations autorisées par anticipation (démolition de l'immeuble Saint-Norbert, Maison du Projet),
- les modalités de maîtrise d'ouvrage et de cofinancement de l'ensemble du programme de travail établi par le protocole.

Le protocole signé vaut engagement des cosignataires à financer le programme d'actions, selon les modalités et les plans de financement annexés au protocole.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que le Département des Bouches-du-Rhône, n'étaient pas signataires du protocole initial, mais souhaitent désormais participer au projet, en signant un « protocole modificatif » intégrant leurs participations. Ces participations modifient également le tableau des cofinancements de la phase de préfiguration.

Par ailleurs, il convient d'établir un avenant au protocole du 3 octobre 2016, afin d'apporter des modifications à ce document. En effet, le protocole initial prévoyait deux autorisations de démarrage anticipé (ADA) pour des actions de réhabilitation du parc HLM de la Société Phocéenne d'Habitation et de la Logirem. Or, l'ensemble des ADA pour réhabilitation figurant dans les Projets de Renouvellement d'Intérêt Régionaux (PRIR) a été suspendu par l'agence et ne pourra éventuellement être intégré qu'au stade de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

En dernier lieu, le protocole initial, signé le 22 décembre 2015 par les partenaires locaux, établissait la Communauté d'Agglomération « Agglopolé Provence » comme porteur de projet. L'avenant envisagé

substitue donc la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Communauté d'Agglomération en tant que porteur de ce projet.

Afin de pouvoir mettre en œuvre le programme de travail de la phase préfigurative du projet de rénovation urbaine, il est nécessaire d'approuver aujourd'hui ce « protocole modificatif portant avenant au protocole du 3 octobre 2016 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération communautaire n°273-14 du 17 décembre 2014 portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- Le protocole de préfiguration du 3 octobre 2016 approuvé par délibération du 7 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé de préfiguration modificatif du Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Canourgues à Salon-de-Provence, et portant avenant au protocole du 3 octobre 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le protocole et à prendre toutes dispositions concourant à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-1843/17/CM

■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation des conventions 2017-2022 MET 17/2707/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Code Général des Collectivités Territoriales, dans son article L5217-2, a modifié la conduite des politiques locales de l'habitat en permettant à l'Etat de déléguer ses compétences d'aides à la pierre aux métropoles. Dans son article L.5218-2, il a précisé l'étendue de celles qu'il pouvait déléguer à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. Dès sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a affirmé des objectifs ambitieux par la définition d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale. Cela s'est traduit par notamment :

la prescription de l'engagement d'élaboration d'un SCOT
l'engagement du processus d'élaboration du PLH Métropolitain
la création d'une Commission Locale de l'Habitat (CLAH) unique
la garantie des emprunts des bailleurs sociaux et opérateurs sociaux
la création de la Conférence intercommunale du Logement
l'approbation d'un agenda de la mobilité.

Dans cette dynamique, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a fait part au Préfet de son souhait de se saisir de l'opportunité d'une délégation des aides à la pierre.

Le Préfet a confirmé son accord pour préparer cette délégation sur la base du PLH transitoire qui reprend les objectifs des PLH exécutoires. Le PLH Métropolitain, en cours d'élaboration, viendra compléter et renforcer les actions en cours.

Il convient aujourd'hui d'approuver la délégation que l'Etat va faire à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de sa compétence en matière d'attribution des aides à la pierre à compter du 1^{er} janvier 2017.

En effet, la Métropole pourra assurer une parfaite adéquation entre :

- les objectifs du Programme Local de l'Habitat transitoire exécutoire et du PLH à venir
- la politique de l'habitat qu'elle entend conduire avec les communes membres,
- le couplage de la production locative sociale à la production privée qui garantit un haut niveau de production global
- la poursuite du rééquilibrage de l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire
- et la mise en œuvre des moyens qui lui seront délégués par l'Etat, au plus près du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat et de leur contexte social.

Les aides publiques déléguées concernent :

- la construction, l'acquisition, la réhabilitation,
- l'agrément des opérations de Prêts Locatifs Sociaux PLS,
- l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'Anah,
- le conventionnement sans travaux Anah
- la création de places d'hébergement,
- la délivrance aux organismes HLM des agréments d'aliénation de logement
- les prestations d'études et d'ingénierie.

La Métropole assurera désormais le pilotage et les décisions en matière d'aides publiques à l'habitat,

l'Etat mettant à disposition les moyens en personnel et en crédits.

La durée prévue pour cette délégation de compétence est de 6 ans.

Les modalités de cette délégation de compétence de la part de l'Etat sont décrites dans les trois conventions ci-annexées :

- une convention entre l'Etat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- une convention entre l'Anah et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- une convention de mise à disposition du personnel des services de l'Etat.

1. Dans la convention que la Métropole d'Aix Marseille Provence se propose de signer avec l'Etat, les objectifs réglementaires de production de logements sociaux sont les suivants :

- construction ou acquisition-amélioration de 21 905 logements PLUS et PLAI, construction de 7336 logements PLS,
- réalisation de 900 places d'hébergement d'urgence, de pensions de familles ou de résidences sociales,
- réalisation de 2 400 logements foyers pour personnes âgées ou handicapées,

Les moyens affectés pour le logement locatif social par l'Etat à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 86 000 000 € pour les 6 ans, un maximum de 18 439 900€ pour 2017. Les crédits seront versés à la Métropole qui assurera le paiement des aides déléguées.

2. Les objectifs de réhabilitation du parc privé annuels, sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du PLH transitoire et des programmes existants et à venir, s'élèvent pour la durée de la convention à 5 088 logements privés auxquels se rajouteront des logements privés en copropriété.

Pour 2017, les objectifs se déclinent comme suit :

- 11 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne, et très dégradés
- 194 logements occupés par leurs propriétaires au titre de l'autonomie
- 127 logements de propriétaires bailleurs
- 674 logements occupés par leur propriétaire au titre de la précarité énergétique
- 766 logements en copropriété fragile
- Le traitement de copropriétés en difficultés

Les moyens affectés par l'Anah à la Métropole s'élèvent à 11,3 millions d'€ annuels. Ces moyens ne sont pas mis à la disposition de la Métropole, l'Anah continuant à assurer le paiement des subventions sous l'autorité de la Métropole.

D'ores et déjà le programme d'intervention prévu en 2017 sur le parc privé est le suivant :

↳ 6 OPAH- OPAH RU : Istres Ouest Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Marignane, multi sites Grand centre-ville de Marseille,

↳ 3 PIG

Marseille Provence

Pays Salonais avec une ingénierie renforcée dans les six centres anciens

Pays d'Aix avec ingénierie dans six secteurs renforcés

En parallèle, des projets d'OPAH vont démarrer en 2017 :

-A La Ciotat

-A Marignane

-A Port de Bouc

De même, pour les plans de sauvegarde, des interventions pour l'amélioration de l'habitat sont prévues :

-dans les copropriétés : Bellevue, Kalliste, Corot à Marseille, Les Facultés à Aix en Provence
La Mariélie à Berre l'Etang

- Des études copropriété : Le Mail, la Granière, Consolat, Parc La Rose, Les Rosiers à Marseille,

- Plusieurs Programmes Opérationnels Préventifs d'Accompagnement des Copropriétés POPAC, dont Marseille et La Ciotat, et des opérations de Veille et Observation des Copropriétés métropolitaine et à Marseille.

Enfin, hors secteur d'OPAH, se poursuivra en 2017 la mise en œuvre du protocole d'éradication de l'habitat indigne à Marseille.

Le détail de ces programmes d'intervention est donné dans l'annexe 2 de la convention Etat-Métropole d'Aix Marseille Provence.

Dans la convention que la Métropole se propose de signer avec l'Anah, il convient de mettre en place une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Celle-ci a pour rôle de donner un avis sur les demandes de subventions émanant des propriétaires privés.

3. Enfin, dans la convention de mise à disposition des services de l'Etat, la répartition des tâches entre la Métropole et les Services de l'Habitat de l'Etat est détaillée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- La demande de délégation de compétences pour décider de l'attribution des aides prévues à l'article L. 301-3 du CCH en date du 3 novembre 2016 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant création de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en date du 9 février 2017 ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se saisisse de l'opportunité qui lui est offerte par le Code Général des Collectivités Territoriales de gérer en lieu et place de l'Etat les aides à la pierre pour une meilleure adéquation aux marchés locaux de l'habitat, et la mise en œuvre d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale ;
- Qu'il convient qu'elle définisse avec l'Etat par convention les objectifs et les modes opératoires qui lui permettront d'exercer cette compétence à partir de 2017 ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat la délégation de compétence en matière d'attribution des aides à la pierre prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 :

Sont approuvées les trois conventions ci-annexées :

- la convention Etat – Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- la convention Anah – Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- la convention de mise à disposition du personnel des Services Habitat de l'Etat.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-1844/17/CM

**■ Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat
MET 17/2825/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué pour une durée de 6 ans (2009-2014) à la Communauté urbaine Marseille Provence

Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). Cette délégation a été prorogée par voie d'avenants jusqu'à fin 2016.

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence. Elle contribue à la mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH) de l'EPCI.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Pour les logements neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, modifiés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Les critères d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence sont les suivants :

- développer et mieux répartir l'offre de logements sociaux, en accélérant le rattrapage pour atteindre 20 % de logements sociaux par rapport à l'ensemble des résidences principales sur chaque commune hors Marseille et chaque secteur de Marseille,
- soutenir les acquisitions-améliorations de logements sociaux dans l'habitat existant, afin de maintenir sur place une population fragile dans des conditions d'habitat améliorées et d'élargir les possibilités de relogement en intervenant sur le diffus, et faciliter, lorsque nécessaire, la mise en œuvre de travaux importants de réhabilitation.

Les aides directes concernent les logements PLUS et PLAI (hors ANRU). Pour les opérations programmées

dans le cadre de la délégation des aides à la pierre jusqu'à fin 2016, elles se déclinent de la façon suivante :

- Pour les logements neufs :
Subvention au titre du rééquilibrage de l'offre de logements sociaux : 3 000 euros par logement pour les communes, et les secteurs de Marseille, qui sont en dessous du seuil des 20%.
- Pour les logements en acquisition-amélioration :
Subvention pour soutenir les opérations d'acquisition-amélioration : 3 000 euros par logement.
Cette subvention est majorée pour les opérations nécessitant les travaux les plus importants. Les critères de modulation s'appuient sur le coût des travaux au m² de surface utile (SU) :

Catégorie 1

Travaux < 500 € HT au m² SU

Aide de 3 000 € / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 2

Travaux de 500 à < 1000 € HT au m² SU

Aide de 7 000 € / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 3

Travaux de 1000 à <1500 € HT au m² SU

Aide de 12 000 € /logement PLUS ou PLAI

Catégorie 4

Travaux à partir de 1 500 € HT au m² SU

Aide de 18 000 € / logement PLUS ou PLAI

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport :

- d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles au titre de la programmation 2016 des logements locatifs sociaux dans le cadre de la délégation des aides à la pierre confiée par l'Etat à la Métropole et d'approuver les conventions afférentes :
Toutes les aides proposées à l'approbation de ce Conseil de Métropole, sont décrites dans le tableau annexé. Elles s'élèvent au montant total de 2 511 000 euros pour 34 opérations représentant 695 logements, et se décomposent de la façon suivante :
 - 1 926 000 euros pour les logements neufs au titre du rééquilibrage,
 - 585 000 euros pour les logements en acquisition-amélioration,

- d'annuler des aides directes déjà attribuées antérieurement à deux opérations anciennes devenues caduques :
 - l'opération de la Phocéenne d'Habitation « Hilarion Bœuf », située boulevard Hilarion Bœuf, Marseille 10ème (69 PLUS programmés en 2011) n'a pas été réalisée,
 - l'opération de Logis Méditerranée « Villa Aria », située chemin du Four de Buze à Marseille 14ème (28 PLUS, 7 PLAI programmés en 2010) est annulée en raison de la modification du programme initial et sera remplacée par une nouvelle opération,

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2017 de la Métropole : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération RNOV 007-2332/10/CC du 01 octobre 2010 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération RNOV 012-233/11/CC du 28 mars 2011 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des

modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;

- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2009-2016 signée le 6 mai 2009 et ses avenants ;
- Le Programme Local de l'Habitat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer des aides directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Qu'il convient également d'annuler des conventions de financement et de partenariat et les subventions afférentes suite à la modification des opérations ;
- Que les priorités retenues pour attribuer ces aides sont le développement et la meilleure répartition de l'offre de logements sociaux ainsi que le soutien aux acquisitions-améliorations ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social pour les 34 opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant total de ces aides s'élève à 2 511 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement et de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Sont annulées les deux conventions de financement et de partenariat 10/1358 et 11/1246 et les subventions afférentes pour un total de 242 000 euros, décrites dans le tableau ci-annexé.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement et de partenariat.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2017 de la Métropole : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-1845/17/CM

■ Constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 17/2706/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la délégation des aides à la Pierre, selon l'article R.321-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est Président de plein droit et assure notamment le fonctionnement de la Commission Locale de l'Amélioration de l'Habitat.

Ce rapport annule et remplace la délibération du 30 juin 2016.

En effet, en 2016 seuls 3 territoires étaient délégataires des aides à la pierre.

Depuis janvier 2017, les 6 Conseils de Territoire composant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont délégataires des aides à la pierre.

Il convient donc de délibérer à nouveau sur la constitution de la CLAH.

1) Composition de la CLAH

La CLAH est composée au minimum des membres suivants, dont le mandat ne peut excéder 6 ans :

- a) le Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ou son représentant ;
- b) le délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le département, ou son représentant ;
- c) un ou des représentants des Propriétaires;
- d) un ou des représentants représentant des locataires

- e) une ou des personnes qualifiées pour ses compétences dans le domaine du logement
- f) une ou des personnes qualifiées pour ses compétences dans le domaine social
- g) au minimum deux représentants des Associés Collecteurs de l'Union Economique Sociale du Logement

Ces membres seront désignés par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ultérieurement par arrêté nominatif.

2) Rôle de la CLAH

La CLAH est consultée dans son ressort territorial sur:

- Le programme d'action établi par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le rapport annuel d'activité établi par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence avant transmission au délégué de l'ANAH dans la Région pour l'Elaboration du rapport mentionné au 13° de l'Article R.321-5;
- Toute convention intéressant l'amélioration de l'Habitat et engageant l'ANAH ;
- Les demandes de subvention pour lesquelles le règlement intérieur prévoit que l'avis de la commission est requis.
- Les décisions de retrait et de reversement prises en application de l'article R321-21 du CCH et les recours gracieux.

Elle est destinataire, au moins une fois par an, d'un état récapitulatif des décisions d'attribution ou de rejet prononcées.

La CLAH établit son règlement intérieur dans le respect des dispositions prévues par le règlement général de l'ANAH. Il doit être notifié au Préfet dans le mois qui suit son adoption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5218-2, L.521 1-10, R.321-10 et R.321-10-1 ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le décret n° 2009-1090 du 4 septembre 2009 relatif à l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- Le décret n° 2009-1665 du 24 décembre 2009 relatif à l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- La circulaire n°2004-73 du 23 décembre 2004 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence en matière d'aide au logement ;
- La délibération N°DEVT 0001-672/16/CM du 30 juin 2016 engageant la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat ;
- La délibération N°DEVT 006-30/06/16 du 30 juin 2016 ;
- La délibération du 9 février 2017, de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvant les conventions de délégation des aides à la pierre.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération DEVT 006-30/06/16/CM du 30 juin 2016.

Article 2 :

Est décidée la création de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Est pris acte de la composition de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat comme exposée ci-dessus.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence désignera les membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat par arrêté nominatif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-1846/17/CM

■ Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la radicalisation à annexer aux Contrats de Ville Métropolitains MET 17/2711/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 2 décembre 2015 sur les orientations en matière de prévention de la radicalisation prévoit de favoriser les articulations les plus opérationnelles entre les cellules de suivi des Préfet et les instances de pilotage de la politique de la ville et de prévention de la délinquance, en fonction des contextes locaux.

Cette disposition a été par la suite complétée par, la circulaire d'orientation du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 21 janvier 2016, précisant que chaque contrat de ville sera complété en 2016 par un plan d'actions sur la prévention de la radicalisation, qui en constituera une annexe.

Cette annexe a vocation à définir un plan d'actions partenarial entre l'Etat, les Collectivités Territoriales et les associations engagées dans la politique de la ville. Ainsi, le pilotage territorial de la politique de prévention de la radicalisation appartient au Préfet de Police auquel les collectivités et les associations peuvent apporter leur concours.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière "*d'élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville, programmation d'actions définies dans le contrat de ville, animation et coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance*".

A ce titre, il lui appartient d'élaborer, en partenariat avec l'Etat et les collectivités concernées, un Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation qui sera annexé au Contrat de Ville Métropolitain.

L'élaboration de ce plan s'appuie sur la circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation en reprenant notamment les documents qui y sont joints, dont le

"Guide Interministériel de Prévention de la Radicalisation" de mars 2016 et le *"Cadre de référence du plan d'actions de prévention de la radicalisation à annexer au contrat de ville"* d'avril 2016.

Par ailleurs, ce plan s'organise autour des actions suivantes :

Les actions relevant de prévention primaire, générale et collective qui interviennent en amont et mobilisent des politiques publiques ou dispositifs qui n'ont pas pour finalité première de lutter contre la radicalisation mais qui peuvent y concourir ;

Les actions relevant de la prévention secondaire qui viennent en appui par des actions collectives des solutions individuelles proposées aux personnes repérées comme en voie ou en situation de radicalisation ;

Les actions de formation des professionnels et de sensibilisation du public.

Il résulte par ailleurs de la confrontation d'un diagnostic qui a vocation à décrire la situation d'un territoire en termes de dérives radicales à un état des lieux qui consiste à recenser tous les acteurs et dispositifs susceptibles d'être mobilisés.

Ses priorités sont dégagées à partir des besoins non couverts par les dispositifs existants tels que recensés par l'état des lieux.

Le mode de gouvernance préconise la création d'un comité de pilotage présidé par le Préfet de Police et composé d'élus des collectivités territoriales, des Procureurs de la République et de représentants des services de l'Etat qui constituera l'instance stratégique de suivi et d'évaluation du plan métropolitain. Il sera assisté d'un comité technique qui aura pour mission de veiller à la mise en œuvre opérationnelle.

Des référents opérationnels de la Métropole seront désignés et coordonneront les partenariats institutionnels et associatifs des dispositifs politiques de la ville et des dispositifs locaux de prévention de la délinquance à l'échelle des communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la Prévention de la Délinquance ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme ;
- La loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
- Le décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le Département ;
- La circulaire interministérielle du 8 juillet 2011 Orientations pour la prévention de la délinquance,
- La circulaire du 15 octobre 2014 sur les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La circulaire du 19 février 2015 sur les cellules de suivi pour la prévention de la radicalisation dans chaque département ;
- La circulaire du 2 décembre 2015 du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et du ministère de l'intérieur destinée aux Préfets et relative aux orientations en faveur de la prévention de la radicalisation ;
- La circulaire d'orientation du Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports du 21 janvier 2016 - Orientation de la Politique de la Ville 2016 ;
- la circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil du Pays de Martigues du 23 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice de l'article L.5217-2, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code. Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'approbation de ce plan.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation ci-annexé à intégrer aux Contrats de Ville Métropolitains.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-1847/17/CM

**■ Mise en place d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété sur le territoire du Vieux La Ciotat - Approbation d'une convention
MET 17/2180/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis septembre 2014, la commune de La Ciotat a engagé une démarche de requalification de son centre ancien. Elle souhaite définir un programme d'actions de restructuration et de modernisation du quartier à mettre en œuvre durant les dix prochaines années.

L'objectif affiché est d'étayer une analyse fine et partagée de la situation du « Vieux La Ciotat » afin de construire un programme de restructuration et de modernisation du quartier transformant ainsi le site historique en un pôle d'attractivité pour les résidents.

L'élaboration d'un projet urbain global et la définition des actions à mettre en œuvre pour la réalisation de ce projet a été confié au groupement Le Creuset Méditerranée/Seba Méditerranée/Cabinet Lieux dits.

Ainsi le diagnostic sur la thématique « Habitat » donne à voir un territoire très contrasté comprenant des logements très bien réhabilités répartis essentiellement en bordure maritime et des îlots d'habitat, dégradé à très dégradé, situé au cœur du « Vieux La Ciotat » et comportant pour beaucoup un danger ou un très grand inconfort.

Le Vieux La Ciotat représente environ 10 % de la population communale soit près de 3500 habitants, avec un profil spécifique : petits ménages, forte proportion de personnes seules et beaucoup de jeunes (moins de 26 ans).

Le tissu urbain du centre ancien est très dense, les rues étroites et peu accessibles en voiture. Le centre délimité par les anciens remparts, encore visibles dans leur tracé est surélevé par rapport aux quais et promenades le long de la mer et du port.

S'agissant d'un centre très ancien où la plupart des immeubles (80 %) ont été identifiés avant 1900, il est très fréquent que ces copropriétés ne soient pas organisées. D'après l'enquête effectuée par les services de la ville, moins de 20 % seraient gérés par un syndic (120 environ).

Un complément d'enquête dans quelques immeubles tests du centre a permis de découvrir des situations de dégradation et de blocage liée à cette inorganisation. Ces blocages peuvent conduire à une plus forte dégradation des immeubles et des logements très rapide ; les travaux à réaliser portant sur les parties communes et impactant l'état des appartements (notamment fuites).

L'enquête a permis de confirmer les diverses situations de blocage et surtout, la détérioration assez forte du bâti et notamment, des parties communes : du fait de la petite taille de ces copropriétés, de la méconnaissance des propriétaires de leurs obligations et droits et de la réglementation, de l'absence ou de l'inadaptation des Etats Descriptifs de Division (EDD) et donc de la répartition des tantièmes, de l'absence de règlement de copropriété voire d'Assemblée Générale (AG), de l'absence de gestion quotidienne et prévisionnelle, de la non communication entre copropriétaires qui ne souhaitent pas engager de travaux pour des raisons financières ou non.

De ce fait, les OPAH successives menées sur le territoire ne permettent pas d'endiguer la déqualification du parc de copropriétés du centre-ville.

L'organisation de la copropriété et une bonne gestion de celles-ci revalorisent le patrimoine, incitent à l'arrivée de nouvelles populations et favorisent l'intégration des populations en place.

La mise en place d'un POPAC (Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété) permet un travail très en amont pour enrayer la dégradation des copropriétés et participer ainsi au renouveau durable du vieux La Ciotat. Ce

récent dispositif initié par l'Agence Nationale de l'Habitat vise trois objectifs principaux :

- Consolider la connaissance des copropriétés potentiellement fragiles sur le territoire,
- Mettre en place un partenariat dédié à ces copropriétés,
- Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre dans certaines copropriétés.

L'Anah apporte, outre une aide méthodologique via son pôle copropriétés, le financement à hauteur de 50% des dépenses liées à l'animation du POPAC, plafonnées à 100 000 euros par an, pendant trois ans.

Ce programme va aussi permettre :

- de mobiliser le partenariat local (syndics, ADIL, ...) et institutionnel, Métropole, Ville de La Ciotat, Conseils Départemental et Régional,
- de guider les copropriétaires dans l'organisation des copropriétés et leur projet de rénovation éventuelles,
- de les informer sur les outils et les aides mises à leurs dispositions dans le cadre de la future OPAH-RU dont l'étude pré-opérationnelle est en cours d'élaboration.

En conséquent, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence valide la mise en place de ce POPAC (Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété) par une convention tri partite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Anah (Agence Nationale de l'Habitat) et la Ville de La Ciotat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les dispositions du règlement général de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat et la délibération de son Conseil

d'Administration déterminant les règles de financement ;

- La délibération n° 2015-43 du Conseil d'Administration du 25 novembre 2015 - Généralisation du financement des programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) ;
- L'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du 19 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la revitalisation en cours sur le territoire du Vieux La Ciotat nécessite la mise en place d'un dispositif préparatoire afin que les copropriétés fragiles et dégradées soient en mesure de mettre en œuvre des plans de réhabilitation ;
- Que le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété initié par l'Anah trouve toute sa pertinence sur le Vieux La Ciotat ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de La Ciotat et l'Anah pour la mise en place d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété dans le centre ancien de La Ciotat.

Article 2 :

Est approuvée l'enveloppe financière prévisionnelle globale d'un montant de 360 000 euros – Sous politique D 110 « Equilibre social de l'Habitat » - Nature 617 – Fonction 552.

Les dépenses à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en 2017, 2018, 2019, soit 120 000 euros par an, seront inscrites dans les différents budgets métropolitains de 2017 à 2019, conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Les recettes correspondant au remboursement par l'Anah de la subvention pour l'animation-suivi du dispositif, soit un montant total de 150 000 euros sur trois ans, sont inscrites sur le compte 7472.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières au plus haut niveau auprès de l'Anah, du Conseil Régional, du Conseil Départemental, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-1848/17/CM

■ Transfert à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des conventions en cours du Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville MET 17/2730/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2017, suite à la dissolution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Politique de la Ville de Marseille, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en a repris l'activité.

Il convient donc de transférer à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les conventions de financement en cours conclues entre le GIP et les porteurs de projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du GIP Politique de la Ville de Marseille n°2016/11 du 26 juin 2016 ;
- La délibération du GIP Politique de la Ville de Marseille n°2016/17 du 4 octobre 2016 ;
- La délibération du GIP Politique de la Ville de Marseille n°2016/21 du 4 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;
- Qu'à compter de la dissolution du GIP Politique de la Ville de Marseille au 31 décembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en reprend l'activité ;
- Que les conventions de financement passées avec les porteurs de projet doivent être transférées à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des conventions de financement en cours conclues entre le GIP Politique de la Ville de Marseille et les porteurs de projets.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
Sous-Politique E110 – Nature 6574 – Fonction 52

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 014-1849/17/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société VAGO MET 17/2829/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 12/1340/SOSP du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié à la Société VAGO la délégation du service public (DSP) de gestion des équipements dédiés à l'accueil des Gens du Voyage pour une période de six ans et un mois, du 1er mars 2013 au 31 mars 2019.

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 a doté la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, devenue la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, de la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Durant l'année 2015, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a étudié ces transferts : le contrat de délégation de service public concernant l'aire de stationnement de Saint Menet et le terrain Mazargues-Eynaud relève désormais de l'EPCI, qui a approuvé les principes cadre de l'exercice de cette compétence dans une délibération n° EPPS 008-835/15/CC adoptée le 19 février 2015.

A la suite de la CLECT, la gestion de la DSP s'est vu conservée par la Ville de Marseille jusqu'en 2016. Le transfert effectif a donc eu lieu à cette date, et c'est au cours de la première visite des lieux qu'a été constaté l'état de l'aire Saint-Menet et du terrain Mazargues-Eynaud, dégradés et insalubres, nécessitant une remise à niveau des conditions d'accueil des gens du voyage.

Face à cette situation, un plan d'action conjoint avec la Ville de Marseille et la Métropole a été engagé pour faire cesser les dépôts sauvages et nettoyer le site de Saint-Menet.

Cependant, le nettoyage seul ne résout pas les problèmes actuels, les résidents continuent à encourir des risques du fait de l'état des installations :

- Concernant l'hygiène : mauvaise évacuation des eaux usées bouchées, prolifération des rats ;
- Concernant la sécurité : les installations électriques ne fonctionnent plus, difficultés à entretenir les accès pompiers ;
- Concernant la santé : cas de leptospirose animale qui peut se reproduire.

Des travaux urgents doivent être entrepris en parallèle du nettoyage de l'aire. Ces travaux comprennent :

- la remise en état de la télégestion, permettant le contrôle des fluides consommés par les résidents ;
- la remise en état des édicules comprenant une arrivée électrique et une salle d'eau ;
- la remise en état des accès à l'aire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS 008-835/15/CC du 19 février 2015 sur l'approbation des principes cadre pour la mise en œuvre de la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société VAGO ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société VAGO.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 sur l'opération DHACS N° 17/02 « aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire Marseille Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 015-1850/17/CM

■ Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Approbation du programme annuel 2017 et attribution des subventions MET 17/3097/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence porte le Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, au côté des communes de Salon-de-Provence et de Berre-l'Etang.

Quatre quartiers sont identifiés comme prioritaires pour la Politique de la Ville :

- Les Canourgues à Salon-de-Provence,
- La Monaque à Salon-de-Provence,
- Le centre ancien à Berre-l'Etang,
- Béalet-Bessons-Mariélie à Berre-l'Etang.

S'y ajoutent également le quartier des Bressons-Blazots, une partie des Canourgues appartenant à l'ancienne ZUS des Canourgues, une partie de la commune de Berre-l'Etang correspondant à l'ancienne ZUS de la commune.

Ce contrat, qui repose sur quatre piliers :

- le Cadre de Vie et le Renouveau Urbain,
- l'Emploi et le Développement Economique des quartiers,
- la Cohésion Sociale,
- la Citoyenneté et les Valeurs de la République,

a pour ambition de réduire les écarts de développement évidents entre les territoires et les autres parties du Pays Salonais.

Le Contrat de Ville a fait l'objet d'un appel à projets, diligenté en octobre 2016, sur la base des fiches-actions élaborées avec le Contrat de Ville, et qui a permis aux différents porteurs de projets de formuler leurs propositions pour l'année 2017, dans le respect des orientations formulées par l'Etat et les différents partenaires financeurs du contrat.

Pour 2017, la programmation continue de mettre l'accent sur :

- les publics jeunes : plus de 50% des actions les concernent,
- l'emploi et l'insertion par l'économie : plus de 30% des financements leur sont consacrés,
- les valeurs de la république, la citoyenneté et la prévention de la radicalisation.

Parallèlement, la Politique de la Ville sur ce territoire a renforcé la cohérence avec le programme de réussite éducative intercommunal, le projet de renouvellement urbain des Canourgues, et les programmes annexes : abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM, programmes de prévention, plan de sauvegarde de la copropriété la Mariélie à Berre-l'Etang.

Le Comité de Pilotage du Contrat de Ville a été réuni le 13 février 2017 et a validé d'une part, la totalité des actions éligibles à un financement dans le cadre du Contrat de Ville, d'autre part, l'engagement des financements de l'Etat pour ce programme, à hauteur de 80% de l'enveloppe financière consacrée par l'Etat à ce contrat en 2016.

Une seconde validation pourra être actée, sur la base des actions validées lors de ce Comité de Pilotage, une fois que les crédits de l'Etat seront définitivement déterminés.

Pour l'année 2017, 117 intentions d'actions ont été formulées, 71 ont fait l'objet de dépôt d'un projet, et 63 ont recueilli un avis favorable de la part du comité technique inter-partenarial.

Globalement, la programmation 2017 présente une hausse de 20% du nombre d'actions par rapport à la programmation 2016.

53% des actions sont nouvelles ou ont fait l'objet d'évolutions profondes, ce qui démontre la conservation d'une véritable dynamique de développement sur les deux villes concernées. Environ 15% des actions sont par ailleurs communes aux territoires prioritaires des deux communes, ce qui démontre une véritable dynamique intercommunale et métropolitaine.

Conformément à la loi du 21 février 2014, les organismes HLM possédant un parc dans les quartiers prioritaires contribuent significativement cette année, au financement des actions relevant de ce programme et plus globalement, de la Politique de la Ville.

L'ensemble des actions proposées représente un montant de 1.919.635 € de crédits opérationnels. La Métropole contribue au financement de ces actions à hauteur de 191.000 €, conformément aux engagements pris au titre du Contrat de Ville du Pays Salonais.

Il convient aujourd'hui de valider le programme d'actions 2017 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, et de décider de l'octroi des

subventions correspondantes aux porteurs de projets, afin que les interventions auprès du public puissent être mises en œuvre dans les meilleurs délais.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°273-14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant

exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions 2017 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais (figurant en annexe).

Article 2 :

Est approuvé le plan de financement prévisionnel de chacune des actions, conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Sont attribuées les subventions suivantes :

NOM DU PORTEUR	NOM DE L'ACTION	LIEU DE DEROULEMENT DE L'ACTION	MONTANT DE LA SUBVENTION de la Métropole Aix-Marseille-Provence	BUDGET DE L'ACTION
CAVM	Les jardins du vieux moulin	SALON	6.000	38.984
LES ATELIERS DE GAIA	Projet d'implantation arboricole	SALON	7.000	25.699
MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE	Booste ta vie pro	BERRE	4.000	35.295
NQT	Accompagnement jeunes diplômés vers l'emploi	SALON-BERRE	5.000	238.004
CENTREEMPLOI	Entrée dans un parcours en AI	SALON-BERRE	18.300	66.900
CENTREEMPLOI	Amorçage création EI	SALON-BERRE	9.000	68.900
API	Développement économique zones prioritaires	SALON-BERRE	2.500	22.300
TMS	Mise en place outils	SALON-BERRE	5.000	26.400

	mobilité			
BTP EMPLOI	Accompagnement vers l'emploi BTP d'un public IAE	SALON-BERRE	3.500	17.000
SAS	A nos leçons	SALON	7.800	18.400
IMFP	Préparation au montage projet classe orchestre école élémentaire Saint-Norbert (nouvel intitulé « Eveil musical et chorale à l'école »)	SALON	3.500	11.000
ESPRE	Orientation 3 ^{ème} collège Jean Moulin	SALON	5.500	23.500
MDA 13 NORD	Compétences psychosociales	SALON-BERRE	11.000	35.480
SAS	Santé à l'école	SALON-BERRE	2.000	39.000
SAS	Pôle parentalité	SALON	6.800	44.740
SAS	Pôle éducation à la santé	SALON	5.000	51.400
MDA 13 NORD	Prévention des conduites addictives des jeunes	SALON-BERRE	7.000	32.027
MDA 13 NORD	Hygiène de vie et prévention des conduites à risque	SALON	2.000	8.485
MOSAIQUE	Ma santé et moi	SALON	1.500	5.820
ADDAP 13	Remob	SALON	1.300	11.198
ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés	SALON	1.100	13.549
MDQB	Berre express 2017	BERRE	2.300	6.516
CAVM	Atout vie	SALON	3.300	9.748
CAVM	Citoyen j'exprime	SALON	2.300	10.499
MOSAIQUE	Lien social et pouvoir d'agir	SALON	8.000	86.399
MOSAIQUE	Mosaikart	SALON	10.000	32.224
NEJMA	On a des choses à	SALON	8.000	22.000
ARTS ET DEVELOPPEMENT	Ateliers de pratique artistique dans l'espace public	BERRE	2.100	15.030

France PLUS BERRE	Faciliter autonomie et égalité des citoyens des quartiers prioritaires	BERRE	7.200	12.000
PILE ET FACE	Jeu tisseur de lien	BERRE	3.000	9.300
PILE ET FACE	Jeu rencontre	SALON	7.000	35.550
CAVM	Aux rdv des arts	SALON	4.000	23.601
CAVM	Fonds de participation des habitants (fph)	SALON	5.000	11.392
AAGESC	Espace numérique de proximité	SALON	3.000	15.500
ANONYMAL	Accompagnement au développement d'un label « action citoyenne » sur les territoires prioritaires	SALON	5.000	25.940
ANONYMAL	Accompagnement au développement d'un smart quartier sur le quartier prioritaire les Canourgues	SALON	5.000	19.940

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 016-1851/17/CM

■ Rattachement de l'Office Pays d'Aix Habitat à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Changement de dénomination sociale - Désignation des membres du Conseil d'administration MET 17/3161/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) modifie les articles L.421-6 et L.421-6-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et prévoit le rattachement obligatoire des OPH communaux aux EPCI compétents en matière d'habitat, lorsque la commune est membre d'un tel EPCI, à échéance du 1er janvier 2017.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rattachement de l'Office Public de l'Habitat, Pays d'Aix Habitat est donc concerné par cette mesure. Cela vient non seulement s'inscrire dans le cadre de ces dispositions législatives mais aussi pour conforter l'action de la Métropole dans cette politique à l'échelle intercommunale.

Le décret n°2016-1142 du 23 août 2016 a mis en place les modalités procédurales de ce rattachement en créant l'article R.421-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le rattachement de l'office public de l'habitat Pays d'Aix Habitat à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est effectif depuis le 1^{er} janvier 2017, et il convient dans ce cadre, d'acter :

- du changement de nom de l'office public de l'habitat Pays d'Aix Habitat, en raison de ce rattachement, pour la dénomination suivante :

PAYS D'AIX HABITAT MÉTROPOLE

- de procéder à la désignation des membres représentant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à son conseil d'administration (et ainsi de modifier sur ce point la délibération HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.421-6 et R.421-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
- Le décret n°2016-1142 du 23 août 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que conformément à la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, l'Office Public d'Habitat Pays d'Aix Habitat est rattaché à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle dénomination de l'office public d'habitat Pays d'Aix Habitat suite à son rattachement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Pays d'Aix Habitat Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la liste des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ci après, au

conseil d'administration de Pays d'Aix Habitat Métropole :

en qualité de conseillers métropolitains titulaires :

- Monsieur Maurice CHAZEAU (Président)
- Monsieur Robert DAGORNE
- Monsieur Gérard BRAMOULLÉ
- Monsieur Jean-Claude FERAUD
- Monsieur Jacques BOUDON
- Monsieur Michel ROUX

en qualité de personne titulaire « ès-qualité » :

- Monsieur Bernard OLIVER
- Monsieur Olivier ADAM
- Monsieur Jean-François BOUZAT
- Monsieur Georges BLANC
- Madame Hélène MICAILIDIS

en qualité d'élus titulaires autres collectivité :

- Madame Odile BONTHOUX
- Madame Catherine SILVESTRE

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-1852/17/CM

**■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2015
MET 17/2560/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture

d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2015 a été transmis par ErDF et EDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille

pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;

- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le Compte Rendu-d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2015 a été remis par ErDF et EDF, titulaires du contrat de Concession de distribution publique d'électricité.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité pour l'année 2015 sur la Commune de Marseille, remis par ErDF et EDF en charge de la distribution publique d'électricité.

ENV 002-1853/17/CM

**■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2015
MET 17/2561/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Ensuès-la-Redonne et GRDF ont signé le 18 novembre 2014, pour une durée de 30 ans, un traité de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal, entrant en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2014.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la

compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la commune d'Ensues-la-Redonne pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune d'Ensues-la-Redonne pour l'année 2015 a été transmis par GrDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2016/10/71 du 2 octobre 2014 de la commune d'Ensues-la-Redonne d'approbation du traité de concession entre GRDF et la commune d'Ensues-la-Redonne pour la distribution publique de gaz naturel ;

- La délibération n° ENV 008-1450/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit de la convention de concession de la commune d'Ensues-la-Redonne conclu avec GRDF à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur la Commune d'Ensues-la-Redonne pour l'année 2015 a été remis par GRDF, titulaire de la convention de Concession de distribution publique de gaz naturel.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2015 sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

ENV 003-1854/17/CM

■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2015 MET 17/2565/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Marignane et GRDF ont signé le 15 septembre 1998, avec prise d'effet au 6 octobre 1998, pour une durée de 30 ans, une convention de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la commune de Marignane pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marignane pour l'année 2015 a été transmis par GRDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 312 du 15 septembre 1998 de la commune de Marignane d'approbation de la convention de concession entre GRDF et la commune Marignane pour la distribution publique de gaz naturel ;
- La délibération n°ENV 009-1451/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit de la convention de concession de la commune de Marignane conclu avec GRDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur la Commune de Marignane pour l'année 2015 a été remis par GRDF, titulaire de la convention de Concession de distribution publique de gaz naturel.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2015 sur la Commune de Marignane, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

ENV 004-1855/17/CM

■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2015 MET 17/2566/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 11/0024/FEAM du 7 février 2011, la Ville de Marseille a approuvé le traité de concession pour la distribution publique de gaz naturel passée avec GRDF le 4 avril 2012 pour une durée de 30 ans.

La délibération n° FCT 012-1248/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de plein droit du traité de concession de la Ville de Marseille conclu avec GRDF et la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marseille pour l'année 2015 a été transmis par GRDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 11/0024/FEAM du 7 février 2011 portant approbation du traité de concession entre GRDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique de gaz naturel pour une durée de 30 ans à compter du 4 avril 2012 ;
- La délibération n° FCT 012-1248/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du traité de concession de la Ville de Marseille conclu avec GRDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° ENV 010-1452/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du traité de concession de la ville de Marseille conclu avec GRDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur la Commune de Marseille pour l'année 2015 a été remis par GRDF, titulaire

du traité de Concession de distribution publique de gaz naturel.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2015 sur la Commune de Marseille, remis par GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

ENV 005-1856/17/CM

**■ Adhésion de la Métropole au Réseau des Grands Sites de France pour le Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2626/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Réseau des Grands Sites de France est une association qui regroupe plus de 40 membres, collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés, ou en projet.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, il représente les collectivités gestionnaires des Grands Sites de France labellisées et en projet.

A ce titre, il est consulté par le ministère de l'environnement dans le cadre de l'instruction de demande de label, ce qui sera le cas en 2017 pour le dossier de renouvellement du label pour Sainte-Victoire.

Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences multidisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables : ateliers de travail sur site, missions d'expertise, banques de données et d'expériences, publications, formations, rencontres nationales...

A titre d'exemple, les rencontres nationales 2016 se sont déroulées sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire. Elles ont accueilli 250 personnes, tous les Grands sites étant représentés, sur le thème des « outils de la gestion paysagère ».

Le Réseau s'attache à valoriser et promouvoir les Grands Sites de France et leurs initiatives. Il développe des outils communs de découverte et de communication.

Il contribue à l'attractivité de la destination France, et agit à l'international au travers du Pôle international francophone de formation et d'échanges qu'il anime.

Le Grand Site Sainte-Victoire fait partie des fondateurs du Réseau des Grands Sites de France créé en 2000.

L'adhésion au Réseau comprend une part fixe et une part variable en fonction du budget annuel de la structure adhérente.

Sur cette base, la cotisation de la Métropole pour l'adhésion du Grand Site Sainte-Victoire au Réseau des Grands Sites de France s'élèverait en 2017 à 4.900 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire ministérielle du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Saint-Victoire;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant sur les modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association du Réseau des

Grands Sites de France, ainsi que le paiement la cotisation 2017 d'un montant de 4.900 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire Chapitre 011/nature 6281/fonction 76, du budget primitif 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-1857/17/CM

■ Adhésion de la Métropole au Réseau Régional des Espaces Naturels pour le Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017 MET 17/2702/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Réseau Régional des Espaces Naturels (RREN) fédère les plus grands gestionnaires d'espaces naturels protégés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et représente près de 700 experts.

Il est copiloté par la Direction régionale de l'Aménagement et du logement (DREAL) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et son animation est assurée depuis sa création en 1985 par l'Agence Régionale pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement (ARPE).

Le réseau rassemble 29 membres en charge des plus grands espaces naturels protégés de la région, territoires non seulement d'expérimentation, mais d'exemplarité qui doivent pouvoir diffuser leurs savoirs faire au-delà de leurs propres frontières.

Depuis 1985, le RREN a évolué et s'est construit une image originale au-travers de différentes étapes :

1. une phase de rencontres entre les différents acteurs,
2. une phase de mutualisation et d'échanges des savoirs et savoir-faire,
3. une phase de transmission vers l'extérieur,
4. une phase de réflexion sur les valeurs qui l'animent.

Dans le contexte actuel (convention sur la biodiversité biologique, stratégie nationale pour la biodiversité, stratégie globale pour la biodiversité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, schéma régional de cohérence écologique), le réseau a un rôle important à jouer pour l'avenir, et contribuer au mouvement régional d'ensemble pour la préservation de la biodiversité, à commencer par un rôle d'essaimage de ses valeurs, à la fois en direction des autres espaces, et en direction des élus et de tous les citoyens.

Le réseau a également un rôle important à jouer en tant que vecteur de sensibilisation, d'éducation ou de formation aux questions environnementales/ liées à la biodiversité.

Il développe, outre les actions d'information, d'échanges et de mutualisation, deux projets d'action majeurs :

- L'opération « chemins de la biodiversité », projet d'envergure régionale de sensibilisation à la biodiversité via une offre de découverte participative au sein des espaces membres du réseau.
- Le rapprochement des gestionnaires d'espaces naturels protégés avec les entreprises en vue de faciliter et renforcer les partenariats techniques et financiers via par exemple l'organisation d'une rencontre annuelle des gestionnaires d'espaces naturels et des entreprises et la mise en place et l'animation d'un club des entreprises du RREN.

Sainte-Victoire, Grand Site de France, est membre du réseau depuis de nombreuses années et une étroite collaboration existe depuis lors entre les deux parties.

Aujourd'hui, pour faire suite à la dissolution du Syndicat Mixte en charge du Grand Site Sainte-Victoire et son intégration à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il est proposé de renouveler l'adhésion du Grand Site Sainte-Victoire au RREN.

De plus, dans le cadre de la suite donnée aux décisions du comité de suivi du réseau et validées en Assemblée Plénière du RREN, il est proposé de verser une contribution obligatoire financière annuelle basée sur le budget de fonctionnement de l'année (n-2) du Grand Site.

Cette aide « exceptionnelle » décidée pour un période de trois ans (2015-2017) a pour vocation de financer l'action d'animation « les chemins de la biodiversité » et le partenariat avec les entreprises.

Pour mémoire, ci-après présentées, les règles de calcul pour déterminer le montant de la contribution financière obligatoire annuelle au réseau période 2015-2017 :

Catégorie structures gestionnaires d'espaces naturels protégés :

- Tranche n°1 : budget de fonctionnement (n-2) < 500 K€ □ Contribution financière : 500 €
- Tranche n°2 : budget de fonctionnement (n-2) 500 K€ < 3.000 K€ □ Contribution financière : 1.000,00 €
- Tranche n°3 : Budget de fonctionnement (n-2) > 3.000 K€ □□ Contribution financière : 2.000 €

Sur cette base, la contribution financière de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, gestionnaire du Grand Site Sainte-Victoire, s'élèvera pour l'année 2017 à 2 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Saint-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant sur les modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Espaces Naturels ainsi que le paiement de la cotisation 2017 pour financer l'action d'animation « les chemins de la biodiversité » et le partenariat avec les entreprises, d'un montant de 2 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-1858/17/CM

■ Renouveaulement du label Grand Site de France pour le Grand Site Sainte-Victoire MET 17/2627/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Label "Grand Site de France" ® garantit la prévention et la gestion du site suivant les principes du développement durable, conciliant préservation du paysage et de "l'esprit des lieux", qualité de l'accueil du public, participation des habitants et des partenaires à la vie du territoire.

Ce Label appartient à l'État, qui l'a déposée à l'Institut National de la Propriété Industrielle en 2003. Sa création est une étape importante pour la reconnaissance de la politique nationale menée en faveur de ces hauts lieux paysagers et de l'engagement des collectivités et de l'État pour leur gestion à long terme.

L'ancien syndicat mixte des massifs Concors Sainte-Victoire a obtenu le label Grand Site de France en 2004 pour une durée de 6 ans. Cela a constitué une reconnaissance de l'action menée sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire en faveur de la préservation et de la mise en valeur de cet espace naturel majeur et dans la prise en compte de la qualité de vie des résidents et usagers.

Le renouvellement de ce label a été obtenu en janvier 2011 pour une nouvelle période de 6 ans.

Il convient donc d'engager le processus de renouvellement selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Hiver-Printemps 2017 : Préparation du dossier de renouvellement du label ;
- Été 2017 : Demande de renouvellement du label au Ministre de l'environnement, adressée au Préfet avec copie à la DREAL ;
- Été-Automne 2017 : Instruction locale par la DREAL qui associe le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) et une présentation pour avis à la Commission Départementale des Sites.

La demande est ensuite transmise par le Préfet au Ministre afin que l'Instruction nationale soit engagée et que l'avis du Réseau des Grands Sites de France soit sollicité.

La Commission supérieure des Sites est ensuite saisie sur la base du rapport du Conseil Général de l'Environnement.

En fin d'année, la décision ministérielle est entérinée et transmise au site demandeur.

Le dossier de candidature au renouvellement du label doit comprendre, conformément aux instructions du ministère, les parties suivantes :

- Une déclaration d'engagement
- Le dossier technique avec les rubriques : le Grand Site et son contexte territorial, le schéma de gestion du site (projet de territoire 2017-2022), les moyens techniques et financiers de gestion, les modalités de la gouvernance, les moyens d'évaluation et de suivi, l'utilisation et la valorisation du label Grand Site de France, et des annexes.

Pour la période 2018-2023, il est proposé que la préparation de ce dossier de candidature soit pilotée par le comité de gestion du Grand Site Sainte-Victoire mis en place par le Conseil de la Métropole par délibération du 15 décembre 2016.

Le dossier sera également soumis pour avis au comité de pilotage du Grand Site co-présidé par le Préfet des Bouches-du-Rhône et le Président de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire ministérielle du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant sur les modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe et les modalités d'organisation de demande de renouvellement du label Grand Site de France pour le Grand Site Sainte-Victoire, période 2018-2023.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder aux différentes phases de présentation de cette demande aux institutions concernées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toute pièce administrative relative à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-1859/17/CM

■ Opérations de débroussaillage à réaliser par les Forestiers Sapeurs du Département des Bouches-du-Rhône - Proposition de travaux au titre du programme 2017 sur les communes du Territoire du Pays Salonais MET 17/2680/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône agit pour la sauvegarde de la forêt méditerranéenne. Dans ce cadre, les Forestiers Sapeurs du Département (FORSAP) exécutent un programme de travaux de prévention incendie tels que le débroussaillage, l'entretien des ouvrages de DFCI et les opérations Tazieff.

La proposition de travaux au titre du programme 2017 des Forestiers Sapeurs comprend :

Tranche ferme :

- entretien BDS piste LA 107 sur 16,5 ha - communes de Lançon-Provence et La Fare les Oliviers
- élargissement de la BDS sur 9,5 ha (2x50 m) – piste QT 113 – commune de Lançon-Provence
- entretien débroussaillage Quartier Les Sabouillons – 9,6 ha – commune de Lançon-Provence
- entretien débroussaillage Bourdonerette ouest – 5,9 ha – commune de Lançon-Provence
- entretien de la BDS piste RO 100 sur 11,5 ha, commune de Salon de Provence

- entretien de la BDS piste RO 101 sur 27,5 ha, communes de Salon de Provence et Aurons
- entretien de la BDS piste QT 104 sur 18,7 ha, commune de La Barben

Tranche conditionnelle :

- entretien BDS piste LA 206 sur 22,9 ha, commune de Lançon-Provence
- entretien de la BDS piste RO 213 sur 12,8 ha, commune de La Barben
- entretien de la BDS piste QT 201 sur 17,4 ha, commune de La Barben
- entretien de la BDS piste QT 205 sur 7,8 ha, commune de La Barben

Il est à noter que des propriétaires privés sont concernés par ces projets et que l'obtention de leur accord est indispensable à la réalisation des travaux.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de valider le programme 2017 et de solliciter l'intervention des services du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin qu'il finance et réalise ce programme dans le cadre de sa politique forestière de prévention incendie. Il est précisé que le Conseil Départemental ayant la maîtrise d'ouvrage de ces interventions, le Territoire du Pays Salonais n'y participe pas financièrement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux des Forestiers Sapeurs 2017, tranche ferme et tranche conditionnelle, pour les communes du Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Est sollicitée l'intervention du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin qu'il finance et réalise le programme 2017 dans le cadre de sa politique forestière.

Article 3 :

Est décidé de s'engager à recueillir préalablement l'accord des propriétaires des terrains concernés ou de leurs ayants droits.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-1860/17/CM

■ Fixation des grilles tarifaires de la Régie de Recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire MET 17/2887/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La qualité de l'accueil du public sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire a été récompensée notamment par l'obtention du label "Grand Site de France" ® depuis 2004.

Le public (touristes, locaux, randonneurs, ...) bénéficie d'un accueil personnalisé au kiosque situé sur le parking du barrage de Bimont (commune de Saint-Marc-Jaumegarde) et à la Maison du Grand Site Sainte-Victoire, 5 place de Verdun à Vauvenargues.

Ces deux lieux d'accueil, ainsi que le siège du Grand Site à la Ferme de Beaurecueil permettent aussi aux usagers d'acquérir des produits répondant à leurs attentes : carte des sentiers de randonnées, topo guides, ouvrages d'informations, affiches, objets souvenirs, produits du terroir...

La gestion de ces produits fait l'objet d'une régie de recettes pour laquelle il convient de délibérer.

L'ensemble des articles proposés à la vente est détaillé dans le tableau joint en annexe avec le prix de vente unitaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution et pérennisation du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire.

Article 2 :

Est approuvée la politique tarifaire concernant les revendeurs et le personnel de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-1861/17/CM

■ Budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux Traitement points noirs A7-A50 MET 17/2897/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat gestionnaire des voies autoroutières, doit procéder à la résorption des nuisances sonores générées par les infrastructures construites ultérieurement aux bâtiments riverains dits sensibles (logements notamment), appelés Points Noirs Bruit (PNB).

Pour ces PNB, où la population est exposée à des niveaux sonores dépassant les seuils réglementaires, la résorption des nuisances est traitée au moyen d'écrans acoustiques (murs anti-bruit).

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2000-2006, l'Etat maître d'ouvrage sur le réseau autoroutier, a sollicité les collectivités locales (CRPACA, CG13, et MPM) pour co-financer, sur l'aire marseillaise, une opération comportant 4 projets d'écrans en bordure des autoroutes A7 et A50, à proximité de quartiers ou résidences dont ces projets portent le nom :

- 3 écrans sur l'A7 : « Saint-Antoine », « la Delorme », « Le Canet »
- 1 écran sur l'A50 : « La Rouguière » à saint Marcel

Ce projet a été estimé initialement à un montant total de 8 232 247€ financé à part égale par les 4 cofinanceurs (25%) soit à hauteur de 2 058 061,75 € chacun.

En 2004 une convention a été signée sur la base de ces éléments entre les 4 cofinanceurs.

En 2007, compte tenu des moyens financiers, un avenant à la convention a limité la résorption des PNB à 3 des 4 envisagés : pour la même enveloppe estimative, l'écran du Canet a été exclu.

L'opération ayant accusé un grand retard, et plus particulièrement sur l'A50, les travaux n'ont démarré sur l'A7 qu'au printemps 2016 alors que les études préalables démarraient pour l'A50.

Fin 2016, les deux tiers de la part du Conseil de Territoire Marseille Provence pour cette opération, correspondants aux 2 écrans de l'A7, ont été payés.

Le solde doit être provisionné pour le site restant sur l'A50 (La Rouguière).

Les marchés de maîtrise d'œuvre doivent être lancés par la DREAL pour le site de l'A50.

L'opération d'investissement n°2017106300, Traitement points noirs A7-A50, inscrite au budget pour un montant 800 000 euros, doit être affectée afin de permettre la réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 800 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017106300 « Traitement points noirs A7-A50 », pour un montant de 800 000 euros rattachée au programme 18 : Environnement et cadre de vie code 171180BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	100 000 euros
Année 2018 :	100 000 euros
Années suivantes :	600 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La région Provence-Alpes-Côte d'azur, en tant que péninsule électrique, a très tôt pris conscience de sa fragilité et de la nécessité de maîtriser ses pointes de consommation et son approvisionnement en électricité. La situation est moins critique sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que sur l'est de la région mais la sécurité et la continuité de l'approvisionnement électrique restent une préoccupation de la collectivité, ne serait-ce que par solidarité avec nos voisins.

Aujourd'hui, le développement du chauffage électrique, ainsi que des équipements individuels et collectifs de climatisation, génère des pointes de consommation qui pèsent sur le réseau électrique en période de grand froid et de forte chaleur. En fonction de la température, le pic journalier peut ainsi s'envoler, amenant le réseau électrique régional aux limites de ses capacités de fonctionnement. Les effets des pointes nécessitent par ailleurs le recours à des productions électriques générant directement ou indirectement des émissions de GES impactant le bilan de la production électrique (mise en marche des centrales thermiques).

Aujourd'hui, la pointe de consommation électrique, ou consommation maximale journalière, s'établit en hiver entre 18h et 20h. En PACA, la pointe de consommation historique continue de croître année après année (+28% depuis 2004). Elle repose sur la conjonction de 3 éléments comportementaux :

- une grande partie de la population se met à consommer en même temps, à la fois sur les zones de travail et les zones d'habitation ;
- le froid et/ou le froid ressenti accroissent l'effet de pointe ;
- une période de temps courte : 2 heures sur une journée, et des pics de consommation forts voire extrêmes pendant moins de 20 jours par an en moyenne.

Il ne faut pas négliger non plus le fait qu'en période estivale, l'impact du changement climatique sur les températures, conduit petit à petit à l'apparition de pics de consommation électrique.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de contribution à la transition énergétique et de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, elle est donc fondée à agir dans ces domaines. Par ailleurs, la collectivité dispose de nombreux leviers pour contribuer à la maîtrise des pics de consommations électrique à travers le fonctionnement de ses services, la gestion de son patrimoine et sa capacité de communication vers ses

habitants. Elle dispose ainsi de la capacité à agir pour la maîtrise des pics de consommation électrique.

Pour toutes ces raisons, il est important d'engager le territoire dans une démarche responsable de maîtrise des pointes de consommation d'électricité. Cette démarche devra s'appuyer sur de nombreux leviers comme le développement d'une offre équilibrée d'énergie dans les zones d'aménagement, reposant sur un mix entre toutes les formes d'énergie (électrique, gaz, énergie renouvelables, réseaux de chaleur ...), la performance énergétique des équipements et des bâtiments et les comportements individuels et collectifs.

ÉcoWatt constitue un élément de réponse à ces enjeux. Ce dispositif vise à sensibiliser la population de la région PACA et donc de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux pointes de consommation en hiver afin de les inciter à procéder aux bons gestes énergie, tout en relayant l'information auprès de leur entourage. ÉcoWatt est un tableau de bord qui diffuse l'information sur le système électrique régional. En ayant accès à cette information, tous les consommateurs de la région peuvent adapter leur comportement et ainsi contribuer à diminuer la pointe de consommation du soir.

Pour appuyer cette démarche, les partenaires de la démarche ÉcoWatt (RTE, la Préfecture de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Régional PACA, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, la Principauté de Monaco, l'ADEME et Enedis) ont décidé, depuis l'hiver 2010, de mettre à disposition de toutes les collectivités/institutions du territoire une charte d'engagement.

Cette charte donne un cadre de référence et concrétise les actions auxquelles la collectivité s'engage à procéder en devenant signataire. Les engagements demandés à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont les suivants :

- Inscrire la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au dispositif ÉcoWatt.
- Nommer un ambassadeur ÉcoWatt qui assurera l'information (pics de consommation, bons gestes énergies) et relaiera les témoignages de l'engagement de sa collectivité/son institution vers ÉcoWatt.
- Procéder aux bons gestes énergies, notamment en cas de pics de consommation.
- Informer ses agents selon différentes modalités d'information et de sensibilisation en interne.
- Relayer l'information et valoriser notre engagement auprès de nos partenaires et usagers.
- Soumettre notre témoignage pour une diffusion sur le site EcoWatt – rubrique « ils se sont engagés » – ou tout autre support de communication EcoWatt.

Ces engagements correspondant à ceux qui seront déclinés au sein du Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) et de la stratégie d'approvisionnement énergétique, la signature de cette charte semble donc cohérente avec la démarche de notre collectivité. Cette charte permettra par ailleurs d'enrichir le contenu de ces documents stratégiques et de valoriser l'engagement de la collectivité.

Enfin, cet engagement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne saurait cependant suffire face aux enjeux énergétiques et les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution devront agir aux côtés de la Métropole pour établir cet équilibre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les enjeux de sécurisation des réseaux électriques dans la région sont particulièrement prégnants.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de contribution à la transition énergétique, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dispose de nombreux leviers pour contribuer

à la maîtrise des pics de consommations électrique.

- Que les engagements de la charte ÉcoWatt correspondent aux engagements qui seront pris à travers le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain et la stratégie d'approvisionnement énergétique

Délibère

Article unique :

Est adoptée la charte d'engagement ÉcoWatt PACA.

ENV 012-1863/17/CM

**■ Attribution de l'aide exceptionnelle aux communes incendiées en 2016
MET 17/3192/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de l'été 2016, plusieurs communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont une nouvelle fois été touchées par des incendies qui ont détruit au total plus de 4000 ha de forêt et de végétation, des habitations et entreprises, des équipements scolaires ou des biens mobiliers

Lors de sa séance du 19 septembre 2016, le Conseil métropolitain a voté une aide exceptionnelle de 1M€ destinée à la réparation des dommages subis et à la restauration des terrains incendiés.

Les dossiers de demandes d'aide reçus ont été instruits en collaboration avec les services du Conseil départemental et de la Région.

Cette instruction a permis de valider le principe de mise en place des premières aides, pour les dossiers complets, dans le cadre de plans de financement laissant une part d'autofinancement à la charge des communes à hauteur de 20%. Une partie des dossiers doit encore faire l'objet de compléments d'instruction.

A ce jour, les dossiers instruits peuvent faire l'objet d'aides dans les conditions suivantes Indiquées ci-après. Il s'agit également de procéder à l'attribution d'une dotation complémentaire au Conseil de territoire du Pays d'Aix afin qu'il réalise, dans le cadre de la compétence qui lui a été déléguée, les travaux de restauration des terrains incendiés des massifs dont il est en charge, ces travaux étant subventionnés à hauteur de 80 % par la Région et le Département.

Communes	Nature des travaux	Coût estimatif	Aide métropole
Chateauneuf les Martigues	Réhabilitation terrains	112500	45000
Ensues La Redonne	Réhabilitation terrains (hors cadre départemental)	161550	80775
Pennes Mirabeau	Conformité fronts rocheux	232897	69869
Martigues	Réhabilitation terrains	65543	19663
Rognac	Sécurisation de la falaise	28469	11388
	Sécurisation chemin Sarragousse croix de Rognac (chutes d'arbres)	40711	16284
	Protection de parois rocheuses	450000	112500
Vitrolles	Restauration site de Valbacol	270740	54148
Vitrolles	Restauration espaces publics incendiés	440676	176270
CT Aix-en-Provence	RTI Feu de Rognac	202400	202400

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération ENV 001-879/16/CM du Conseil métropolitain du 19 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des aides exceptionnelles aux communes sinistrées par des incendies en 2016 pour la réalisation des travaux de remise en état des espaces incendiés dans la limite de 80%, toutes aides confondues, des dépenses engagées :

Communes	Nature des travaux	Coût estimatif	Aide métropole
Chateaufort les Martigues	Réhabilitation terrains	112500	45000
Ensues La Redonne	Réhabilitation terrains (hors cadre départemental)	161550	80775
Pennes Mirabeau	Conformité fronts rocheux	232897	69869
Martigues	Réhabilitation terrains	65543	19663
Rognac	Sécurisation de la falaise	28469	11388
	Sécurisation chemin Sarragousse croix de Rognac (chutes d'arbres)	40711	16284
	Protection de parois rocheuses	450000	112500
Vitrolles	Restauration site de Valbacol	270740	54148
Vitrolles	Restauration espaces publics incendiés	440676	176270

Article 2 :

Le versement des subventions s'effectuera sur présentation des justificatifs dans la limite de la part d'autofinancement de 20% restant à la charge de la commune.

Article 3 :

Est attribuée une dotation de 202 400 € au Conseil de territoire du Pays d'Aix pour la réalisation, dans le cadre des compétences qui lui ont été déléguées, des travaux de restauration des terrains incendiés du territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-1864/17/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2017
MET 17/2202/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2017 à 10 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer, pour l'ensemble de son territoire, à l'Institut Méditerranéen de l'Eau afin de favoriser le développement de la coopération et les échanges avec les pays du bassin méditerranéen.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 10 300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, Sous-Politique F170, Nature 6281 3DEAE (CT1) et au budget annexe de l'assainissement, Sous-Politique F110, Nature 6281 3DEAA (CT1).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-1865/17/CM

**■ Modification de la délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 relative à l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) compétence "Services publics d'eau potable et d'assainissement" et paiement de la cotisation 2016
MET 17/2528/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'attention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

Dans ce cadre, par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé, d'une part, son adhésion à la FNCCR, pour l'ensemble de son territoire, au titre de la compétence « services publics d'eau potable et d'assainissement » et, d'autre part, le paiement de la cotisation 2016 pour un montant de 4.700 euros.

Cependant, il s'avère que le montant de la cotisation ainsi approuvé est erroné.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence redélibère afin de régler le montant exact de la cotisation qui s'élève à 6.800 euros au titre de l'année 2016.

La présente délibération a donc pour objet de modifier la délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 susmentionnée, en ce qui concerne le montant de la cotisation afférente à son adhésion à la FNCCR au titre de la compétence « services publics d'eau potable et d'assainissement ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et paiement de la cotisation 2016.
- L’information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence à la FNCCR au titre de la compétence « services publics d’eau potable et d’assainissement » présente une erreur sur le montant de la cotisation 2016.
- Qu’il convient de modifier cette délibération et d’approuver le montant exact de la cotisation à verser à la FNCCR au titre de cette compétence, qui s’élève à 6 800 euros pour l’année 2016.

Délibère

Article 1 :

La délibération n° DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 est modifiée en ce qui concerne le montant de la cotisation 2016 à verser à la FNCCR au titre de la compétence « Service publics d’eau et d’assainissement ».

Article 2 :

Est approuvé le paiement, pour l’exercice 2016, de la cotisation d’un montant de 6.800 euros à la FNCCR au titre de la compétence « services publics d’eau et d’assainissement ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l’eau et de l’assainissement du Territoire de Marseille-Provence – Nature 6281 – Sous politique

F 170-F110 à hauteur de 3.808 € sur le budget de l’assainissement et 2.992 € sur le budget de l’eau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-1866/17/CM

■ Approbation d’une convention avec la commune de Marignane relative à la régularisation du paiement de factures pour des prestations pluviales pour l’année 2016

MET 17/3000/CM

Monsieur le Président de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A compter du 1er janvier 2001, la compétence relative au service public de l’eau et de l’assainissement a été transférée de plein droit à la Communauté Urbaine, par application des dispositions de l’article L- 5215-20- 5°du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donc assuré depuis cette date la gestion de l’ensemble des réseaux d’eau potable et d’assainissement des Communes membres. Toutefois, la gestion des eaux pluviales est restée à la charge des communes hormis pour la commune de Marseille.

L’arrêt du Conseil d’Etat du 4 décembre 2013 disposant « [...] que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s’était vue transférer, dès sa création, la compétence de la gestion des eaux pluviales... » impliquait de mettre fin à cette situation.

Pour l’année 2015, à titre transitoire, afin d’assurer la continuité du service public, il a été établi des conventions avec l’ensemble des communes du territoire de Marseille Provence hors Marseille avec un objectif : une mission d’appui à la gestion du service des eaux pluviales. Cette convention prévoyait que les communes assuraient les prestations d’entretien courant et de gros entretien des réseaux et ouvrages pluviaux existants, jusqu’au 31 décembre 2015.

La Ville de Marignane a conclu un marché n°213-44 avec la société SILIM en 2013.

La Métropole d’Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de gestion des eaux pluviales, il convient donc de régulariser par voie de convention le paiement des prestations établies dans le cadre du marché précité de la commune de Marignane pour l’année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêt du Conseil d'Etat du 04 décembre 2013, Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°345614 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de régulariser les sommes dues aux entreprises dans le cadre des prestations effectuées sur l'année 2016 relatives à la compétence pluviale sur la commune de Marignane par voie de convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relatif à la régularisation du paiement de factures pour des prestations pluviales pour l'année 2016 ;

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Territoire de Marseille – Sous-politique F180 – Nature 62875 – Code gestionnaire 3DEA

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-1867/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat de Délégation du Service Public de production, stockage et distribution de l'eau potable sur le territoire du Pays Salonais conclu avec Agglopolé Provence Eau
MET 17/2682/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le service public de production, stockage et distribution de l'eau potable sur le territoire du Pays Salonais est exploité par la société Agglopolé Provence Eau par contrat de délégation qui arrive à échéance le 31 décembre 2024.

Considérant les évolutions réglementaires récentes, notamment relatives à la loi Hamon et la nécessité de préciser les responsabilités entre l'abonné et le Déléataire concernant l'entretien de la partie privative du branchement, ainsi que la nécessité de normaliser certains branchements d'eau potable par le positionnement du compteur en limite de propriété public/privé, il est proposé de faire évoluer les articles correspondants du règlement du service de l'eau potable à savoir les articles 4.1 « interruptions du service », 6.1 « souscription », 6.2 « durée », 6.3.6 « abonnés en situation de pauvreté-précarité », 7.2.1 « résiliation d'un contrat d'abonnement », 12.1.3 « l'installation et la mise en service », 14.1 « le non-paiement des factures », 17.1 « date d'application ».

En parallèle, il est nécessaire d'inclure les travaux de normalisation de certains branchements par le positionnement du compteur en limite de propriété public/privé dans les travaux de Gros Entretien et Renouvellement (GER). Pour maintenir l'équilibre économique de la délégation, cette charge nouvelle sera plafonnée à 20 000 € HT/an, valorisée dans le montant de GER et précisée dans le rapport annuel du Déléataire, au même titre que l'ensemble des travaux de GER, sous l'intitulé « Normalisation de branchements ».

Par conséquent, il est proposé de modifier le règlement de service et d'établir un avenant n°5 au contrat de délégation du service public de production, stockage et distribution de l'eau potable conclu le 23 juillet 2012 entre l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance et la Société des Eaux de Marseille à laquelle s'est substituée la société Agglopolé Provence Eau le 1^{er} janvier 2013. Cet avenant est sans impact financier sur le montant de la redevance du délégataire et sur le budget de la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation du service public de production, stockage et distribution de l'eau potable conclu le 23 juillet 2012 et transmis à la Sous-Préfecture d'Aix en Provence le 24 juillet 2012 entre l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance et la Société des Eaux de Marseille à laquelle s'est substituée la société Agglopolo Provence Eau le 1^{er} janvier 2013 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux au titre de l'article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé au contrat de délégation du service public de production, stockage et distribution de l'eau potable conclu le 23 juillet 2012 et transmis à la Sous-Préfecture d'Aix en Provence le 24 juillet 2012 entre l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance et la Société des Eaux de Marseille à laquelle s'est substituée la société Agglopolo Provence Eau le 1^{er} janvier 2013, ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le règlement de service public de l'eau potable sur le territoire du Pays Salonais modifié, ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé

à signer ledit avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-1868/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement d'un Centre Technique Métropolitain sur le site Rivoire et Carret à Marseille
MET 17/2936/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'un échange foncier avec la Ville de Marseille, portant sur le garage Rabatau situé rue des Aciéries dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille, propriété de la Communauté Urbaine et une parcelle de l'ensemble immobilier Rivoire et Carret, rue Docteur Heckel dans le 11^{ème} arrondissement, propriété de la Ville de Marseille.

Cela permet ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de disposer de la maîtrise complète du site Rivoire et Carret et d'envisager une opération d'envergure pour créer un Centre Technique Métropolitain.

Ce centre aura notamment pour vocation de gérer le parc de véhicules utilitaires du territoire de Marseille Provence, mais aussi le parc d'autres territoires comme celui du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La création de ce centre, ainsi que l'opération de réhabilitation du Centre de Transfert Sud, qui s'inscrit dans le même calendrier, contribuent aux regroupements d'activités techniques et opérationnelles sur ces deux lieux, et libéreront ainsi des sites aujourd'hui utilisés, qui pourront ainsi faire l'objet d'une valorisation foncière :

- Secteur Viton, rue de l'Horticulture : 4 500 M² ;
- Secteur Roy d'Espagne, chemin du Roy d'Espagne : 355 M² ;
- Garage Rabatau, rue des Aciéries : 4 700 M² ;
- Secteur Curtel, rue Alfred Curtel : 350 M² ;
- Site Bounaude, traverse de la Bounaude : 25 000 M² ;
- Garage Crillon, rue Crillon : 2 000 M² ;
- Détachement Centre de Transfert Sud, boulevard Bonnefoy : 21 000 M².

Les directions de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence présentes sur le site seront les suivantes:

- La direction des moyens techniques (DMT) ;
- La direction de la voirie (DPEPVC) ;
- La direction de la propreté urbaine (DPU) ;
- La collecte sélective de la direction de traitement des déchets (DTD).

Ce projet a fait l'objet d'une étude de faisabilité. Le parti d'aménagement qui a été retenu est le suivant :

- maintenir l'activité du site pendant les travaux ;
- démolir les bâtiments existants à l'exception de l'ancienne usine ;
- aménager une circulation périphérique en respectant les emplacements réservés au PLU et créer un nouvel accès Véhicules Légers sur le boulevard de la Valbarelle ;
- positionner les parkings Poids Lourds en zone inondable ;
- aménager les locaux de l'ancienne usine pour le personnel technique et administratif ;
- réserver la partie centrale pour les garages et les aires de stockage ;
- créer des espaces verts et un équipement s'inscrivant dans une démarche « Bâtiment Durable Méditerranée ».

Une attention particulière sera apportée aux flux générés par l'activité pour qu'ils s'inscrivent dans la trame circulatoire du quartier.

Il est désormais nécessaire d'engager des études préalables, puis de consulter et retenir une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de concevoir le projet du Centre Technique Métropolitain en vue de la réalisation des travaux d'aménagement.

Le coût de l'opération a été estimé à 43 200 000 euros.

En conséquence il convient d'approuver la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement d'un centre technique métropolitain sur le site de Rivoire et Carret du territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FCT 004-1509/15/BC du 21 décembre 2015 portant approbation du principe d'échange de parcelles entre la

Ville de Marseille et Marseille Provence Métropole - Sites de Rivoire et Carret et Garage Rabatau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réorganiser une partie des locaux existants sur le site de Rivoire et Carret afin de regrouper des directions de la Direction Générale Propreté et de la Direction de Pôle Espace Public Voirie Circulation avec des services ou secteurs situés sur d'autres sites pour créer un Centre Technique Métropolitain ;
- La nécessité d'engager des études de maîtrise d'œuvre pour concevoir le projet de Centre Technique Métropolitain en vue de la réalisation des travaux d'aménagement ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une autorisation de programme pour engager des études de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2017106900 portant sur l'opération globale d'études et travaux en vue de la création d'un Centre Technique Métropolitain sur le site de Rivoire et Carret pour un montant de 43 200 000 euros, rattachée au programme 16 Déchets Code AP 171160CO.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – sous politique G130– Nature 23158 et 2031 – Fonction 812 sur 3DIDA003.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 210 000 euros,
Année 2018 : 9 700 000 euros,
Année 2019 : 20 600 000 euros,
Année 2020 : 12 690 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-1869/17/CM

■ Modification de l'opération d'investissement pour l'aménagement du Centre de Transfert Sud à Marseille

MET 17/3038/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Plusieurs installations de traitement des déchets sont implantées dans le quartier de la ZAC de la Capelette, boulevard Bonnefoy :

- un centre de transfert, permettant le déchargement des déchets, leur chargement en caissons et transport ferroviaire jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer ;
- une déchèterie destinée aux particuliers ;
- par ailleurs, des services de la collecte sélective et de la propreté sont également présents sur ce périmètre.

Le quartier de la Capelette est en voie de reconversion. Les friches industrielles sont progressivement remplacées par des logements, bureaux et autres activités commerciales. Les équipements techniques doivent prendre en compte cette nouvelle vocation et leur impact sur l'environnement doit être mesuré. Un premier programme d'aménagement prévoyait le déplacement le Centre de Transfert et de la déchèterie vers le Sud, de l'autre côté de la voie ferrée. Compte tenu des difficultés rencontrées dans l'acquisition du foncier, et du montant élevé du coût de l'opération, ce programme a été abandonné.

De nouvelles études ont été engagées sur la base des éléments de programme suivants :

- restreindre le périmètre d'étude à l'emprise foncière existante ;
- moderniser le Centre de Transfert et la déchèterie ;
- déplacer la collecte sélective sur le site de Rivoire et Carret ;
- intégrer les activités du garage Rabatau et des secteurs de collecte et propreté de proximité.

L'objectif est de rationaliser les organisations, de préserver l'environnement des nuisances générées par ces équipements et de réaliser une installation de traitement des déchets à l'échelle métropolitaine.

Les études de programmation ont abouti à une faisabilité qui répond à ces objectifs et dégage une soulte foncière au profit de l'aménagement de la ZAC de la Capelette.

Cette opération est liée à l'aménagement du Centre Technique Métropolitain de Rivoire et Carret dans la

mesure où des redéploiements de services de feront entre les deux sites. Le montant initial de l'opération de réaménagement du Centre de Transfert Sud était de 83 395 000 euros. Le maintien sur site et le recalibrage du programme permettent de diminuer le montant de cette opération et de la porter à 42 800 000 euros.

Le solde de 40 595 000 euros contribuera au financement de l'opération du Centre Technique Métropolitain qui fait l'objet d'une délibération concomitante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la dévalorisation, pour un montant total de 40 595 000 euros T.T.C., sur le budget collecte, de l'opération d'investissement 2016104100, Programmation Aménagement Centre de Transfert Sud, d'un montant de 395 000 euros et 2016104102, Travaux d'aménagement de l'Installation du Centre de Transfert Sud, d'un montant de 83 000 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 161160 BP, la dévalorisation des opérations d'investissement (2016 104 100) suivantes :

- l'aménagement du Centre de Transfert Sud pour un montant de 210 000 € (sous opération 2016104101)
 - travaux d'aménagement de l'installation du Centre de Transfert Sud pour un montant de 40 385 000 € (sous opération 201604102)
- Le nouveau montant des opérations est de :
- 185 000 euros pour l'aménagement du centre ;
 - 42 615 000 euros pour les travaux.

Article 2 :

Le nouvel échéancier prévisionnel des crédits de paiement des opérations s'établit comme suit :

- Année 2017 : 160 000 €
- Année 2018 : 9 930 000 €
- Année 2019 : 20 165 000 €
- Année 2020 : 12 545 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-1870/17/CM

■ Centre de transfert de Pertuis - Approbation d'une convention avec la Communauté Territoriale Sud Lubéron MET 17/2628/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre de transfert d'ordures ménagères de Pertuis est un équipement logistique extrêmement important dans l'optimisation de la gestion des flux déchets du Pays d'Aix. Il constitue en effet un exutoire de proximité pour les collectes au porte à porte réalisées sur le secteur nord du Pays d'Aix : les communes concernées par cet équipement sont toutes situées à plus de 40 kilomètres des exutoires finaux de tri et d'élimination des déchets ménagers résiduels.

Compte-tenu de l'importance du centre de transfert de Pertuis dans le maillage des transports de déchets du Pays d'Aix et de son moindre intérêt pour COTELUB, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence vient d'acheter cette installation.

La loi NOTRe ayant eu pour incidence l'extension du périmètre de COTELUB, cette dernière avait sollicité pour les besoins correspondants à ses nouvelles communes adhérentes un maintien d'utilisation de la déchèterie et du centre de transfert.

Ainsi, devant la nécessité pour ces deux intercommunalités de collaborer, il avait été décidé de renouveler la convention de mutualisation d'équipements lors de la décision d'achat.

Cette convention adoptée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016, a été présentée en Conseil communautaire de COTELUB le 24 novembre 2016. Cette dernière a souhaité amender le texte de la convention afin de clarifier la durée et les modalités de remboursement des charges réelles en cas d'utilisation du site.

Les discussions qui ont suivi ont abouti à établir la durée de la convention à six ans et à une nouvelle rédaction du texte de la convention qui est soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002-B151 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 29 novembre 2002 approuvant la convention d'utilisation d'équipements ;
- La délibération n°2006-B85 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 mai 2006 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'utilisation d'équipements ;
- La délibération n°2009-B137 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 22 avril 2009 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'utilisation d'équipements ;
- La délibération n°2012-B357 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 octobre 2012 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'utilisation d'équipements ;
- L'avis de France Domaines n°2016-089-V-0727 du 6 septembre 2016 quant à la valeur du centre de transfert de Pertuis ;
- La délibération n°DEA 01-1153/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 ;
- La délibération n°2016-091 du Conseil de la Communauté Territoriale Sud Lubéron du 24 novembre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération n°DEA 01-1153/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'utilisation d'équipements ci-annexée avec la Communauté Territoriale Sud Lubéron.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget investissement de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-1871/17/CM

■ Approbation des nouveaux statuts de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets et désignation des membres du Conseil d'exploitation MET 17/2660/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 544/06 du 15 septembre 2006, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé, à compter du 1er janvier 2007, le transfert de la compétence collecte des déchets ménagers exercée par les communes membres.

A compter du 1er juin 2010, le SAN Ouest Provence a souhaité que la mission de service public de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés soit gérée dans le cadre d'une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère administratif.

Dans ce cadre, par délibération n° 65/10 du 12 mars 2010, a été approuvée la création de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets (R.I.C.V.D.) ainsi que ses statuts.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux

six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), fusionnés conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La R.I.C.V.D. étant une régie dotée de la seule autonomie financière, il appartient au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver toute modification de ses statuts.

Il est proposé aujourd'hui, de modifier l'article 4 A), B), E) 2) des statuts de la R.I.C.V.D. relatif à la composition du Conseil d'exploitation de la manière suivante :

«A) Désignation

Les membres du Conseil d'exploitation sont désignés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition de son Président. Il peut être mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. (article R 2221-5)

B) Composition

Le Conseil d'exploitation est composé de 12 membres.

Les catégories de membres sont fixées comme suit :

- 8 conseillers métropolitains ;

- 4 personnes « ès-qualités ».

En cas d'absence d'un membre du Conseil d'exploitation, celui-ci pourra donner procuration à un autre membre du Conseil d'exploitation.

[....]

E) Fonctionnement

[...]

2) Organisation des séances et quorum

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Les séances ne sont pas publiques.

Les séances du Conseil d'exploitation ne peuvent se tenir que lorsque le tiers de ses membres en exercice sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil d'exploitation est reconvoqué à 3 jours au moins d'intervalle et la séance peut valablement se tenir quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le Président du Conseil d'exploitation peut inviter en séance du Conseil d'exploitation toute personne extérieure qualifiée sur un point particulier de l'ordre du jour. Cette personne ne prend pas part au vote.

Les décisions du Conseil d'exploitation sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas d'absence, chaque membre peut en effet donner pouvoir de le représenter à un autre membre du conseil dans les conditions définies à l'article 4-B composition. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul pouvoir.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. »

La présente modification des statuts de la R.I.C.V.D. nécessite de procéder à une nouvelle désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et des personnes « *ès-qualités* » au sein de la R.I.C.V.D.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de procéder à la modification des statuts de la R.I.C.V.D. quant aux règles de composition des membres de son Conseil d'exploitation et de procéder aux désignations des conseillers métropolitains et des 4 personnes « *ès-qualités* » au sein du Conseil d'exploitation de la R.I.C.V.D.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle rédaction de l'article 4 des statuts de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets suivante :

«A) Désignation

Les membres du Conseil d'exploitation sont désignés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition de son Président. Il peut être mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. (article R 2221-5)

B) Composition

Le Conseil d'exploitation est composé de 12 membres.

Les catégories de membres sont fixées comme suit :

- 8 conseillers métropolitains ;
- 4 personnes « *ès-qualités* ».

En cas d'absence d'un membre du Conseil d'exploitation, celui-ci pourra donner procuration à un autre membre du Conseil d'exploitation.

[...]

E) Fonctionnement

(...)

2) Organisation des séances et quorum

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Les séances ne sont pas publiques.

Les séances du Conseil d'exploitation ne peuvent se tenir que lorsque le tiers de ses membres en exercice sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil d'exploitation est reconvoqué à 3 jours au moins d'intervalle et la séance peut valablement se tenir quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le Président du Conseil d'exploitation peut inviter en séance du Conseil d'exploitation toute personne extérieure qualifiée sur un point particulier de l'ordre du jour. Cette personne ne prend pas part au vote.

Les décisions du Conseil d'exploitation sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas d'absence, chaque membre peut en effet donner pouvoir de le représenter à un autre membre du conseil dans les conditions définies à l'article 4-B composition. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul pouvoir.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. »

Article 2 :

La délibération HN 003-136/16/CM du 28 avril 2016 relative à la désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'exploitation de la R.I.C.V.D. est abrogée.

Article 3 :

Sont approuvées les désignations au sein du Conseil d'exploitation de la R.I.C.V.D. suivantes : en qualité de conseillers métropolitains :

- Monsieur Jean-Claude GAUDIN
- Monsieur Roland MOUREN
- Monsieur Yves VIDAL
- Monsieur Frédéric VIGOUROUX
- Monsieur François BERNARDINI
- Monsieur René RAIMONDI
- Monsieur Daniel GAGNON
- Monsieur Martial ALVAREZ

en qualité de personne « *ès-qualité* » :

- Monsieur Yves GARCIA
- Monsieur Marc MINORETTI
- Monsieur Philippe POMAR
- Madame Géraldine BUTI

Article 4 :

Le Directeur de la régie, en fonction au 1er janvier 2016, date de fusion du SAN Ouest Provence au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nommé par l'ex EPCI est maintenu dans ses fonctions.

Article 5 :

Est approuvée la version consolidée des statuts de la R.I.C.V.D. telle qu'elle figure en annexe de la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-1872/17/CM

■ Approbation d'un avenant avec l'organisme EcoDDS relatif a la collecte séparée des Déchets Diffus Spécifiques ménagers MET 17/2995/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

EcoDDS est un éco-organisme opérationnel dédié aux Déchets Diffus Spécifiques des ménages, agréé par les pouvoirs publics en date du 20 avril 2013. Sa principale mission est d'organiser le fonctionnement et d'assurer la pérennisation de la filière des Déchets Diffus Spécifiques des ménages dans des conditions respectueuses de l'environnement et de la santé (article R. 543-234 du Code de l'Environnement).

Cet éco-organisme a conclu avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ont précédé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des conventions de collecte séparée des déchets diffus spécifiques.

Ce dernier apportait à chacune des structures concernées des soutiens financiers liés à l'information, la communication et la formation du personnel mais surtout prenait en charge l'enlèvement et le traitement des DDS des ménages.

La création au 1^{er} janvier 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence implique de redéfinir le cadre juridique de ce partenariat. Les conventions concernées doivent être fusionnées afin d'étendre le périmètre des communes (92 communes) et conserver les déchèteries partenaires (36 déchèteries).

Il convient donc d'approuver un avenant entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et EcoDDS. Cet avenant reprend l'ensemble des engagements précédents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'intérêt pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est de conclure un avenant avec EcoDDS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé conclu avec l'organisme agréé EcoDDS, relatif aux déchets diffus spécifiques ménagers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-1873/17/CM

**■ Approbation de l'avenant de prolongation du Contrat pour l'Action et la Performance conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'éco-organisme Eco-Emballages
MET 17/3071/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Contrat pour l'Action et la Performance (C.A.P.) n° CL013079, approuvé par la délibération n° DEA 001-689/16/CM, est arrivé à échéance le 31 décembre 2016.

Les pouvoirs publics ont agréé Eco-Emballages pour l'année 2017 afin de définir les règles applicables à la filière de Responsabilité Elargie du Producteur (R.E.P) des emballages ménagers pour 2018-2022.

La période transitoire permet à la Collectivité de ne pas se retrouver en situation de vide juridique pour les soutiens financiers et la reprise des matériaux quelle que soit l'option retenue.

Il convient d'approuver la conclusion d'un avenant entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Eco-Emballages.

Les clauses et annexes du C.A.P. non visées par cet avenant demeurent inchangées et conservent leur plein effet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'intérêt pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de conclure un avenant avec Eco-Emballages

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé conclu avec l'organisme agréé Eco-Emballages, relatif à la prolongation du Contrat pour l'Action et la Performance pour l'année 2017.

Article 2 :

Monsieur le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-1874/17/CM

**■ Répercussion de la taxe de séjour forfaitaire sur l'ensemble des usagers annuels des postes à flot de tous les ports de la ville de Marseille et qui ne sont pas résidents de la commune
MET 17/2537/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la loi de finances 2015, les conditions d'application de la taxe de séjour ont été substantiellement modifiées : modification des tarifs planchers et plafonds des catégories d'hébergement, création de nouvelles tranches, modification des exonérations, officialisation de la procédure de taxation d'office...

Par délibération n°15/0822/EFAG du 26 octobre 2015 la Ville de Marseille a approuvé le nouveau régime de la taxe de séjour ainsi que la taxe de séjour forfaitaire sur la Commune de Marseille. Ladite taxe est applicable à tous les particuliers titulaires d'un poste à flot sur le territoire communal et non-résidents de la commune à compter du 1^{er} janvier 2016.

Conformément aux dispositions de la délibération susmentionnée, la taxe de séjour est perçue au forfait pour les ports de plaisance, elle sera calculée avec un abattement de 50 %.

Sur la base de 0,20 € par anneau taxable et compte tenu de l'abattement de 50%, le montant de la taxe de séjour forfaitaire par bateau s'établit à 36,50 € pour une année non bissextile et à 36,60 € pour une année bissextile.

Compte tenu des délais de mise en œuvre, il n'a pas été possible aux services concernés de répercuter cette taxe de séjour sur la facturation 2016 des usagers annuels des postes à flot non-résidents de la commune.

Il est proposé au Conseil Métropolitain de délibérer sur la répercussion de la taxe de séjour pour l'ensemble des usagers annuels des postes à flot qui ne sont pas résidents de la ville de Marseille.

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Tourisme ;
- Le Code des Ports Maritimes ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 67 de la loi de Finances pour 2015 n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 ;
- Le décret du 11 février 2013 portant classement de la Ville de Marseille comme station de tourisme ;
- Le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire ;
- Le décret n° 2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° 15/0822/EFAG du 26 octobre 2015 de la Ville de Marseille relative au régime de la taxe de séjour ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de répercuter un montant de 36,60 € sur la redevance 2017 d'un usager particulier titulaire avant le 31 décembre 2016 d'un anneau sur la commune de Marseille et non-résident de cette commune au 1er janvier 2016, au titre du report de la taxe de séjour 2016.
- Qu'il convient de répercuter un montant de 36,50 € sur la redevance 2017 d'un usager particulier titulaire d'un anneau sur la commune de Marseille et non-résident de cette commune au 1er janvier 2017 au titre de la taxe de séjour communale forfaitaire due pour l'année en cours.
- Qu'il convient de répercuter chaque année à compter de 2018 un montant de 36,50 € sur la redevance d'un usager particulier titulaire d'un anneau sur la commune de Marseille et non-résident de cette commune au 1er janvier de l'année concernée au titre de la taxe de séjour communale forfaitaire ; ce montant sera de 36,60 € en cas d'année bissextile.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est tenue de collecter les taxes de séjour des plaisanciers non-résidents et gérés en régie directe, pour le compte de la ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

La redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de Marseille au 1er janvier 2016 et titulaires d'un anneau sur son territoire avant le 31 décembre 2016 sera majorée de 36,60 € au titre du report de la taxe de séjour communale forfaitaire de l'exercice 2016.

Article 2 :

La redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de Marseille au 1er janvier 2017 et titulaires d'un anneau sur son territoire, sera majorée de 36,50 € au titre de la taxe de séjour communale forfaitaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

A compter de 2018, la redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de Marseille au 1er janvier de chaque année et titulaires d'un anneau sur son territoire, sera majorée de 36,50 € au titre de la taxe de séjour communale forfaitaire de l'exercice concerné, ou de 36,60 € en cas d'année bissextile.

Article 4 :

Les recettes seront constatées sur la sous-politique A430, imputation 70882, du budget annexe des ports. Les dépenses seront inscrites à la sous-politique A430, imputation 63613, du budget annexe des ports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-1875/17/CM

■ Répercuſſion de la taxe de ſéjour départementale ſur l'ensemble des postes à flot des ports du Conseil de Territoire de Marseille MET 17/2564/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ſur proposition du Commissaire Rapporteur ſoumet au Conseil de la Métropole le rapport ſuivant :

Dans le cadre de la loi de finances 2015, les conditions d'application de la taxe de ſéjour ont été ſubſtantiellement modifiées : modification des tarifs planchers et plafonds des catégories d'hébergement, création de nouvelles tranches, modification des exonérations, officialisation de la procédure de taxation d'office...

A la ſuite des deux délibérations n°22 du 30 juin 2016, le Conseil Départemental a approuvé le nouveau régime de la taxe de ſéjour départementale.

Le Conseil départemental a institué ladite taxe qui eſt additionnelle de 10 % à la taxe de ſéjour perçue dans le département par les communes viſées à l'article L. 2333-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ainſi que par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L. 5211-21.

Par conſéquent, il convient de collecter, auprès de tous les usagers concernés, un montant égal à 10 % de toutes les taxes de ſéjour communales, qu'elles ſoient tarifées au réel des escales, ou au forfait annuel des usagers titulaires. La Métropole Aix-Marseille Provence eſt donc tenue de collecter les taxes de ſéjour des plaisanciers non-résidents et gérés en régie directe, pour le compte des communes concernées de ſon territoire.

Il eſt proposé au Conseil Métropolitain de délibérer ſur la répercuſſion de la taxe de ſéjour départementale à tous les usagers concernés des ports du Conseil de Territoire de Marseille.

Telles ſont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Tourisme ;
- Le Code des Ports Maritimes,
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 67 de la loi de Finances pour 2015 n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 ;
- Le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de ſéjour et à la taxe de ſéjour forfaitaire ;
- Le décret n° 2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°22 du 30 juin 2016, relatives au régime de la taxe de ſéjour ;
- L'information au Conseil de Territoire de Marseille Provence du 29 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de collecter, auprès de tous les usagers concernés, un montant égal à 10 % de toutes les taxes de ſéjour communales, qu'elles ſoient tarifées au réel des escales, ou au forfait annuel des usagers titulaires.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence eſt tenue de collecter les taxes de ſéjour des plaisanciers non-résidents et gérés en régie directe, pour le compte des communes concernées de ſon territoire.

Délibère

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2017 et pour toutes les années ſuivantes, la redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de Marseille et titulaires d'un anneau ſur ſon territoire, ſera majorée de 3,65 € (3,66 € en cas d'année bissextile) au titre de la taxe de ſéjour départementale.

Article 2 :

A compter du 1^{er} janvier 2017 et pour toutes les années suivantes, la redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de La Ciotat et titulaires d'un anneau sur son territoire, sera majorée de 3,65 € si le navire mesure moins de 7 mètres, 7,30 € à compter de 7 mètres, au titre de la taxe de séjour départementale.

Article 3 :

Sur tous les ports situés hors des communes de Marseille et de La Ciotat, à compter du 1^{er} janvier 2017 et pour toutes les années suivantes, la taxe de séjour départementale sera facturée pour toute nuit en escale où la taxe de séjour communale est applicable et sera égale à 10 % de celle-ci.

Article 4 :

Les recettes seront constatées sur la sous-politique A430, imputation 70882, du budget annexe des ports. Les dépenses seront constatées sur la sous-politique B220, imputation 63613, du budget annexe des ports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-1876/17/CM

■ Extension du périmètre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au territoire dit "Golfe de Fos"

MET 17/2976/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un territoire de Contrat de Milieu est défini à l'échelle d'un territoire hydrographique cohérent s'étendant sur une ou plusieurs masses d'eau délimitées par le Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux (SDAGE) dans le cadre d'une approche de bassin versant, conformément à la circulaire du 5 février 1981, relative à la mise en œuvre des contrats de milieux. Il permet d'atteindre les objectifs du SDAGE, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'actions de restauration et de gestion des milieux aquatiques.

Le Contrat de Baie de la Métropole Marseillaise est issu d'une démarche initiée en 2011, par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et par la Ville de Marseille.

Après avoir obtenu l'avis favorable du Comité d'Agrément du Bassin Rhône Méditerranée en octobre 2012, le Comité de Baie, instance de pilotage du Contrat, a été créé par arrêté préfectoral du 17 décembre 2013. Ce Comité approuve les orientations fondamentales du Contrat et veille à la mise en œuvre des actions et opérations qui y sont

inscrites. Suite à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la composition du Comité a été modifiée par arrêté préfectoral du 6 avril 2016.

Le Contrat de baie de la métropole marseillaise concerne un territoire allant de la commune de Saint-Cyr-sur-Mer à l'est, à la commune de Martigues à l'ouest, soit un linéaire côtier d'environ 130 km. En effet, conformément au découpage de la Directive Cadre sur l'Eau, le Contrat de baie concerne, pour sa partie marine, 6 masses d'eau côtières. Il concerne également 11 cours d'eau ou portions de cours d'eau dont l'Huveaune et les ruisseaux des Aygaldes et du Dégoûtant. 39 communes sont concernées et 7 d'entre elles sont situées dans le département du Var.

A l'extrémité Ouest de la Métropole, le golfe de Fos s'étend depuis la commune de Martigues jusqu'à celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône, impliquant les Conseils de Territoire Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues, soit un linéaire de 40 km.

Face aux enjeux de développement économique liés à la pêche, à l'aquaculture et aux activités industriello-portuaires, de maintien des usages récréatifs (plaisance, baignade, sports nautiques...) et de préservation de la biodiversité sur les territoires maritimes et littoraux, la nécessité d'établir un contrat de milieu pour le Golfe de Fos s'impose et répond aux attentes de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, inscrites dans le programme de mesures du SDAGE pour cette masse d'eau.

Les enjeux sociaux, économiques et environnementaux sont particulièrement forts: par-delà un espace urbain contrasté de villes et de villages, on note des pôles économiques de premier plan avec la Zone Industriolo-Portuaire de Fos, la plate-forme industrielle de Lavéra et Ponteau, le Pôle Mer et Nautisme de Port-Saint-Louis-du-Rhône. De nombreuses activités économiques se développent dans les domaines de l'écologie industrielle portées notamment par le Projet PIICTO, les énergies renouvelables, la cotraitance industrielle, la logistique et les services, mais également les métiers de la mer et de la conchyliculture.

Le territoire concerné par le bassin versant dispose d'espaces naturels remarquables, dont certains sont dotés de Contrat de milieu : Contrat de delta de Camargue, Contrat de canal du Comtat à la mer, Contrat de nappe de Crau, Contrat d'étang pour l'étang de Berre ainsi que le Parc naturel de Camargue et les sites Natura 2000.

Enfin, le golfe de Fos est un lieu propice aux très nombreux loisirs, à la fois terrestres et maritimes, indispensables à la vie locale et au rayonnement touristique.

Une étude innovante réalisée en 2012-2013, le programme AIGRETTE (Approche Intégrée de Gestion des Risques Environnementaux sur les Territoires) a démontré la fragilité du golfe de Fos et

sa nature d'exutoire à de nombreuses pollutions. Cette vulnérabilité a également été soulignée par le diagnostic préalable au Plan Climat Air Énergie Territorial réalisé à l'échelle du SCOT Étang de Berre.

À l'étude des enjeux qui déterminent le devenir de ce territoire, à la nécessité de favoriser le développement économique, tout en préservant le bien-vivre des populations et dans l'objectif de préserver un environnement de grande qualité, les Conseils de Territoire de Martigues et Istres Ouest Provence ont émis le souhait d'entrer dans cette démarche. Aussi, conformément à la délibération 20015-14 du comité d'agrément du 12 juin 2015, la Métropole prend acte de cette demande et propose, d'engager l'extension du Contrat de Baie sur l'ensemble du littoral métropolitain.

Aussi, au regard de la spécificité des enjeux liés au golfe de Fos, une commission de travail dédiée sera créée dans le cadre du Comité de Baie et permettra de réaliser les études préalables nécessaires à l'extension du Contrat, en associant les élus, les personnalités qualifiées du golfe, les services de l'Etat, de la Région, du Département et l'Agence de l'Eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'Agrément du bassin Rhône-Méditerranée en octobre 2012, portant création du Contrat de Baie de Marseille;
- L'arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2013 portant création du Comité de Baie, instance de pilotage du Contrat, dont la composition a été modifiée par l'arrêté inter-préfectoral du 6 avril 2016 suite à la création de la Métropole ;

- La délibération n°63/16 du 9 décembre 2016 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, de proposition d'extension du Contrat de Baie de la Métropole au territoire du Golfe de Fos, portant sur le périmètre des Conseils de Territoire Istres-Ouest Provence et Pays de Martigues
- Le vœu du 12 décembre 2016 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur l'extension du périmètre du Contrat de baie de Marseille sur le littoral des communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc et Martigues afin d'étendre la démarche de contrat de milieu au golfe de Fos

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un Contrat de Baie pour le littoral allant de Saint-Cyr-sur-Mer à Martigues, dit Contrat de Baie de la métropole marseillaise, lequel a fait l'objet d'un agrément du Comité de Bassin Rhône Méditerranée ;
- Que le Comité d'agrément du Bassin Rhône Méditerranée a demandé à la Métropole, dans sa délibération susmentionnée, «d'étudier l'élargissement du Contrat à l'ensemble du périmètre de la Métropole (golfe de Fos notamment)»
- Que le territoire du golfe de Fos, qui fait partie intégrante des Conseils de Territoire d'Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues n'est couvert en propre par aucun contrat de milieu ;
- Que les Conseils de Territoire concernés ont exprimé par les délibérations sus mentionnées, leur souhait de voir se concrétiser l'extension du Contrat de Baie au périmètre du golfe de Fos, afin de favoriser la préservation et la restauration de la qualité écologique des milieux littoraux et côtiers, de préserver et de réduire les pollutions en mer, d'améliorer la qualité des eaux de baignade et enfin d'organiser la gouvernance du littoral, de sensibiliser la population, les usagers et acteurs du littoral ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la démarche d'extension du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au territoire dit «Golfe de Fos», qui recouvre le littoral et les masses d'eaux côtières depuis la commune de Martigues jusqu'à celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône, ainsi

qu'aux communes concernées par le bassin versant rattaché au littoral précité.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'Eau, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille Provence ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour l'extension du Contrat de Baie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-1877/17/CM

■ Approbation de la candidature de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Présidence du Comité de Pilotage du site Natura 2000 ZPS FR9310069 "Garrigues de Lançon et chaines alentour" et à la structure animatrice du site MET 17/3094/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9310069 « Garrigues de Lançon et chaines alentour » est une zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite directive oiseaux. Ce site fait partie du réseau européen Natura 2000 et des 15 sites Natura 2000 que compte la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Ces sites Natura 2000 sont conduits par un Comité de Pilotage, instance administrative du site qui valide les bilans et les objectifs de gestion. Les membres sont désignés par arrêté préfectoral répartis en trois collèges. Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure depuis 2014 la présidence du Comité de Pilotage du site « Garrigues de Lançon et chaines alentour ».

Le site a fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) par l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance, aujourd'hui Territoire de la Métropole nommé Pays Salonais. Ce document a été officialisé par arrêté préfectoral du 14 octobre 2014. Il retient comme objectifs prioritaires : accroître la population nicheuse d'Aigles de Bonelli ; restaurer, maintenir et accroître les autres populations d'oiseaux rupestres et leurs habitats ; maintenir restaurer et accroître l'avifaune des milieux ouverts naturels et leurs habitats ; garantir le maintien et les populations de l'avifaune agricole et leurs habitats ; préserver les populations de l'avifaune forestière et leurs habitats ;

conserver les zones humides à forte valeur écologique (zones de nidification, de migration et d'hivernage).

Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a assuré depuis 2014 l'animation de la démarche Natura 2000 sur le site. Cela se concrétise par la mise en œuvre des actions suivantes : mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ; mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ; assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ; amélioration des connaissances et du suivi scientifique ; réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ; soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ; gestion administrative, financière ; organisation des Comités de Pilotage ; suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours de la ZPS « Garrigues de Lançon et chaines alentour », la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se propose à nouveau d'assurer la présidence du Comité de Pilotage de ce site pour les trois années à venir, soit la période couvrant 2017 à 2020.

Par ailleurs, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence fait acte de candidature à la fonction de structure animatrice du Site Natura 2000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant candidature en tant que structure animatrice pour l'animation du site – suivi 2017-2020 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est proposée la candidature du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou de son représentant, à la présidence du Comité de Pilotage du site Natura 2000 ZPS FR9310069 Garrigues de Lançon et chaines alentour.

Article 2 :

Est approuvée la candidature de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais en tant que structure animatrice du site Natura 2000 ZPS FR9310069 Garrigues de Lançon et chaines alentour.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
 Publics et Grands équipements
 métropolitains"**

VOI 001-1878/17/CM

■ Approbation de la revalorisation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence MET 17/2924/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille,

Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2017, sont inscrites quatre opérations d'investissement qui nécessitent une revalorisation de leurs opérations d'investissement respectives.

Trois de ces revalorisations permettront le mandatement et le paiement de factures, en attente de crédits sur ces opérations.

La quatrième revalorisation, relative à l'opération d'investissement 2015115800 « Marseille – sécurisation du carrefour Bancal Barasse », est liée à la participation du Conseil Départemental des Bouches du Rhône au coût de l'opération pour un montant de 93 500 €.

S'agissant en effet de travaux intervenant sur une voie relevant anciennement du domaine départemental avant son transfert au 1^{er} janvier 2017 à la Métropole, le Conseil Départemental avait accepté de participer au financement des dits travaux.

La part des travaux ainsi financés avait alors été imputée sur la ligne budgétaire 2012/00058 « Opération déléguées » du budget de la Métropole.

Or cette ligne n'étant désormais plus utilisée, il convient que les crédits nécessaires soient repositionnés sur l'autorisation de programme de l'opération 2015115800 « Marseille – sécurisation du carrefour Bancal Barasse », et il s'agit par conséquent de revaloriser son montant de 100 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 28 décembre 2016 constatant le transfert du domaine public routier du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération MET 16/438/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de compétences Départementales – Transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La convention cadre de transfert de la compétence voirie n° 16/0694 conclue entre le Conseil Départemental et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réajuster le montant des opérations d'investissement indiquées ci-dessous.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les revalorisations des opérations d'investissement suivantes rattachées au programme 14 Voirie métropolitaine Codes AP 141141BP et 151141BP :

SOUS-POL.	N° D'OPE.	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de la revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2017
C310	2009121700	CEYRESTE AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE RD3 LOUIS JULIEN - 2EME TRANCHE	1 340 886	+ 2 000	1 342 886	2000
C310	2010107600	MARSEILLE - REHABILITATION DE LA PLACE LIEUTENANT ALBERT DURAND	710 422	+ 250	710 672	250
C310	2011100800	MARSEILLE - AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE LA MURE / CHEMIN DE SAINT-ANTOINE A SAINT-JOSEPH (AU DROIT DE L'ENTREE DE LA RESIDENCE MONTLERIC)	379 990	+ 4 300	384 290	4 300
C310	2015115800	MARSEILLE - SECURISATION DU CARREFOUR BANCAL BARASSE	200 000	+ 100 000	300 000	100 000
TOTAL DES REVALORISATIONS D'AP :				+ 106 550		

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opérations 2009121700, 2010107600, 2011100800 et 2015115800 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2009121700, 2010107600, 2011100800 et 2015115800 – Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-1879/17/CM

■ Approbation de la revalorisation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'Anse des Catalans MET 17/2798/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Marseille est concessionnaire de la plage des Catalans, y compris les alvéoles bordant la plage des Catalans situées sous les trottoirs de la rue des Catalans (à ce titre, elle conserve un droit d'usage des alvéoles). Cette portion de la corniche est assujettie aux embruns marins qui provoquent la corrosion des poutres métalliques vétustes soutenant la dalle supérieure servant également de trottoir

La Métropole d'Aix-Marseille Provence assure la gestion de la rue des Catalans et les murs soutenant la voie et les plafonds constituant les soubassements du trottoir font l'objet d'une affectation supplémentaire à la Métropole au titre de sa compétence "voirie".

La portion du domaine public maritime concernée par la superposition d'affectation est composée de 20 alvéoles d'une longueur de 5 m, et d'une profondeur de 5 m chacune.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence, bénéficiaire de cette superposition d'affectations, assure la remise en état et l'entretien de ces éléments qui constituent le trottoir.

Les ouvrages concernés continuent d'appartenir au domaine public maritime, concédés à la Commune de Marseille, dont l'Etat demeure propriétaire.

Lors de phases précédentes, 14 alvéoles ont été réhabilitées sur les 20 existantes. Depuis, l'Etat a procédé à la démolition des restaurants construits sur le domaine public maritime attenant aux dernières alvéoles.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence va pouvoir effectuer la réhabilitation des dalles des 6 dernières alvéoles suite à cette démolition.

L'augmentation a été nécessitée par la découverte lors des trois premières phases de :

- désordres plus importants qu'initialement constatés,
- fondations des murs porteurs existants incapables de supporter des charges supplémentaires, des micro-pieux ont dû être réalisés dans la partie Sud des bords des Catalans,
- l'interaction des structures des alvéoles suite aux démolitions des restaurants intervenues en 2016, ces interactions nécessitent à présent, d'intervenir au-delà de la zone initialement prévue.

Le montant total des travaux qu'il reste à réaliser est estimé à 350 000 € TTC. Il est donc nécessaire de revaloriser l'affectation de l'opération d'investissement de 350 000 € TTC portant le montant de l'opération de 1 000 000 € TTC à 1 350 000 € TTC comme acté dans le cadre du vote du budget primitif 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 006-159/13/CC du 22 mars 2013 approuvant l'affectation d'une autorisation de programme relative à la

réhabilitation de la dalle au droit du trottoir des Catalans à Marseille (7^{ème} arrondissements) ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la dernière phase de réhabilitation des alvéoles bordant la plage des Catalans situées sous les trottoirs de la rue des Catalans à Marseille (7^{ème} arrondissement).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'affectation de l'opération 201310800 « Anse des Catalans » dans l'autorisation de programme 141082BP du programme 08 pour un montant de 350 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 1 000 000 euros à 1 350 000 euros, rattachée au programme 08 Grands Projets d'Infrastructures Code AP 141082BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires suivantes : opération d'investissement 2013108000 - Nature : 23152 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- Année 2017 : 350 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-1880/17/CM

**■ Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte à Allauch
MET 17/2921/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagé dans la réalisation du Lycée Enco de Botte sur un terrain de 30 000 m² situé sur la Commune d'Allauch, en limite du 12^{ème} arrondissement Marseille, sur l'avenue de Provence en direction du quartier des Trois Lucs. Cette avenue, qui relevait de la compétence du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (RD44G), a été transférée au 1^{er} janvier 2017 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce lycée permettra d'accueillir 818 élèves provenant d'Allauch, Plan de Cuques et du nord des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements de Marseille à la rentrée 2019.

Afin que ce projet puisse être mené à terme, il convient que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procède aux aménagements permettant d'en assurer la desserte dans des conditions de sécurité adaptées.

Il conviendra en effet d'apporter un caractère urbain affirmé à ces nouveaux aménagements afin de ralentir la circulation et de sécuriser les cheminements modes doux, piétons et vélos entre le lycée et le quartier des Trois Lucs, d'une part, et le chemin des Aubagnens, d'autre part (création de pistes cyclables, trottoirs, bande multifonctions).

Les travaux correspondants consistent en la création d'un giratoire au niveau de l'entrée principale du Lycée, ainsi que d'un carrefour nécessaire à un accès de service.

Il s'agit de traiter une surface de plus de 5 000 m² sur quelque 300 mètres linéaires de voirie, d'une emprise de 18 mètres de large en moyenne, et d'assurer un traitement de la problématique hydraulique sur le secteur de nature à permettre une évacuation optimale des eaux pluviales (busage du fossé jusqu'au raccordement aux trottoirs existants au niveau des trois Lucs).

La sécurisation des déplacements modes doux (piétons, vélos) sera également traitée aux alentours du futur établissement.

Il conviendra également, en accompagnement de ces aménagements, de procéder à l'enfouissement des lignes de télécommunications et à la réalisation de l'éclairage public

Des co-financements seront recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 3,5 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 28 décembre 2016 constatant le transfert du domaine public routier du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de compétences Départementales – Transfert conventionnel des compétences départementales.
- La convention cadre de transfert de la compétence voirie n° 16/0694 conclue entre le Conseil Départemental et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aménager l'accès du Lycée Enco de Botte situé sur la commune d'ALLAUCH

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement 2017106800 «aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte sur la commune d'Allauch » d'un montant de 3 500 000 € rattachée au programme 14 Voirie métropolitaine Code AP171141BP.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les

communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

2017106800 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

2017106800 - Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

□□ Année 2017 : 50 000 euros

□□ Année 2018 : 750 000 euros

□□ Année 2019 : 2 000 000 euros

□□ Année 2020 : 700 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-1881/17/CM

**■ Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de l'accès au nouveau pôle éducatif situé chemin des Minots à Gignac la Nerthe
MET 17/2984/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Gignac-la-Nerthe a mis en œuvre un projet d'aménagement d'un pôle éducatif qui sera opérationnel dès le mois de septembre 2018.

Ce pôle éducatif, qui se situe à proximité du centre-ville, est adjacent au complexe sportif Georges Carnus dans le quartier les Quatre Pins.

Afin que ce pôle soit en mesure de fonctionner dès la rentrée 2018, il convient que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en assure la desserte par l'aménagement d'une voie d'accès depuis le boulevard de Provence, procède à la réalisation d'un parking attenant et organise les circulations diverses aux abords du pôle.

Cette opération comprend les travaux visant à aménager :

- une voie d'accès d'une emprise de 10m ;
- un parking en enrobés de 80 places ;
- deux aires de retournement ;
- un dépose minute ;
- un quai-bus ;

- l'éclairage public ;
- le réseau pluvial.

A cette fin, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 1,3 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La création d'un nouveau pôle éducatif sur la commune de Gignac
- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à l'aménagement de l'accès et d'un parking attenants à ce nouveau pôle éducatif.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement 2017106700 «:aménagement de l'accès à la nouvelle école chemin des Minots sur la commune de Gignac la Nerthe » d'un montant de 1 300 000 €.rattachée au programme 14 Voirie métropolitaine Code AP 171141BP.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa

contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

2017106700 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

2017106700 - Programme 14 - - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

□□Année 2017 : 50 000 euros

□□Année 2018 : 1 250 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-1882/17/CM

**■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues de la place Jules Guesde et du haut de la rue de Turenne à Marseille 3ème arrondissement
MET 17/2562/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de requalifier l'entrée Nord de la Ville de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a approuvé par arrêtés préfectoraux du 31 décembre 1997 et du 4 août 2000, la création de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Charles/Porte d'Aix, d'une superficie de 15 hectares.

Dans le cadre des aménagements prévus dans la ZAC, l'Etablissement Public Euroméditerranée (EPAEM) avait demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole la cession d'une emprise de la place Jules Guesde et de la rue de Turenne destinée à la construction d'un Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires (IMVT), inscrit dans le Contrat de Plan État-Région 2015-2020. Cet institut a été ciblé par la Ville de Marseille comme faisant partie des opérations prioritaires. Un accord de principe pour un soutien financier de la Ville de Marseille à ce projet a été approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2013.

Cet institut s'appuiera sur un réseau d'enseignement supérieur et de recherche développé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur par l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille (ENSA-M), l'École Nationale Supérieure de Paysage – Versailles Marseille (ENSP), et par

l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR) d'Aix-Marseille Université.

La réunion de l'ensemble de ces compétences sur un lieu unique et leur mise en synergie permettront de réfléchir aux enjeux et propositions pour la ville méditerranéenne de demain et un développement durable de ses territoires. Ce projet de cohabitation unique en France, géographiquement positionné entre Europe et Méditerranée, propose un ensemble de compétences permettant de traiter tant de l'environnement naturel que des espaces construits à des échelles multiples, compétences sollicitées par les Collectivités Territoriales, l'État et ses services déconcentrés ou encore les bureaux d'études et autres structures.

Pour permettre la réalisation de l'IMTV, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les emprises et volumes nécessaires en vue de les céder à l'aménageur.

Les emprises concernées sont issues de la partie haute de la rue de Turenne et de la place Jules Guesde.

A ce jour, la totalité de la rue de Turenne est interdite à la circulation. La vocation de desserte locale de la place Jules Guesde est également devenue caduque du fait de l'état d'avancement du chantier de la ZAC.

Enfin, les entrées et sorties de Marseille par la porte d'Aix n'existent plus depuis le recul de l'A7 au niveau du boulevard Leclerc achevé en 2013.

La rue de Turenne et la Place Jules Guesde comportent en tréfonds les tubes du métro 1 et 2. Aussi, les emprises à déclasser ont fait l'objet d'une division en volume avec pour limitation haute de 1 mètre au-dessus de l'extrados du tube du métro qui restera dans le domaine public métropolitain.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les voies désaffectées décrites ci-dessus qui ne sont plus accessibles à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 1416 mètres carrés environ et la surface totale au sol des volumes est de 201 mètres carrés environ, portées sur le plan de déclassement joint.

L'objectif de ce déclassement sera donc de céder à l'EPEAM, les emprises et portions en volumes au profit de l'Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique seront interrogés sur les contraintes que pourrait créer pour leurs réseaux et infrastructures sur la cession de ces espaces. Les

servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La ZAC Saint Charles/Porte d'Aix
- Les bénéfices attendus de la création de l'Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires
- L'absence d'intérêt de cette emprise pour l'usage général et particulier dans sa nouvelle configuration.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation des emprises de la rue de Turenne et de la Place Jules Guesde à Marseille – 3^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier des emprises de voirie de la place Jules Guesde et de la rue de Turenne à Marseille 3^{ème} arrondissement pour une superficie de 1416 mètres carrés environ et le déclassement de volumes d'une surface totale au sol de 201 mètres carrés environ jusqu'à 1 mètre au-dessus de l'extrados des tubes 1 et 2 du métro.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-1883/17/CM

■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour le projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat
MET 17/2539/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au titre des compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain qui lui sont dévolues conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment pour la création et l'aménagement des voiries, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a programmé de réaliser des travaux de requalification du chemin de Fardeloup sur le territoire de la commune de La Ciotat.

Ce projet vise à améliorer la fluidité de la circulation de tous les usagers, la création de trottoirs bilatéraux et d'une piste cyclable permettant de sécuriser les modes de déplacement doux tout en maintenant une accessibilité automobile sur une chaussée à double sens de circulation et au gabarit réduit pour en limiter la vitesse de circulation.

La réalisation de ces travaux sur la portion de la voie située entre la traverse Ventre et le n° 55 du chemin de Fardeloup, impacte des propriétés privées situées au nord de cet axe.

L'emplacement réservé n° 48 au plan local d'urbanisme de la ville de La Ciotat vise une emprise de 12 mètres, mais les études ont permis d'établir que la limitation à une voie d'une largeur de 9,5 mètres serait suffisante pour aménager des cheminements doux sécurisés.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'assure de la maîtrise foncière des terrains utiles à cette opération par voie amiable ou par voie d'expropriation, et que soit approuvé à cet effet, le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique de l'aménagement du chemin de Fardeloup parallèlement à l'engagement des négociations amiables avec les propriétaires riverains concernés.

En application des articles L 121-1 et suivants et de l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement

Il convient que le Conseil de la Métropole autorise Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence à solliciter Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en vue du lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 29 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer l'utilité publique des travaux d'aménagement du chemin de Fardeloup et d'acquérir les terrains nécessaires.
- Que parallèlement, il est nécessaire d'engager toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains impactés par le tracé du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement du chemin de Fardeloup.

Article 3 :

Monsieur le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire prévue par le Code de l'Expropriation postérieurement ou conjointement à l'enquête susvisée.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à la constitution des dossiers.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands évènements
métropolitains"***

CSGE 001-1884/17/CM

**■ Création et affectation d'une opération d'investissement relative à des travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu
MET 17/2994/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes en date du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et

infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Par la délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1^{er} janvier 2017.

Afin d'assurer la pérennité de l'équipement et de maintenir son bon fonctionnement en terme d'activités sportives, il est proposé de créer une opération d'investissement intitulée « Travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu » pour un montant de 300 000 € TTC.

Cette opération sera notamment consacrée à l'acquisition de matériel sportif (VTT, filets,...) et aux travaux de grosses réparations sur les différents bâtiments et équipements sportifs constitutifs du centre sportif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du conseil de la métropole en date du 30 juin 2016
- La délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 29 mars 2017

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer les travaux de grosses réparations de l'ensemble des éléments constitutifs du centre sportif de Fontainieu ;

- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des activités sportives en procédant à l'acquisition de matériels dédiés ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2017106600 «Travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu » d'un montant de 300 000 € TTC permettant d'effectuer des travaux de grosses réparations et l'acquisition de matériels afin d'assurer la pérennité de l'activité du centre sportif de Fontainieu rattachée au programme 15 services d'intérêts métropolitains Code AP 171150BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole Centralisé de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ; sous politique B420 – Chapitres 20-21-23- 60-61

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 40 000 euros

Année 2018 : 100 000 euros

Année 2019 : 100 000 euros

Année 2020 : 60 000 euros

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et a signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-1885/17/CM

■ Création et affectation d'une opération d'investissement relative aux travaux de modernisation et de mise aux normes du centre sportif de Fontainieu (Marseille 14e) MET 17/3032/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes en date du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Par la délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1^{er} janvier 2017.

Le cadre général du transfert de cette compétence a été défini par une convention de transfert qui précise le périmètre de la compétence transférée ainsi que les principes que les parties ont souhaité respecter pour organiser ce transfert. Dans ce cadre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a notamment proposé d'attribuer une subvention d'investissement de 2 millions d'euros correspondants à des travaux de modernisation et de remise aux normes du site. Cette subvention sera versée sur présentation des factures attestant de la réalisation des travaux.

Afin d'assurer le suivi des dépenses relatives à cette subvention, il est proposé de créer une opération d'investissement intitulée «Travaux de modernisation et de remise aux normes du Centre Sportif de Fontainieu», d'une durée de quatre ans pour un montant de deux millions d'euros TTC.

Cette nouvelle opération sera ainsi consacrée à toutes les études et travaux relatifs notamment à la restructuration du skatepark, actuellement hors service, à la mise aux normes de l'ancienne bastide ainsi qu'à la création d'un nouveau bâtiment annexe comprenant des salles d'activités et des vestiaires aux normes, et un local de stockage du matériel sportif .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La convention de transfert de compétence entre le Département et la Métropole relatif au centre Sportif Départemental de Fontainieu ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer les travaux de modernisation et de mise aux normes du centre sportif de Fontainieu
- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des activités sportives proposées par ledit centre sportif.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2017106500 «Travaux de modernisation et de remise aux normes du site du Centre Sportif de Fontainieu» d'un montant de 2 000 000 € TTC, rattachée au programme 15 services d'intérêts métropolitains Code AP 171150BP.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et a signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole Centralisé de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ; sous-politique B420 – Chapitres 20-21-23

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 95 000 euros TTC
Année 2018 : 700 000 euros TTC
Année 2019 : 1 000 000 euros TTC

Année 2020 : 205 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-1886/17/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le réaménagement du stade sur la commune de Peypin
MET 17/3017/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaménager le stade de Peypin, situé quartier Bedelin, Auberge Neveu, s'agissant d'un équipement communautaire.

Ce réaménagement consiste en la transformation de la surface stabilisée du terrain de football existant en un terrain en gazon synthétique, avec la reprise de toutes les clôtures ainsi que la remise en état des vestiaires/sanitaires et des tribunes. Un bassin de rétention doit également être créé en bout de terrain.

Pour ce faire, suite à la réalisation des études de faisabilité, ont été engagées des études projets, laissant apparaître des écarts non négligeables entre les résultats obtenus, entraînant une réévaluation des besoins et par conséquent un surcoût du projet.

Mais également, il est à noter que suite au démarrage des travaux sur la plateforme, ainsi qu'aux essais réglementaires de portance du sol, les résultats se sont avérés bien en dessous de ceux attendus, n'offrant pas toutes les garanties de stabilité souhaitée.

Ainsi, une solution de renforcement de cette plateforme a donc été proposée, entraînant un second surcoût et un retard dans l'achèvement des travaux.

Il convient de réviser le montant de cette autorisation de programme n° 174012 et de réaffecter les crédits de paiement sur l'année 2017. Cette autorisation est comptabilisée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire (EST) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Cette procédure permet au Conseil de Territoire de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les

dépenses à régler au cours de l'exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'ordonnance du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés et son décret N°2005-1661 du 27 décembre 2005 traitent assez largement des dispositifs de gestion pluriannuelle en modifiant substantiellement les dispositions antérieures. Le décret précise, dans son article 4, qu'en application de l'article L.2311-3, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et la section de fonctionnement des autorisations d'engagement.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Les dépenses seront équilibrées par les recettes suivantes : subventions et fonds propres.

Les crédits de paiement non utilisés une année devront être repris l'année suivante par délibération du Conseil de la Métropole au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.

Toute autre modification de ces AP/CP se fera aussi par délibération du Conseil de la Métropole.

Dans le cadre du vote du budget primitif 2017 du budget de l'état spécial de Territoire, il convient de revaloriser l'autorisation de programme n° 174150 BP pour un montant de 200.000€ TTC pour le projet d'investissement de réaménagement du

stade de Peypin, ce qui porte le montant total du projet à 1.000.000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur l'exercice 2017.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 174150 BP pour un montant de 200.000 € TTC pour le projet de réaménagement du stade de Peypin sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Le montant total de cette opération sera donc porté à 1.000.000,00 € TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil départemental des Bouches du Rhône, des communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Budget Principal – Dotation d'investissement vers l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'échéancier des crédits de paiements s'établit comme suit sur l'Etat Spécial de Territoire : 1.000.000,00 € TTC en 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-1887/17/CM

■ Tarification des services de la médiathèque intercommunale Les Carmes à Pertuis MET 17/2942/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Historique et objectifs

La Communauté du Pays d'Aix a engagé dès 2001 la réalisation d'équipements culturels d'intérêt communautaire sur son territoire. Dans ce cadre, le projet de la médiathèque à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil communautaire du 25 mars 2002. Le projet pertuisien s'inscrit ainsi dans la démarche de cohérence de l'offre culturelle au sein du territoire et dans l'amélioration de la répartition territoriale des fonctions culturelles de centralité. Le Conseil de Communauté du 21 mai 2015 a validé les grandes orientations du Projet scientifique, éducatif, culturel et social et a adopté la dénomination , « Médiathèque Intercommunale des Carmes » (la MECA) pour cet équipement.

Le projet

La médiathèque des Carmes se doit de répondre aux exigences des bibliothèques de type « troisième

lieu ». La médiathèque devient espace de vie, de formation et de sociabilité, tout autant que réservoir de connaissances et d'information. Comme service public culturel ouvert à tous, elle contribuera à réduire les fractures tant sociales que numériques. Médiathèque intercommunale, elle a vocation à desservir le nord du Pays d'Aix, pour environ 44 000 habitants dont presque 20 000 Pertuisiens. Établissement métropolitain, elle offrira des services uniques sur son territoire : un fablab de 130 m² et un espace de travail partagé de 100 m², destiné entre autres missions, à accueillir en télétravail les agents de la Métropole. 60 000 documents (livres, CD et DVD) ainsi que des postes informatiques en libreaccès pour le public.

Heures d'ouverture

Les horaires d'ouverture doivent être les plus larges possibles et s'adapter au temps libre des usagers. Il est donc préconisé une ouverture de 35 heures avec une amplitude horaire allant de 10h à 19h, dont le 1^{er} dimanche de chaque mois (les jours d'affluence étant les mercredi et samedi). Une ouverture différenciée pourra être pratiquée pour l'auditorium, la galerie d'exposition et l'espace Atelier de fabrication, ces services pouvant être autonomes.

Tarification

La date d'ouverture au public est prévue en septembre 2017.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la tarification des adhésions et abonnements aux différents services de la médiathèque des Carmes. Les inscriptions seront établies suivant des formules d'abonnement et d'adhésion annuelles, adaptées aux différentes catégories de publics.

Comparatif

Le réseau des médiathèques d'Istres-Ouest Provence (réseau métropolitain), les médiathèques de Gardanne et de Martigues sont totalement gratuites. La ville de Vitrolles a instauré la gratuité jusqu'à 25 ans, pour les bénéficiaires des minima sociaux et les détenteurs d'une carte d'invalidité. Le tarif de l'adhésion annuelle est de 10 euros. L'adhésion à taux plein est de 19 euros à la bibliothèque Méjanes d'Aix-en-Provence. Les villes d'Aix-en-Provence et de Marseille appliquent la gratuité pour les moins de 18 ans ainsi que pour les bénéficiaires du RMI et du RSA. A Aix-en-Provence, les 18-25 ans bénéficient d'un demi-tarif (9 euros) et les professionnels de l'enfance ou les associations peuvent bénéficier d'une carte Collectivités gratuite, qui permet d'emprunter 32 documents (livres, cd et magazines). A Marseille, les personnes non-imposables et les demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif en cours de validité sont exonérés de tarification.

Tarifs annuels d'adhésion et d'abonnement

1 .Tarif plein individuel

T1 - Adhésion individuelle médiathèque : 12 euros
Cette adhésion donne accès à tous les services de la médiathèque, hors fablab.

T2 - Adhésion Fablab : 12 euros
L'abonnement Fablab donne accès au fablab et aux services de la médiathèque, hors prêts de documents et de vidéogrammes.

T3 - Adhésion médiathèque et fablab : 18 euros
Cette adhésion donne accès à tous les services de la médiathèque : prêt de collections physiques et numériques (livres, CD, DVD et ressources numériques), accès au fablab, à l'espace de travail partagé, aux services numériques (ateliers et formations multimédia, postes en libre-accès, prêt de tablettes et liseuses).

Les services seront détaillés dans un règlement fonctionnel destiné aux adhérents précisant les modalités de prêt et d'accès, Ce règlement fonctionnel fera l'objet d'une prochaine délibération avec le règlement intérieur concernant le personnel.

2. Gratuité

Pour :
Les moins de 25 ans,
Les titulaires d'une carte d'invalidité ou d'une Carte de Mobilité Inclusion,
Les bénéficiaires du RSA,
Les groupes (établissements scolaires, crèches, garderies, associations),
Les personnes non-imposables sur présentation du dernier avis d'imposition,
Les bénéficiaires du minimum vieillesse,
Les adhérents de l'association Cultures du Cœur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir la tarification des services de la Médiathèque des Carmes, en prévision de son ouverture en septembre 2017.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la tarification annuelle des services de la médiathèque intercommunale « Les Carmes » à Pertuis telle qu'indiquée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-1888/17/CM

■ Adhésion à l'association Marseille Expos et paiement de la cotisation 2017- Désignations MET 17/2974/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Marseille Expos a pour objet de promouvoir l'art contemporain auprès du public sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de concevoir et d'organiser des expositions et manifestations d'art contemporain ouvertes au public, dont la manifestation « Printemps de l'Art Contemporain » ;
- de communiquer et de promouvoir les expositions, manifestations et événements se déroulant sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le domaine de l'art contemporain, grâce à différents supports de communication (édition et distribution d'un programme bimestriel, site internet, newsletters, réseaux sociaux...) ;
- d'être une plateforme d'échanges entre ses membres dans le domaine de l'art contemporain ;
- et d'organiser des rencontres et/ou des formations professionnelles pour le secteur des arts visuels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant d'appuyer une programmation artistique riche et dynamique dans le domaine de l'art contemporain.

Le Centre d'Art Contemporain, lieu d'expositions situé sur le Territoire Istres-Ouest Provence, développe des actions de soutien, de diffusion, de médiation et d'émergence de la jeune création artistique dans le domaine de l'art contemporain.

Il contribue ainsi à la dynamisation de la scène artistique française et internationale dans ce domaine et participe à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière d'art contemporain.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à l'association Marseille Expos pour permettre au Centre d'Art Contemporain de bénéficier des actions de promotion, de formation et d'organisation d'événementiels mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les structures de plus de 10 salariés/agents, s'élève à 1 500 euros (mille cinq cents euros).

L'adhésion est demandée pour l'année 2017 et sera reconduite tacitement chaque année, sauf délibération contraire.

Conformément aux dispositions de l'article 6.1 des statuts de l'association, il convient également de procéder à la désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des Etats Spéciaux de Territoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Marseille Expos a pour objet de promouvoir l'art contemporain auprès du public sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Centre d'Art Contemporain, lieu d'expositions situé sur le Territoire Istres-Ouest Provence, développe des actions de soutien, de diffusion, de médiation et d'émergence de la jeune création artistique dans le domaine de l'art contemporain ;
- Que l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Marseille Expos permettra au Centre d'Art Contemporain de bénéficier des actions de promotion, de formation et d'organisation d'événementiels mises en œuvre par l'association ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 1 500 euros (mille cinq cents euros), pour l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Marseille Expos ainsi que le règlement de la cotisation, d'un montant de 1 500 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Sont désignées pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Marseille Expos :

- Madame Sandrine JOVIADO en tant que membre titulaire
- Madame Catherine SORIA en tant que membre suppléante.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-1889/17/CM

■ Adhésion à l'association Cinemascope, et paiement de la cotisation 2017 - Désignation MET 17/3083/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2010-1149 du 30 septembre 2010, relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques, a rendu obligatoire, à l'égard des distributeurs d'œuvres cinématographiques de longue durée, de programmes audiovisuels, multimédia et publicitaires, le versement de contributions à la transition numérique représentant partiellement les économies de production que la numérisation leur permet de réaliser (réduction des coûts de tirage, de stockage et de maintenance des copies).

S'agissant plus spécifiquement du cinéma, ces contributions sont dues à chaque exploitant d'un écran présentant un film en sortie nationale ou en seconde semaine d'exploitation. A ce titre, ces contributions doivent figurer au plan de financement de la transition numérique de chaque établissement cinématographique.

Parallèlement, l'association « CINEMASCOP, association pour la coopération des cinémas indépendants » s'est constituée le 13 janvier 2011 à l'initiative du Groupement National des Cinémas de Recherche et de la Ligue de l'enseignement pour regrouper les exploitants et les titulaires de compte de soutien de cinéma afin de négocier et collecter les contributions à la transition numérique auprès des distributeurs et de les répartir à parts égales entre ses membres sur une base totalement mutualiste, conformément à ses statuts.

L'association « CINEMASCOP, outre le service qu'elle rend aux établissements cinématographiques et aux propriétaires qui en sont membres, vise à regrouper le plus grand nombre de salles de cinéma attachées aux principes de mutualisation et de répartition entre les secteurs de l'exploitation cinématographique (grande, moyenne, petite et art et essai) qui ont guidé jusqu'ici la modernisation permanente du parc de salles français de cinéma, permettant un aménagement équilibré du territoire et garantissant la diversité de la programmation.

Par délibération n° 307/11 du 28 septembre 2011, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a adhéré à l'association « CINEMASCOP » en tant que « membre adhérent ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Dès lors, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur cette adhésion en sa qualité de propriétaire des établissements cinématographiques suivants :

-Le Coluche – Allée Jean Jaurès - 13 800 Istres – autorisation n° 7202293,

-L'Odyssée – Avenue René Cassin – 13 270 Fos-sur-Mer – autorisation n° 7165882,

-Le Comoedia - Rue Paul Vaillant Couturier – 13 140 Miramas - autorisation n° 7263261,

-L'Espace Gérard Philipe – Avenue Gabriel Péri – 13 230 Port-Saint-Louis-du-Rhône – autorisation n° 7321854,

-L'Espace Robert Hossein – Boulevard Victor Jauffret – 13 450 Grans – autorisation n° 7183942,

Il est ainsi proposé l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au dispositif mis en place par l'association « CINEMASCOP, association pour la coopération des cinémas indépendants » pour l'année 2017 et de la reconduire tacitement chaque année, sauf délibération contraire.

Le montant de la cotisation est fixé pour l'année 2017 à 250 euros (deux cent cinquante euros).

Conformément aux dispositions des articles V, VI et X des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2010-1149 du 30 septembre 2010 relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des Etats Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° 307/11 de Ouest Provence du 28 septembre 2011 portant adhésion à l'association « CINEMASCOP ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association « CINEMASCOP » a pour objet d'intervenir dans les rapports entre exploitants et distributeurs concernant l'équipement numérique des salles de cinéma ;
- Qu'en sa qualité de propriétaire des établissements cinématographiques situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substitue de plein droit au SAN Ouest Provence ;
- Que cette adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association « CINEMASCOP » permettra aux structures cinématographiques situées sur le Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier de l'ensemble des moyens et outils mis en œuvre par l'association au profit de ses adhérents ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 250,00 euros, pour l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association « CINEMASCOP » ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 250 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désigné pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en tant que membre titulaire au sein de l'association CINEMASCOP :

Monsieur Jo ORI

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-1890/17/CM

■ Création d'un événement lecture publique en 2017 La Lecture par Nature et lancement de l'appel à projets MET 17/3150/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Faisant suite aux orientations du vice-président délégué à la Culture et des élus réunis en groupe de travail Culture dans le cadre de la Conférence métropolitaine des Maires, il a été décidé de créer un événement culturel grand public, dédié à la lecture publique et permettant aux 92 communes de participer si elles le souhaitent intitulé : « la lecture par nature ».

Cet événement est la première pierre de la construction du réseau métropolitain de lecture publique et donc de la politique culturelle métropolitaine. Il est assorti d'une enveloppe de 400 000 euros inscrite au budget primitif de l'année 2017, qui pourra être abondée par des co-financements partenariaux.

1. Présentation de l'événement

Créer en 2017 une manifestation en faveur de la lecture publique à l'échelle métropolitaine.

Il s'agit de réaliser un projet innovant et fédérateur qui :

- relève de la plus-value métropolitaine ;
- se construit avec et dans les médiathèques/bibliothèques du territoire ;
- favorise et promeut la lecture quel que soit le support (livre, outils numériques,...) et quelle que soit la forme artistique et/ou culturelle dans un souci d'accès à la culture et à la connaissance au plus grand nombre (avec une dominante en direction des enfants et des jeunes adultes) ;
- se déroule en fin d'année pour avoir le temps matériel de son organisation et parce que cette période est propice à de nouveaux événements ;

- favorise l'égalité de traitement des communes pour un maillage métropolitain avec comme souci principal la recherche de nouveaux équilibres territoriaux.

L'ambition politique est de proposer aux 92 communes de la Métropole de partager un événement culturel innovant pour commencer à créer les conditions de la mise en réseau de la lecture publique à l'échelle du territoire. Les médiathèques et les bibliothèques sont des lieux de vie et de culture par excellence, partagés par les citoyens sur leur territoire et à ce titre elles sont au cœur de cette proposition métropolitaine nouvelle.

2. Appel à projets

La Métropole lance un appel à projets auprès des structures culturelles du territoire métropolitain pour qu'elles proposent un projet en lien avec la lecture à partir de la thématique retenue qui est celle de **la Nature** en 2017.

Les formes de ces projets sont ouvertes et peuvent s'appuyer sur tous supports et médias : spectacle vivant, numérique, expositions, conférences, lecture et toutes ses formes peuvent être croisées dans des projets pluridisciplinaires.

Une attention particulière sera portée aux projets qui permettent de mobiliser la participation des publics les plus larges notamment le public jeune (enfants et jeunes adultes).

Chaque projet devra comporter :

- un temps de représentation, choisie par la commune et son équipement,
- un temps de médiation ou d'ateliers, co-construite la structure d'accueil.

Chaque projet aura lieu dans au moins cinq communes sur le territoire métropolitain, ce parcours sera réalisé par les services de la Métropole en fonction des vœux des communes.

Une sélection métropolitaine sera établie sur la base des critères suivants, chaque projet retenu :

- est prioritairement innovant et inédit (créé pour cet événement 2017) ;
- repose sur une exigence artistique et une pertinence de la médiation ambitieuses ;
- s'adapte à une présentation en bibliothèques ou médiathèques toutes de tailles différentes (voire espace public) ;
- est porté par un opérateur en capacité de gérer de manière autonome la "tournée" de 5 à 10 dates de la même proposition en respectant la législation en vigueur.

Chaque projet pourra être l'occasion d'une captation audiovisuelle en vue d'une diffusion numérique.

Des partenariats avec d'autres acteurs du territoire, les librairies notamment, pourront être largement proposés en fonction des projets.

L'ensemble des projets retenus et leur reproduction au moins cinq fois entre le 28 octobre et le 18 novembre 2017, dans autant d'équipements sur le territoire métropolitain, devra permettre de couvrir l'ensemble des demandes des communes et constituera la manifestation : **La Lecture Par Nature 2017**.

3. Modalités de sélection des projets

La sélection des projets sera réalisée par un comité de sélection composé de professionnels et d'experts sous la présidence du vice-président délégué à la Culture.

Le groupe retiendra maximum 10 projets qui seront ensuite proposés à l'ensemble des communes qui souhaiteront participer à l'événement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il rapporte ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de poser la première pierre de la politique culturelle en 2017 ;
- La priorité donnée à la mise en réseau de la lecture publique à l'échelle métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de l'événement 2017 « La Lecture par Nature » ainsi que l'appel à projets correspondant ci-annexé.

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 43
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 79
Transports, déplacements et accessibilité	page 84
Urbanisme et aménagement	page 93
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 112
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 130
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 145
Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 167
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 170
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 183

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 192
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 244
Transports, déplacements et accessibilité	page 270
Urbanisme et aménagement	page 290
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 331
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 359
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 373
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels.	page 384
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 390
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 398

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires soit 400 000 € sont inscrits au budget central de la Métropole dédié à la Culture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.